



LOLITA PILLE  
MYSTIQUE LITTÉRAIRE

OCEAN VUONG  
LA PEINE, ET PUIS LA JOIE

Supplément  
LE MONDE  
DES LIVRES

## Iran : Donald Trump face aux coûts de la guerre

► Dans une allocution télévisée, le président américain a promis de renvoyer l'Iran à « l'âge de pierre », sans dessiner d'issue rapide au conflit

► Cette intervention, émaillée de manifestations d'autosatisfaction, n'a pas permis de dissiper les doutes sur les buts de guerre américains

► Hausse du prix de l'essence, alliances fragilisées, crédibilité militaire entamée... Donald Trump est confronté aux incohérences de sa stratégie

► Avant son discours, il avait de nouveau menacé de se retirer de l'OTAN, qualifiant les Européens de « lâches »

PAGES 2 À 4

**M**ÉDITORIAL  
UN DISCOURS ÉLOIGNÉ DE LA RÉALITÉ

PAGE 26

## ARTEMIS-2 DÉCOLLAGE RÉUSSI EN DIRECTION DE LA LUNE

► Cette mission autour de notre satellite naturel est une première depuis cinquante-trois ans

► La NASA ambitionne à terme d'installer une base près du pôle sud de la Lune

PAGE 7



A Cap Canaveral, en Floride, le 21 avril.  
CHRIS O'HARRA/AP

## La question de la primaire, point de crispation à gauche

LA PAGE des élections municipales tournées, la bataille pour la présidentielle est engagée au sein de la gauche non mélenchoniste. Favorable à une primaire pour désigner un candidat dans ce camp, l'écologiste Marine Tondelier devait publier, vendredi, un manifeste dans lequel elle fustige les artisans des « gauches irréconciliables » et de-

taille les grands thèmes communs aux socialistes, aux écologistes et aux communistes. Une manière de répondre à ceux qui, au Parti socialiste, comme le député Boris Vallaud, s'opposent au processus de la primaire, lui préférant une autre méthode, le « consensus organisé », pour rassembler. PAGE 12

## Bioéthique Le dilemme de l'arrêt des soins pour les médecins

Jusqu'où traiter ? Des soignants évoquent leurs interrogations quand il s'agit de trancher, alors que les Etats généraux de la bioéthique s'emparent du thème de la sobriété en médecine

PAGES 8-9

## Carburants Les prix s'envolent, le débat sur les recettes fiscales s'enflamme

L'exécutif veut affecter une partie des recettes fiscales issues de la hausse des prix à la décarbonation, alors que les oppositions réclament baisse des taxes et élargissement des aides

PAGE 15

Justice  
Les avocats opposés au plaider-coupable en matière criminelle  
PAGE 13

Economie  
La crise énergétique affecte un nombre croissant de filières  
PAGE 14

Allemagne  
Le chancelier Merz confronté à une polémique sur les réfugiés syriens  
PAGE 6

## Exposition A Londres, la Tate Modern célèbre Tracey Emin

Le musée londonien consacre une rétrospective à l'artiste, qui a fait de ses souffrances le sujet principal de son œuvre  
PAGE 20

## Horizons Le mystérieux «frappeur» hante toujours Goudelin

Dans le village breton, un mystérieux individu persécute des femmes, en tambourinant la nuit à leur porte. Les victimes sont enfin écoutées  
PAGE 18

VU PAR DILEM (ALGÉRIE)

CARTOONING FOR PEACE

## LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT FAIT BONDIR L'INFLATION EN FRANCE



CHAQUE SEMAINE  
LE MEILLEUR  
DE LA PRESSE  
ÉTRANGÈRE

Courrier international

ISRAËL  
LA GUERRE PERMANENTE

FRANCE - TEMÊTE ACRIE CONTRE  
RALPH BAGAYOND  
L'ÉTRANGER - TOUJOURS  
LA VOIX DES DÉSESPÉRÉS  
LE RETOUR DU PROJECTIONNISTE

Littérature  
Les indispensables  
lecteurs de Milan

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le président américain, Donald Trump, après s'être exprimé sur la guerre avec l'Iran depuis le Cross Hall, à la Maison Blanche, mercredi 1<sup>er</sup> avril, à Washington. ALEX BRANDON/AP

WASHINGTON - correspondant

Tout se passe conformément au plan, qui n'a cessé de changer depuis le 28 février. Ainsi se résume l'allocation télévisée de Donald Trump au sujet de la guerre engagée avec Israël contre l'Iran, prononcée mercredi 1<sup>er</sup> avril. Un exercice d'autosatisfaction hors sol sur les « victoires » américaines, alors que le conflit, sans issue prévisible, menace l'économie mondiale d'une crise majeure. « Nous avons toutes les cartes, ils n'en ont aucune », a prétendu le magnat, « très proche » de « finir le boulot ». Le président américain ne s'est guère attardé sur les contacts diplomatiques timides avec Téhéran, promettant, au contraire, de frapper « très durement » l'Iran dans les « deux à trois semaines » à venir, pour le renvoyer à l'« âge de pierre ».

La guerre contre la République islamique devait être une « petite excursion », selon l'expression prisée par Donald Trump, ces dernières semaines. La hausse des prix à la pompe ? « Des fluctuations à court terme », assurait la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, le 30 mars. La réalité est autre. Les États-Unis se sont transformés en agent du chaos, par une opération mal conçue, à l'urgence injustifiée. Cette guerre est devenue un outil de fragmentation et de recomposition aux effets mondiaux. Plus le coût militaire, économique et politique augmente pour les deux parties – sans compter Israël –, et plus le risque d'escalade se dessine.

**OBJECTIFS FLUCTUANTS**

« Pour invoquer une défaite stratégique américaine, encore eût-il fallu qu'il y eût une stratégie au départ, note Robert Malley, enseignant à la Yale Jackson School of Global Affairs, après avoir été envoyé spécial de l'administration Biden pour l'Iran. On cherchait la chute du régime ou l'avènement d'éléments plus pragmatiques ? Ce n'est pas le cas. On pensait affaiblir l'Iran jusqu'à sa capitulation ? Ce n'est pas le cas. On pensait que Téhéran ne pourrait pas frapper nos bases et nos alliés ? Il le fait. Avec des moyens bien inférieurs, l'Iran a réussi à conduire une guerre asymétrique, ce que j'appellerais une guérilla à l'échelle internationale, quasiment sans précédent. Il a pris en otage l'économie mondiale. »

## Economie et alliances menacées : Trump face aux coûts d'une guerre à tâtons

Lors d'une allocution, mercredi, le président des États-Unis n'a pas apporté de précision sur les buts et l'issue du conflit avec l'Iran, promettant seulement de renvoyer le pays à « l'âge de pierre », d'ici à « trois semaines »

Le prix de l'essence a fortement augmenté aux États-Unis, alors même que les effets de la guerre ne devraient réellement intervenir qu'à la mi-avril, lorsque le pétrole circulant déjà en mer sera épuisé. L'étranglement de la circulation dans le détroit d'Ormuz – sans compter l'hypothèse d'un blocage du détroit de Bab Al-Mandab en mer Rouge par les houthis du Yémen – était prévisible. Pourtant, il semble avoir pris de court l'administration américaine, qui cherche à déplacer la responsabilité vers les pays de la région, les Européens, mais aussi la Corée du Sud, le Japon et la Chine. « Allez chercher votre propre pétrole ! », a lancé Donald Trump sur son réseau Truth Social.

On ne sait plus ce que serait une victoire, tant les objectifs ont fluctué. Le changement de régime à Téhéran a été promis, puis nié, glissé. « On l'a eu par accident », a même clamé le président, mercredi, lors d'une réunion à la Maison Blanche. Donald Trump prétend que ce changement de régime a déjà eu lieu. Les États-Unis auraient à présent des contacts avec des gens « totalement différents ». Dans un message le 1<sup>er</sup> avril, Donald

**« L'IRAN A RÉUSSI À CONDUIRE UNE GUÉRILLA À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE. IL A PRIS EN OTAGE L'ÉCONOMIE MONDIALE. »**

ROBERT MALLEY  
ancien envoyé spécial  
de l'administration  
Biden pour l'Iran

Trump affirmait que le « président du nouveau régime », Massoud Pezeshkian – en poste depuis juillet 2024, et sans véritable pouvoir –, avait demandé un cessez-le-feu. Affaibli mais résolu, sans incantation indiscutable mais radicalisée, Téhéran a-t-il intérêt à une cessation des combats ?

« On pourrait juste prendre leur pétrole, se vantait le milliardaire, mercredi, lors d'un déjeuner. Mais vous savez, je ne suis pas sûr que les gens dans notre pays aient la patience [d'attendre], ce qui est malheureux. » Dans la dernière phase de la guerre menée à tâtons, les États-Unis envisagent des opérations terrestres. Les médias bruisent d'hypothèses : prise de l'île de Kharg, récupération de l'uranium hautement enrichi enfoui sous le site d'Isfahan... Des raids entraînant un risque inouï pour les soldats américains.

On ne connaît ni la durée ni l'issue de la guerre actuelle. Mais il est déjà possible de juger sévèrement son impact pour les États-Unis. Il porte un coup désastreux à sa réputation, à la crédibilité de son administration, alléguée à toute expertise, et, enfin, aux relations entretenues par Washington avec ses

alliés, si ce statut a encore un sens. La réputation est atteinte en raison de la banalisation par la Maison Blanche de l'assassinat ciblé – à l'image de celui du Guide suprême, Ali Khamenei – et son mépris déjà bien identifié du droit international. La porte-parole, Karoline Leavitt, a expliqué que les dirigeants iraniens « ne se trouvaient plus sur la planète Terre » parce qu'ils avaient « menti aux États-Unis » en les « menant en bateau dans des négociations ».

Mercredi, Donald Trump a une nouvelle fois menacé de bombarder des infrastructures civiles. « S'il n'y a pas d'accord, a-t-il dit, nous allons frapper très durement et, probablement, en même temps, chacune de leurs centrales électriques. » Un tel acte, assimilable à un crime de guerre, ne serait pas inédit dans un conflit. Mais son évocation par le président américain – qui se garde bien de préciser ce que devrait couvrir un accord diplomatique – est hors norme. Le milliardaire donne l'impression de négocier avec lui-même, au fil de l'eau.

**« UNE AFFAIRE D'HUBRIS »**

La deuxième fragilisation alarmante des États-Unis concerne le volet militaire. Il semble que le Pentagone ait tiré peu de leçons de quatre ans de guerre en Ukraine, notamment de l'utilisation décisive des drones par les deux camps, la Russie ayant développé un arsenal grâce aux Shahed iraniens. La destruction, le 27 mars, sur la base aérienne Prince Sultan, d'un avion militaire E-3 Sentry, centre de commandement volant doté d'un puissant radar, a montré

L'habileté iranienne à viser des points névralgiques du déploiement américain.

Mais cette destruction met aussi en cause la protection de cet appareil, exposé au grand jour sur le tarmac, comme le furent les avions russes dans leur pays en juin 2025, détruits par les drones ukrainiens au cours de l'opération « Toile d'araignée ». Deux mois plus tard, en août, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, était en visite à la Maison Blanche. Il proposait l'expertise de son pays en matière d'interception de drones, mais les Américains ne donnèrent pas suite, selon le site Axios. « C'est une affaire d'hubris », soupire un expert américain des questions de défense.

La question des stocks de munitions et d'armements se pose également. La Chine et la Russie observent avec satisfaction la façon dont l'armée américaine brûle ses cartouches, notamment les plus précieuses et essuies par les matières. Le commandement central a annoncé, mercredi, que 12 300 kilos avaient déjà été visés en Iran. Le temps presse pour les Etats-Unis. Becca Wasser, analyste des questions militaires à l'agence Bloomberg après avoir travaillé au centre de réflexion Rand Corporation, estime qu'en cas de conflit prolongé, « l'épuisement des intercepteurs de défense aérienne et des munitions avancées commencera à se faire sentir ». « Les contraintes pesent sur les stocks américains et la nécessité de les reconstruire réduira ce qui peut être fourni aux alliés et partenaires, quel qu'il y ait un besoin mondial, de l'Ukraine au Golfe », explique l'experte.

Les réserves de missiles de croisière JASSM ou Tomahawks (plus de 850 tirés, selon *The Washington Post*) ne peuvent être rapidement reconstitués. Il faudra sans doute des années. En outre, selon Becca Wasser, les dégâts causés aux avions de ravitaillement en vol, aux capacités de renseignement et de surveillance comme les MQ-9 ou les Awacs, ont déjà des conséquences « majeures » sur la conduite de l'opération « Fureur épique ». « Un nombre réduit de ravitailleurs peut limiter les opérations aériennes américaines, et des radars neutralisés pourraient rendre plus difficile l'interception par la défense aérienne », dit l'analyste au Monde.

#### L'OTAN, « UNE ROUTE À SENS UNIQUE »

Au milieu de propos triomphalistes, Donald Trump cherche des boucs émissaires, accentuant encore l'isolement de Washington. Les pays européens sont attaqués en raison de leur refus de s'engager dans la sécurisation du détroit d'Ormuz, mais aussi pour les obstacles posés sur leur sol au déploiement américain. Sur la chaîne Fox News, le 31 mars, le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, a annoncé un « réexamen » de la relation avec les pays de l'OTAN, au cours de la guerre commerciale. « Son objectif de point où l'Alliance signifie qu'on ne peut utiliser ces bases [en Europe] pour défendre les intérêts américains, alors l'OTAN est une route à sens unique. L'OTAN ne signifie plus pour nous qu'avoir des troupes en Europe pour défendre l'Europe ».

Il s'agit de la menace la plus franche formulée par un officiel américain contre l'existence même de l'Alliance, au mépris de l'histoire et des missions communes hors du continent européen, à commencer par l'Afghanistan. Certes, une clause dans la loi de dépenses militaires de 2024 (après la promulgation d'une loi en 2023) interdit à tout président de retirer unilatéralement les Etats-Unis de l'OTAN sans accord du Congrès ou de majorité des deux tiers au Sénat. Mais la rupture de confiance est consommée, après la crise causée par les revendications américaines sur le Groenland.

Les pays du Golfe sont aussi maltraités, lors du tournoi économique de l'Arabia Finance, Donald Trump a moqué le prince héritier saoudien, Mohammed bin Salman. « Il ne pensait pas qu'il mériterait les fesses », osa le magnat. Plus largement, ce dernier a tendance à considérer les pays du Golfe comme des distributeurs de billets, des clients obligés de se tourner vers Washington pour leur propre sécurité. C'est vrai en partie. Mais il est aussi possible que les investissements minifiques promis aux Etats-Unis depuis un an fondent, en conséquence de la guerre.

Donald Trump a remercié ces pays dans son allocution. Il a aussi tenté de rassurer les Américains, au sujet du prix de l'essence. Mais il était stupéfiant de l'entendre énumérer, en conclusion, la durée des engagements militaires des Etats-Unis, de la première guerre mondiale jusqu'à l'Irak, en passant par le Vietnam. Une durée qui se contextualise. Il n'y avait rien de rassurant à entendre le milliardaire qualifier « Fureur épique » de « vrai investissement » dans l'avenir des enfants américains. ■

PIOTR SMOLAR

# L'OTAN de nouveau dans le collimateur de Washington

## Le président américain a assuré envisager « absolument » de se retirer de l'Alliance et qualifié ses partenaires européens de « lâches »

BURKELLES - bureau européen

Après le siège de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), mercredi 31 avril, les téléphones ont une nouvelle fois chauffé entre l'administration américaine et ses alliés européens. Alors que la guerre lance contre l'Iran, le 28 février, par les Etats-Unis et Israël, est dans une impasse, le président Trump s'en est pris aux autres Etats membres de l'Alliance atlantique, au point d'assurer à plusieurs médias qu'il envisageait « absolument » de se retirer.

Si la menace n'est pas nouvelle, elle s'inscrit dans une séquence au ton particulièrement véhément de la part du président américain et de son entourage à l'égard de l'OTAN. Mercredi, Donald Trump a notamment qualifié de « lâches » ses alliés européens, en raison de leurs réticences à venir débloquer le détroit d'Ormuz sous blocus iranien. M. Trump n'a toutefois fait aucune allusion à ce sujet lors de son allocution sur la guerre, mercredi, se bornant à rappeler la nécessité, selon lui, de l'opération « Fureur épique » et à en souligner les progrès. « Dès que Donald Trump est frustré avec les Européens, il s'en prend à l'OTAN, car il sait que cela crée du stress dans le système, relève Camille Grand, ancien secrétaire général adjoint de l'OTAN. Pour lui, les Etats-Unis financent la défense du continent et, en retour, les Européens doivent les soutenir sans réserve. » « J'en ai jamais été influencé par l'OTAN. J'ai toujours su que c'était un tigre et papier, et Poutine le sait aussi, d'ailleurs », a déclaré M. Trump, mercredi, au quoti-

dien britannique *The Daily Telegraph*. Alors que de nombreux officiels européens ont pris l'habitude de faire profil bas à chaque diatribe de M. Trump, l'ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OTAN Udo Daalder considère qu'il y a eu un tournant. « Il s'agit de la fin de la pire crise de laquelle l'OTAN ait jamais été confrontée », dit-il. Créée en 1949, l'Alliance n'en est pas à ses premières tensions, mais, jusqu'ici, le dialogue a toujours permis de calmer les esprits, notamment grâce à l'entremise du secrétaire général.

#### L'arme du chantage

Cette fois, le titulaire actuel du poste, Mark Rutte, malgré son obsolescence assumée auprès de M. Trump, ne semble pas avoir réussi à rassurer ce dernier sur l'engagement des Européens à intervenir dans le détroit d'Ormuz une fois la phase chaude de la guerre terminée. M. Trump aurait sorti l'arme du chantage, ces derniers jours, selon *The Financial Times*, en menaçant d'interdire le transfert d'armes américaines vers l'Ukraine.

« Généralement, quand les Etats-Unis souhaitent que les Européens les soutiennent dans un projet militaire, surtout quand cela ne concerne pas le territoire de l'OTAN, qui est une alliance défensive, ils y mettent les formes et convoquent un conseil au sein de l'Alliance », reprend Camille Grand.

Pour Amélie Zima, chercheuse à l'Institut français des relations internationales, « il n'y a rien de nouveau dans les déclarations de M. Trump ; c'est un long continuum depuis son arrivée à la Maison Blanche », estime-t-elle, en référence aux menaces d'an-

### L'EUROPE RESTE UNE BASE ARRIÈRE LOGISTIQUE-CLÉ POUR LES OPÉRATIONS AMÉRICAINES AU MOYEN-ORIENT

nexion du Groenland ou du Canada. Ce faisant, ces attaques à répétition « vont totalement à l'encontre » de plusieurs autres fondements du traité de l'Atlantique Nord, souligne-t-elle.

L'article 1<sup>er</sup> du traité prévoit que les Etats parties « s'engagent (...) à s'abstenir dans leurs relations internationales de recourir à la menace » ; l'article 2, lui, stipule que les Etats parties « contribueront au développement de relations internationales pacifiques et amicales (...) et s'efforceront d'éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques ». Les diatribes de l'administration Trump abiment surtout l'article 5, le cœur de l'Alliance, aux yeux de nombreux experts. Celui qui régit la solidarité militaire entre alliés et prévoit que si l'un d'entre eux est attaqué, les autres lui doivent assistance ; l'article 5 est, notamment, le pilier du parapluie nucléaire américain, totalement intégré à l'OTAN.

Un retrait américain de l'OTAN serait compliqué à mettre en œuvre : l'Europe reste une base arrière logistique-clé pour les opérations américaines au Moyen-Orient ; et, même si « les Amé-

ricains veulent conserver des capacités militaires en Europe sans être au sein de l'OTAN, ils restent liés par de nombreux accords bilatéraux avec les Etats où se trouvent leurs bases. Dans beaucoup d'endroits, comme la Pologne, ils ont à la fois une présence au titre de l'OTAN et dans le cadre d'accords bilatéraux. Un retrait supprime la réaffectation de ces troupes », détaille la chercheuse. De plus, relève M. Grand, « formellement, la procédure de retrait est complexe, d'autant plus que, depuis 2023, le Sénat américain doit donner son accord. Marco Rubio, l'actuel secrétaire d'Etat, avait porté politiquement cette loi ». C'est ce dernier qui a affirmé, mardi sur Fox News, « qu'il ne fait malheureusement aucun doute qu'une fois le conflit [contre l'Iran] terminé, [les Etats-Unis] dev[raient] réexaminer (...) l'intérêt que présente l'OTAN pour [eux] dans le cadre de cette alliance ».

Le premier ministre britannique, Keir Starmer, est l'un des rares responsables politiques européens à avoir osé s'opposer au président américain, mercredi. L'OTAN est « l'alliance militaire la plus efficace que le monde ait jamais connue », a-t-il déclaré, lors d'une conférence de presse consacrée aux moyens qu'une coalition de 35 pays pourrait rassembler pour « faire front commun pour la sécurité maritime dans le Golfe ». L'Europe peut « être regardée comme un continent qui est plus lent que d'autres [mais] la prévisibilité à la valeur », a précisé, pour sa part, le président français, Emmanuel Macron, mercredi, lors de son déplacement au Japon.

PHILIPPE JACQUÉ ET ELISE VINCENT

# Le rôle croissant de la Turquie au sein de l'Alliance

## Ankara a annoncé la création d'un corps armé de l'OTAN sur son sol, suscitant la méfiance de l'opinion

ISTANBUL - correspondant

Le bruit de la guerre en Iran a failli occulter deux annonces militaires turques lourdes de sens et de conséquences. Coup sur coup, dans la semaine du 23 mars, la presse a révélé que l'OTAN projetait de créer un corps multinational d'action rapide à Adana, dans le sud du pays, et qu'Istanbul allait accueillir un quartier général de forces navales composées de soldats de la coalition des volontaires, qui rassemble les alliés de Kiev, sur les rives du Bosphore, presque à l'embouchure de la mer Noire. Deux initiatives considérées comme le signe de la volonté d'Ankara de renforcer sa dissuasion et d'accroître ses défenses armées aux frontières, soumises quasiment de toutes parts à une instabilité croissante.

L'installation d'un nouveau centre de commandement de l'Alliance atlantique a été admise par le ministère de la défense turc, qui l'avait tout d'abord niée, le 26 mars. L'information, révélée quelques jours auparavant par le quotidien *Cumhuriyet*, avait suscité de vives critiques de la part de députés de l'opposition kémaliste et nationaliste.

#### Communication de crise

Lors d'une conférence de presse, un porte-parole du ministère des armées a répondu que cette nouvelle unité devait « être placée sous le commandement d'un général turc » et que les travaux et les procédures d'approbation de l'OTAN n'étaient « pas encore terminés ». Devant les journalistes, le représentant du ministère a tenu à préciser que cette initiative n'avait aucun lien

avec la guerre en Iran. Le projet existait bien avant les tensions actuelles, a-t-il affirmé, rappelant qu'il avait été adopté au sommet de l'OTAN à Vilnius, en Lituanie, en juillet 2023. Lors de cette réunion, les chefs d'Etats et de gouvernement des pays membres de l'Alliance avaient prévu de nouveaux plans de défense basés sur une structure tripartite, installée en Pologne (pour couvrir le flanc nord de l'Alliance), en Roumanie (chargée du flanc est), et en Turquie (flanc sud), afin de faire face à deux menaces principales : « la Russie et le terrorisme ».

Deux jours plus tard, le 28 mars, le même ministère turc a affirmé une rumeur qui enflait sur les réseaux : un commandement de composante navale de pays européens alliés de l'Ukraine devait, lui, être activé tout prochainement sur les rives du Bosphore. La marine turque avait, peu avant, publié un communiqué sur le réseau X, faisant état d'une visite d'officiers navals de France et du Royaume-Uni sur le site d'Anadolou Kavagi, dans le district de Beykoz à Istanbul, sur la rive asiatique du détroit. C'est cette publication, survenue quelques heures à peine après le scoop de *Cumhuriyet*, qui a enflammé la toile et alimenté de nombreuses spéculations sur le rôle de l'OTAN et le principe de souveraineté régionale turque.

De fait, Ankara aurait préférait que le dossier du corps multinational à Adana reste discret tant que le processus d'approbation n'était pas finalisé. Le ministère de la défense a ainsi dû gérer une communication de crise en confirmant l'information parue dans la presse, tout en minimisant le lien avec la guerre en cours chez son voisin iranien. La communi-

cation insistante d'Ankara sur la souveraineté turque de la base répond, elle, à une opinion publique historiquement méfiante à l'égard de la présence militaire américaine.

De plus, les experts questionnent les raisons d'établir un nouveau corps armé à Adana. La Turquie héberge déjà le commandement des forces terrestres de l'OTAN (Landcom) à Izmir et le corps de réaction rapide à Istanbul, en plus de disposer de la deuxième armée de l'Alliance en termes d'effectifs. Sans oublier que la région d'Adana abrite également la base aérienne d'Incirlik, où stationnent des troupes américaines, espagnoles, polonaises et qatariennes. L'Espagne y dispose d'une batterie de défense antimissile Patriot, à laquelle est venue s'ajouter une seconde unité, déployée à la suite du lancement de missiles iraniens dirigés vers l'espace aérien turc. Quatre engins ont été, d'après l'OTAN, interceptés depuis le 28 février.

#### Politique de dissuasion

Pour Karol Wasilewski, chef du département Turquie, Caucase et Asie centrale au Centre d'études orientales à Varsovie, le projet de corps multinational à Adana s'inscrit dans le cadre de la transformation et de l'adaptation de l'OTAN aux menaces en constante évolution. « Bien sûr, ce projet fait l'objet de controverses, en raison du contexte de guerre régionale et des doutes des Turcs quant à leur propre perception de la menace, souligne-t-il. On peut toutefois être imprudent à Varsovie, le projet de corps multinational à Adana s'inscrit dans le cadre de la transformation et de l'adaptation de l'OTAN aux menaces en constante évolution. « Bien sûr, ce projet fait l'objet de controverses, en raison du contexte de guerre régionale et des doutes des Turcs quant à leur propre perception de la menace, souligne-t-il. On peut toutefois être imprudent à Varsovie, le projet de corps multinational à Adana s'inscrit dans le cadre de la transformation et de l'adaptation de l'OTAN aux menaces en constante évolution. »

Au site britannique *Middle East Eye*, Huseyin Fazla, général de brigade

ayant occupé divers postes au sein de l'OTAN, précise que l'Alliance se prépare à faire face aux défis venant de toutes les directions, et pas seulement du seul front oriental de l'Europe. Selon le spécialiste, la création de l'unité à Adana envoi un message clair aux pays de la région, montrant que l'OTAN prend au sérieux la défense de la Turquie, tout en projetant sa puissance par le biais notamment d'exercices militaires à venir : « Ce corps garantit la capacité opérationnelle de l'Alliance dans tous les scénarios possibles », ajoute l'ancien militaire.

Interrogé par la chaîne progouvernementale TGRT, l'ex-général de division Erdogan Karakas se dit, lui, persuadé que la faiblesse des forces suppléantes locales, telles que les unités combattantes kurdes longtemps soutenues par Washington, et les menaces croissantes pesant sur l'approvisionnement énergétique ont « contraint les Etats-Unis à réévaluer le rôle de l'Alliance en tant que partenaire régional indispensable », tant au Moyen-Orient qu'en mer Noire. Preuve en est, insiste-t-il, la création de ce commandement naval à Istanbul et du nouveau corps militaire à Adana.

Sans surprise, le dernier sondage Metropoll, publié le 28 mars, confirme que l'opinion publique turque s'oppose massivement à ce que le pays prenne part au conflit en cours. Pour 68 % des personnes interrogées, la Turquie doit rester neutre tandis que 93 % sont opposés aux frappes contre l'Iran. Le soutien à l'OTAN, lui, reste majoritaire, mais, resale, 64 % estiment que l'Alliance atlantique est importante pour le pays, soit quatre points de moins qu'en 2018. ■

NICOLAS BOUCIER

## GUERRE AU MOYEN-ORIENT

## En Italie, Giorgia Meloni tente d'ajuster ses positions sur la guerre

L'interdiction du survol du territoire par les avions américains survient alors que le pays critique la proximité entretenue avec Trump

ROME - correspondance

Après la France et l'Espagne, le débat autour du survol du territoire national par les avions américains en route vers le Moyen-Orient s'est invité en Italie. Lundi 30 mars, le *Corriere della Sera* a révélé que le ministre de la défense italien, Guido Crosetto, avait refusé que des appareils de l'armée de l'air des États-Unis se posent sur la base de Sigonella, dans l'est de la Sicile.

Selon le journal, les autorités militaires italiennes ont découvert que plusieurs appareils américains étaient déjà en route vers la base aérienne pour une escale, sans avoir sollicité l'autorisation préalable comme l'exigent les accords de coopération entre les deux pays. Le général Luciano Portolano, chef d'état-major des armées, avertit le ministre, qui a alors pris la décision d'interdire l'atterrissage.

Alors que les frappes américaines et israéliennes se poursuivent sur l'Iran, l'épisode a suscité une vive polémique dans les rangs politiques italiens. « La décision du gouvernement concernant Sigonella confirme les inquiétudes que nous avons exprimées ces dernières semaines : les États-Unis veulent utiliser notre territoire comme plateforme pour la guerre au Moyen-Orient », s'est émise Lily Schlein, secrétaire générale du Parti démocrate (PD, centre gauche) et leader de l'opposition.

## Guerre impopulaire

Le sujet est sensible à plusieurs titres. L'Il est d'abord pour le gouvernement de Giorgia Meloni qui, pour des raisons idéologiques, s'est souvent présenté comme un interlocuteur privilégié de Donald Trump au sein des pays européens. Mais la guerre lancée contre l'Iran aux côtés d'Israël est particulièrement impopulaire chez les Italiens. Le 9 mars, quelques jours après le début des frappes contre la République islamique, 65 % des Italiens jugeaient cette nouvelle guerre comme une « mauvaise nouvelle ». Selon l'Institut Ipsos, confirmant la forte hostilité à l'égard du président américain dans l'opinion publique de la péninsule. L'alignement affiché de la cheffe de l'exécutif italien sur la Maison Blanche lui a porté préjudice alors que l'aventure trumpienne au Moyen-Orient était de plus en plus contestée.

Comme ses alliés européens de l'OTAN, l'Italie refusée de se laisser entraîner dans la guerre menée par le président américain et Israël. « La décision du ministre Crosetto de refuser l'utilisation de la base de Sigonella à des avions américains doit être replacée dans le contexte des difficultés politiques rencontrées par le gouvernement Meloni », analyse Leo Goretti, responsable du programme politique

étrangère italienne au sein du centre de recherche Istituto Affari Internazionali. « La défaite cuisante du gouvernement lors récent du référendum sur la justice est due, entre autres facteurs, à la perception qu'a l'opinion publique italienne d'une proximité excessive entre Giorgia Meloni et l'administration Trump », estime le chercheur.

Mettre son veto au survol du territoire italien par les avions de l'US Navy est ainsi pour Giorgia Meloni l'occasion de reprendre la main dans une séquence politique délicate. « Elle envoie un signal à ses partisans aussi bien qu'à l'opposition en montrant que l'Italie ne se plie pas aux desiderata de la puissance américaine », décrypte Jean-Pierre Darnis, professeur à l'université Côte-d'Azur et chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique.

## Passions antimilitaristes

Cela s'ajoute le symbole que représente la base sicilienne de Sigonella dans l'imaginaire italien. Construite en 1959, au cœur de la guerre froide, cette base sous commandement italien est une plateforme logistique majeure pour la VI<sup>e</sup> flotte américaine, et cristallise depuis des décennies les passions antimilitaristes du pays. « Les bases américaines ont toujours constitué un pilier solide de la coopération entre les deux pays », explique Gregory Alegi, spécialiste des questions aéronautiques à la libre université internationale des études sociales Guido Carli, à Rome, mais elles ont toujours été un sujet de tension avec l'opposition anti-américaine depuis la création de l'OTAN, notamment de la part de la gauche communiste et postcommuniste.

En octobre 1982, Sigonella fait la une des journaux du monde entier. Donald Reagan y envoie ses forces spéciales pour y capturer le Palestinien Abou Abbas, présent à bord d'un Boeing égyptien qui s'y est posé. Le terroriste est accusé d'avoir planifié le détournement d'un paquebot italien, l'*Achille Lauro*, au cours duquel un ressortissant américain est tué. Mais le président du conseil, Bettino Craxi, le fait encercler par les carabinieri, et dénonce une violation de la souveraineté italienne.

Le président américain finira par céder et par retirer ses hommes. « Cette crise de Sigonella est celle du "non italien" à l'Amérique », rappelle Jean-Pierre Darnis. Si cet affrontement diplomatique est sans commune mesure avec la séquence actuelle, les médias italiens reprennent en bouclé cet épisode ces derniers jours, montrant la volonté de dénoncer l'aventure américaine.

Mardi, la présidence du conseil a voulu apaiser les esprits en expliquant qu'il n'y a « ni tensions ni frictions » avec les partenaires internationaux de l'Italie et que les relations avec les États-Unis, en particulier, restent « solides et fondées sur une coopération pleine et loyale ». Le ministre de la défense, Guido Crosetto, est attendu le 7 avril devant la Chambre des députés pour donner ses explications sur l'interdiction de survol des appareils américains. « Depuis quatre-vingts ans, rappelle Gregory Alegi, il y a eu des hauts et des bas dans les relations entre Rome et Washington, mais le lien reste solide. Il existait avant Trump et il survivra à Trump. » ■

OLIVIER BONNEL

Le poste-frontière de Narva-Ivangorod, à Narva, en Estonie, le 1<sup>er</sup> avril. PASHA KRITIKHO POUR - LE MONDE

## L'Estonie dans le viseur de Moscou

Le pays balte, membre de l'OTAN, est de plus en plus la cible d'opérations de propagande et de déstabilisation de la part de la Russie

## REPORTAGE

NARVA (ESTONIE) - envoyée spéciale

Trois à quatre heures, peut-être davantage. L'attente sera longue. Devant le poste-frontière de Narva, dans le nord-est de l'Estonie, une centaine de personnes patientent, prêtes à se soumettre aux contrôles avant de se rendre en Russie, par-delà le pont qui relie le petit pays balte à son grand voisin. Avant la pandémie de Covid-19, en 2020, et l'invasion de l'Ukraine, en 2022, plus de 4 millions de personnes transitaient chaque année par cette frontière, dans les deux sens. Elles sont 1 500 par jour désormais.

Mardi 1<sup>er</sup> avril, il y a, dans la file des voyageurs, un vieux Russe installé en Finlande (dont la frontière avec la Russie est fermée depuis décembre 2023), Jana et sa fille Caterina, venues de Berlin pour rendre visite à leur famille à Saint-Petersbourg, à 100 kilomètres de là, ou encore Estimien de 38 ans qui chaque semaine, retourne à la police, est-il écrit sur une pancarte, à destination de ceux qui arrivent de Russie.

Depuis quelques jours, l'Éstonie est aux avant-postes de la guerre entre Moscou et Kiev, alors que des intrusions de drones dans l'espace aérien estonien ont ravivé les inquiétudes à cette frontière orientale de l'Union européenne (UE). Les Ukrainiens ont mené une attaque massive contre les ports russes d'Oust-Louga et de Primorsk, points névralgiques du commerce d'hydrocarbures. Certains de leurs drones sont entrés dans l'espace aérien estonien et plusieurs se sont écrasés, probablement détournés par la défense russe. Jusque-là, il n'y a pas eu de blessés ni de dégâts majeurs.

« La guerre a atteint nos maisons », a cependant déclaré Katri Raik, la maire de Narva, troisième ville d'Estonie, située à 35 kilomè-

tres d'Oust-Louga. Parmi ses 40 000 administrés, les sentiments confus se disputent, mêlant fatalisme, inquiétude ou indifférence.

« Ces histoires de drones, c'est stressant », confie Evgenya (qui n'a pas donné son nom, comme toutes les personnes citées par leur prénom), une Russe de 33 ans installée depuis quatre ans et demi à Narva, où elle gère un café. On essaie d'avoir une vie normale, mais on s'est demandé quel serait l'abri le plus proche en cas d'alerte. « La guerre est inévitable », considère sa collègue Lisa, 26 ans. « L'idée que Narva est le prochain Dombass, je ne le vois pas arriver », tempère Jui, Erik Liiva, un garde-frontière établi dans la ville depuis quinze ans.

## Menaces hybrides

Les autorités se veulent rassurantes. « Il n'y a pas de menace militaire directe, affirme au Monde la sous-secrétaire d'Etat à la défense estonienne, Tuuli Duneton. La majorité des troupes russes sont mobilisées en Ukraine. Ce qui se passe avec les drones découle d'attaques contre les infrastructures russes. Elles sont efficaces et c'est un point positif. »

L'Estonie est régulièrement confrontée à des menaces hybrides depuis l'invasion de l'Ukraine : cyberattaques, ruptures de câbles sous-marins, intrusions d'avions de chasse russes. Le pays, peuplé de 1,3 million d'habitants, s'efforce d'apporter des réponses face à son menaçant voisin de plus de 140 millions d'habitants. Cette année, Tallinn doit consacrer 5,4 % de son produit intérieur brut à l'effort de défense, contre moins de 2,1 % en 2022. « Il est difficile de dire quel-

## Des intrusions de drones dans l'espace aérien estonien ont ravivé les inquiétudes

les sont les probabilités [d'une agression russe], mais plus on se prépare, moins ça risque d'arriver », commente Pablo Veyrat, un Espagnol de 43 ans installé dans le pays depuis quinze ans et père de deux enfants qu'il a eus avec une Estonienne. Pablo a rejoint en 2022 la Ligue de défense, une réserve citoyenne de plus de 20 000 personnes. « C'est le pays de mes enfants et je ne veux pas le laisser à Poutine », justifie celui qui s'entraîne deux à trois fois par mois au manège de la mitrailleuse.

A Narva plus qu'ailleurs en Estonie, la population est prise dans des réseaux identitaires et des conflits de loyauté. Plus de 95 % des habitants sont russophones, contre environ un quart dans le pays, sous le joug des Soviétiques de 1944 à 1991. Si l'histoire nationale entretient la mémoire des dizaines de milliers d'Estoniens déportés, en Sibérie et ailleurs, à l'époque de l'URSS, à Narva, la mémoire est plus troublée.

Zinaïda, 73 ans, est arrivée à l'âge de 12 ans dans la ville frontalière. « Mes parents étaient agriculteurs et ils sont venus de Leningrad [aujourd'hui Saint-Petersbourg] à la recherche d'une vie meilleure », relate cette ancienne technicienne du secteur de la chimie, qui ne parle pas bien estonien, sans pour autant revendiquer son attachement au voisin russe. Au contraire d'Anton : « J'ai un passeport estonien mais je suis russe », affirme cet homme de 70 ans.

La guerre en Ukraine a pressé les autorités de solder cet héritage. Cela s'est traduit par la fin du droit de vote aux élections municipales pour les ressortissants de pays extérieurs à l'UE, le retrait de monuments soviétiques de l'espace public, l'accélération du processus de transition vers un enseignement en estonien exclusivement, alors que 20 % des élèves du pays ont cours en russe. « Cette réforme a été retardée pendant trente ans à

cause de la résistance opposée par la Russie et c'est un vrai défi, explique au Monde la ministre de l'éducation, Kristina Kallas. L'agression de l'Ukraine a donné la volonté politique pour la mener à son terme. »

## Sentiment d'abandon

Au sein de l'Ecole estonienne de Narva, sous tulle de l'Etat, environ 400 élèves, presque tous russophones, jouissent d'un traitement privilégié. Inauguré en janvier 2024, l'établissement valorise l'autonomie, la bienveillance et la culture estonienne. « Les élèves apprennent la langue en quelques mois », se réjouit Irene Käassar, la directrice. Ailleurs, des frustrations s'accumulent. Dans une ville qui a connu une désindustrialisation massive et perd chaque année un millier d'habitants, certains nourrissent un sentiment d'abandon. « Il n'y a pas de futur ici, lâche Egor, un lycéen de 17 ans. Le gouvernement se fiche de nous et nous oblige à apprendre l'estonien. »

Une faille que le voisin russe tente d'exploiter. « La plus grosse menace, c'est la campagne de recrutement menée par le FSB [le service de renseignement intérieur russe] sur les réseaux sociaux ou à la frontière pour des actions de sabotage contre, par exemple, des mémoriaux », relève Marta Tuul, représentante du service estonien de renseignement intérieur.

Tout récemment, une rumeur a fait bouillir de neige autour du pré-tendu projet séparatiste d'une « république populaire de Narva », sur le modèle des entités séparatistes de Louhanski et Dometsk, dans le Donbass ukrainien, dans les années qui précéderont l'invasion de février 2022. Un projet alimenté par un groupe Telegram suivi par environ 1 600 personnes et que la maire de Narva a comparé à du « harcèlement ». « La république populaire de Narva est un récit propagé par les Russes mais qui ne reflète pas la volonté des habitants », poursuit M<sup>me</sup> Tuul. « Tant que les Russes sont en Ukraine, ils ne vont pas s'engager sur un nouveau front », relativise une source diplomatique.

Avant d'avertir : « Le compte à rebours va commencer après la guerre, quand Moscou pourra de nouveau se mobiliser contre un pays de l'OTAN. » ■

JULIA PASCUAL



METTRE SON VETO  
AU SURVOL DES  
AVIONS DE L'US NAVY  
DU TERRITOIRE  
ITALIEN EST POUR  
GIORGIA MELONI  
L'OCCASION DE  
REPRENDRE LA MAIN

# Etats-Unis : le droit du sol devant la Cour suprême

Les juges se sont montrés sceptiques sur la volonté de Trump de revenir sur ce pilier de l'identité américaine

WASHINGTON - correspondant

Le déplacement était chargé d'une violence symbolique. Mû par son goût pour l'intimidation, Donald Trump a accompli un geste inédit, mercredi 1<sup>er</sup> avril. Il s'est rendu à la Cour suprême pour assister au débat sur le droit du sol, qu'il cherche à remettre en cause. Cette présence silencieuse du président américain ne dura qu'un temps, celui de l'intervention de son représentant, le solliciteur général des Etats-Unis, John Sauer. Quittant l'enceinte avant la clôture du débat, le magnat s'est sans doute lassé des échanges sophistiqués, empreints de références à des précédents fameux.

Les questions ont essentiellement concerné les notions de « domicile » et d'« allégeance » des parents étrangers et des enfants, sans controverse majeure sur la question migratoire actuelle aux Etats-Unis. Le solliciteur général a certes évoqué l'existence d'une industrie touristique de la naissance, conduisant des Russes et des Chinois à élaborer des stratégies pour accoucher dans le pays. « Nous sommes dans un nouveau monde (...) où 8 milliards de personnes se trouvent à un vol en avion d'accoucher d'un enfant qui sera un citoyen américain », a lancé John Sauer. « C'est un monde nouveau, c'est la même Constitution », a platement répondu John Roberts, le président de la Cour suprême. Un scepticisme a semblé dominer parmi les neuf magistrats, dont six conservateurs, au sujet des arguments de l'administration.

## Marqueur idéologique

Le jour même de son retour à la Maison Blanche, Donald Trump a pris pour cible le droit du sol, marqueur idéologique fondamental dans la lutte contre « l'invasion » supposée du pays par 20 millions de sans-papiers, un chiffre communément cité par les républicains, mais non repris par les démographes. Le 20 jan-



Devant la Cour suprême des Etats-Unis, à Washington, mercredi 1<sup>er</sup> avril. TOM BRENNER/AP

vier 2025, le président signait un décret prétendant protéger la souveraineté, la sécurité nationale et la stabilité économique du pays. Mais le décret présidentiel n'a jamais été mis en œuvre, ayant fait l'objet de plaintes et décisions judiciaires défavorables.

Le droit du sol a été gravé dans la Constitution en 1868, après la guerre de Sécession, afin de renforcer les droits des Noirs, anciens esclaves. La section 1 du 14<sup>e</sup> amendement stipule que toute personne née ou naturalisée aux Etats-Unis et relevant de sa « juridiction » en est un citoyen. C'est cette référence à la « juridiction » qui se trouve au cœur de l'argumentaire de l'administration. Selon elle, les enfants de personnes

en situation illégale ou dotées d'un statut temporaire ne seraient pas concernés, n'ayant pas développé de « liens d'allégeance » avec les Etats-Unis, avec notamment un domicile permanent.

« Règle claire et intangible » Mercredi, une affaire ancienne figurait au cœur des débats, datant de 1898, celle de Wong Kim Ark. Né à San Francisco de parents chinois, ce jeune cuisinier décida, à l'âge de 21 ans, de leur rendre visite dans leur pays d'origine. A son retour aux Etats-Unis, on lui refusa l'entrée, en prétextant qu'il n'était pas un citoyen américain. La Cour suprême finit par lui donner raison. Le solliciteur général, John Sauer, a

affirmé qu'une révision du droit du sol ne serait pas rétroactive. Cela n'a guère rassuré certains magistrats, notamment Ketanji Brown Jackson. Celle-ci s'est intéressée aux aspects pratiques. Comment prouver cette « allégeance » ? « Va-t-on convoquer des femmes enceintes pour une déposition ? » A ce jour, les seules exceptions admises au droit du sol concernaient les enfants de diplomates étrangers, d'éventuelles forces d'occupation et leur descendance, ou bien encore les tribus indiennes, au nom du caractère particulier de leur souveraineté et de leurs lois. Il a fallu attendre l'Indian Citizenship Act de 1924 pour que leurs membres soient officiel-

lement reconnus comme des Américains, sans que la question soit entièrement réglée. « La règle claire et intangible du 14<sup>e</sup> amendement a contribué à la croissance et à la prospérité de notre nation, a noté Cecilia Wang, l'avocate de l'association American Civil Liberties Union, devant la Cour. Elle découle des textes et de l'histoire. Elle est applicable et empêche la manipulation. Le décret présidentiel échoue sur tous ces points. De larges pans du droit américain deviendraient incohérents. Des milliers de bébés américains perdraient leur citoyenneté. Et si l'on accorde du crédit à la théorie du gouvernement, la citoyenneté de millions d'Américains, passés, présents et futurs, pourrait être remise en question. »

De retour à la Maison Blanche, Donald Trump a publié un court message sur Truth Social, assurant que les Etats-Unis étaient le seul pays « assez stupide » pour tolérer le droit du sol, amenant les chaînes d'information à montrer la carte de toutes les autres nations concernées par ce dispositif.

Le 26 mars, quelques jours avant cette session de la Cour suprême, le président américain avait attaqué deux de ses membres, nommés pourtant par ses soins : Neil Gorsuch et Amy Coney Barrett. « Ils me rendent malade parce qu'ils sont mauvais pour notre pays », avait-il assené. Le magnat ne leur pardonnera pas de s'être joints aux juges libéraux pour censurer son dispositif de tarifs douaniers mondiaux dits « réciprocques », le 20 février. ■

« Des milliers de bébés américains perdraient leur citoyenneté »

CECILIA WANG  
AVOcate

lement reconnus comme des Américains, sans que la question soit entièrement réglée.

« La règle claire et intangible du 14<sup>e</sup> amendement a contribué à la croissance et à la prospérité de notre nation, a noté Cecilia Wang, l'avocate de l'association American Civil Liberties Union, devant la Cour. Elle découle des textes et de l'histoire. Elle est applicable et empêche la manipulation. Le décret présidentiel échoue sur tous ces points. De larges pans du droit américain deviendraient incohérents. Des milliers de bébés américains perdraient leur citoyenneté. Et si l'on accorde du crédit à la théorie du gouvernement, la citoyenneté de millions d'Américains, passés, présents et futurs, pourrait être remise en question. »

De retour à la Maison Blanche, Donald Trump a publié un court message sur Truth Social, assurant que les Etats-Unis étaient le seul pays « assez stupide » pour tolérer le droit du sol, amenant les chaînes d'information à montrer la carte de toutes les autres nations concernées par ce dispositif.

Le 26 mars, quelques jours avant cette session de la Cour suprême, le président américain avait attaqué deux de ses membres, nommés pourtant par ses soins : Neil Gorsuch et Amy Coney Barrett. « Ils me rendent malade parce qu'ils sont mauvais pour notre pays », avait-il assené. Le magnat ne leur pardonnera pas de s'être joints aux juges libéraux pour censurer son dispositif de tarifs douaniers mondiaux dits « réciprocques », le 20 février. ■

PIOTR SMOLAR

# Nouveaux soupçons de délits d'initiés dans l'administration Trump

Le conseiller financier du secrétaire à la défense aurait tenté d'investir dans un fonds consacré à l'armement, juste avant les frappes contre l'Iran

NEW YORK - correspondant

L'affaire est au mieux grossièrement maladroite. Selon le *Financial Times* du lundi 30 mars, le conseiller financier de Pete Hegseth, le secrétaire à la défense des Etats-Unis, a essayé d'acheter, en février, pour plusieurs millions de dollars, un *exchange traded fund* (ETF), un fonds répliquant les performances de plusieurs grandes entreprises américaines du complexe militaire industriel, quelques jours avant le début des frappes américaines et israéliennes contre l'Iran. M. Hegseth a été désigné par Donald Trump comme le plus farouche partisan de cette intervention.

Le Pentagone a démenti formellement toute tentative de trading. Le *Financial Times* a maintenu ses informations, affirmant que la transaction n'a finalement pas eu lieu, car l'ETF n'était pas disponible à la vente pour les clients de la banque de M. Hegseth. Une ubaine : l'investissement aurait été catastrophique, l'ETF ayant perdu 13 % depuis le début de la guerre.

L'anecdote illustre un soupçon qui entoure la présidence Trump, celui d'un enrichissement d'une partie des responsables du pays, qui bénéficieraient d'informations exclusives encore non publiées. Depuis quinze mois, chaque annonce majeure est précédée de mouvements boursiers

Depuis quinze mois, chaque annonce majeure est précédée de mouvements boursiers suspects

suspects, et le président américain multiplie les revirements qui font valser les marchés dans un sens ou dans l'autre.

Pam Bondi a été l'une des premières à être montrée du doigt par le site spécialisé *ProPublica*. La procureure générale a vendu entre 1 et 5 millions de dollars (entre 867 000 euros et 4,3 millions d'euros) de parts dans la société Trump Media, le 2 avril 2025 au matin. Soit quelques heures avant l'annonce, par Donald Trump, du détail de ses droits de douane à l'encontre du reste de la planète, le fameux « Liberation Day », qui avait provoqué une petite panique boursière. La cession était déjà prévue sur le principe et n'est pas illégale en soi, mais le moment interlope : l'action en question a perdu 15 % dans les heures qui ont suivi, avant de se reprendre une semaine plus tard, quand le président a déclaré une trêve. Une contre-annonce précé-

dée de transactions douteuses de la part de comptes anonymes.

La plupart de ces mouvements troublants sont difficiles à tracer, et il est quasiment impossible d'en prouver le caractère frauduleux. C'est le cas des transactions réalisées sur le pétrole, pour une valeur de plus de 500 millions de dollars, quinze minutes avant le message de Donald Trump annonçant l'ouverture de négociations avec l'Iran, le 23 mars. Le volume inhabituel et le timing parfait – le prix du baril a chuté fortement dans les minutes suivantes, générant des gains importants sur ces positions – soulèvent de nombreuses interrogations. Les personnes qui ont donné ces ordres sur les marchés avaient-elles connaissance du contenu du message présidentiel ?

Le phénomène est amplifié par l'essor des plateformes comme Polymarket ou Kalshi, qui permettent de parier sur a peu près tout et n'importe quoi. Si les outils sont plus modernes, le phénomène n'est, à vrai dire, pas nouveau. Selon les données rendues publiques par Kirsten Gillibrand, sénatrice démocrate de l'Etat de New York, lors d'une conférence de presse en janvier, les gains sur les portefeuilles des membres du Congrès, en 2020, ont excédé de 17,5 % ceux de l'indice S&P 500.

L'élue appartient à une coalition bipartisanne qui veut durcir la loi

sur le sujet, malgré le soutien de la population : selon un sondage de l'université du Maryland datant de 2023, 86 % des personnes interrogées étaient pour une interdiction totale de trading pour les parlementaires et les membres du gouvernement.

## Faibles moyens de coercition

Une loi a bien été votée en 2012, le Stock Act, qui confirme l'interdiction pour les membres du Congrès, de l'administration et les juges fédéraux d'acheter ou de vendre des titres en utilisant des informations exclusives obtenues grâce à leur position, et qui impose des déclarations pour les sommes dépassant 1 000 dollars. Mais les faibles moyens de coercition la rendent inopérante.

« Malgré des allégations de conduite inappropriée, aucun membre du Congrès n'a jamais été poursuivi en vertu du Stock Act, et il n'existe aucun document public indiquant que des responsables auraient payé les amendes légales prévues pour des erreurs de déclaration au titre de cette loi », a écrit James Copland, directeur de la politique juridique au sein du Manhattan Institute, un groupe de réflexion conservateur, devant le Congrès.

Encore faut-il avoir la volonté d'enquêter sur les fraudes. Selon le média spécialisé *Notus*, la section intégrité publique du départe-

ment de la justice, créée après le scandale du Watergate pour enquêter sur la corruption, a été réduite, en un an, de 36 à deux personnes. Et la responsable des poursuites au sein de l'autorité de régulation des marchés financiers, la Securities and Exchange

Commission, Margaret Ryan, a jeté l'éponge, mi-mars. Selon l'agence Reuters, sa démission aurait été précédée de disputes avec sa direction : elle souhaitait enquêter sur des affaires impliquant M. Trump et sa famille. ■

NICOLAS CHAPUIS

## CULTURES MONDE.



du lundi  
au vendredi

11H - 12H

Mélanie

Chalandon

Julie Gacon

En partenariat avec  
Le Monde

france  
culture

# Allemagne : tollé après les propos de Merz sur les réfugiés syriens

Le chancelier allemand souhaite que 80 % des Syriens installés outre-Rhin retournent dans leur pays d'origine d'ici à 2029

BERLIN - correspondante

Le 31 août 2015, face à l'afflux de centaines de milliers de réfugiés venus de Syrie et d'Afghanistan, la chancelière allemande, Angela Merkel, prononça son fameux discours célèbre : « Wir schaffen das ». (« Nous y arriverons. ») Une décennie plus tard, à Berlin, le débat porte plus sur l'intégration des Syriens, mais sur l'ampleur d'un éventuel rapatriement de ceux-ci vers leur pays d'origine.

Lors d'une visite du président syrien, Ahmed Al-Charaa, à Berlin, lundi 30 mars, le chancelier, Friedrich Merz (CDU), a en effet affirmé qu'« au cours des trois prochaines années », environ 80 % des Syriens qu'on se trouve actuellement en Allemagne devraient retourner dans leur pays d'origine », précisant que c'était là « le souhait du président Al-Charaa » afin de reconstruire le pays. Pour M. Merz, l'objectif serait « de rapatrier en priorité ceux qui ne disposent plus d'un titre de séjour valide en Allemagne », mais aussi, à terme, tous ceux ayant la guerre, celle-ci étant désormais « terminée ».

Ses propos, ambigus, ont semblé plaider pour ce que ceux qui vivent en Allemagne et souhaitent rester soient bien intégrés », tout en soulignant que « beaucoup de ceux qui sont ici sont attendus chez eux ». A plusieurs reprises, le gouvernement allemand a indiqué souhaiter que les personnes arrivées en 2015 avec le statut de réfugié puissent retourner en Syrie, compte tenu de l'évolution de la situation politique à Damas.

Mais aucun chiffre précis n'avait été jusqu'ici mentionné. L'objectif de 80 % donné par le chancelier signifierait que quelque 750 000 Syriens devraient

repartir d'ici à 2029, un peu moins de 1 million de Syriens vivant aujourd'hui en Allemagne.

Face au tollé suscité par ces propos, notamment chez son partenaire de coalition à Berlin, le Parti social-démocrate (SPD), M. Merz a fait valoir que ce chiffre avait été évoqué par le président syrien lui-même, lors de leur rencontre. Ce dernier a démenti, quelques heures plus tard, avoir évoqué un seul aussi élevé. « Je n'ai pas dit cela. Ce sont d'autres qui l'ont dit, notamment le chancelier fédéral », a corrigé M. Al-Charaa lors d'une interview accordée au cercle de réflexion londonien Chatham House, dans laquelle il salue la politique de l'accueil de l'Allemagne depuis 2015.

« Cette charité ne devrait pas se terminer de manière déplorante. Le réfugié a le droit de rentrer librement et de son plein gré », a-t-il ajouté. Il a par ailleurs semblé lier le retour des Syriens aux investissements d'entreprises allemandes dans son pays.

## Risque pour l'économie

De fait, un retour aussi massif des personnes venues de Syrie depuis 2015 semble peu réaliste. « Quatre-vingt-dix pour cent des Syriens vivant en Allemagne bénéficient d'un statut de protection reconnu », rappelle l'économiste et spécialiste de l'immigration Herbert Brücker, de l'Institut de recherche sur le marché du travail et la formation professionnelle (IAB). « Si l'on voulait remettre cela en question, ce qui est théoriquement possible dans le droit allemand, il faudrait engager une procédure de réexamen de chaque cas individuellement ».

« Ceux-ci seraient ensuite portés devant les tribunaux, ce qui prendrait des années et surchargerait certainement la justice allemande, puisque nous parlons d'environ

« Nous risquons de perdre un potentiel considérable de main-d'œuvre »

HERBERT BRÜCKER  
économiste et spécialiste de l'immigration

700 000 cas. Il est peu probable que cela se produise », conduit-il.

L'hypothèse de retours volontaires semble, elle aussi, illusoire. Jusqu'ici, seuls quelques milliers de Syriens ont fait le choix de repartir, malgré un programme proposant une prise en charge des billets d'avion et de la versement de diverses aides par le gouvernement allemand, depuis janvier 2023. Entre 2016 et 2024, environ 244 000 Syriens sont, en outre, devenus des citoyens allemands.

Plusieurs économistes ont par ailleurs souligné le risque, pour l'économie allemande, d'un rapatriement à grande échelle de Syriens, aujourd'hui bien intégrés au marché du travail – notamment dans le secteur de la santé, sujet à des difficultés de recrutement, et où officient quelque 6 000 médecins syriens. Plus de 60 % des personnes arrivées en 2015 et en âge de travailler occupent aujourd'hui un emploi, a révélé une étude de l'IAB parue en août 2022, contre 70 % pour l'ensemble de la population allemande.

« Nous risquons de perdre un potentiel considérable de main-d'œuvre, met en garde M. Brücker. Actuellement, cela représente environ 320 000 personnes, mais ce nombre va augmenter

à 380 000 personnes d'ici à la fin de cette année et à plus de 400 000 en 2027, soit environ 1 % de la population active en Allemagne. Cela freinera la croissance en conséquence. Et de toute façon, en raison de l'évolution démographique, nous perdons chaque année environ 460 000 travailleurs. C'est une situation à laquelle nous devons faire face. »

**Rompre avec la politique Merkel**  
Le gouvernement allemand a fait de la question de l'immigration, dominante lors des élections législatives de février 2025 après une série d'attaques meurtrières commises par des personnes d'origine étrangère, sa priorité sur la scène intérieure. M. Merz cherche délibérément à rompre avec la politique d'accueil associée à Mme Merkel – pourtant du même parti que lui –, accusée rétrospectivement d'avoir allié la progression de l'extrême droite.

Depuis son entrée en fonctions, en mai 2021, le gouvernement allie les conservateurs de la CDU-CSU et les sociaux-démocrates du SPD a prolongé et durci les contrôles aux frontières déjà en vigueur, limité le regroupement familial et restreint l'accès à une partie des immigrés aux prestations sociales.

Dans le même temps, il a repris et augmenté les expulsions de personnes condamnées vers l'Afghanistan et la Syrie. Le nombre de demandes d'asile ayant reculé, il se tarque régulièrement de l'efficacité des mesures mises en place. Malgré les tentatives de déclaration successives de son entourage, les propos tenus par le chancelier, lundi, ont en revanche été presque unanimement lus comme un impair, dont le dirigeant est coutumier. ■

ELSA CONESA

# Israël : la loi sur la peine de mort suscite la colère des Palestiniens

Pour l'Autorité palestinienne le texte viole « le droit international humanitaire »

En Cisjordanie et à Gaza, les traditionnels rassemblements organisés pour mettre en avant la cause des prisonniers palestiniens n'avaient pas, mardi 3 mars, la teneur habituelle. Des centaines de familles sont descendues dans les rues pour exprimer leur colère et leur inquiétude à la suite de l'adoption par le Parlement israélien, la veille, d'une loi instaurant la peine de mort pour les Palestiniens accusés d'attaques anti-israéliennes meurtrières.

Mercredi, quelques centaines de personnes ont manifesté à Ramallah et de nombreux citoyens ont baissé leurs rideaux dans les villes de Cisjordanie pour protester contre ce texte, qui prévoit la peine de mort ou la prison à perpétuité pour toute personne reconnue coupable d'un homicide visant un Israélien « avec l'intention de mettre fin à l'existence d'Etat d'Israël ». Pour les Palestiniens de Cisjordanie, la peine capitale devient la sanction par défaut dès lors que l'acte est qualifié de « terrorisme » par la justice militaire israélienne.

Dans des vidéos diffusées par les médias locaux, la gravité se lit sur les visages des familles arborant des photos à l'effigie de leurs proches, détenus dans les geôles israéliennes. « Nous n'avons pas dormi cette nuit à cause de cette décision, affirme la mère d'un prisonnier de Cisjordanie. Cela fait seize mois que cette loi est en discussion et personne n'a réagi, aucun pays arabe, aucune autorité chevronnée, personne ne s'y est opposé... » Ten appelle aux pays étrangers à la « loi-Rouge internationale, et à tous, pour qu'ils s'entendent avec côtés des prisonniers, car ils meurent déjà ! Ils n'ont pas de visites, pas de médicaments, pas de nourriture, pas de vêtements de rechange... Ils sont privés de tout ! », témoigne aussi Maryam Mustafa, dont quatre fils sont emprisonnés.

## Abus systématiques

Le sort des prisonniers, considéré comme des symboles de la résistance nationale par les Palestiniens, est une source d'inquiétude pour les familles. Leurs conditions de détention se sont détériorées depuis les massacres du Hamas du 7 octobre 2023. Organisation internationale chargée de suivre le traitement des détenus et l'un des rares canaux de contact indirect entre les familles et les prisonniers, le Comité international de la Croix-Rouge s'est vu interdire l'accès aux détenus palestiniens par l'Etat hébreu depuis cette date.

Des organisations de défense des droits humains, comme l'ONG israélienne B'Tselem et Physicians for Human Rights-Israel (PHRI), ont multipliés les rapports dénonçant des abus systématiques (torture, négligence médicale, privation de nourriture) à l'encontre des prisonniers palestiniens. Au moins 98 d'entre eux sont morts en détention dans des prisons et

centres militaires israéliens depuis octobre 2022. Ce chiffre pourrait être sous-estimé selon l'association, le sort et le lieu de détention de centaines de Palestiniens étant inconnus, en particulier ceux arrêtés par l'armée israélienne dans la bande de Gaza.

La rue palestinienne et les organisations de défense des prisonniers estiment que la loi sur la peine de mort apporte désormais « une couverture légale » à des crimes déjà perpétrés contre les détenus. « Nous ne sommes pas surpris par l'adoption d'une telle loi, mais elle constitue un précédent extrêmement dangereux », affirme au Monde Abdallah Qandil, directeur exécutif de l'association palestinienne Waed pour les prisonniers.

« La loi sur l'exécution des prisonniers est une loi raciste, fasciste, qui reflète l'ampleur de la mentalité criminelle de ce gouvernement, probablement le plus extrémiste de toute l'histoire du conflit », dénonce le responsable.

## « Crime de guerre »

Après l'adoption du texte par les députés israéliens, Itamar Ben Gvir, le ministre de la sécurité nationale d'extrême droite, a suscité l'indignation en sabrant le champagne pour célébrer le vote, exhibant une broche en forme de corde de pendaison. « Ces scènes étaient peut-être suffisantes pour illustrer le niveau de sauvagerie atteint par Israël et sa volonté de cibler l'existence même des Palestiniens », estime Amani Sarahneh, porte-parole de l'ONG Club des prisonniers palestiniens.

Des condamnations internationales survenues à la suite de l'adoption de la loi viennent « en retard », selon la responsable associative. « Le silence, l'abandon et la complicité dont la communauté internationale a fait preuve pendant des décennies sont la principale raison pour laquelle Israël est arrivé à ce niveau de brutalité inacceptable. Nous tenons donc la communauté internationale pour pleinement responsable de sa contribution à laquelle nous sommes arrivés. »

Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Turk, a condamné la loi et demandé son abrogation, affirmant que « son application aux résidents du territoire palestinien occupé constituerait un crime de guerre ».

Dans un communiqué, l'Autorité palestinienne a aussi condamné l'adoption de la loi comme « une violation flagrante du droit international humanitaire » et comme « un crime de guerre ». « Ces mesures n'affecteront en rien la volonté du peuple palestinien ni sa détermination dans sa lutte légitime pour conquérir sa liberté et son indépendance », a indiqué son président, Mahmoud Abbas. Le Fatah, parti politique du camp présidentiel, a réclaté « une position internationale décisive et ferme pour dissuader ce régime dirigé par des colons extrémistes ». ■

MARIE JO SADER

# Au Brésil, le choix d'une députée transgenre pour défendre les droits des femmes contesté

Plusieurs voix d'extrême droite se sont élevées contre la nomination d'Erika Hilton

RIO DE JANEIRO - correspondante

Le 11 mars, Erika Hilton, 33 ans, députée du Parti socialisme et liberté (PSOL, gauche), est entrée dans l'histoire : avec 10 voix contre 12 votes blancs, elle est devenue la première personne transgenre à être élue à la tête d'une commission parlementaire fédérale, créée en 2016 pour défendre les droits des femmes et composée de 22 députées.

« Cette présidence n'est pas seulement un nom, c'est le symbole d'une démocratie qui s'élargit », avait déclaré l'étant à l'issue du scrutin, promettant de renforcer la lutte contre les violences faites aux femmes, qui ont atteint des niveaux record au Brésil en 2022, avec quatre féminicides par jour. « N'importe quelle femme victime de ce genre de violence que ce soit pour cette commission », avait-elle affirmé.

Mais cette élection n'a pas été bien reçue par tous : de nombreuses figures de la droite ont violemment contesté la légitimité d'Erika Hilton à présider la commission. Lors de son émission du soir, sur la chaîne nationale Sistema Brasileiro de Televisão, le présentateur

ultraconservateur Carlos Roberto Massa, suivi par 9 millions de personnes sur Instagram, a déclaré que l'élection d'Erika Hilton était « injuste ». « Pour être une femme, il faut avoir un utérus et être menstruelle », a-t-il affirmé.

Quelques jours plus tard, le 18 mars, la députée d'extrême droite et évangélique de l'Etat de Sao Paulo Fabiana Barroso, qui se présente comme « Fabiana Bolsosano » en raison de son admiration pour l'ancien président Jair Bolsosano (2019-2023), est allée jusqu'à se peindre le visage et les bras en noir lors d'un discours devant l'Assemblée législative de l'Etat pour « protester » contre la victoire d'Erika Hilton.

« Moi, en tant que personne blanche, ayant vécu tout ce que j'ai vécu

en tant que personne blanche, à 32 ans, j'ai décidé de me maquiller, de me travestir en personne noire. Sub-jugé devenue noire ! », a-t-elle déclaré, sourire aux lèvres, insinuant qu'une personne transgenre ne peut donc présider la commission des femmes.

« Une [femme] trans est en train de voler un espace d'expression à une femme », a-t-elle ajouté.

## Soutien politique et associatif

Cette polémique met ainsi en évidence la banalisation de la transphobie au Brésil : avec 80 personnes transgenres assassinées en 2022, le Brésil est le pays où le plus grand nombre d'entre elles sont tuées dans le monde, selon l'Association nationale des transgenres et des personnes transgenres.

« La violence contre les figures politiques de gauche est une réalité depuis longtemps au Brésil. Mais cette situation s'est aggravée avec l'arrivée de responsables qui ne sont pas considérés par ceux qui contrôlent le pouvoir comme acceptables dans les espaces de pouvoir », note Juliana Medeiros, présidente d'une coalition formée par le PSOL et le parti écologiste Rede. « Néanmoins, plusieurs acteurs de la société civile et personnalités

publiques émettent la voix contre ces attaques. « Toute ma solidarité avec Erika Hilton ! Nous sommes avec toi, la haine et la transphobie ne vaincra pas ! », a écrit, sur les réseaux sociaux, le 12 mars, Guilherme Boulos, secrétaire général de la présidence, en soutien à la députée. Le lendemain, le 13 mars, 12 organisations féministes et de défense des droits humains ont signé un communiqué exprimant leur « soutien au maintien [d'Erika Hilton] à ce poste [de présidente de la commission parlementaire de la femme] et à la légitimité de son élection par les députés ».

Erika Hilton, elle, ne compte pas se laisser intimider. Déterminée à se défendre, la députée a saisi la justice, le 12 mars, contre le présentateur Carlos Roberto Massa et sa chaîne pour propos transphobes, réclamant 10 millions de reais (1,6 million d'euros) de dommages et intérêts.

Sollicité par plusieurs députés du PSOL, le ministère public a également ouvert une enquête contre Fabiana Barroso, le 25 mars, pour racisme et transphobie, deux crimes passibles de peines pouvant aller respectivement jusqu'à cinq et trois ans de prison. ■

ANNE-DOMINIQUE CORREA

BURKINA FASO

## Crès de 1800 victimes civiles depuis 2023

L'armée burkinabè, ses supplétifs civils engagés dans la lutte antiterroriste ainsi que la branche sahélienne d'Al-Qaïda ont tué plus de 1800 civils, dont des dizaines d'enfants, entre janvier 2023 et août 2022, des faits de « crimes de guerre et de crimes contre l'humanité », affirme l'ONG de défense des droits humains Human Rights Watch dans un

rapport publié jeudi avril. La liste est dirigée par Ibrahim Traoré depuis le coup d'Etat en septembre 2022. L'ONG appelle la Cour pénale internationale à ouvrir un examen préliminaire sur la « situation au Burkina Faso ». Pendant l'une des attaques les plus meurtrières, l'armée et ses supplétifs « ont tué plus de 400 civils en décembre 2023 dans une quinzaine de villages près de la ville de Djibo », relève-t-elle. — (AFP)

# Artemis-2, nouvelle mission habitée vers la Lune

Après quelques péripéties, quatre astronautes ont entamé, jeudi, un vol spatial autour de la Lune de neuf jours

Cette fois, la massive fuite orange et blanc placée sur le pas de tir 39B du centre spatial Kennedy s'est bel et bien envolée. Après avoir été reportée deux fois pour des fuites d'hydrogène, puis d'hélium, la mission Artemis-2 de la NASA a enfin décollé de Cap Canaveral, jeudi. Les 2 600 tonnes du Space Launch System (SLS) se sont lentement arrachés du sol à 0 h 35, heure française, avant de s'élever dans le ciel de Floride.

Jusqu'au bout, les doutes ont persisté sur le fait que le décollage aurait bien lieu. A moins de deux heures du lancement, la NASA a détecté un problème avec le système d'autodestruction du SLS, un dispositif critique qui permet de désintégrer le lanceur sur ordre de Houston au cas où il divergerait de sa trajectoire. Mais les ingénieurs de l'agence ont rapidement trouvé la parade.

Une heure plus tard, c'était à la tour de sauvetage de donner des sursurs froids aux cadres de l'agence, l'une de ses batteries affichant une température anormale, avant que le problème ne soit finalement attribué à un capteur fautif. Enfin, d'ultimes vérifications ont imposé un gel du compte à rebours à T-10 minutes, avant que celui-ci ne reprenne, au grand soulagement de la directrice de lancement, Charlie Blackwell-Thompson. Après huit minutes de poussée, le vaisseau spatial Orion et l'étage supérieur du SLS ont atteint l'orbite basse terrestre. A bord, quatre astronautes sont partis pour une mission de neuf jours. Objectif : tester Orion dans l'espace profond, avant un survol de la Lune, le point culminant de la mission, dans la nuit du 6 au 7 avril. C'est la première fois que des humains reviennent dans l'espace lunaire depuis 1972 et l'Apollone mission du programme Apollo.

La gravité exercée par la Lune lors de ce survol permettra à Orion et à ses passagers de se remettre sur une trajectoire de retour vers la Terre, moyennant quelques corrections. Après neuf jours dans le vide spatial, rythmés par les nombreux tests des systè-



Les membres de l'équipage, Jeremy Hansen, spécialiste de mission, Victor Glover, pilote, Reid Wiseman, commandant, et Christina Koch, spécialiste de mission, au centre spatial Kennedy, à Cap Canaveral (Floride), le 2 avril. C.O. NEERA/AP

mes du vaisseau, les quatre astronautes devraient amerrir à large de la Californie. Artemis-2 devrait préparer le retour des astronautes américains sur le sol lunaire, programmé avec la mission Artemis-4 en 2028, suivi de nombreuses missions qui ambitionnent d'établir une présence humaine semi-permanente près du pôle Sud de la Lune, en installant une base, entre 2029 et 2036.

## L'hydrogène, délicat à manier

Artemis-2 devait initialement décoller début février, mais le lancement a été repoussé d'un mois par deux fois en raison de problèmes techniques. Le 2 février, à quelques jours du lancement, la répétition générale qui consistait à remplir les réservoirs de la fusée et à procéder au compte à rebours jus-

qu'à environ T-30 secondes, avait révélé une fuite d'hydrogène, le carburant de la fusée.

La NASA avait alors dû reporter le lancement au mois de mars afin de réparer les pièces défectueuses. La fenêtre de lancement n'est en effet que de cinq jours par mois, une contrainte dictée par la nécessité de survoler la face cachée de la Lune lorsque celle-ci est éclairée par le Soleil.

Après les réparations, l'agence a procédé à une seconde répétition de la procédure de lancement entre le 17 et le 19 février, qui s'est révélée nettement plus satisfaisante. Quelques heures après la fin de l'exercice, alors que la NASA confirmait qu'elle viserait un lancement au mois de mars et que l'équipage entraînait quarantaine, une fuite d'hélium a finalement

été identifiée dans l'étage supérieur de la fusée, l'ICPS (interim cryogenic propulsion stage). Bien que relativement facile à réparer, le problème a tout de même contraint l'agence spatiale à ramener le SLS au bâtiment d'assemblage, situé à 6,8 kilomètres du pas de tir, ce qui a rendu impossible le lancement en mars.

En 2022, la première mission Artemis avait souffert de difficultés similaires. Une récurrence du problème qui a valu de nombreuses critiques à l'agence spatiale, tant il apparaît que la préparation des lancements ne s'est pas améliorée, trois ans et demi après le premier tir du SLS.

Plusieurs raisons peuvent expliquer ces avaries à répétition. La première est que l'hydrogène liquide est un carburant difficile à

**Le Congrès américain a imposé à la NASA de réutiliser les technologies de la navette**

manier, qui doit être conservé à -253 °C à une pression de 1 bar, 20 °C seulement au-dessus du zéro absolu. «L'hydrogène est beaucoup plus sensible aux variations de température et de pression que les autres liquides», témoigne Sébastien Le Martelot, chef de service systèmes moteurs et ensembles propulsifs au Centre national d'études spatiales (CNES). «Des qu'on le pressurise, il

se réchauffe, dès que ça bouge un peu dans le réservoir, il se réchauffe», poursuit l'expert. «Une rigueur particulière est exigée concernant l'attachement des systèmes puisque la molécule d'hydrogène est la plus petite, elle passe partout et elle peut même migrer à travers les métaux», complète Patrick Burdazewski, chef de projet LEAP (maintien en conditions opérationnelles des ensembles de lancement) à Kourou) au CNES.

## Apprentissage lent et difficile

Le SLS n'est pas le seul lanceur à utiliser l'hydrogène, mais c'est de loin le plus imposant : la Saturn V de l'époque d'Apollo utilisait principalement du kérosène, tandis que le Starship de SpaceX et la New Glenn de Blue Origin ont choisi une propulsion au méthane, bien moins difficile à maîtriser. La NASA, elle, n'a pas eu le choix, puisque le Congrès lui a imposé, en 2010, de réutiliser les technologies de la navette spatiale pour développer le SLS, en dépit des voix en interne qui poussaient pour développer un nouveau lanceur.

L'apprentissage et la maîtrise des lancements sont rendus d'autant plus lents et difficiles que le SLS a une très faible cadence de tir, deux seulement en trois ans et demi. Un intervalle symptomatique des difficultés du programme Artemis. «Ça fait longtemps que la NASA n'avait pas géré elle-même un développement et un vol de A à Z (...). Maintenir des compétences sur le long terme avec peu de pratique n'est pas facile», tempère Sébastien Le Martelot.

La troisième étape de lancement aura donc été la bonne pour le SLS, qui devrait voler encore trois fois, au minimum jusqu'à la mission Artemis-5. Les quatre membres d'équipage d'Artemis-2 devraient amerrir dans l'océan Pacifique, le 11 avril, vers 2 h 21 heure française, après un voyage de près de 1 million de kilomètres. Ils auront le privilège d'être, que seuls 24 humains ont eu avant eux, d'observer leur planète, une petite bille bleue, suspendue au milieu d'un vaste océan noir. ■

GARY DAGOEN

# Le lien entre pesticides et cancer démontré à l'échelle d'un pays

Des chercheurs français ont développé un modèle superposant l'accumulation de pesticides au Pérou et les clusters de la maladie

Si des agrégats de cancers ou d'autres maladies non transmissibles apparaissent régulièrement sur certains territoires, il est presque toujours impossible d'élucider a posteriori les causes de ces anomalies statistiques. Publiés mercredi 2<sup>er</sup> avril dans la revue *Nature Health*, des travaux pionniers menés par des chercheurs français et péruviens abordent la question en sens inverse : ils partent de l'exposition des territoires à des substances toxiques – l'exposome spatial – pour explorer leurs liens potentiels avec des surrisques localisés de certaines maladies.

Idéale par la diversité des disciplines mobilisées (géographie, épidémiologie, biologie moléculaire...) et son ambition scientifique, la méthodologie développée par les auteurs a été appliquée à l'échelle d'un pays entier, le Pérou. Elle montre une «association robuste» entre exposition environnementale aux principaux pesticides utilisés dans le pays et un risque accru de certains cancers dans plus de 400 zones réparties sur l'ensemble du territoire du pays sud-américain. Localement, le risque de maladie peut être presque décuplé. Des résultats aux «implications majeu-

res» pour les politiques de santé publique et la prévention du cancer, estiment les chercheurs.

Ceux-ci ont commencé par modéliser l'ensemble du territoire péruvien : la topographie, la composition des sols, les flux hydrologiques connectant différentes zones, etc. En croisant ces données avec la météorologie et les données d'utilisation locale des 31 substances pesticides les plus utilisées dans le pays andin – dont aucune n'est actuellement classée cancérigène avérée –, les chercheurs ont pu simuler leur dispersion dans l'environnement sur la période 2014-2019. «Cela nous a permis de créer une carte à haute résolution et d'identifier les zones présentant le risque d'exposition le plus élevé», dit l'épidémiologiste

Jorge Honles (université de Toulouse), et coauteur.

Pour valider la pertinence de leur modèle de dispersion des pesticides dans l'environnement, les chercheurs ont prélevé des cheveux – qui conservent une «mémoire» des expositions à un grand nombre de substances – sur une cinquantaine de personnes choisies au hasard dans quatre régions péruviennes. Ces analyses ont montré que l'imprégnation des individus aux toxiques correspondait bien aux simulations du modèle développé par les chercheurs. «Cette validation de leurs prédictions par des prélèvements sur le terrain rend leur travail plus robuste», commente l'épidémiologiste et gastro-entérologue Mathias Brugel (centre hospitalier de la côte Basque, université de Lille), qui n'a pas participé à ces travaux.

«Ensuite, nous avons voulu voir si cette cartographie d'exposition cumulée à ces substances pouvait correspondre localement à une élévation du risque de certains cancers», raconte le biologiste moléculaire Stéphane Bertani (Institut de recherche pour le développement, université de Toulouse), qui a coordonné l'étude. Près de 160 000 cas de cancers diagnostiqués entre 2007 et 2020 ont ainsi été placés

sur la carte. Des cancers, mais lesquels ? C'est l'une des avancées majeures de ces travaux : les chercheurs ont regroupé les tumeurs, non par organe touché (foie, poumon, sein, etc.), mais selon le type de cellule à partir duquel le cancer se développe dans l'organe. «Nous avons utilisé une classification des cancers proposée en 2004 par Jules Berman [pathologiste américain], principalement pour prévoir l'efficacité des traitements, les tumeurs trouvant leur origine dans certaines lignées de cellule plus sensibles que d'autres à certaines thérapies», explique M. Bertani.

## Modifications subtiles

En rassemblant les maladies selon cette classification, trois groupes de cancers se trouvent liés à l'exposition aux pesticides dans 436 zones, avec une élévation de risque allant de 14 % à 840 % – les cancers impliqués étant ceux du système digestif (foie, intestin grêle, etc.), du poumon, de la peau, des organes génitaux féminins (ovaire, endomètre, col de l'utérus...), du rein. Les chercheurs ne se sont pas arrêtés à de simples corrélations. Pour parfaire la démonstration, ils ont analysé les tissus tumoraux et non tumoraux d'une trentaine de personnes touchées par un carci-

nome hépatocellulaire (la principale forme de cancer du foie), vivant dans les zones à fort risque d'exposition aux pesticides. Conduites à l'Institut Pasteur, ces analyses indiquent l'absence de stress cellulaire lié aux causes habituelles de ces cancers (alcool, hépatite B, toxines alimentaires...).

Au contraire, les chercheurs y détectent la signature d'une exposition à des cancérogènes non génotoxiques : ce n'est pas l'altération du génome de la cellule qui rend cancéreuse, mais des modifications plus subtiles de l'expression de certains gènes qui «prédisposent le tissu à la transformation maligne». En comparant cette signature moléculaire à des données obtenues sur d'autres cohortes, en France, à Taiwan ou en Turquie, les chercheurs montrent qu'elle est singulière aux patients péruviens des zones à risque.

«Cette étude de cas est une masterclass de raisonnement scientifique», commente M. Brugel. On identifie le cluster, on associe à une surexposition aux pesticides, on obtient les données transcriptomiques et épigénomiques, on les compare, on remarque qu'elles sont différentes, on génère une hypothèse et on ouvre une nouvelle voie. ■

Non seulement ces travaux identifient à l'échelle d'un pays plusieurs centaines de zones de risque accru de cancers par l'exposition environnementale aux pesticides, mais ils proposent une élucidation des mécanismes par lesquels ces substances peuvent, en mélange, promouvoir silencieusement la cancérogenèse dans certains organes.

La portée d'une telle démonstration est considérable : partout dans le monde, les systèmes d'évaluation des risques reposent sur l'évaluation de chaque substance testée indépendamment des autres, et sur l'hypothèse qu'une molécule n'est pas cancérogène si elle n'est pas génotoxique – c'est à dire si elle n'endommage pas le génome des cellules. Stéphane Bertani, Jorge Honles, Pascal Pineau (Inserm, Institut Pasteur) et leurs collègues battent en brèche ces deux piliers de la «science réglementaire». «Dans leur ensemble, nos résultats étayent solidement l'existence d'un lien métabolique entre exposition aux pesticides et cancer, remettant ainsi en cause les hypothèses de non-cancérogénicité chez l'homme issues de modèles expérimentaux réductionnistes», résument-ils. ■

STÉPHANE FOUCART

**Les scientifiques ont regroupé les tumeurs selon le type de cellule à partir duquel le cancer se développe dans l'organe**

# Les médecins face à la question sensible de l'arrêt des soins

Alors que les Etats généraux de la bioéthique s'emparent du thème de la sobriété en médecine, des praticiens évoquent leurs critères quand il s'agit de trancher

**C'**est un champ de la pratique médicale qui reste un peu obscur pour les patients et qui peut nourrir craintes et fantasmes, jusqu'ou poussés-t-on les traitements et quand les arrête-t-on? Quels critères entrent en compte dans ces décisions? L'âge est-il un facteur déterminant? La question «Sobriété en médecine: jusqu'ou traiter?» sert de fil rouge aux Etats généraux de la bioéthique, une étape de débats préalable à la révision de la loi de bioéthique, sortant ainsi la problématique des seuls cercles médicaux. Au quotidien, les médecins oncologues, réanimateurs, gériatres, comme ceux de beaucoup d'autres spécialités, s'y confrontent.

Jeu 2 avril, l'Académie nationale de médecine et le Comité consultatif national d'éthique devaient interroger, lors d'un séminaire, les conditions de la «pérennité d'un système solidaire» et celles du «juste soin». Un questionnement à plusieurs dimensions: économique, à l'heure où le déficit de la Sécurité sociale s'envole, et même philosophique, alors que les débats sur la fin de vie rythment le second quinquennat d'Emmanuel Macron.

Sur le terrain, en première ligne, les praticiens que *Le Monde* a sollicités racontent tous la complexité de ces choix de poursuite, de limitation ou d'arrêt de traitements, mêlant des critères objectifs assumés, et d'autres, subjectifs, plus souvent tus.

Évaluer la «balance bénéfices-risques» est au cœur de la décision médicale. L'expression est d'ailleurs reprise d'une spécialité à l'autre.

«*Chaque ligne de traitement qu'on ajoute, on va faire bouger pas à peu cette balance, explique Manuel Rodrigues, oncologue à l'Institut Curie, à Paris, et vice-président de la Société française du cancer. Et plus on avance dans les traitements, plus les chances de son efficacité s'amenuisent, dit-il. La maladie, la tumeur peuvent être de plus en plus résistantes et, en face, le risque de toxicité s'accroît. Toute la question est de savoir à quel moment la balance bascule, ce moment où il faut réus-*

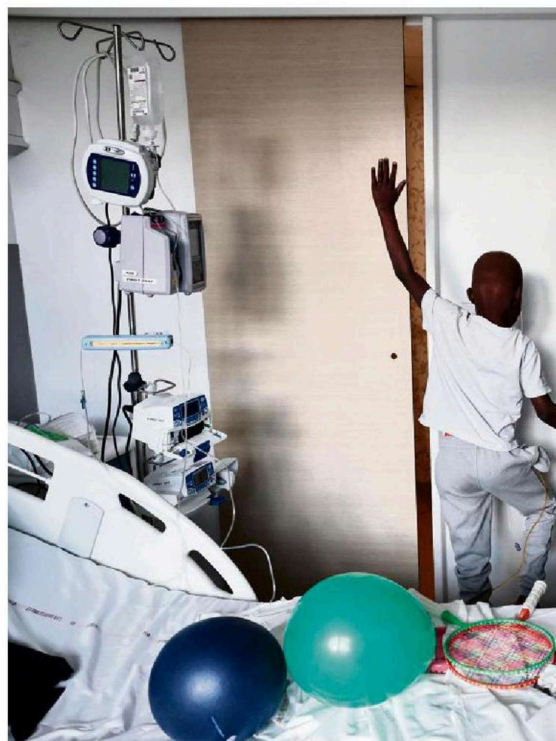
*sir à s'arrêter.*» Lui comme d'autres médecins le concèdent: la tentation est toujours grande de proposer une «ligne de plus».

L'époque a changé. Dans la prise en charge des cancers, on a longtemps – jusqu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle – délivré les traitements sans distinction ou presque. Les progrès techniques, notamment la «signature» ou le «séquençage» génomiques, ont modifié la donne. «*Pour un cancer du sein localisé, on proposait des chimiothérapies à toutes les femmes, reprend Manuel Rodrigues. Aujourd'hui, on va mieux sélectionner les patientes qui bénéficieront de telle ou telle stratégie, et mieux cibler des thérapies.*» Le début d'une «désescalade thérapeutique», dit-il.

## «OBSTINATION DÉRAISONNABLE»

Dans d'autres spécialités, les médecins insistent néanmoins sur des «courants contraires», avec des possibilités thérapeutiques «*toujours plus nombreuses.*» «*Aujourd'hui, en réanimation, avec des techniques très sophistiquées, on peut réussir à maintenir une majorité de patients,*» rapporte le professeur Pierre-François Perrigault, chef de service au centre hospitalier universitaire (CHU) de Montpellier. Dans les critères pour engager des soins souvent invasifs intervient en premier lieu le pronostic de survie, mais aussi la qualité de vie escomptée: «*Pour chacun, on doit interroger le bien-fondé des traitements, en étant vigilant à ne pas tomber dans l'obstination déraisonnable.*» La formule a remplacé celle d'«acharnement thérapeutique» dans le code de la santé publique.

«*C'est dans ces services de «réa», pendant la crise du Covid-19, qu'a été mise en lumière la question du «tri» des patients, déjà réfléchi, de longue date, dans la médecine de guerre ou d'urgence. Avec cette question très sensible de l'âge: alors que les lits ont manqué, au plus fort de l'épidémie, en 2020, les malades les plus âgés se sont vu fermer les portes de la réanimation. Un choc, dans l'opinion comme chez les médecins. «L'âge, à lui seul, n'est pas un critère de réanimation*



## TOUS LES AUTRES PRATICIENS INTERROGÉS L'ASSURET: LA QUESTION DU COÛT NE PÈSE JAMAIS DANS LA DÉCISION DU MÉDECIN

aujourd'hui, poursuit le docteur Perrigault. Nous avons en moyenne 10 % de patients qui ont plus de 80 ans en réanimation, et ce ratio ne fait qu'augmenter.»

Prévaud, en revanche, un «critère de fragilité» prenant en compte l'âge du patient, mais aussi son autonomie, et permettant de le positionner sur une échelle allant du patient bien portant jusqu'au patient grabataire. «*Plus on avance en âge, plus les fragilités augmentent, certes, mais ce n'est pas parce qu'on est âgé qu'on est forcément fragile,*» insiste le réanimateur. Des études montrent néanmoins que plus le patient est âgé, moins il souhaite passer par des méthodes de réanimation qui peuvent être très agressives. Pour savoir «jusqu'ou traiter», la réflexion à l'hôpital est collective. Les équipes ont leurs instances: la réunion de concertation pluridisciplinaire (RCP), le «staff pluridisciplinaire», la réunion de «limitation et d'arrêt des traitements».

Mardi 31 mars, dans une petite salle de l'Institut Curie, à Paris, les dossiers défilent sous le regard d'une vingtaine de spécialistes réunis en «RCP gynéco». Oncologues, chirurgiens, radiologues... chacun apporte son expertise pour choisir la thérapeutique à apporter à des patientes souffrant d'un cancer gynécologique (ovaire, col de l'utérus...). Certaines ont 40 ans, d'autres plus de 80. Et pour chacune, les mêmes questions reviennent. Une nouvelle chirurgie n'est-elle pas trop risquée? Ce ganglion est-il malign ou non? Est-il le signe d'une rechute? Est-il «biopsiable»? Peut-on laisser cette patiente partir en voyage, trois mois, avant une «nouvelle ligne» de traitement?

L'échange pluridisciplinaire est la norme. Il n'empêche: dans certains cas, des décisions restent prises «en solitaire», rapporte l'anesthésiste-réanimateur Philippe Bizouarn, qui exerce en chirurgie cardiaque au CHU de Nantes. Il en a fait un article de recherche concernant l'acte d'opérer, il y a dix ans, et toujours d'actualité, selon lui. «*La prise de décision reste parfois un peu arbitraire, avec un médecin jugeant seul que le patient a trop de maladies associées – des comorbidités – ou qu'il est trop âgé,*» explique-t-il. Le spécialiste assume que des «limites d'âge» existent, même si elles sont repoussées du fait de techniques chirurgicales moins invasives.

«*C'est une forme de discrimination qui peut choquer, à partir d'un critère d'âge assez grossier, reconnaît le praticien, également chercheur et docteur en philosophie. Mais au fond, il est en partie pertinent, la vie peut qu'on s'abîme, et on parle ici de chirurgies lourdes qui peuvent avoir des complications extrêmement graves.*» Philippe Bizouarn évoque aussi des «critères implicites», qui sont encore plus en situation d'urgence, et forcément «porteurs de biais», telles la question de l'entourage du patient, celle des addictions (alcoolisme, tabagisme...), ou encore, plus prospectivement, celle du nombre de lits d'hospitalisation disponibles.

Dans le travail d'enquête que mènent tous les médecins, certaines questions s'imposent plus encore aux gériatres, qui prennent en charge des patients de plus de 75 ans et polypathologiques. «*Dois-je faire un scanner alors que si je trouve un cancer, je ne vais pas le traiter car le patient est trop fragile? Est-il nécessaire de faire une prise de sang tous les deux jours? Ou d'arrêter le hypertenseur? Quelle est la valeur ajoutée de chaque soin?*», énumère Aline Corvol, à la tête du service de gériatrie du CHU de Rennes. Sa discipline, rappelle-elle, s'est construite «*contre les discriminations liées à l'âge.*» Il n'empêche,

## «Le traitement choisi n'est jamais instruit selon une logique comptable»

**THOMAS HÂTOME**, patron de l'Assurance-maladie, fait le point sur les différents leviers à activer pour aller vers plus de «sobriété en santé».

### Notre système de soins est-il trop dispendieux?

Nous sommes l'un des pays d'Europe où le ratio de la dépense en santé par rapport au PIB [produit intérieur brut] est parmi les plus élevés. La France se caractérise aussi par des niveaux de recours à des prises en charge, à des examens, situés dans la moyenne supérieure des pays comparables. La question de la sobriété est donc essentielle.

C'est encore plus vrai aujourd'hui avec l'augmentation des maladies chroniques et le vieillissement de la population. La part des Français de plus de 70 ans ne va faire que croître. Or, les dépenses de santé pour une personne âgée représentent quelque 7 700 euros, contre 3 000 euros en moyenne [par an] pour le reste de la population.

En parallèle, il y a des leviers à activer, pour prescrire mieux, mieux organiser le parcours de soins, faire que le «juste prix soit appliqué au juste soin», développer la prévention... Tout cela peut nous aider à aller vers plus de «sobriété».

### Les médicaments innovants coûtent de plus en plus cher. Faut-il réduire la facture?

Une part de la croissance des dépenses de médicaments porte sur des innovations très chères, mais qui apportent de vains progrès et une amélioration des taux de survie des patients – je pense, par exemple, à l'immunothérapie sur le cancer. Effectivement, une année de vie «gagnée» coûte de plus en

plus cher, ce qui doit nous interroger. Entre 2016 et 2021, la hausse est d'environ 60 %. Il y a urgence à maîtriser cette croissance.

### Les Français sont-ils encore surconsommateurs de médicaments?

Nous sommes dans les premiers pays européens en matière de dépenses de médicament par habitant. Depuis quinze ans néanmoins, cette dépense a été régulée, les écarts se sont réduits, et nous sommes revenus à des niveaux comparables à nos voisins.

Il faut continuer à travailler sur le bon usage du médicament, classe par classe. Nous le faisons avec des actions en direction des médecins prescripteurs, qui peuvent aller de la promotion des bonnes pratiques jusqu'à des mesures d'encadrement des prescriptions, comme celles déployées sur les médicaments contenant du tramadol ou de la codéine [contre la douleur] ou les «GLP1» [contre le diabète]. Ce n'est pas toujours simple dans un pays où les médecins sont attachés à leur liberté de prescription. Nous avons aussi des programmes sur la déprescription, qui comporte d'abord un intérêt de santé publique, face à tous les risques d'iatrogénie [effets indésirables provoqués par la prise de plusieurs médicaments].

### On parle d'actes «inutiles», «redundants», parfois en les chiffrant à 20 % ou à 30 %.

Est-ce là un gisement d'économies? Il faut regarder secteur par secteur. En biologie, nous avons mené une gamme d'actions quand nous avons observé qu'il y avait des prescriptions d'examen, sur la vitamine D par exemple, sans

aucune utilité sur le plan médical. En imagerie, nous y travaillons en diminuant certains tarifs d'actes qui peuvent être prescrits sans être justifiés. Il y a aussi tout le champ des dispositifs médicaux, qu'il faut essayer de mieux réguler, ceux, par exemple, contre l'apnée du sommeil, très onéreux, alors que des alternatives, moins chères, existent.

### L'Assurance-maladie atteint des déficits très élevés. Entre trouver de nouvelles recettes et faire des économies supplémentaires, comment s'en sortir?

L'Assurance-maladie permet aux soignants de prendre en charge les patients selon leurs besoins, sans rationnement. Le traitement choisi n'est jamais instruit selon une logique financière ou comptable. Ça reste la force de notre système.

Mais comment ne pas être inquiet de voir un déficit de l'Assurance-maladie repartir à la hausse en 2025, à près de 16 milliards d'euros? Il est essentiel pour nous d'aller vers un pilotage des dépenses permettant que celles-ci évoluent au même rythme que la richesse nationale. Cela se négocie pas, néanmoins, la question des 13 milliards d'euros venant du plan de revalorisation des soignants – le «Séguir» – acté en 2020, et qui n'a pas été financé.

La question de la soutenabilité de notre modèle et celle du chemin à emprunter pour qu'il retrouve, durablement, l'équilibre, doivent absolument faire l'objet d'un débat démocratique. ■

PROFOS RECUEILLIS PAR  
MATTEA BATTAGLIA ET CAMILLE STROMBONI



A l'hôpital pédiatrique Marseille-Timone, le 23 janvier. Un enfant traité pour un cancer lors d'une séance d'exercice physique.  
THEBAUD MORITZ/AFP

l'équation est particulière, « avec des patients pour lesquels le bénéfice des traitements est souvent moindre en raison d'une espérance de vie plus courte et les risques plus élevés, liés à leurs autres pathologies ».

Un facteur de plus pèse dans cette équation : la « iatrogénie », ou le risque d'effets secondaires dû à la multiplication des médicaments. « La première mission du gériatre, c'est le nettoyage de l'ordonnance, en cela le mot de sobriété fonctionne bien », souligne la gériatre Sophie Moulias. La praticienne, qui exerce en milieu hospitalier et en Ehpad, souligne dans le même temps la forte attente des patients : « Quand on ne prescrit pas quelque chose, beaucoup vont avoir le sentiment qu'on ne prend pas en charge leur problème. »

« CHIMIOTHÉRAPIE COMPASSIONNELLE »

Au sein de la médecine, différentes logiques cohabitent encore. Gériatrie et oncologie se sont, ainsi, longtemps affrontées, avant l'essor de l'oncogériatrie qui a permis de surmonter le plus souvent les désaccords. « Latendu en médecine, c'est d'aller vers le traitement qui tuera la maladie, alors que ce n'est pas vrai en gériatrie, on doit soigner le patient comme il est à l'instant T », poursuit Sophie Moulias. Elle évoque aussi la prise en compte d'un « critère social » : « Passé un certain âge, il y a d'autres risques à affronter, l'isolement, le veuvage, les amis qui disparaissent, parfois le décès d'un enfant... Il faut réussir à soigner en fonction de ce contexte qui compte autant – voire plus – que l'âge. »

Elles comme d'autres en témoignent : le « traitement de trop » demeure. Comme cette « chimiothérapie compassionnelle » que l'on donne faute de savoir dire qu'on n'a plus aucune solution thérapeutique. Une forme de « jusqu'au-boutisme » thérapeutique ? Christophe Bureau, chef du service d'hépatologie au CHU de Toulouse, fait sienne l'expression. « On a toujours envie d'aller "au bout", surtout pour un patient suivi depuis vingt ans, on perd parfois notre clairvoyance », concède le médecin, qui souligne l'importance de la décision collective.

L'argument de l'âge peut aussi jouer dans l'« autre sens », rapporte le chef de service en pneumologie Julien Merrien et médecin de soins palliatifs au centre hospitalier de Toulouse. « Face à un patient jeune, trentenaire, quadragénaire, touché par un cancer du pancréas ou de l'estomac – les pires, avec des espérances de vie souvent extrêmement courtes – le sentiment d'injustice est immense, et les soignants ont souvent la volonté d'apporter un traitement à tout prix », raconte-t-il.

Quand il s'agit d'enfants, dans les réanimations pédiatriques, se pose avec acuité la question de la communication autour des traitements avec les familles. « La réa peut tout faire, c'est justement pour ça qu'on ne doit pas faire n'importe quoi » : Noël Bousard, réanimateur au centre hospitalier de Nancy, le dit à chaque parent quand son enfant arrive dans le service et que l'on sait que va se poser, rapidement, la question d'une limitation thérapeutique. Chaque année, une dizaine de décisions d'arrêt des soins s'avèrent particulièrement complexes pour l'équipe, ou à faire accepter par les parents. « Nous essayons toujours d'obtenir leur adhésion au projet de soin, y compris de fin de vie, dans l'intérêt supérieur de leur enfant », décrit-il. Il constate néanmoins parfois une menace de recours à la justice de plus en plus fréquente. « C'est une tension avec laquelle on apprend à travailler », dit le chef de service.

Quid de la dimension financière ? Dans les « affaires judiciaires », Noël Bousard a pu être confronté à des parents inquiets que l'on puisse arrêter les soins pour « économiser » des journées de réanimation. Lui comme tous les autres praticiens interrogés l'assurent : cette dimension ne pèse jamais dans la décision du médecin. Y compris dans les secteurs les plus coûteux. La prise en charge de l'insuffisance rénale en est un bon exemple : une année de dialyse représente en moyenne 80 000 euros par patient, et plus de 50 000 patients sont « dialysés » aujourd'hui, rappelle le professeur de néphrologie Lionel Rostaing. Ce chef de service au CHU de Grenoble le souligne aussi : concernant ces patients, l'âge médian continue d'augmenter. Il est passé de 55 ans, dans les années 1980, à 75 ans chez les hommes et 77 ans chez les femmes aujourd'hui.

« Avoir une approche médicale sobre, dans ce contexte, c'est mener un échange nourri avec le patient pour qu'il puisse décider, de manière éclairée, de recourir – ou pas – à ce traitement de suppléance qui lui permettra certes de survivre, mais souvent avec de très fortes répercussions sur sa qualité de vie », estime-t-il. Etre « branché » à une machine qui remplace le travail des reins endommagés, quand on a plus de 80 ans, « trois fois quatre heures par semaine », dit-il, avoir des « effets secondaires majeurs » – fatigue, nausées... « En pratique, on est loin du mythe du médecin sauveur et de sa technique salvatrice », conclut-il, en regretant le « blocage » dans l'action publique en faveur de la greffe de rein, seule alternative. ■

MATTEA BATTAGLIA  
ET CAMILLE STROMBONI

# Pour les personnes nées d'un don, l'impérieuse quête des origines

Des personnes nées d'un don de gamètes demandent la légalisation des tests ADN en ligne, la loi n'ayant assoupli le régime de l'anonymat qu'à partir de 2021

## TÉMOIGNAGES

Ingrid Looten Marienval fait partie des premières générations de personnes nées à la suite d'une procréation médicalement assistée (PMA) avec un don de spermatozoïdes – en 1974. Une époque où, au sein des centres d'étude et de conservation des œufs et du sperme humains (Cecos), on conseillait souvent aux parents de ne rien dire aux enfants des circonstances de leur naissance. A presque 50 ans, la Francilienne s'est lancée dans la quête de son géniteur. « Je trouve ça tellement important de savoir d'où on vient, quelle histoire coince dans nos veines », dit-elle.

Quand elle entreprend un test ADN l'automne 2023, elle ne s'attend pas à un résultat aussi rapide. En quelques semaines, la société israélienne MyHeritage, spécialisée dans la généalogie en ligne, lui apprend non seulement qu'elle est 10 % de « sang vietnamien », ce qu'elle ignorait, mais aussi que son ADN « match », à des taux élevés, avec trois personnes ayant également eu recours à MyHeritage.

L'une d'elles la contacte via la messagerie de l'application ; il s'avère que c'est une cousine germaine, du côté de son donneur. Elle l'introduit au sein de cette grande famille. « On racroche et dans les heures qui suivent, je reçois plein de SMS de gens qui me disent qu'ils sont super contents d'apprendre mon existence », se souvient la professeure de musique. Elle est désormais en contact régulier avec son géniteur, à qui elle s'est décidée à écrire une longue lettre quelques mois après avoir réalisé ce test ADN.

### Démarche illégale

Comme Ingrid, membre de l'association PMAanonyme, qui réunit quelque 300 personnes nées d'un don de gamètes, nombre d'adhérents ont réalisé un test génétique dans leur quête des origines. La démarche est pourtant illégale, et le recours à de tels tests passible de 3750 euros d'amende – Ingrid a fait livrer son test chez une connaissance en Allemagne pour contourner le problème. L'interdiction a été renforcée par la dernière loi de bioéthique, adoptée le 2 août 2021. Ainsi, « depuis 2023, plusieurs sociétés et laboratoires ont cessé de livrer directement leurs kits en France, ce qui a rendu leur accès beaucoup plus difficile en pratique », précise la CNIL.

Aux côtés d'autres collectifs, l'association PMAanonyme milite pour la levée de l'interdiction. Le sujet fait partie des thèmes discutés lors des Etats généraux de la bioéthique, ayant ouvert fin janvier sous la houlette du Comité consultatif national d'éthique, qui publiera son avis à l'automne. Lors de la dernière révision de la loi, en 2021, les législateurs ont déjà fait évoluer le cadre légal de la recherche des origines. Le don-

neur de gamètes est désormais obligé de consentir à la communication de données, identifiantes et non identifiantes (âge, état de santé, motivation...), qui seront dérivées à la personne issue de son don, à sa majorité.

Une instance a par ailleurs été créée pour ceux nés avant cette date : la Commission d'accès des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation aux données des tiers donneurs (Capadd). Elle a pour mission de recueillir les demandes de ceux qui souhaitent connaître l'identité de leur donneur, ou les données non identifiantes, et de tenter d'y répondre, avec des moyens d'investigation toutefois limités. Les donneurs peuvent aussi s'adresser spontanément à elle pour faire connaître leur décision. Selon les derniers chiffres transmis au Monde, au 31 janvier 2026, la commission avait reçu près de 900 demandes et envoyé plus de 700 réponses, avec « un taux d'identification des donneurs de près de 60 % ».

« La combinaison test ADN et recours auprès de la Capadd reste le meilleur moyen de trouver son donneur », estime Elodie Bougeard, la présidente de PMAanonyme. Plusieurs de nos interlocuteurs ont essayé un refus ou une fin de non-recevoir de la commission et réussi, en parallèle, à retrouver leur géniteur grâce à un test ADN.

Amélie (le prénom a été changé à sa demande) a entrepris les deux démarches. Sa demande à la Capadd a été dans un premier temps marquée par les déconvenues. « J'ai reçu une première réponse disant que le Cecos que j'avais contacté n'indiquait ni pas être concerné. Puis on m'a dit que mon dossier avait été déposé. » Après des relances, elle a finalement reçu un courrier avec le prénom et le nom de son donneur. Des informations dont elle disposait déjà, grâce aux recherches généalogiques entreprises en partant d'un test ADN. « J'ai fait mon premier test ADN fin 2017, sur la plateforme 23AndMe. J'avais un match à 1,59 % avec une personne, avec qui je partageais des arrière-grands-parents », relate l'enseignante quadragénaire.

Au bout de quatre ans, cela lui a permis de retrouver la trace de son donneur. « Je faisais ça le soir après mes activités. J'ai utilisé Geneanet, Lévi.tch, les archives départementales, tout ce qui est à disposition », se souvient-elle. Ses premiers échanges avec son donneur ont débuté par la réception d'un courrier « avec un beau timbre de chaire », avant qu'il ne se retrouve une première fois dans un restaurant.

Ce fut « une grande joie, d'autant que j'ai perdu mon père à l'âge de 12 ans », confie Amélie, qui s'empresse d'ajouter que « ce n'est évidemment pas pareil ». Quelques années plus tard, malgré des rencontres avec son donneur et une partie de sa famille, le sujet reste sensible. « Je vois bien que cela cause de l'inquiétude chez certains membres de sa famille. Ils tiennent à maintenir une distance », observe-t-elle.

Les tests ne sont pas toujours une garantie de succès. Au sein de l'association PMAanonyme, les récits d'échecs sont courants. Déborah Huguenin a appris il y a deux ans, par ses parents, que son père n'était pas son géniteur. La révélation fut « un bouleversement »,

« Ce qui m'obsède, c'est de ne pas connaître 50 % de mes antécédents médicaux »

DEBORAH HUGUENIN  
assistante de direction  
dans l'industrie

qui fit voler en éclat l'équilibre familial. « En trente-cinq ans, je ne m'étais jamais doutée de rien. J'apprends par la même occasion que ma sœur, conçue avec un autre don, est génétiquement ma demi-sœur », précise-t-elle.

Encore aujourd'hui, elle exprime le sentiment « d'avoir construit [sa] vie sur du sable, et que le château de sable s'est écroulé ». Après quelque temps, elle a ressenti le besoin de partir sur la piste de son géniteur. « Ce qui m'obsède, c'est de ne pas connaître 50 % de mes antécédents médicaux, que j'ai transmis aussi à ma fille », explique la trentenaire, assistante de direction dans l'industrie.

### « Un rejet absolu »

L'été 2025, elle se décide à commander un test ADN, en passant par des amis établis aux Etats-Unis. Sans succès à ce jour. A la veille de Noël, deux ans après avoir appris le secret ayant entouré sa naissance, elle a reçu un courrier de la Capadd, sollicitée en parallèle, l'informant que son donneur, vivant, refusait de communiquer toute information. Une nouvelle épreuve, vécue comme « un rejet absolu ».

« Sa relation avec sa sœur, qui n'a pas souhaité entreprendre de recherche des origines de son côté, est la seule leur dans ce parcours douloureux : « On s'est énormément rapprochés. On est demi-sœurs mais, dans un sens, on n'a jamais été autant sœurs qu'aujourd'hui ». Comme elle, Julie (le prénom a été changé) a appris tardivement, à l'âge de 29 ans, les circonstances de sa conception. Elle l'a pour sa part vécu comme « un soulagement ». « C'est comme si j'avais toujours pressenti quelque chose, sans savoir quoi, ni parvenir à l'expliquer », avance-t-elle. Mais depuis, elle « a besoin de réponses », au-delà de celles fournies par ses parents.

L'orthophoniste de 33 ans rêve de comparer ses traits à ceux de son géniteur. « J'aimerais avoir accès à des antécédents médicaux, à une photo... Savoir à qu'on ressemble, c'est si important. » La Capadd, qu'elle a saisie, l'a informée que son donneur était vivant, mais qu'il n'avait pas répondu aux courriers envoyés. « Ils ne peuvent pas aller plus loin. C'est un peu frustrant », ressent Julie. La réalisation d'un test ADN, début 2022, n'a pas abouti. Aujourd'hui « apaisée », elle a digéré le fait de ne pas avoir de réponse, mais j'ai toujours cette pièce manquante du puzzle... ». Régulièrement, elle consulte l'application installée sur son téléphone, avec l'espoir qu'apparaissent un jour, enfin, sur un « nouveau match » qui lui apporterait des éléments sur son histoire. ■

SOLÈNE CORDIER

Effectuer un test génétique pour rechercher ses origines est illégal, et passible de 3750 euros d'amende

# Municipales : le bureau des élections au cœur des interrogations

Le scrutin, qui s'est tenu les 15 et 22 mars, a connu quelques dysfonctionnements alors que les services de l'Etat ont moins de moyens

Plus de 48,7 millions d'électeurs invités à s'exprimer dans 70 000 bureaux de vote pour choisir parmi plus de 900 000 candidats répartis sur près de 50 000 listes. Le tableau a de quoi donner le tournis et l'importance du défi logistique qu'ont représenté les élections municipales des 15 et 22 mars. « Ces élections sont de loin les plus complexes à organiser », reconnaît Alex Gadré, le chef du bureau des élections politiques du ministère de l'Intérieur. L'intendance suivra, a-t-on pourtant coutume d'entendre dans l'administration. Qu'en a-t-il été réellement lors du scrutin municipal ?

En lien avec les communes, la Place Beauvau et les services préfectoraux travaillaient déjà depuis des mois sur ces élections. Leur organisation s'est cependant réellement accélérée début février avec le dépôt des candidatures et la mission confiée aux préfetures d'attribuer des nuances politiques à chaque liste candidate.

Bien qu'ancienne et censée faciliter la lecture des résultats au ni-

veau national, la procédure s'est révélée particulièrement sensible pour ces municipales après le recours de la France insoumise (LI) contre la décision de l'intérieur de classer le mouvement de Jean-Luc Mélenchon à l'« extrême gauche ». La requête a été rejetée, mais l'administration préfectorale s'est ainsi retrouvée à faire le service après-vente des arbitrages de la Place Beauvau et s'est vue confrontée à la colère de candidats en désaccord avec le qualificatif retenu pour leur liste. « Tout le monde a envie d'apparaître apolitique ou divers, mais ce n'est pas

**« Le processus est complexe, chronophage et sensible, mais la machine est rodée et robuste »**

ALEX GADRÉ  
chef du bureau des élections au ministère de l'intérieur

possible, souligne le préfet du Maine-et-Loire, François Pesneau. Nous nous basons sur un faisceau d'indices, l'engagement passé des candidats, leurs éléments de campagne, leurs éventuels soutiens. »

Les critères d'attribution d'une nuance « n'emportent aucune appréciation de valeur sur la légitimité ou le bien-fondé des orientations politiques des candidats », jure-t-il, en précisant avoir été saisi de quatre demandes de rectification du nuage. Une seule a été accueillie favorablement, la liste en question ayant été étiquetée « divers » et non « divers gauche » comme initialement prévu. Les candidats mécontents avaient malgré tout la possibilité de saisir le juge pour contester leur nuage. Très peu l'ont fait, néanmoins, au vu des délais contraignants entre le dépôt des candidatures et la tenue du scrutin. Dans tous les cas, ceux-ci ont été déboutés. « Le ministère et ses préfets peuvent effectivement être considérés comme juges, en tant qu'administration, mais aussi parties, au service des forces politiques d'un gouvernement, ana-

lyse Romain Rambaud, professeur de droit public à l'université Grenoble-Alpes. Ce pouvoir de nuageage est et sera donc toujours controversé. »

Si l'étape de ce nuageage a constitué un premier défi, elle reste sans commune mesure avec le jour J des élections municipales, notamment la phase de collecte, de remontée et de centralisation des résultats, puis leur publication sur le site du ministère de l'Intérieur. « Le processus est complexe, chronophage et sensible, mais la machine est rodée et robuste », souligne Alex Gadré, du bureau des élections. Sans surprendre, l'ampleur du scrutin n'a pas empêché un certain nombre de coacs ou d'incohérences dans les résultats, en particulier à l'issue du premier tour. Une centaine d'erreurs ont ainsi été recensées par la Place Beauvau. « C'est assez peu par rapport à l'ampleur de l'élection », relative-t-il.

## Des effets à l'os

Ces erreurs sont variées. Une mention d'abstention négative est, par exemple, apparue sur la fiche des résultats de la commune du Mesnil-sur-Bulles (Oise). A Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), les premiers résultats donnaient vainqueur le candidat de Lutte ouvrière, alors que le maire socialiste sortant était le véritable gagnant. La faute à une inversion des scores transmis par cette commune à la préfecture, puis remontés à l'intérieur et publiés sur son site. Il lui est ensuite été corrigé. « Ni la préfecture ni le système de transmission des résultats élaboré par l'Etat ne sont en cause dans cette circonstance », réagit la préfecture de la Seine-Maritime.

Les préfetures peuvent toutefois aussi être à l'origine de certains dysfonctionnements. Ce fut

## Une commune de l'Yonne a été privée de second tour à cause d'une mauvaise interprétation du code électoral

le cas pour les élections de Merry-la-Vallée, une commune de l'Yonne privée de second tour à cause d'une mauvaise interprétation du code électoral par les services préfectoraux. A l'issue du premier tour, les deux listes candidates étaient arrivées à égalité. Interrogée par la municipalité, la préfecture du département a alors appliqué la règle selon laquelle la liste avec la moyenne d'âge la plus élevée l'emporte en cas d'égalité parfaite. A tort, cette règle ne s'applique qu'en cas d'égalité à l'issue du second tour et non dès le premier tour.

Impossible néanmoins de revenir en arrière, les résultats ayant été proclamés par la commune sur la base donc d'indications erronées de la part de la préfecture. Juridiquement, seules font effectivement valoir les informations figurant dans les procès-verbaux transmis par les communes. L'affaire de Merry-la-Vallée est maintenant entre les mains du tribunal administratif de Dijon, qui a été saisi par la préfecture de l'Yonne. Charge désormais à cette juridiction de décider de l'avenir de l'élection.

Ce coac kaunals peut sembler anecdotique. Pour beaucoup au sein de la préfecture, il refléterait en réalité une problématique plus profonde : celle des moyens alloués à l'organisation des élec-

tions. « Dans l'ensemble de nos services, nous sommes à l'os » en termes d'effectifs et quand il faut recruter, nous peinons à attirer, et quand nous y parvenons, nous recrutons mal », souligne un préfet qui a souhaité rester anonyme. Un ensemble de contraintes qui, selon lui, complexifierait l'organisation des élections.

Peu de données sont disponibles concernant les effectifs de l'Etat réservés aux élections. « Depuis un an, 5 000 agents du ministère de l'Intérieur en administration centrale et territoriale, ont été mobilisés sur l'ensemble du territoire pour permettre le bon déroulement des élections municipales et communautaires de 2026 », se borne à préciser la Place Beauvau. « Outre les effectifs affectés de manière pérenne aux élections et les recrutements ponctuels effectués, les préfetures font aussi appel à des bonnes volontés au sein de leurs services et les volontaires ne manquent pas », fait valoir Alex Gadré, dont le bureau des élections compte à lui seul 18 agents. Un chiffre en baisse par rapport à 2020, l'année des précédentes municipales, pendant laquelle 23 agents étaient recensés.

La Place Beauvau affirme toutefois ne pas disposer de la « ventilation » par profession des effectifs mobilisés. Si des renforts ont bien été appelés par les services préfectoraux pour ce scrutin, le personnel affecté de manière permanente aux questions électorales se compte souvent sur les doigts d'une main. « Ils sont deux chez nous, regrette Jocelyne Mallemont, représentante de Force ouvrière-Préfetures au sein de la préfecture de la Nièvre. C'est bien peu et, face à l'ampleur des tâches en temps d'élections, le risque d'erreurs est donc réel. »

BASTIEN SCORDIA

# Les dépenses des collectivités dans le viseur du Haut-Commissariat au plan

« Les collectivités locales ne sauraient être écartées de l'effort urgent d'assainissement des finances publiques », souligne l'organisme

Le Haut-Commissariat à la stratégie et au plan en conclut le débat sur les finances locales est « souvent conflictuel ». Pour lui, néanmoins, il ne peut plus attendre, au regard de la situation budgétaire et des transformations démographiques, sociales et écologiques en cours. Les collectivités « ne sauraient être écartées de l'effort urgent d'assainissement des finances publiques », souligne l'organisme rattaché à Matignon dans une note publiée mercredi 1<sup>er</sup> avril, où il appelle à « renouer un contrat de confiance » entre l'Etat et les collectivités.

« La question des modalités d'un effort collectif, maîtrisant les dépenses sans sacrifier l'investissement, constitue une priorité », abonde le haut-commissaire, Clément Beaune. Certes, le budget 2026 de nouveau mis à la contribution des collectivités. L'effort, initialement fixé à 4,6 milliards d'euros, a toutefois été réduit de moitié, sous l'influence du Sénat. « C'est le résultat d'arbitrages budgétaires et politiques plus qu'une appréciation directe et partagée des marges mobilisables au niveau local », regrette le Haut-Commissariat.

L'organisme le concède malgré tout : les dépenses locales restent entourées de nombreux préjugés. En France, par rapport aux autres pays européens, leur part dans la dépense publique reste en effet « modérée ». Rien d'étonnant au vu du degré de décentralisation plus important chez nos voisins européens. Mais, si la situation financière des collectivités françaises est jugée « globalement saine » (à l'exception des départements), la dynamique de leurs dépenses « est bien plus forte que

l'évolution des dépenses de l'Etat », explique Clément Beaune.

Différents dispositifs existent pourtant pour encadrer les finances des collectivités, avec, en particulier, l'obligation pour elles de voter des budgets à l'équilibre. Surtout, elles ne peuvent s'endetter pour l'investir. Ce seul pilote, jugé le Haut-Commissariat.

## « Efforts réciproques »

Pour lui, la France doit désormais s'inspirer de ses voisins européens et des règles plus strictes qu'ils ont pu mettre en place en matière de dépenses locales. « Le cadre français pourrait devenir plus directement contraignant », estime l'organisme, qui cite à ce propos les cas du Danemark ou de l'Espagne, où ont été institués des plafonds de dépenses plus stricts ou des mécanismes de suivi et de redressement en cas de dérives.

Au-delà des « marges d'efficacité » qu'il relève dans les dépenses de fonctionnement, les politiques sociales ou l'investissement, le Haut-Commissariat plaide ainsi pour le retour de contrats financiers entre l'Etat et les collectivités. Et ce, à l'image des « contrats de Cahors », ces dispositifs d'encadrement des dépenses locales institués en 2018, avant d'être suspendus en 2020 en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19.

« En bref, [il s'agit de] sortir de la stratégie de défausse pour bâtir un pacte de coresponsabilité concret », explique Clément Beaune. Selon le scénario retenu par son organisme, l'Etat et les collectivités s'engageraient sur des « efforts réciproques ». Les échelons locaux s'inscriraient dans une trajectoire

de dépenses et d'économies, tandis que l'Etat garantirait ses contributions financières sur une période triennale. Il s'engagerait aussi sur une « stabilité » des règles fiscales et sur une « visibilité accrue » sur le plan financier.

Ciblé sur les plus grandes collectivités, le dispositif serait accompagné d'un système de « bonus-malus » sur les dotations de l'Etat (celles d'investissement notamment), « en fonction de l'atteinte ou non des objectifs contractés ». A l'instar des contrats de Cahors, les propositions du Haut-Commissariat risquent néanmoins de rencontrer un accueil réservé de la part de la sphère locale. Le dispositif de contractualisation institué en 2018 avait été vivement critiqué par les associations d'élus. Elles dénonçaient une « volonté de recentraliser le rôle de l'Etat » et de réduire l'autonomie financière et fiscale des collectivités.

Le Haut-Commissariat « pense avoir trouvé la martingale en faisant, une fois encore, porter aux collectivités la responsabilité des déficits qui accablent notre pays », critique désormais l'Assemblée des départements de France en regrettant un « retour vers le futur » avec cette rétrocession des contrats financiers Etat-collectivités. « Lier les financements de l'Etat à la réduction de dépenses qu'il nous impose comme un forcé de dépense 2022, n'a pas grand sens, sauf à souligner, une fois encore, le caractère schizophrène de ces solutions à l'emporte-pièce et contraindre l'investissement des collectivités », ajoute l'association présidée par le président UDI du département de la Côte-d'Or, François Sauvadet. ■

B. SC.

CAHIER NUMÉRO 9 DE L'ÉDITION SPÉCIALE DU 3 AVRIL 2026

EMMANUEL GRÉGOIRE  
"LA GAUCHE DOIT ÊTRE LUCIDE"

LIBAN  
LA QUERRE EN HÉRITAGE

MODORAMA  
LA MODE MASCULINE  
PAR SOPHIE FONTANEL

# Le Nouvel Obs

## LE CLAN SARKOZY

RÉCIT D'UNE DÉRIVE TRUMPISTE

Journal d'actualité et d'opinion

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

# Municipales : le maigre bilan de l'institut Politicæ

Le projet de Pierre-Edouard Stérin visait à former des milliers de candidats de droite et d'extrême droite

Quelle est la taille de la grande armée de « maires de droite » que Pierre-Edouard Stérin, milliardaire et promoteur de l'extrême droite, veut lever en mars 2025 ? Il rêvait d'un bataillon d'un millier, mais il devra vraisemblablement se contenter d'un petit peloton. Depuis le second tour des élections municipales, le 22 mars, son institut de formation des maires, Politicæ, ne communique pas sur ses éventuels succès.

Ni Raphaël Cognet, ni Antoine Valentin, cofondateurs, n'ont répondu aux multiples sollicitations du Monde. Aucune liste de maires élus après avoir suivi la formation de Politicæ n'a été transmise, ni par Politicæ ni par Périclès, l'outil d'influence politique de Pierre-Edouard Stérin. Est-ce parce que, comme le souffle au Monde un participant au projet, les résultats sont « très, très en dessous des objectifs qualitatifs et quantitatifs » ?

Les deux hommes cités, chargés de porter au pouvoir cette vague de maires, ont perdu ou quitté leur propre mandat cette année. Le premier, élu depuis 2017 et candidat Horizons à Mantes-la-Jolie (Yvelines), a été renversé par une liste citoyenne sans étiquette emmenée par Adama Gayé, un trentenaire originaire de la cité du Val-Fourré. Le second, pourtant tête de liste dans sa petite commune de Saint-Jeoire (Haute-Savoie), a préféré le jour du premier conseil municipal laisser l'écharpe de maire à sa deuxième de liste : il est en effet, depuis une élection législative partielle aux mois de janvier et février, député de l'Union des démocrates pour la République, et interdit de cumuler les deux mandats.

« Un savoir pratique simple » Dans une interview au New York Times publiée juste avant le premier tour des élections municipales, Pierre-Edouard Stérin se vantait d'avoir formé, avec Politicæ, « plus de 4 000 candidats de droite aux élections municipales ». A Media-part, Antoine Valentin préfère renvoyer aux 16 000 abonnés présumés de la plateforme. Lors d'un documentaire de « Cash investigation » diffusé en juin 2025, en caméra cachée, il ambition-



Le milliardaire conservateur Pierre-Edouard Stérin, dans son chalet des Alpes françaises, le 18 mars. JAMES HILL / THE NEW YORK TIMES/REA

**L'objectif était de « faire gagner en 2026 plus de 1000 maires de petites et moyennes »**

naît de 5 000 à 6 000 candidats, dont plus de la moitié devaient être élus maires.

Faute de liste ou de chiffre, Le Monde a cherché ailleurs les candidats passés par Politicæ. Au Rassemblement national (RN), ils sont au moins trois jeunes à avoir participé à un séminaire gratuit de Politicæ : Tiffanie Rabault, à Orléans, Margaux Taillefer, à Pau, et Kevin Nader, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). Ces deux derniers, qui ont obtenu des résultats surprenants dans des villes peu favorables, avaient auparavant suivi une formation de l'Institut de formation politique (IFP), aux réseaux proches de ceux de Pierre-Edouard Stérin.

Margaux Taillefer dit avoir « été contactée » pour participer à Bordeaux à un séminaire de Politicæ d'une demi-journée, où elle a croisé une petite quarantaine de candidats allant de la Macronie à Reconquête!, souvent dans des petites communes. « Ça a pu former certains candidats, leur donner des

clés de compréhension sur les détails pour ouvrir les comptes de campagne, connaître le cadre légal, c'était assez général, mais de qualité », se souvient-elle. Elle n'a pas renouvelé l'expérience. Même chose pour Kevin Nader, invité à s'inscrire, en 2024, en marge d'une formation de l'IFP, par Philippe de Gestas, l'un des formateurs initiaux de Politicæ. A l'époque, dit-il, il n'était pas encarté et cherchait à monter « une liste citoyenne, indépendante ». Il croise au séminaire une vingtaine de personnes, à qui est

dispensé « un savoir pratique simple : droit électoral, maniement des réseaux sociaux, media training ». Il postulera plus tard pour une investiture RN, et travaille désormais à l'Assemblée nationale pour un député du parti.

Offre gratuite Sur le site TrustPilot, où une centaine de personnes ont donné leur avis sur l'Institut, Le Monde a pu recenser une trentaine de candidats ayant eu recours à leurs services. Certains ont simplement téléchargé les Livres blancs mis à disposition gratuitement. La plupart se sont présentés ensuite sous l'étiquette divers droite ou sans étiquette, mais certains battaient pavillon RN, Reconquête!, Les Républicains ou MoDem. D'autres n'ont finalement pas réussi à monter de liste.

Onze ont été finalement élus, dont trois dans un contexte où ils n'avaient aucun adversaire. A une exception, la ville de Plaisir, dans les Yvelines (32 000 habitants), il

s'agit de communes de moins de 10 000 habitants. Le maire labellisé « Politicæ » le plus étonnant est sans doute Patrice Crosnier, qui, dans la banlieue de Lyon, à Dardilly (Grand Lyon), a battu une liste sur laquelle figurait la propre sœur de Pierre-Edouard Stérin, comme l'a repéré L'Humanité. Philippe Rochat, 69 ans, nouveau maire de Commercy (Meuse), a atterri sur le site de Politicæ par le biais d'un moteur de recherche. Il a trouvé « la proposition très bien construite, avec un point de vue juridique et légal, le rapport avec l'Etat, les moyens de communication... Ça a été fondamental ».

Il n'avait aucune idée du lien avec Pierre-Edouard Stérin. Pas plus que Quentin Bigot ou Liliane Journot, également élus en Moselle (à Gandrange) et dans le Doubs (Deluz) et contactés par Le Monde : attirés par la gratuité de l'offre, ils estiment avoir été bien guidés dans leurs débuts électoraux. Les maires contactés n'ont pas eu le sentiment d'une

formation « politisée ». L'enquête de « Cash Investigation » avait toutefois montré le net penchant à droite des participants et des personnalités politiques mises en valeur par les interventions.

Ces éléments laissent augurer d'un résultat final assez éloigné de l'objectif, figurant dans les documents de présentation de Périclès, en 2023, de « former et faire gagner en 2026 plus de 1 000 maires de petites et moyennes communes ». Il ne faudra sans doute pas trop pousser les murs pour accueillir, les 10 et 11 avril à Paris, les « nouveaux élus » de Politicæ. Raphaël Cognet et Antoine Valentin doivent y tenir un séminaire financé intégralement « par le budget formation de la commune [de ces nouveaux maires] », comme ils le précisent dans un courriel envoyé aux abonnés.

## D'autres « laboratoires »

Les autres « laboratoires » soutenus par Périclès ont, eux aussi, tenté de peser sur la campagne électorale. L'Institut Hexagone a commandé trois sondages portant sur des villes où l'extrême droite jouait un rôle-clé (Paris, Nice, Le Havre). L'Observatoire de l'immigration et de la démographie a tenté de mettre ce sujet au cœur de la campagne des municipales, en publiant un dossier et un outil de recherche à ce sujet. Paganisation Transparence citoyenne a fait émerger la question des notes de frais des maires, à commencer par celle de la maire sortante de Paris, Anne Hidalgo.

Les influenceuses féministes de Nemesis, également soutenues par Périclès, ont, elles, proposé sur une plateforme intitulée « Nicolas qui vote » du matériel de campagne pour les militants d'extrême droite. Enfin, Périclès a financé le lancement, en février, d'une nouvelle association, la Ligue des libertés, dirigée par deux proches d'Eric Ciotti et l'avocat de Pierre-Edouard Stérin.

Dans la dernière ligne droite de la campagne, elle a poussé médiatiquement les affaires de violés dans le périscopaire à Paris. Pour toutes ces organisations, à qui les différents médias du RN se sont botorés sous largement ouverts, la campagne municipale n'était qu'une répétition avant la présidentielle de 2027. ■

CLÉMENT GUILLOU

## La Flèche, symbole des rêves du RN de conquérir l'Ouest

Un jeune militant de 25 ans, tout juste implanté, a ravi la sous-préfecture de la Sarthe au Parti socialiste, qui la dirigeait depuis trente-sept ans

### REPORTAGE LA FLÈCHE (SARTHE) - envoyée spéciale

Et la Flèche (Sarthe) a basculé vers le Rassemblement national (RN). Au lendemain du second tour, quand les résultats de l'élection municipale ont été connus, la stupefaction a envahi les rues de cette commune de 15 000 habitants. La sous-préfecture de la Sarthe était dirigée depuis trente-sept ans par le Parti socialiste. Personne n'avait vu venir cette victoire obtenue à 13 voix près par Romain Lemaigne, un militant de 25 ans. « Secoués », « effondrés », les mots des électeurs de gauche ou de droite modérée trahissent une forme d'abattement. En face, la surprise se mélange à la joie et à la fierté.

Romain Lemaigne est arrivé député à peine deux ans dans la Sarthe, dans la foulée de l'installation au Mans de Marie-Caroline Le Pen, pour l'élection législative de 2024. Cette année-là, il est candidat sur la 3<sup>e</sup> circonscription, quand la sœur aînée de l'ancienne

candidate à la présidentielle se lance dans la 4<sup>e</sup>. Présentant bien, un peu timide, l'ancien étudiant de Sciences Po Rennes, jusqu'alors adhérent Les Républicains (LR), est alors assistant parlementaire de Philippe Olivier, député européen et époux de Marie-Caroline Le Pen.

Il suit la conseillère régionale d'Île-de-France en campagne : marchés, comices agricoles, fêtes locales, ville-greniers... La candidate sillonne ces terres jusqu'aux acquies à la droite. Philippe Olivier, lui, forme des candidats à la communication, en prenant un temps de lier l'image du parti. Le jeune Lemaigne est à ses côtés, comme responsable de la formation départementale.

### Rancœur contre le maire

Les deux circonscriptions échappent au parti d'extrême droite, mais les scores de second tour sont impressionnants, démontrant un ancrage de plus en plus fort du vote RN sur ces terres d'élevage et dans ces petites communes nostalgiques de François

Fillon. Le RN a en effet ciblé la ville de La Flèche comme prenable. « Il y a un effondrement des LR un peu partout dans le département et on les remplace naturellement dans la tête des électeurs », explique Marie-Caroline Le Pen. Son mari enchaîne : « On assiste à une poussée générale de nos idées et l'Ouest rattrape nos scores nationaux. C'est un mouvement de fond qu'on a aussi constaté à La Flèche. Le Prytanée crée un climat favorable ». Les familles conservatrices et catholiques, qui fréquentent le lycée militaire créé par Henri IV et son enseignement traditionnel, sont en effet devenues très perméables aux idées des amis de Marine Le Pen.

Le jeune candidat s'installe dans la petite ville et commence aussitôt sa campagne dans les rues du centre-ville comme dans les quartiers pavillonnaires ou les petites cités HLM excentrées. Sourire accroché aux lèvres, le jeune homme, catholique pratiquant, multiplie les « après rendez-vous », les visites aux commerçants et les porte-à-porte. Il fré-

quent la messe et s'inscrit au club de foot local, où il joue tous les week-ends dans l'équipe senior. Il écoute les colères contre les incivilités, les travaux qui gênent la circulation, la rénovation de l'école qui tarde à se concrétiser, les initiatives culturelles trop élitistes... Et surtout la rancœur contre le maire, jugé distant.

### Basculer idéologique

Elue en 2020, Nadine Grelet-Certenais, ancienne première adjointe du socialiste Guy-Michel Chauveau, maire durant cinq mandats, a vu en effet sa gestion contestée ces derniers mois. Se voyant reprocher une politique privilégiant la culture et l'environnement au détriment de la sécurité quotidienne et la proximité. « La municipalité a continué son chemin en pensant que c'était acquis, note Sylviane Delhommeau, conseillère municipale LR. Les gens voulaient du changement et ont préféré voter RN sur la bonne mine du candidat ».

Le candidat RN s'appuie alors sur les commerçants de la rue

centrale. Vent debout contre l'aménagement d'une promenade en bord de Loir, qui a entraîné la suppression de 70 places de parking, ils sont nombreux à faire campagne pour le RN et même à rejoindre sa liste.

Nadine Grelet-Certenais a du mal à comprendre sa défaite, après avoir été élue à 69,9 % au premier tour en 2020. De fait, la deuxième ville de Sarthe est plutôt vivante. La municipalité a rouvert un cinéma, une librairie... Elle a facilité l'implantation de commerces de bouche et la vacance commerciale n'est que de 6 %.

La Flèche attire des touristes avec son zoo et son beau patrimoine de XVII<sup>e</sup> siècle, et bénéficie d'un tissu associatif varié. « On était dans une dynamique électorale depuis plusieurs années qui confortait La Flèche comme une place forte. C'est une de mes erreurs. Sans doute a-t-on sous-estimé l'implantation réelle du RN... » concède-t-elle après avoir parlé des difficultés de son mandat « compliqué » par le Covid-19 et les restrictions budgétaires.

Camille Amand, directrice du Monde solidaire, une association humanitaire, a ainsi senti les signaux du basculement idéologique. « Les gens ne se couchent plus quand ils regardent le RN. Ils sont complexes. J'ai vu les discours de mes bénévoles changer. » Le 8 mars, le candidat est venu dans sa boutique accompagné de Marie-Caroline Le Pen, et a posté aussitôt des images sur les réseaux sociaux. La venue de Marine Le Pen, le 12 mars, a aussi pesé lourd, à quatre jours du premier tour. Pour son seul déplacement de la campagne, le leader du RN a mis en scène son appui au candidat local.

Tout était en place pour la bascule politique. Le candidat LR, Michel Da Silva, n'a reçu que 16,84 % des voix au premier tour, quand la droite faisait 30 % il y a six ans. Il fera 8,28 % dans le triangulaire du second tour, voyant une bonne partie de ses électeurs voter pour le RN. Siôt élu Romain Lemaigne, lui, a annoncé en conseil municipal rallumer les lumières partout dans la ville jusqu'à 23 heures. ■

STIVIA ZAPPI

# La gauche non mélenchoniste se divise sur la façon de s'unir

Si certains pensent déjà à un « plan B », Marine Tondelier défend le principe d'une primaire pour 2027 dans un manifeste

La crise qui s'est ouverte au sein du Parti socialiste (PS), à l'issue des élections municipales, a pris un nouveau tournant ces derniers jours, avec la primaire comme point de crispation. Ce processus, censé désigner un candidat commun à la gauche lors de l'élection présidentielle de 2027 et voulu par la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier, les ex-« insoumis » Clémentine Autain et François Ruffin, mais aussi par le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, a du plomb dans l'aile, alors que des cadres socialistes s'en éloignent toujours un peu plus.

Mardi 31 mars, Boris Vallaud, président des députés socialistes à l'Assemblée nationale, a posé un ultimatum au chef de file du parti, qu'il a pourtant soutenu au dernier congrès : il veut que le PS se mette en ordre de marche

pour la présidentielle, en désignant un candidat socialiste avant l'été, avant toute primaire. A défaut, il démissionnerait des instances de la direction du parti. Mis en minorité, Olivier Faure a concédé, mardi soir, lors d'une réunion, que « les militants voteront avant juin » sur « le processus présidentiel », « je n'ai aucune intention de me démettre », a promis le premier secrétaire.

Plutôt qu'une primaire, Boris Vallaud préfère un « consensus organisé ». S'il souhaite bel et bien la désignation d'un candidat commun d'une « coalition de gauche », le député des Landes prépare donc un plan alternatif. Il veut que la gauche « se mette d'accord sur un projet partagé d'abord » et propose ainsi aux écologistes, aux communistes, aux ex-« insoumis » de L'Après et à Place publique de travailler à une quinzaine de propositions

partagées et à un pacte législatif, avant d'entamer la discussion de la désignation. Un « plan B » pour contourner la primaire, qui a fini de mijoter lors d'un dîner, le 23 février, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris, comme l'a révélé *L'Opinion*, et dont les participants confirment l'existence au Monde. S'y sont retrouvés le leader de Place publique, Raphaël Glucksmann, le sénateur écologiste de Paris Yannick Jadot, la présidente socialiste de la région Occitanie, Carole Delga, et

encore Laurence Tubiana, l'architecte de l'accord de Paris sur le climat, dont le nom était en lice pour Matignon au sein du Nouveau Front populaire en 2024.

## Ambitions unites

Dans les prochains jours, ce collectif – qui n'en a que le nom –, composé principalement de sociaux-démocrates et d'écologistes, doit publier une tribune appelant à une autre méthode pour rassembler la gauche « non mélenchoniste ». Un texte auquel d'autres signataires devraient se greffer, notamment celles du député du Val-d'Oise Emmanuel Maurel, membre du groupe communiste à l'Assemblée nationale, et de l'ancienne sénatrice Marie-Noëlle Lienemann.

Mais les partisans de la primaire, eux, refusent de laisser s'étendre leurs ambitions unitaires, Marine Tondelier en tête. La dirigeante écologiste prépare « une contre-attaque », selon ses

## Boris Vallaud préfère « un consensus organisé » à une primaire

mots. Elle publie, vendredi 3 avril, un « manifeste » intitulé *Ce que nous vous devons*. D'abord diffusé sur Internet puis imprimé par le parti, ce texte de 40 pages, voulu comme un manuel de primaire, fustige les artisans des « gauches irréconciliables » qui « fabriquent délibérément des clivages et des affects qui rendront pour longtemps impraticable le rassemblement des gauches dans une perspective à vocation majoritaire ». Justice fiscale, transition écologique, emploi, pouvoir d'achat, « services publics humains », « renaissance industrielle », V1<sup>e</sup> Républi-

que... Marine Tondelier liste une douzaine de grands thèmes sur lesquels socialistes, écologistes et communistes sont d'ores et déjà d'accord. « Un candidat commun à la gauche désigné par un vote démocratique de millions de militants et de sympathisants a plus de légitimité qu'un non sorti d'un conciliabule organisé dans je ne sais quel sous-sol de parti », assure au Monde Marine Tondelier, bien peu convaincue par le plan alternatif imaginé par Boris Vallaud.

Prévue pour le 11 octobre, cette primaire pourrait néanmoins être reportée de quelques semaines. Juste avant la publication de son manifeste, Marine Tondelier a révélé être enceinte. Une grossesse dont le terme est prévu pour la fin du mois de septembre, « voire début octobre », fait savoir la principale concernée, qui a eu l'accord de ses alliés de la primaire pour un « léger » décalage dans le temps. ■

OLIVIER PÉROU

**Le Monde**

## Voyage au cœur du Japon

L'EMPIRE DU SOLEIL LEVANT

Du 3 au 17 juin 2026



**AVEC :**  
Cilles van Kote, journaliste, directeur délégué du Monde.

**VOS DÉCOUVERTES :**  
Tokyo - Hakone - Kawaguchiko (Le Mont Fuji) - Matsumoto - Takayama - Gokayama (Les Alpes Japonaises) - Kanazawa - Kyoto - Nara - Hiroshima - Osaka

Entre traditions et modernité, explorez ces terres nipponnes ancestrales et décryptez avec votre journal les enjeux du Japon d'aujourd'hui.

DEMANDEZ LA BROCHURE DÈS MAINTENANT auprès de notre partenaire Les Maisons du Voyage : [lemonde@lesmaisonsduvoyage.com](mailto:lemonde@lesmaisonsduvoyage.com) ou au 01 40 51 95 20 (ref. JAPL M26)



## Redressements fiscaux chez les riches qui ne paient pas d'impôt sur le revenu

Environ 58 % de ces foyers à la tête d'un gros patrimoine immobilier contrôlés ont dû verser des rappels d'impôts, a précisé Bercy

Certains parlent de zone grise, de simple optimisation fiscale, parfois de « sur-optimisation » plus ou moins « agressive ». Pour les services de Bercy, inutile d'ergoter : si des milliers de riches Français ne paient aucun impôt sur le revenu, c'est souvent qu'ils ont déclaré, de façon frauduleuse, des revenus inférieurs à ce qu'ils auraient dû. Il faut alors corriger les déclarations, et parfois prendre des sanctions. Pour preuve, les chiffres frappants dévoilés mercredi 1<sup>er</sup> avril par Sophie Maillard, cheffe du département des études et statistiques fiscales au sein de la direction générale des finances publiques. Interrogée par la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur l'imposition des plus riches, cette haut fonctionnaire a d'abord confirmé que plus de 13 000 foyers disposant d'un patrimoine immobilier d'au moins 1,3 million d'euros, et donc soumis à l'impôt sur la fortune immobilière, n'avaient payé aucun impôt sur le revenu en 2024.

La surprise est venue après. « Entre un quart et un tiers de ces foyers fiscaux ont fait l'objet d'un contrôle ces trois dernières années », a-t-elle annoncé. Parmi ces foyers contrôlés, 58 % ont fait l'objet d'un redressement, a-t-elle lâché.

Ce qui représente entre 1 900 et près de 2 600 redressements. Près de six foyers contrôlés sur dix ont donc dû verser des rappels d'impôts, assortis le cas échéant d'intérêts de retard et de majorations. Sophie Maillard l'a reconnu : un taux de redressement de 58 %, « oui, c'est très important ».

### « Multitude de situations »

Sacré lièvre que celui levé en janvier par Eric Lombard. Au détour d'un entretien à *Libération*, l'ancien ministre de l'économie et des finances de François Bayrou avait affirmé avoir découvert, lors de son passage à Bercy, que « des milliers » de grandes fortunes françaises n'acquiesçaient pas d'impôt sur le revenu. Devant le tollé provoqué par ces propos, le gouvernement Lecornu avait tenté de calmer le jeu. Amélie de Montchalin, alors ministre du Budget, avait opposé un semi-démenti. « Il n'est pas vrai que des dizaines de milliers de Français fortunés ne paieraient aucun impôt sur le revenu », avait-elle assuré à l'Assemblée nationale le 14 janvier... sans nier, donc, la possibilité qu'il y en ait des milliers.

Mercredi, Sophie Maillard a confirmé qu'« une multitude de situations » pouvait aboutir à ce résultat. Le premier cas est celui de particuliers dont le revenu est

« authentiquement très faible », a expliqué la représentante des finances publiques. Des personnes âgées dont la résidence a pris beaucoup de valeur avec la hausse des prix de l'immobilier, mais qui ne perçoivent qu'une toute petite retraite, par exemple. Deuxième possibilité : des foyers dont le revenu de départ peuvent être élevés, mais qui bénéficient de charges ou de déficits venant minorer le revenu fiscal de référence.

Troisième hypothèse évoquée, celle des personnes, chefs d'entreprise ou autres, qui désaffectent l'essentiel de leurs revenus dans des véhicules comme des sociétés holdings. Tant que cet argent reste dans ces sociétés « coffres-forts », il n'est pas taxé au titre de l'impôt sur le revenu. Depuis, une légère taxe sur les holdings a été créée dans le budget.

Et puis, vient la dernière option mentionnée par la responsable des statistiques fiscales, celle de la « sous-déclaration frauduleuse ». Un cas visiblement fréquent, à en croire les données de Bercy. Au total, les redressements visant les quelque 2 000 millionnaires concernés ont atteint 104 millions d'euros, « auxquels s'ajoutent 28 millions de pénalités », a précisé Sophie Maillard. ■

DENIS COSNARD

# « Grève du zèle » contre le projet de « plaider-coupable criminel »

Les avocats parisiens estiment que le projet de loi porté par Gérald Darmanin porte atteinte aux droits de la défense

Mercredi 1<sup>er</sup> avril, en début d'après-midi, au tribunal judiciaire de Paris, règne dans la salle d'audience du sixième étage, dévolue aux comparutions immédiates, une atmosphère de grand soir. Une vingtaine de robes noires, sur lesquelles a été épinglé un badge « Avocats en grève », s'agitent en tous sens. Le président du tribunal, Peimane Ghaleh-Marzban, est descendu de son bureau du 28<sup>e</sup> étage pour constater de visu à quel point le mouvement de « grève du zèle », soit la veille au soir par le conseil de l'ordre du barreau de Paris, est suivi. Comme une cinquantaine de barreaux en France, les avocats parisiens ont décidé de ne pas attendre le 13 avril, jour où le projet de loi sur la justice criminelle et le respect des victimes défendu par le ministre de la Justice, Gérald Darmanin, sera examiné en séance publique au Sénat, pour lancer les grandes hostilités.

Juste avant que l'audience de comparution immédiate ne commence, le bâtonnier de Paris, Louis Degos, demande la parole. Le ton est solennel. « L'instant est grave, car c'est la question fondamentale du juste et de l'injuste qui est aujourd'hui en danger. Le projet de loi institue en fait et en droit une réforme des procédures pénales qui conduit à un abaissement des garanties de bonne justice, dans le but avoué de gagner du temps pour rattraper, si possible, les nombreuses affaires qui sont en attente d'être jugées. La justice a besoin de moyens, pas de raccourcis », assène le bâtonnier. En cause, notamment, l'ins-

tauration d'une procédure de plaider-coupable en matière criminelle, comme il en existe déjà pour les délits.

Une nouveauté dans le droit français, présente sous différentes formes dans de nombreux pays européens, qui a pour ambition de faire baisser les stocks d'affaires criminelles (environ 6000 aujourd'hui en attente d'un procès). Et, par effet de ricochet, de réduire les délais d'attente devenus insupportables pour de nombreuses victimes (six ans en moyenne pour juger des viols et huit ans pour des crimes de sang).

A une dizaine de jours du début de l'examen parlementaire du texte, les avocats parisiens ont décidé de se lancer dans une « grève du zèle », qui suivra deux modalités différentes. D'abord, dans les procédures où leur présence est obligatoire, les avocats se feront porter pile, ce qui aura pour effet de renvoyer les affaires à plus tard. A l'inverse, là où les questions de liberté sont en jeu, notamment lors des comparutions immédiates, ils vont démultiplier leurs forces pour faire durer les audiences le plus longtemps possible. « On va offrir une défense diligente d'un président de la République à des prévenus habitués à être défendus par des avocats commis d'office ou pas d'avocats du tout... », précise Charles Ohliguer, membre du conseil de l'ordre.

Le groupe WhatsApp « Défense massive », qui avait été créé en 2023 pour le mouvement de mobilisation contre la réforme des retraites, a été réactivé. Mercredi, à 14 h 30, ils étaient 652 à s'y être inscrits. « On va ainsi passer à quatre ou cinq dossiers par avocat

## La proposition du garde des sceaux a d'un seul coup ravivé la traditionnelle opposition entre avocats et magistrats

à quatre ou cinq avocats par dossier », ajoute-t-il. Une mobilisation appelée à durer au moins jusqu'au 13 avril, envisagé comme une journée « justice morte ».

### « Processus de délégué »

Le plaider-coupable en matière criminelle d'un seul coup ravivé la traditionnelle opposition entre avocats et magistrats. Si les juges vont dans une large majorité favorables, à l'exception notable du Syndicat de la magistrature, les avocats sont, eux, farouchement et presque unanimement hostiles à cette idée. Et pour une raison presque naturelle : en remettant en question le principe même du procès, le plaider-coupable fragilise la raison d'être de l'avocat.

Après avoir reconnu les faits, l'accusé peut ainsi espérer une réduction jusqu'àux deux tiers de sa peine. Une simple audience d'homologation publique (d'une demi-journée) viendra conclure cette justice expresse, sans que les témoins ni les experts ne puissent être entendus. La victime ainsi que le parquet pourront interrompre à tout moment la procédure et demander à revenir à un procès normal.

Ces garde-fous ne convainquent pas du tout la profession. « Le plaider-coupable criminel marque la dernière étape dans le processus de délégué de la cour d'assises. Sous prétexte de gestion de flux, en supprimant l'audience, le gouvernement veut mettre en place une justice de guichet... », a déclaré, mercredi, depuis le tribunal de Paris, Romain Boulet, coprésident de l'Association des avocats pénalistes. « Ce qui est terrible, c'est que Gérald Darmanin nous explique que tout cela se fait dans l'intérêt de la victime, ce qui est faux, ajoute Stéphane Haziza, membre du conseil de l'ordre. Au contraire, cela va faire peser une charge supplémentaire sur elle, car se sera elle, seule, qui demain devra dire oui ou non au plaider-coupable... »

La chancellerie, appuyée par de nombreux magistrats, avance pourtant les cas, peu nombreux, mais qui existent, de victimes qui préféreraient éviter l'interminable attente d'un procès, et ses jours d'audience. Spécialiste des violences faites aux femmes, l'avocate nantaise Anne Bouillon est formelle : « Je ne connais pas de victimes qui veulent échapper à un procès, même si j'en connais qui veulent échapper à la violence du procès. » Cette violence n'est-elle pas justement inhérente au procès ? « Non. D'ailleurs, les pratiques ont beaucoup évolué, répond-elle. Avant, je montais sur un ring pour défendre des victimes. Aujourd'hui, beaucoup de mes confrères ont compris qu'on pouvait défendre un agresseur, de façon très pudique, sans pour autant questionner la moralité ou la personnalité d'une femme victime. » ■

GRÉGOIRE BISEAU

# Gérald Darmanin en Espagne, en quête d'un modèle pour réformer la justice française

Le ministre de la justice s'est rendu au nord de Madrid, pour observer comment la spécialisation des juridictions permet de mieux protéger les victimes de violences de genre

SÉGOVIE (ESPAGNE) -  
envoyée spéciale

C'est dans les locaux flamant neufs du tribunal de Segovie, au nord de Madrid, que le garde des sceaux, Gérald Darmanin, a conduit, mardi 3 mars, une délégation française composée de hauts magistrats et de parlementaires, dont Rémy Héty, procureur général près la Cour de cassation. Objectif : observer et comparer l'expérience espagnole en matière de violences faites aux femmes, en particulier le recours à la reconnaissance de culpabilité pour accélérer les procédures.

Le 18 mars, Gérald Darmanin a présenté en conseil des ministres un projet de loi controversé prévoyant d'étendre aux crimes le mécanisme du plaider-coupable. En échange d'un aveu, l'auteur bénéficierait d'une réduction de peine et éviterait un procès, sauf opposition de la victime ou du parquet. La mesure, défendue par une large majorité de magistrats français est fortement rejetée par les avocats.

En Espagne, la *conformidad*, équivalent du plaider-coupable, est installée de longue date, notamment depuis la loi organique de 2004 sur les violences de genre, pionnière en Europe. En 2024, près des deux tiers des condamnations

pour ces faits ont été prononcées sans procès : sur 51 652 condamnations, 32 200 l'ont été par ce biais, soit 62,6 %, selon les chiffres du parquet. Ces procédures urgentes concernent surtout des délits passibles de peines limitées, en pratique inférieures à trois ans, et s'accompagnent d'une réduction pouvant atteindre un tiers.

Le modèle espagnol dépasse largement le seul mécanisme. A Segovie, le tribunal n° 4, entièrement dévolu aux violences de genre et physiquement séparé des autres juridictions, incarne une prise en charge globale. Juges, procureurs, médecins légistes : tous sont spécialisés. « Dès le premier instant, une ordonnance de protection est appliquée, ce qui permet de mieux protéger la victime », explique la procureure Pilar Lajo Infante à la délégation. Cette décision unique, pivot du dispositif, combine mesures pénales, civiles et sociales, ouvrant immédiatement l'accès à des aides financières, à un logement ou à des droits spécifiques au travail. Le nouvel édifice de Segovie, inauguré en 2023, illustre cette démarche.

« Le suivi doit être constant », souligne la juge Paula Sanchez Tamargo. « On évite la victimisation secondaire en ne lui demandant pas de revivre les faits »,

précise la magistrate. Autre particularité espagnole : toute la procédure est entièrement dématérialisée. « L'idée est que si une victime entre à 10 heures, elle se voit obtenir un résultat deux heures plus tard », détaille la procureure.

### Désengorger les tribunaux

La présidente du tribunal de première instance de Segovie, Alicia Manzano Cobos, qui a guidé la délégation française, n'a pas caché les difficultés inhérentes à la spécialisation des magistrats. « Ce n'est pas facile de trouver des candidats, car ces affaires demandent beaucoup de dévouement, des contraintes, et sont émotionnellement épuisantes », a-t-elle reconnu. Un aveu qui résonne à Paris, où Gérald Darmanin admet lui-même que la spécialisation des juges « présenterait un problème d'activité ».

En janvier 2025, une nouvelle loi est venue amplifier encore le mouvement : la réforme élargit les possibilités de recours à la *conformidad* à différents stades de la procédure, avec pour ambition déclarée de désengorger les tribunaux, sans sacrifier les garanties procédurales. Elle marque une évolution notable du dispositif espagnol : en supprimant le plafond de peine jusqu'à fixé à six ans, elle ouvre la possibilité de recourir à la con-

formidad pour des infractions plus graves, potentiellement jusqu'aux violences sexuelles. Cette extension reste toutefois strictement encadrée : elle suppose l'accord des parties, le contrôle du juge et, dans les affaires les plus sensibles, la prise en compte de la position de la victime.

Son adoption n'a pas fait consensus : contestée par l'opposition conservatrice et critiquée par de nombreux professionnels du droit, elle a été approuvée en décembre 2024 par une courte majorité. « Le plaider-coupable ne fait qu'économiser de l'argent. Il n'implique aucun coût, seulement la suppression d'un procès et d'une sentence, ce qui épargne des heures de travail aux professionnels. Ce ne sont que des avantages », a résumé M. Bolaños devant ses visiteurs français.

Pour Gérald Darmanin, l'exemple espagnol conforte sa démarche. « Le plaider-coupable est une avancée pour la protection des victimes », affirme-t-il, se disant « confiant » quant à l'adoption de sa réforme. L'Espagne n'a été qu'une première étape. D'ici à juillet, il prévoit de visiter plusieurs pays européens, dont l'Allemagne et l'Italie. « Tous nos voisins ont une forme de plaider-coupable », souligne-t-il. Il est temps de l'introduire en France. » ■

ISABELLE PICOER

# Affaire du docteur V. : le conseil de l'ordre des médecins sous pression

Le chirurgien grenoblois est mis en examen pour « homicides et blessures involontaires »

Déjà sous pression après avoir été visé, fin mars, par un signalement de l'inspection générale des finances, ciblant sa gestion financière et de supposés manquements dans l'exercice de sa mission disciplinaire, le conseil national de l'ordre des médecins se trouve en première ligne dans la très médiatisée affaire du docteur V. Ce chirurgien orthopédiste grenoblois est mis en examen depuis 2020 pour « blessures et homicides involontaires », sa responsabilité étant évoquée dans plusieurs décès et infirmités parfois permanentes.

Comme l'a appris Le Monde, l'instance ordinaire a été saisie, début mars, par sa cellule « lanceur d'alerte » d'une plainte disciplinaire déposée en septembre 2025 par un trentenaire d'anciens patients du docteur V. ou de membres de leur famille, pour « des faits d'entrave aux mesures d'assistance et omission de report secours, de non-dénonciation de mauvais traitements infligés à personne vulnérable et de prise illégale d'intérêts ». Les plaignants reprochent, entre autres, au conseil départemental de l'ordre des médecins de l'Isère de ne pas avoir « jamais exercé son rôle de veille et ses attributions, s'agissant notamment de déclenchement de la justice disciplinaire, ni exercé le moindre contrôle de la compétence du docteur V. ou du respect par lui de sa déontologie ».

Sur la base de l'audition d'un autre praticien, le docteur B., dans le volet pénal du dossier, ils estiment que l'ex-vice-président du conseil départemental de l'ordre des médecins, le docteur L., aurait eu connaissance, dès 2014, des « graves soupçons de danger que faisait peser ce chirurgien sur ses patients, sans toutefois ni agir, ni exercer aucun des pouvoirs ou des devoirs qui lui incombent et en particulier le devoir de signalement » à la justice.

Le docteur B. a raconté aux enquêteurs avoir « reçu », « vers 2014 », « un appel » du docteur L. « du conseil de l'ordre », « Il m'a dit qu'il était préférentiel pour lesquels le chirurgien a fait l'objet de condamnations civiles ou disciplinaires définitives ». « S'agissant des plaintes déposées par certaines parties civiles à l'encontre du conseil de l'ordre des médecins, ni mon client ni moi-même n'en avons été formellement informés à ce jour. En tout état de cause, ces démarches ne concernent pas directement le docteur V., lequel n'a donc aucune observation à formuler à leur sujet, quand bien même les faits allégués seraient avérés », répond M. Boulloud. « Plus largement, le docteur V. rappelle qu'il bénéficie, comme toute personne mise en cause, de la présomption d'innocence. Il entend s'exprimer exclusivement dans le cadre des procédures en cours et devant les juridictions compétentes, et ne souhaite pas commenter davantage des affaires judiciaires non définitivement jugées », ajoute l'avocat. ■

RÉMI DUPRÉ

« Le conseil départemental savait, n'a utilisé aucun des pouvoirs qui lui sont dévolus par la loi pour protéger la santé des patients, estime Edouard Bourgin, l'avocat de la majorité des victimes, qui vient de déposer une enquête plainte disciplinaire auprès du conseil départemental, cette fois au nom de la famille d'une patiente opérée à sept reprises par le docteur V. et décédée en 2021. Pour nous, dans cette affaire, la confraternité a viré à la complicité. Et, en plus de la complicité, on ne peut que constater que le corps médical a mis en

## JUSTICE Attention déjoué : un jeune majeur écroué

Un homme, soupçonné d'être impliqué dans le projet d'attentat visant le siège parisien de Bank of America qui a été déjoué samedi 28 mars, a été placé en détention provisoire, mercredi à Paris, dans un dossier qui pourrait être lié à sept groupes de pro-français, dont le Parquet a identifié un antiterroriste. La justice le suspecte d'avoir recruté des adolescents pour déposer

un engin explosif artisanal devant les locaux de la banque. - (AFP)

## Un psychiatre de Reims mis en examen pour viol

Un médecin psychiatre de 51 ans a été mis en examen et placé en détention provisoire, mercredi à Reims, pour un viol, cinq agressions sexuelles et des atteintes au corps et devant les juridictions compétentes, et ne souhaite pas commenter davantage des affaires judiciaires non définitivement jugées », ajoute l'avocat. ■

JUSTICE

# L'industrie chimique, accélérateur d'inflation

Tous les produits dépendant de ce secteur subissent un choc des prix avec la flambée des cours des hydrocarbures

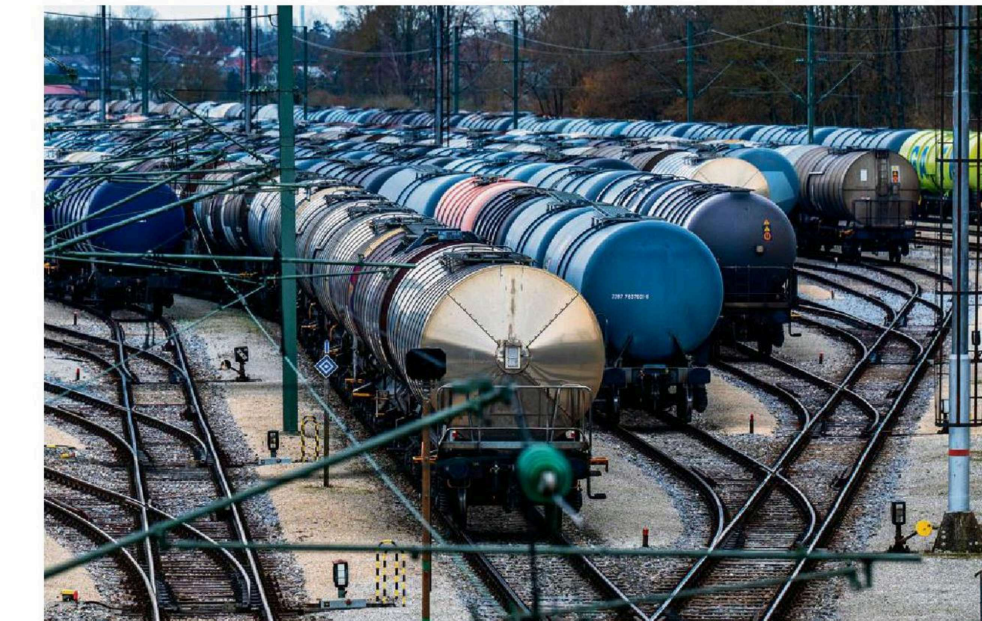
**C**a a été quasi immédiat. Je n'avais jamais vu cela, même pendant la pandémie de Covid-19 ou la crise liée à la guerre en Ukraine. Au téléphone, Guillaume Clément, patron du groupe lyonnais Blanchemont, rembobine le fil des dernières semaines. «Le conflit au Moyen-Orient a démarré le 28 février et, moins de quinze jours plus tard, les premières annonces de nos fournisseurs déclarant des cas de force majeure sont tombées. Puis les contrats que nous avions signés avant le conflit, qui intégraient des clauses de prix fixes sur l'achat de nos matières premières, ont tous été dénoncés», raconte-t-il. Depuis, sans un jour ou presque ne s'écoule sans qu'un de ses fournisseurs ne l'informe de nouvelles hausses de tarifs.

Entre la flambée des cours des hydrocarbures et la paralysie du détroit d'Ormuz, ce fabricant tricolore de peintures, vernis et de lasures pour les sols, des produits qui reposent essentiellement sur des matières de base dérivées du pétrole, a vu ses coûts de production grimper en flèche. «En dix jours, le prix des résines, qui constituent de 40 à 60 % des matières premières de nos produits, a augmenté de 15 à 30 %, les solvants, autres éléments indispensables, ont pris 50 % et ainsi de suite», relève-t-il. Et la facture pourrait encore s'alourdir si le conflit perdure.

## «Effets en cascade»

La société rhônalpine est loin d'être la seule à faire ce constat. Depuis un mois, c'est toute l'industrie dépendant de la chimie qui subit de plein fouet ce choc des prix. Méthanol, acétole, urée, ammoniac, polypropylène, soufre, brome... La liste des produits dont les cotés s'envolent ne cesse de s'allonger, au point qu'il devient difficile d'en fournir un inventaire exhaustif. Le quasi-blocage du détroit d'Ormuz, en déséquilibrant le trafic mondial de gaz et de pétrole, tous deux indispensables à la production d'intrants chimiques, a déclenché un tsunami dont les vagues commencent à atteindre les rivages européens.

«La chimie est particulièrement sensible aux hausses de prix du gaz», qui peut représenter «jusqu'à 80 % du coût variable» pour les activités très énergivores, telles que la production d'ammoniac (utilisé notamment dans les engrais), de nylon (fibre synthétique présente dans les textiles et de nombreuses pièces industrielles), de méthionine (un acide aminé essentiel à l'alimentation animale),



Près de la raffinerie Bayernoll, à Vohburg-sur-le-Danube (Bavière), le 15 mars. ARMIN WEIGEL, DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

ou encore d'isopropanol (un solvant employé, entre autres, dans les produits d'entretien), note France Chimie, la fédération représentant les industriels du secteur dans l'Hexagone. L'industrie est tout autant aux fluctuations du pétrole, dont sont issus une multitude de composants-clés qui irriguent l'industrie manufacturière, à l'image du naphtha et de l'éthylène. «Les principaux intrants des vapeurs, à l'exception de tous les polymères», dont dérivent en particulier les plastiques, poursuit l'organisation professionnelle, qui alerte sur «des effets en cascade».

Déjà, «le constat est dramatique», affirme Joseph Tayfeh, secrétaire général de Plastalliance, un syndicat représentant la filière du plastique et rassemblant plus de 50000 entreprises en Europe. Si la guerre au Moyen-Orient continue, «c'est toute l'industrie européenne dépendant du plastique qui risque d'être décapitée».

**Les prix de matériaux comme le PVC ou le polystyrène se sont emballés, enregistrant jusqu'à 50 % d'augmentation**

Les plasturgistes européens, déjà ébranlés par la crise énergétique de 2022, craignent de ne plus pouvoir financer leur face à la flambée des prix de leurs matières premières. Depuis le début du conflit, les prix de ces matériaux, qui figurent parmi les plus touchés par la crise, se sont emballés, enregistrant souvent jusqu'à 50 % d'augmentation. Du polyéthylène au polypropylène, en passant par le polychlorure de vinyle et le poly-

éthylène téréphthalate, plus connus sous leurs sigles PVC et PET, ou le polystyrène et les polycarbonates, aucun d'entre eux n'échappe à cette spirale inflationniste.

## Tension sur les emballages

Or, les plastiques sont omniprésents dans l'économie. On les retrouve dans l'automobile, où ils constituent 14 à 18 % de la masse d'un véhicule, mais aussi dans la construction, l'aérospatial, l'électronique, l'électroménager et, surtout, dans les emballages. Ceux-ci, qui regroupent une variété de produits – comme les bouteilles d'eau, barquettes de viande, flacons de gel douche, bâches et films d'ensilage utilisés par les agriculteurs, plaquettes de médicaments –, représentent à eux seuls environ 40 % de la consommation de plastique en Europe.

Ce choc des prix ne devrait pas s'arrêter aux portes des usines. Les industriels préviennent qu'ils

n'auront d'autre choix que de le répercuter sur leurs clients, avec de fortes chances qu'elles se transmettent jusqu'aux consommateurs, alimentant une inflation qui a déjà grimpé à 1,7 % en mars en France.

Au-delà, l'inquiétude d'une pénurie de matières premières commence à poindre. «Le risque est réel si le conflit au Moyen-Orient venait à s'étendre sur plusieurs mois. Déjà de nombreux fournisseurs ont fermé prématurément leurs carnets de commandes pour tout le mois des 15 mars. Et cela risque d'être pareil en avril», souligne Bibiane Barbaça, responsable des affaires économiques de Polyvia, le syndicat national des industriels de la plasturgie.

Au salon Eurocoat, rendez-vous biennal des professionnels des peintures, encres, colles, vernis et adhésifs qui se tenait à Paris du 24 au 26 mars, les grands distributeurs de produits chimiques

ne parlent pas encore de ruptures, mais décrivent un marché de plus en plus fébrile. «Les producteurs commencent à fermer les robinets. Pour l'instant, on arrive à bricoler grâce à nos stocks, mais si cela continue, cela va devenir compliqué, notamment sur les produits à forte rotation», observe l'un d'entre eux, qui a requis l'anonymat. Mais les réserves ne sont pas inépuisables. Du côté des plasturgistes, «les stocks varient, selon les entreprises, de deux semaines à deux mois», estime Joseph Tayfeh.

Face à ces incertitudes, chacun cherche la parade. «Pour l'instant, nous n'identifions pas de risque majeur de rupture à court terme, c'est-à-dire dans les trois mois. Cependant, il existe aujourd'hui une vraie inquiétude si la situation perdure», note Olivier Derouard, président de SGH Medical Pharma, un fabricant de dispositifs médicaux à base de plastique. ■

ZELIHA CHAFFIN

## La crise énergétique rattrape de nombreuses filières françaises

Après plus d'un mois de guerre, les effets de la hausse des prix des carburants se font sentir dans de nombreux secteurs d'activité

**E**nvolée des prix du pétrole et du gaz, difficulté d'approvisionnement de certaines matières premières, perturbation du trafic maritime mondial... Le conflit au Moyen-Orient fragilise de nombreuses filières françaises.

Les entreprises se préparent à subir les conséquences à long terme d'un prix du baril de pétrole élevé. «Des réserves d'intrants ont été faites, mais de graves problèmes sont possibles pour les commandes futures de plusieurs entreprises si [le conflit] doit durer jusqu'à l'été», a prévenu le ministre délégué à l'Industrie, Sébastien Martin, lundi 30 mars, lors de l'ouverture du salon Global Industrie, à Villepinte (Seine-Saint-Denis).

La production manufacturière française est répartie à la baisse en mars, selon l'indice publié mercredi 30 avril par l'Agence S&P Global. Avec la guerre au Moyen-Orient, les pressions sur les prix et sur les approvisionnements se sont renforcées en fin de premier trimestre, et les délais de livraison des fournisseurs ont enregistré leur plus forte hausse depuis janvier 2023, détaille l'agence.

Si le gouvernement a débloqué en urgence, vendredi 27 mars, une aide de 70 millions d'euros pour le mois d'avril pour les pêcheurs, les agriculteurs et les transporteurs routiers, l'ensemble des filières, réunies mercredi par Bercy lors d'un nouveau conseil national de l'industrie, est touché. «En Europe, les secteurs les plus menacés

sont ceux où l'énergie pèse lourd dans le coût de production ou sert directement d'intrant, en particulier la chimie et les engrais, mais aussi la métallurgie, le verre, le papier carton et certaines branches de l'agroalimentaire», explique Patricia Geoffron, professeur d'économie et directeur du Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières, à l'université Paris-Dauphine. En France, l'exposition macroéconomique est un peu moins sévère qu'en Allemagne ou en Italie grâce à la production d'électricité du parc nucléaire, mais sans pour autant protéger les usines dont les procédés reposent directement sur le gaz.

Pour lui, tout dépend donc de la durée du conflit : «Plus nous mois de prix élevés, de stocks serrés et de

logistique dégradée modifieraient rapidement les décisions en matière d'investissement et d'emplot dans différents secteurs.» Un risque d'autant plus grand que ces filières pâtissent déjà de la concurrence de la Chine et de l'atonie de la demande en Europe.

## Réindustrialisation fragilisée

Les fabricants de plastique, qui se fournissent en polymères fabriqués à partir de dérivés du pétrole, sont dépendants des cours du baril. Présents dans de multiples secteurs (emballage, automobile, construction, électronique, textile, etc.), ils voient leurs tarifs augmenter de 30 à 40 % depuis un mois. Dans la métallurgie, «le prix du gaz est passé de 30 euros le mégawatt heure à 55 aujourd'hui»,

alerte Axel Eggert, le directeur général d'Eurofer, le lobby des sidérurgistes européens. «Plus la crise durera, plus les impacts se feront sentir», prévient-il.

La chimie et l'industrie du verre, grandes consommatrices de pétrole et de gaz en sources d'énergie et en matières premières, sont, elles aussi, sous tension. Un tiers des engrais mondiaux transite par le détroit d'Ormuz, plaque tournante de la production mondiale d'ammoniac. De même, le Qatar assure, à lui seul, 30 % de la fourniture mondiale d'hélium, un gaz essentiel pour les semi-conducteurs et de nombreux équipements médicaux. Le groupe français Air Liquide a mis en garde, lundi 30 mars, contre «une tension sur le marché» mondial.

De quoi fragiliser davantage la réindustrialisation française. Les entreprises liées à la défense, à l'aéronautique et aux énergies renouvelables sont certes dans une dynamique positive, mais l'industrie lourde (automobile, chimie, sidérurgie) est toujours en difficulté. S'il y a eu encore en 2025 plus d'ouvertures et d'extensions d'usines que de fermetures, selon Bercy, le ralentissement est «notable» (le solde net monte à +19 en 2025 contre +88 un an plus tôt). En février, le cabinet privé Trendeo – qui comptabilise les projets contrairement à Bercy, qui ne retient que les ouvertures et fermetures – a fait état d'un solde négatif de 63 pour 2025. ■

BASTIEN BONNEFOUS

# Carburant : le SP95 franchit la barre des 2 euros le litre

Le gouvernement a annoncé vouloir consacrer une partie des recettes fiscales issues de la hausse du prix des carburants à la décarbonation

**M**ercredi 1<sup>er</sup> avril, un peu plus d'un mois après l'attaque américaine en Iran, le SP95-E10 a franchi la barre des 2 euros le litre, soit une hausse de 16 % depuis le début du conflit, le 28 février. Le gazole, le carburant le plus consommé en France, valait, lui, en moyenne 2,25 euros le litre, après avoir atteint, en moyenne hebdomadaire, son record absolu depuis 1985 durant la dernière semaine de mars. De quoi enflammer encore un peu plus le débat autour des mesures à prendre pour limiter l'impact de ces hausses sur les consommateurs et les entreprises, d'autant que la réunion du gouvernement, qui s'est tenue mercredi en lieu et place du conseil des ministres, a pu en laisser certains sur leur faim.

Le gouvernement s'est engagé à utiliser les recettes fiscales supplémentaires dégagées par la hausse des prix des carburants pour financer la décarbonation de l'économie. Il a également évoqué la possibilité de prendre, à l'avenir, des mesures de sobriété énergétique, comme lors de l'invasion de l'Ukraine en 2022.

Mais rien de plus concret n'est venu s'ajouter aux mesures annoncées, vendredi 27 mars, en faveur des pêcheurs, agriculteurs et transporteurs – les plus affectés par la crise.

Ces aides représentent environ 70 millions d'euros par mois pour le Fnt, sous forme d'aides directes ou de baisses de taxes. Tout au plus, Maud Bregeon, porte-parole du gouvernement et ministre déléguée à l'énergie, a-t-elle annoncé que les professionnels du soin pourraient bénéficier d'un crédit, sans doute pour la location d'un véhicule électrique.

**Dégradation de la conjoncture**  
De quoi alimenter le mécontentement qui monte. « On n'entend pas parler des travailleurs et travailleuses et de tous les salariés qui ont besoin de prendre leur voiture pour aller travailler et qui ne peuvent pas joindre les deux bouts », a déploré la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, mardi, sur Franceinfo. « Derrière cette logique de ciblage, ce sont des millions d'automobilistes français qui vont être laissés de côté », dénonce, pour sa part, l'association d'40 millions d'automobilistes. Quant à la Fédération natio-

**« Nous ne voulons pas de mesurette »**

**ARNAUD ROUSSEAU**  
président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles

nale des syndicats d'exploitants agricoles, en congrès à Caen, elle a promis une mobilisation dans les prochains jours. « Nous ne voulons pas de mesurette. Il nous faut une remise de 30 centimes du litre de GNR [gazole non routier] en pied de facture pour le carburant. Tout de suite », a déclaré mercredi son président, Arnaud Rousseau.

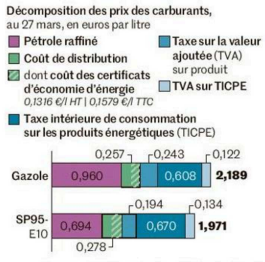
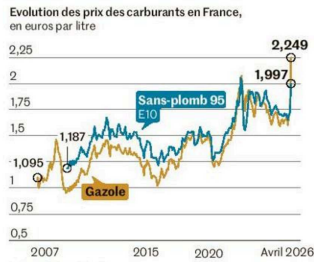
Le débat est d'autant plus virulent que la hausse des prix de carburant, soumis à une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 20 %, entraîne, au moins sur le papier, une hausse des recettes fiscales. Pour Laurent Wauquiez, président du groupe Les Républicains à l'Assemblée nationale, ce surplus se chiffre « entre 2 et 3 milliards d'euros, un argent qui doit être intégrale-

ment redonné aux automobilistes sous forme de baisses de taxes ». La cheffe des députés du Rassemblement national, Marine Le Pen, réclame, elle aussi, une baisse de la TVA sur les carburants. La France insoumise et le Parti communiste français se prononcent plutôt, comme lors de la crise ukrainienne, pour un blocage des prix.

Des demandes rejetées par le gouvernement, pour qui il n'y a pas de « gagnante », autrement dit pas de recettes fiscales supplémentaires. En effet, la hausse des prix se traduit par « une baisse de la consommation, une baisse de croissance et une augmentation des taxes », a expliqué M<sup>me</sup> Bregeon. Dans une note du 24 mars, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a révisé sa prévision de croissance à 0,2 % pour chacun des deux premiers trimestres de 2026, au lieu de 0,3 % par trimestre estimé en fin d'année 2025. L'inflation, qui était tombée sous la barre de 1 % en février, est répartie à la hausse des mars, et a déjà atteint 1,7 % sur ce dernier mois, selon l'indice publié, mardi, par l'Insee. La dégradation de la conjoncture est l'un des arguments utilisés par l'exécutif pour s'opposer à une compensation plus large des prix de l'énergie pour les consommateurs.

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) semble donner raison au gouvernement. « Non, l'Etat ne profite pas de la hausse des prix du pétrole », annonce le directeur de l'OFCE, Xavier Timbeau, dans une note publiée mardi. « La hausse des prix des carburants induit une baisse des volumes consommés, qui réduit la base fiscale des (importantes) taxes sur les carburants », explique l'économiste. En revanche, M. Timbeau admet que « la baisse de pouvoir d'achat » qui s'ensuit pour les consommateurs est « incontestable ».

**BÉATRICE MADELINE**



# Eolien en mer : l'Etat relance les appels d'offres

Portant sur dix parcs d'une capacité totale de 10 gigawatts, les projets sont colossaux

**A**près le nucléaire, les énergies renouvelables. Le 12 mars, sur de conseil de politique nucléaire, le gouvernement confirmait le retour en grâce de l'atome – soit au moins six nouveaux réacteurs à construire. Mercredi 1<sup>er</sup> avril, dans un entretien aux *Echos*, la ministre déléguée à l'énergie (et ancienne salariée d'EDF), Maud Bregeon, a cette fois, voulu afficher la stratégie de l'exécutif pour l'éolien et le solaire, en annonçant la relance d'appels d'offres très attendus. Il faut dire que le soutien public à la production d'énergies renouvelables s'observe surtout sous forme de tarifs d'achat garantis ou de compléments de rémunération.

Principal dossier : l'éolien en mer. A l'heure actuelle, 2,3 gigawatts (GW) d'éolien en mer sont en service, soit quatre parcs, et 5,6 GW sont en développement. Le prochain appel d'offres sera colossal : avec dix futurs parcs à attribuer, il pèsera au total 10 GW. Après des mois d'incertitude, l'opération consistera à fusionner deux appels d'offres pour des éoliennes en mer, le neuvième et le dixième de la liste (AO9 et AO10). Comme toujours, l'instruction sera menée par une autorité administrative indépendante, la Commission de régulation de l'énergie. Selon le

calendrier retenu, sous réserve de lancer au plus tôt la mise en concurrence, l'Etat désignera les premières entreprises lauréates dès le fin de 2026 ou le début de 2027 ; donc avant la fin du second quinquennat d'Emmanuel Macron.

Trois projets sont prévus au large de Fécamp (Seine-Maritime) – un parc y est déjà en service depuis 2024, opéré par EDF après un tout premier appel d'offres (AO1) lancé en... 2011. Deux autres se situent en Bretagne, quatre en Méditerranée. Et un autre au large de l'île d'Oléron (Charente-Maritime), en grande profondeur ; celui-ci n'avait pas trouvé de candidat, en 2025, dans le cadre d'un précédent appel d'offres (AO7).

Le cahier des charges « Intégrera pour la première fois des critères de résilience d'approvisionnement », afin de « maximiser les retombées industrielles (...) sur le territoire européen », fait valoir le gouvernement dans un dossier de presse. Une façon d'appliquer le règlement européen pour une industrie « zéro net », adopté en 2024. « En tenant compte de l'inflation et du renchérissement des coûts, le gouvernement se fixe pour objectif d'atteindre un tarif moyen d'attribution inférieur à 100 euros par mégawatt-heure » – en 2025, le consortium de TotalEnergies

avait remporté l'appel d'offres pour le parc Centre Manche 2 avec la promesse d'un mégawatt-heure vendu, dès 2033, à 66 euros l'unité. Les futures attributions reposeront aussi sur des paris. D'après la répartition annoncée des 10 GW, la moitié sera pour de l'éolien en mer « posé », technologie la plus répandue, mais l'autre moitié sera pour de l'éolien en mer « flottant », une solution loin d'être aussi abordable.

**Jusqu'à 3500 nouveaux emplois**  
Selon le gouvernement, l'éolien en mer recense 5000 emplois industriels en France, notamment au Havre (Seine-Maritime), avec Siemens Gamesa pour la production de pales, ou à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), avec les Chantiers de l'Atlantique pour l'assemblage de postes électriques.

La prochaine vague d'appels d'offres pourrait mobiliser jusqu'à 3500 nouveaux emplois industriels qualifiés. De lourds travaux sont attendus pour adapter les ports à l'accueil des usines de flotteurs et des activités d'intégration des éoliennes sur les flottants », souligne l'exécutif, avec « l'ambition de devenir l'un des leaders européens et mondiaux sur le développement de l'éolien flottant ». Au-delà des divers projets autour de l'éolien en mer, le gouverne-

ment entend aussi relancer d'autres appels d'offres. Il faudra s'attendre à l'attribution de 20 GW de puissance en 2026 pour des projets de panneaux solaires, selon *Les Echos*. C'est un net ralentissement, comparé aux 6,6 GW attribués en 2025. Idem pour les énergies terrestres : 0,8 GW en l'août 2026, contre près de 1,9 GW en 2025. Pour justifier cette baisse, la stagnation de la demande électrique dans le pays est souvent invoquée. « Il faut accélérer en parallèle sur les deux vecteurs, l'offre et la demande, sinon nous serons confrontés à des difficultés », fait valoir Maud Bregeon.

Publié par décret le 13 février, soit avec deux bonnes années de retard, la programmation pluriannuelle de l'énergie numéro 3 mise fortement sur l'électricité bas carbone, quelle soit d'origine nucléaire ou renouvelable. Cette feuille de route prévoit que, dans la consommation finale d'énergie du pays, la part des énergies fossiles (essentiellement pétrole et gaz) chute de manière drastique, pour passer d'environ 60 % aujourd'hui à... 40 % dès 2030. Reste que le gouvernement n'a toujours pas présenté son grand plan pour accélérer l'électrification des secteurs clés de l'économie. ■

**ADRIEN PÉCOUT**

# En Allemagne, deux pépites technologiques défont la crise

Zeiss et Trumpf ont permis au néerlandais ASML de posséder une technologie indispensable aux puces pour l'IA

DITZINGEN ET OBERKOBLEN (BADEN-WÜRTTEMBERG) - envoyée spéciale

**D**ans l'industrie allemande en crise, des entreprises à la discrétion légendaire parviennent à maintenir une avance technologique majeure dans des secteurs stratégiques. Zeiss et Trumpf sont de celles-là : les deux groupes, respectivement leader mondial de l'optique et du laser industriel, sont les partenaires technologiques indispensables du groupe néerlandais ASML, seul au monde capable de fabriquer en série des machines lithographiques à lumière douce – à l'extrême ultraviolet (EUV), qui permet de produire les puces électroniques les plus avancées. Aucune intelligence artificielle (IA), aucun smartphone ou centre de données de dernière génération n'existerait sans eux.

Leur collaboration bat en brèche l'idée d'un décrochage technologique européen. Pour comprendre, il faut imaginer la machine EUV comme un photocopieur d'une précision extrême, qui utilise une lumière invisible, capable de dessiner des motifs infiniment petits sur du silicium. Cette prouesse repose sur plusieurs technologies : un laser transforme des gouttes d'étain en plasma, qui émet cette lumière ; des miroirs ultra-précis la dirigent ensuite pour graver les circuits électroniques des puces. Dans cet ensemble, ASML conçoit la machine, Zeiss fournit l'optique et les miroirs, Trumpf le laser.

« La machine EUV est le fruit du travail de trois entreprises européennes de pointe, qui ont coopéré pendant plus de vingt ans. Pour y arriver, il a fallu beaucoup de confiance, de patience, et d'argent », explique Nicola Leibinger-Kammüller, patronne du groupe Trumpf, basé à Ditzingen, près de Stuttgart (Baden-Wurtemberg).

La machine EUV n'a été produite ni par une start-up, ni par un géant de la tech, ni par un conglomérat d'Etat, mais par une collaboration entre trois groupes privés prospères. ASML, valorisé en Bourse à 460 milliards d'euros, a réalisé plus de 32 milliards d'euros de chiffres d'affaires en 2025. Zeiss (près de 12 milliards d'euros de chiffre d'affaires), est détenu par une fondation ; Trumpf (4,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires) est une entreprise à capitaux familiaux.

A Oberkochen (Baden-Wurtemberg), siège de Zeiss, à 90 kilomètres de Stuttgart, ajoute trace de la crise qui secoue le reste de la région. Le spécialiste des systèmes d'optique (microscopes, lunettes, lentilles de caméra) affiche une solide croissance, tirée par son activité microélectronique. « Chez Zeiss, nous avons fabriqué nos premiers systèmes d'optique pour les semi-conducteurs il y a soixante ans, à partir de notre savoir-faire dans les objectifs d'appareils photo. C'est l'origine de la technologie lithographique », rappelle Frank Rohmund, président de la branche microélectronique.

« Depuis vingt-cinq ans que je suis chez Zeiss, j'ai essayé toujours travaillé avec ASML. Il y a une fran-

chise entre partenaires, mais aussi un joie de travailler ensemble car on se le potentiel énorme de cette coopération. Ce sont des éléments fondamentaux de réussite », poursuit le physicien. Le partenariat entre Zeiss et ASML, entreprise issue de Philips, remonte aux années 1980. L'alliance entre les deux a été formalisée en 1997, faisant du consortium le leader mondial de la lithographie en 2002. La perçue EUV est arrivée en 2007.

**Le géant ASML est le seul capable de fabriquer la machine EUV, qui permet de produire les puces les plus avancées**

Parce que cette technologie joue un rôle central dans l'IA, les machines EUV sont devenues des objets géopolitiques majeurs, soumises à de sévères restrictions d'exportation. Aucune n'a jusqu'ici été exportée en Chine. « La concurrence venue de Chine et du Japon est vive. Mais tant que nous continuons à innover, je ne suis pas inquiet. Avec l'EUV, nous avons une longueur d'avance de plusieurs années », assure M. Rohmund. La prochaine avancée, le High-NA EUV (lithographie EUV à haute ouverture numérique), doit encore repousser les limites de la miniaturisation.

« Facilitateurs de l'IA »  
La loi de Moore, formulée en 1965 par Gordon Moore, cofondateur d'Intel, qui veut que le nombre de transistors sur une puce électronique double environ tous les deux ans, continue de définir le tempo d'innovation du secteur. « Nous avons une bonne vision de la façon dont nous allons poursuivre la miniaturisation, la montée en puissance des puces et la baisse des coûts jusqu'à la fin des années 2030. Nous sommes des facilitateurs de l'IA », conclut le physicien, qui ne voit pas l'industrie allemande en déclin durable, malgré la violence de la crise que traverse l'automobile.

« Écouter ces industriels, la machine EUV raconte une certaine idée de l'industrie européenne : non pas la domination d'un géant, mais l'assemblage de compétences uniques de pointe, réparties entre plusieurs acteurs de taille moyenne, qui parviennent à travailler ensemble. Trumpf évolue dans ce cadre », résume l'économiste.

« La France et l'Allemagne ont un rôle majeur à jouer pour faire émerger ensemble la fusion nucléaire, affirme Hagen Zimmer, directeur des usines chez Trumpf. Je suis persuadé que la réussite d'ASML est répliquable, à condition que la bureaucratie ne touffe pas l'innovation et que nous continuions à nous confronter à la concurrence internationale, notamment chinoise », poursuit le dirigeant, qui se méfie des mesures protectionnistes, mais salue par ailleurs l'intervention de l'Etat : pour lutter contre l'investissement de 2,4 milliards d'euros pour soutenir le développement de la fusion nucléaire d'ici à 2029. ■

**CÉCILE BOUTELET**

**Cette collaboration fructueuse bat en brèche l'idée d'un décrochage technologique européen**

# Elon Musk, un entrepreneur de l'IA « antiwoke » et messianique

LES GOUROUS DE L'IA 7/9 Le milliardaire veut contrer l'emprise des États et transcender l'humanité

SAN FRANCISCO - correspondant

Artisan de la renaissance de l'industrie spatiale américaine, champion de l'automobile électrique, Elon Musk fut aussi dans les années 2010 un des pionniers de l'intelligence artificielle (IA). Il était de ce dîner à Menlo Park, en Californie, en 2015, où fut décidé avec Sam Altman de lancer OpenAI, futur inventeur de ChatGPT. À l'époque, le natif d'Afrique du Sud s'inquiétait des dangers de l'IA, dont Google était un des leaders, après le rachat de DeepMind, en 2014.

« Une des raisons pour lesquelles j'ai [cofondé] OpenAI est liée à mes conversations avec Larry Page [cofondateur de Google]. Il ne semblait pas assez préoccupé par les dangers de l'IA. La situation a atteint son paroxysme lors de ma fête d'anniversaire : devant une foule d'invités, il m'a traité de "spéciste" pour avoir privilégié l'humani-

té aux ordinateurs. Je lui ai demandé : "De quel côté es-tu ? On dirait que tu es du côté des ordinateurs." Après ça, je me suis dit : "Il nous faut un contrepois à Google, car Larry semble se moquer de la survie des humains." Alors je me suis demandé : "Quel est l'opposé de Google ?" Ce serait une association à but non lucratif et open source », racontait-il, en 2023 sur CNBC. D'où le lancement d'OpenAI, financé à hauteur de 1 milliard de dollars (860 millions d'euros), par des particuliers, dont M. Musk, le fondateur de LinkedIn, Reid Hoffman, celui de PayPal ou Palantir, Peter Thiel, ainsi que par Amazon et Infosys.

Dès 2018, M. Musk quitte l'aventure, officiellement en raison de conflits d'intérêts avec Tesla. En réalité, il juge qu'OpenAI n'avance pas vite et veut le reprendre, tandis que M. Altman s'y refuse. L'affaire créera entre les deux une haine inextinguible. M. Musk n'a pas cessé de poursuivre M. Alt-

man pour avoir transformé OpenAI en entreprise à but lucratif. « C'est comme si vous financiez une organisation pour sauver la forêt amazonienne, et qu'au lieu de cela elle devienne une entreprise d'exploitation forestière, abatte la forêt et la vende », avait-il déclaré à CNBC, en 2023.

Pendant ce temps, M. Musk s'est lancé dans l'IA, de plusieurs manières : par l'intermédiaire de Tesla, en lançant la conduite sans chauffeur et les robots Optimus ; avec son entreprise xAI ; et en ra-

chetant Twitter, transformé en X, qui détient le nerf de la guerre, des données, sans lesquelles il n'est pas d'IA. Depuis des mois, l'entrepreneur met les bouchées doubles pour rattraper son retard et faire des économies d'échelle : en fusionnant X et xAI début 2025, puis en rapprochant SpaceX et xAI en février, et, qui sait, un jour en plaçant sous une même holding Tesla et SpaceX.

**Absence de travail et abondance** L'IA de M. Musk est, au fond, assez peu apocalyptique, même si l'intensité ne nie pas les risques de la technologie. Elle est politique et messianique. Politique, car il veut lutter contre l'emprise de l'État et le « wokisme » : « Le plus grand danger lié aux dérives de l'IA et de la robotique, réside dans l'État. Ceux qui s'opposent aux grandes entreprises ou qui s'inquiètent de leur sort devraient se préoccuper davantage de l'État. C'est la plus grande entreprise qui soit, détenant le monopole de la violence. L'État pourrait potentiellement utiliser l'IA et la robotique pour opprimer la population. C'est très préoccupant », expliquait-il dans une vidéo repostée sur X, le 14 mars. Du côté de l'emprise du « wokisme », Musk veut un IA libre et « woke ». Derrière une apparence neutre, l'IA est politique, et une IA nourrie de sources exclusivement progressistes a une lecture progressiste du réel.

**Musk était de ce dîner, en 2015, où il fut décidé avec Sam Altman de lancer OpenAI**

Au nom de la liberté, M. Musk poste des images érotiques de femmes et laisse Grok, le chatbot de xAI, déshabiller les femmes avant de devoir se raviser, face au tollé. Son moteur accepte de produire une image des personnages d'Une Vie, de Maupassant, là où le puritain Gemini de Google répond : « Cette œuvre traite de thèmes très sombres comme l'adultère et l'humiliation qui contrevennent à mes règles de sécurité. Je me dois de refuser la génération d'images liées à ce contenu. » Il en va de même pour Le Diable au corps, de Raymond Radiguet, ou Thérèse Raquin, d'Émile Zola, pour cause de relation sexuelle avec un mineur ou d'assassinat. « Grok doit transporter, sinon nous serons gouvernés par une IA "woke" et moralisatrice », exhortait M. Musk, sur X, le 18 février. Deuxième axe de la vision M. Musk : le messianisme. De même qu'il porte le rêve de transporter l'humanité sur Mars pour en faire une « espèce multiplanétaire », il prédit l'avènement d'un

âge d'or, fait d'absence de travail et d'abondance. « L'IA et les robots remplaceront tous les emplois. Travailler deviendra facultatif », déclarait, à l'automne 2025, l'entrepreneur, qui reconverit son usine californienne de Tesla en fabrique à humanoïdes.

Quelques mois plus tôt, il expliquait à ses actionnaires que chacun aurait son robot personnel, que son robot Optimus allait être plus précis que le meilleur des chirurgiens, surveiller les criminels et leur éviter la prison, « éliminer la pauvreté », « multiplier l'économie par 10, voire par 100 ». « Avec l'IA et la robotique, nous devons actualiser notre mission, parvenir à une abondance durable », affirmait-il lors d'une assemblée générale de Tesla, en novembre 2025. « L'objectif global de mes entreprises est de maximiser l'avenir de la civilisation, c'est-à-dire d'augmenter considérablement la probabilité qu'elle connaisse un avenir radieux, et détendre la conscience au-delà de la Terre », assurait encore Elon Musk, en janvier, au Forum économique mondial de Davos, en Suisse. ■

ARNAUD LEPARMENTIER  
Pour aller plus loin Les podcasts de M. Musk avec ses proches, comme celui avec Nikhil Kamath dans lequel il détaille sa vision des nouvelles technologies  
Prochain épisode Timmit Gebru, critique éthique des géants de l'IA



Spécial modé homme  
**LE MÉLANGE DES GENRES**

PODCAST  
Le Goût de M

INSTAGRAM  
@M\_magazine

EN VENTE DÈS DEMAIN



PERTES & PROFITS | ÉTATS-UNIS

PAR ÉRIC ALBERT

## Nike a perdu son côté « cool »

Pour une marque qui a fait de l'éloge de l'effort physique une stratégie marketing, avec son fameux slogan « Just do it » inventé en 1988, Nike est bien placée pour comprendre l'implacable loi de la concurrence. On ne peut pas toujours gagner, et le leader mondial des chaussures de sport est en train de l'apprendre à ses dépens. Mercredi 27 avril, l'action de la firme américaine a chuté de 15 % en bourse, atteignant son niveau le plus bas depuis dix ans. Depuis le pic de 2021, sa valorisation boursière a été divisée par quatre. Lors des neuf premiers mois de son année fiscale (juin 2025-février 2026), son chiffre d'affaires a stagné par rapport à l'année précédente à 35 milliards de dollars (30,3 milliards d'euros), quand le bénéfice net a baissé d'un tiers, à 2 milliards. La chute de l'action mercredi a suivi la prévision d'un recul des ventes.

Elliot Hill, son patron, a laissé éclater sa colère en interne après la présentation de la mauvaise nouvelle. « J'en ai tellement marre (...) de parler de la façon de relever cette entreprise », a-t-il dit à ses salariés. Lui qui a débuté comme stagiaire chez Nike en 1988, avant de gravir tous les échelons, avait accepté de sortir de sa retraite il y a dix-huit mois, rappelé à la tête du groupe mal en point.

Deux phénomènes expliquent la chute de Nike. En Occident, la marque a progressivement perdu son côté cool. L'engouement mondial pour le « running », comme on dit en mauvais français, a permis l'émergence de nouveaux concurrents, à commencer par Hoka, créée à Anney et rachetée par un groupe américain en 2015, et On, une marque suisse. La mode du trail, y compris en ville, a aussi vu des marques comme Salomon, propriété

du groupe chinois Anta, grignoter des parts de marché. Quant à Adidas, le grand concurrent, il résiste bien, avec un chiffre d'affaires prévu en hausse « à deux chiffres » en 2026.

Mais le vrai effondrement de Nike concerne la Chine, où ses ventes ont reculé de 12 % sur les neuf premiers mois de son calendrier. Non seulement l'économie y ralentit fortement, mais les concurrents locaux remplacent progressivement les marques occidentales. Anta, entreprise qui a débuté comme sous-traitant, notamment pour Nike, est en train de s'imposer auprès des clients chinois. Elle s'est aussi lancée à l'assaut du monde, prenant 29 % de participation dans Puma en janvier. Elliott Hill promet, depuis son retour aux commandes, de redresser la situation. « Il n'y a qu'à le faire », comme dirait le slogan publicitaire. ■



Sur la ligne de production de la BMW iX3, à Munich (Allemagne), le 10 mars. RAJNER HACKL/BMW GROUP

**E**n 2023, dans l'usine BMW, au centre de Munich, en Bavière, 1200 salariés assemblent encore des moteurs thermiques V8 et V12 pour équiper les grosses cylindrées de la marque allemande. En novembre de cette année-là, ces ateliers ont fermé et la grande transformation a commencé : deux immenses bâtiments ont été détruits et reconstruits sur trois étages pour gagner de la surface, avec une trentaine d'ascenseurs géants pour acheminer pièces, voitures et panneaux solaires sur le toit. Le chantier, pourtant situé au cœur de la ville, a été mené tambour battant.

Le 14 janvier 2026, la première i3 – version électrique de la Série 3 – sortait de ses lignes. Dévoilé aux salariés et au public le 18 mars, ce véhicule est le deuxième modèle de la nouvelle gamme Neue Klasse. Ici, au pied du siège iconique de BMW composé de quatre tours cylindriques, les robots pressent l'acier, emboutissent l'aluminium, assemblent la caisse, la peignent, vérifient le résultat, installent les batteries et assurent même la logistique. Ils ont été programmés à distance, en partie par des agents d'intelligence artificielle, dans le « jeu numérique » de l'usine. La production commerciale débutera réellement au début d'août sur le site, où 6000 personnes se relaient en deux équipes. BMW a ouvert l'usine aux journalistes le 19 mars, en donnant, à sa façon, une leçon de « made in Europe ».

Faire basculer l'usine-mère, qui a fêté ses 100 ans en 2022, n'avait rien d'une évidence. BMW est l'acronyme de Bayerische Motoren Werke (« manufacture bavaroise des moteurs », en français). « En 2020 et 2023, il y a eu des larmes, les salariés aiment vraiment leur métier », reconnaît Ilka Horstmeier, membre du directoire de BMW, chargée des ressources humaines et de l'immeuble, qui a dirigé cette usine entre 2010 et 2011. Elle assure que le plan de transformation « a été préparé et expliqué aussi soigneusement que le lancement d'une voiture ». Tous ont retrouvé un poste. Les moteurs sont désormais fabriqués à l'usine de Steyr, en Autriche, à côté des moteurs électriques. Et jusque en 2027, celle de Munich, qui ne s'est jamais arrêtée pendant les travaux, produira encore des Série 4, avec leurs différentes motorisations.

**Tournant radical**  
La décision avait été prise en 2020. « Pendant le confinement, nous nous sommes dit que nous devions nous réinventer », témoigne Oliver Zipse, le président du directoire du constructeur, lorsqu'il a présenté le nouveau SUV électrique iX3, en septembre 2025, première voiture de la gamme dite « Neue Klasse », qui doit compter 40 modèles électriques ou thermiques en 2027. Ce nom est une référence lourde dans l'histoire du constructeur allemand : présentée en 1961 au Salon de l'automobile de Francfort, la Neue Klasse, une BMW 1500, avait, à l'époque, sauvé le groupe de la faillite. Défié aujourd'hui par Tesla en Europe et par les nouvel-

## PLEIN CADRE La leçon de « made in Europe » de BMW

Le constructeur, qui a transformé son usine de Munich pour y produire un modèle au fort contenu local, refuse, dans le même temps, les nouvelles règles de la Commission européenne

les marques locales en Chine, pionnières des voitures conçues autour du logiciel et des batteries, BMW devait vendre un tournant radical. Il a décidé d'investir 10 milliards d'euros dans ce nouveau programme, dont 650 millions d'euros à Munich.

« La compétition, c'est bien, mais il faut avoir son propre compas », précise Ilka Horstmeier. Contrairement aux voitures chinoises, le tableau de bord des Neue Klasse n'est pas envahi par les écrans. Un bandeau panoramique projeté à la base du pare-brise, sur toute la largeur, donne au conducteur les informations dont il a besoin. Le mot d'ordre reste « les mains sur le volant, les yeux sur la route ». Les mains toutefois peuvent se détendre : c'est le principe de la conduite dite « symbiotique » promise par le constructeur.

Autrement dit, la voiture est quasi autonome tant que le conducteur, surveillé par une caméra, reste vigilant. Ce dernier peut doubler en jetant un simple coup d'œil dans le rétroviseur. La

berline i3 promet surtout une autonomie inégalée : 900 kilomètres, presque autant qu'un diesel et plus que ses rivales, y compris la star chinoise, la nouvelle Xiaomi SU7. Les i3 et iX3 permettent, en outre, une charge très rapide : 400 kilomètres en dix minutes, à condition de trouver une borne assez puissante.

BMW vante beaucoup la performance de son ordinateur central, le « Heart of Joy », qui traite les données dix fois plus vite que sur ses anciens modèles. Il permet à la voiture d'adapter finement la récupération d'énergie ou le freinage : « Il n'y a plus aucun à coup lorsque la voiture s'arrête, c'est stupéfiant », assure Ilka Horstmeier. Membre du directoire chargé des ventes, Jochen Goller a incité les concessionnaires « à proposer beaucoup d'essais pour que les clients s'en rendent compte ». Cela commence en France avec le SUV iX3, vendu à partir de 72000 euros.

Le 18 mars, lors de la présentation de la version berline au BMW Park de Munich, le stade de basket parrainé par la marque, les applaudissements avaient remplacé les larmes. Les sept membres du directoire ont été acclamés par les salariés comme des rock stars. Spectacle surprenant dans une industrie plutôt morose. C'était, en effet, l'une des dernières apparitions d'Oliver Zipse, qui, à 62 ans, quittera la direction du groupe le 14 mai pour prendre sa retraite tout en devenant membre du conseil de surveillance d'Airbus. C'était aussi l'une des premières de Milan Nedeljkovic, 56 ans, responsable

de la production, depuis que cet ancien basketteur a été désigné président du directoire. Une transition organisée, sans à-coup stratégique. « Le processus de décision chez BMW est très collectif, c'est une force », constate Philippe Houchois, analyste financier à la banque Jfefferies.

« Mercedes et BMW ont fait un saut quantique avec la nouvelle génération de véhicules qu'ils lancent. Ils apportent désormais une expérience utilisateur égale, ou meilleure, que toutes celles que nous avons vues ailleurs », saluent les analystes financiers du courtier Bernstein (groupe Société générale), dans une note du mardi 31 mars, qui fait une comparaison détaillée avec les concurrents chinois. Cela ne se traduit pas encore dans le cours de Bourse. Le groupe, détenu pour moitié par la famille Quandt, ne cherche pas à avoir des marges opérationnelles stratosphériques, mais n'a pas encore retrouvé son objectif : 8 à 10 % de marge.

**Une avancée dans l'électrification**  
Reste à voir si la prédiction de Jochen Goller, qui estime que les ventes du groupe en Chine ont touché le fond, se confirme. Avec un quart des commandes, soit 625527 voitures, la Chine est son premier marché. L'iX3, en version locale, sera présentée à la fin du mois d'avril au salon automobile de Pékin et lancée en fin d'année, la Série 3, elle, arrivera en 2027. BMW compte ainsi garder son avance dans l'électrification, y compris aux États-Unis, où l'entreprise confirme la construction d'une unité d'assemblage de bat-

**« On protégera l'Europe en soutenant les entreprises, pas en ajoutant des règles très bureaucratiques »**

NICOLAÏ MARTIN  
membre du directoire de BMW

teries près de son usine géante de Spartanburg (Caroline du Sud). En Europe, le groupe est le meilleur élève, en avance sur les objectifs réglementaires, avec 26 % de ses ventes en tout-électrique. Les usines ultramodernes des Neue Klasse permettent à BMW de réduire les coûts. Et, selon Jochen Goller, BMW vise les mêmes marges, qu'il vende des moteurs thermiques ou électriques. Les mêmes prix aussi.

Pour autant, Oliver Zipse refuse toujours l'objectif de passer au tout-électrique – ou presque – en 2035 défini par la réglementation européenne et confirmé, en grande partie, par la Commission en décembre 2025. « Nous sommes convaincus que l'expérience menée par l'UE, qui consiste à imposer l'électrification, ne produira pas les résultats escomptés, bien au contraire », affirme le dirigeant. Ce dernier veut donner au client la possibilité de choisir le moteur. Il souhaite et mise sur les nouveaux carburants (fe-fuel, agrocarburants). BMW poursuit d'ailleurs, en travaillant avec Toyota, le développement de voi-

tures à hydrogène. Pas question de laisser les concurrents chinois seuls sur cette technologie. Jochen Goller, responsable de ce programme, ne manque jamais de le rappeler : « La voiture à hydrogène, c'est la seule technologie et la seule énergie qui peuvent être produites à 100 % en Europe ».

Pour BMW, la souveraineté ne serait donc pas un vain mot. Mais ses dirigeants n'en ont pas la même vision que le vice-président exécutif de la Commission européenne pour la prospérité et la stratégie industrielle, Stéphane Séjourné. Pour la défendre, ce dernier veut imposer un minimum de contenu local (70 %) aux voitures vendues en Europe et en fait une condition pour qu'elles bénéficient d'avantages fiscaux ou de commandes publiques. Les batteries, elles aussi, doivent intégrer des composants « made in Europe », pour soutenir une filière balbutiante, dominée par un savoir-faire asiatique. « Cela revient à s'enfermer dans une forteresse sans eau ni nourriture », peste Walter Merl, directeur financier de BMW. Il estime que la filière batterie ne peut pas monter en puissance au rythme envisagé par la Commission. Le numéro un chinois, CATL, qui fournit BMW en Hongrie – où est assemblée la iX3 dans une usine flambant neuve – est, par exemple, en attente du dernier permis pour démarrer la production de cellules.

Nicolaï Martin, membre du directoire et chargé des fournisseurs, précise que la Chine représente 17 % des achats du groupe. Moins que ses ventes. « BMW achète 80 milliards d'euros de composants par an, dont 4 milliards d'euros en France » avec une « relation très forte avec Valeo ou Opelmo-bility », détaille-t-il. Pour lui, « on protégera l'Europe en soutenant les entreprises, pas en ajoutant des règles très bureaucratiques ». Milan Nedeljkovic a rappelé qu'il a vu le constructeur sur quatre podiums en Allemagne sort des lignes de BMW et que chaque voiture exportée contribue à soutenir l'industrie locale. Il martèle ainsi son attachement au libre-échange, quoi que fassent les chefs d'État Donald Trump ou Xi Jinping. Une position, qui, même en Allemagne, ne fait pas l'unanimité. ■



Goudelin (Côtes-d'Armor), le 21 novembre 2025. BERNARD LE BARS POUR « LE MONDE »

# A Goudelin, le visiteur du soir frappe encore

GOUDELIN (CÔTES D'ARMOR) - envoyée spéciale

C'était il y a quelques jours, à l'hôpital de Guingamp, dans les Côtes-d'Armor. Un médecin s'approche de la chambre d'une patiente, âgée de 75 ans, tout juste arrivée des urgences. Elle souffre d'un mal étrange : son corps entier semble l'avoir léchée, une fatigue immense, elle tremble, incapable de se lever. Le médecin tente que pour s'annoncer. Mais c'est un hurlement qui lui répond. A l'intérieur, terrifiée, Monique (les personnes désignées par leur seul prénom ont choisi de rester anonymes) est plus pâle que les draps. Ce sont les coups contre la porte de sa chambre qui l'ont épouvantée, chacun d'eux l'a atteinte de plein fouet. Ils lui rappellent celui qui hante ses nuits dans sa maison : le frappeur. *Il va finir par me faire cliquer*, murmure Monique.

Cette histoire mystérieuse semble surgir d'un autre temps, défilant les caméras de surveillance, les réseaux sociaux ou la police scientifique. Depuis trois ans, un insaisissable rôdeur échappe aux traques des gendarmes, des élus ou des voisins dans le village rural de Goudelin, 1710 habitants, près de Guingamp. Si tôt le soir tombé, un inconnu cogne aux portes, mais seulement à celles des plus vulnérables, les femmes âgées vivant seules. D'elles, il semble tout connaître : leur intimité, leurs habitudes, leurs allées et venues, la disposition de leur maison. Chez l'une, il a attendu qu'elle rentre d'une soirée à la salle des fêtes pour se manifester. Quand le vieux mari d'une autre a été hospitalisé, il s'est mis à taper aux volets de l'épouse, désormais isolée. Un chien ou la visite d'invités lui fait éviter certaines maisons. *Ça doit être quelqu'un qui nous cause tous les jours, forcément. On se sent traquée*, témoigne une victime.

Le Monde s'était déjà rendu à Goudelin en décembre 2025. Quatre mois plus tard, *« le frappeur sème encore la peur »*, proclament toujours devant le bar-tabac les affiches de *L'Echo de l'Armor et de l'Argoat*, l'hebdomadaire régional qui suit l'affaire depuis le début. Désormais, c'est le village tout entier que le frappeur semble avoir mis à nu. Après le crépuscule, un silence profond engloûtait Goudelin, troublé par le cri d'un oiseau ou le vent dans les arbres. Dans les rues, personne. Les hommes, surtout, évitent de sortir à pied par crainte d'être confondu avec l'inconnu. Car l'heure des soupçons a sonné. La rumour s'est mise à colporter des noms – quatre ou cinq

Depuis trois ans, dans ce village des Côtes-d'Armor, un mystérieux « frappeur » se plaît à persécuter des femmes seules, souvent âgées, en venant tambouriner à leur porte en pleine nuit. Une trentaine de victimes ont été recensées. Les hypothèses vont bon train sur son identité, et les victimes sont enfin écoutées

peut-être –, ceux qui pourraient correspondre au portrait-robot du frappeur, décrit par les quelques Goudelinois qui l'ont entrevu : ce serait un sportif sautant par-dessus les haies, se mant ses poursuivants, se voltigeant sur les anciens sentiers, serpentant entre les pavillons. Un matin, dans la neige, il a laissé son empreinte devant une porte : des rangiers, pointe 45 au moins. Deux personnes un temps suspectées ont depuis quitté le village, leur déménagement étant sans lien avec l'affaire : c'étaient des habitants de passage. Le visiteur de nuit, lui, a continué à frapper.

## OUI-DIRE ET ACCUSATION

Pour M. (on le désigne désormais par cette initiale à Goudelin), l'histoire se révèle bien plus sensible : employé municipal à la retraite, 68 ans, il est d'ici, connu et apprécié. *« Tu sais que tu coches toutes les cases ? »*, a plaisanté un ami à la cérémonie des vœux, en janvier. Cycliste infatigable, une carrière de travailleur de force, M. chausse du 46. Il a ri d'abord, tant il lui semblait inconcevable de pouvoir être accusé. Mais les oui-dire ont enflé, brutaux, jusqu'à le faire accuser, en pleine rue dans le village. Des élus ont dû intervenir.

Beaucoup ont pris la défense de M., notamment parmi les victimes, mais lui reste désemparé. *« J'ai toujours été un bon élément »*, répète l'homme. Chez lui, ils étaient six enfants, un père marin dont la famille redoutait les retours à terre parce qu'il leur menait la vie trop dure. Tout gosse encore, M. s'était fait remarquer pour son potager, le plus beau des alentours. Sa carrière s'est faite aux espaces verts de Goudelin, une passion, avec le Prix du village fleuri en 2013 pour consécration. Sur ses genoux, le jardinier croise et décroise ses mains de géant, dont il semble ne savoir que faire quand elles ne travaillent pas la terre. Désormais, dans le bourg, M. calcule ses circulations, avec l'impression d'être sans

cesse surveillé. Pour lui aussi, les nuits ne sont plus des nuits, tout remonte : la peur, l'injustice et un chagrin vertigineux. *« Tu peux tourner de la dépression, penser à te pendre. Ici, ces choses-là arrivent »*, dit-il. Son regard se braille. Le colosse va pleurer. C'est le lotissement de Kernilien qui est sur-tout ciblé, quatre ou cinq rues à peine derrière l'église, un enchaînement de maisons récentes pas plus grand qu'un napperon de dentelle, rideaux immaculés, les médicaments sur la table, les heures scandées par le programme télé et la visite des enfants. Sur un frigo, le pense-bête annonce : *« Mardi 18 heures, messe à Goudelin. Jeudi 9 heures, coiffeur. Lundi 14 h 30, enterrement. »*

Comme tous les dimanches matin, Marie, 78 ans, va boire le café chez Annick, 90 ans. Toutes deux victimes du frappeur. Toutes deux veuves. Ici, comme sur d'autres territoires, beaucoup de maris sont morts trop jeunes, emportés par des tumeurs fulgurantes, pesticides et produits chimiques. La conversation roule sur le rôdeur, comme c'est devenu l'habitude. Est-il encore venu la nuit dernière ? Faudrait-il mettre des alarmes sonores ? Faire renifler sa trace à des chiens policiers ? Consulter un radiesthésiste ? Est-ce qu'un jour il entrera dans leurs maisons ?

Une employée de la commune a conseillé aux victimes de consigner chacune des visites, avec la date et l'heure. Annick a essayé. En entendant frapper, une nuit, elle a dû s'asseoir au bord du lit, mais avec précaution, la tête tourne facilement avec l'âge. Trouver la lumière et ses lunettes pour lire l'heure. Prendre le papier et le crayon. Les frappeurs de la torche du rôdeur s'étaient mis à balayer sa chambre – c'est une aide de ses manies, comme s'il cherchait à la traquer jusque dans son propre lit. Annick a senti son sang se glacer. Puis les coups ont redoublé, aux volets cette fois. La panique la submerge. Des yeux,

elle a cherché sa canne, mais a fini par tout lâcher, lunettes et crayon. Son cœur ne s'est calmé qu'au matin. *« Même nous, les plus dégoûtées, on n'arrive pas toujours à noter »*, reprend Marie. Les deux femmes se souviennent qu'enfants elles marchaient à travers les champs, qui deviendraient plus tard le lotissement de Kernilien, pour rejoindre leurs petites fermes au bout de chemins inondés.

Comme on se racroche à une bouée, Marie vient de lancer un comité de soutien aux victimes du frappeur. Dans le bourg, sa mince silhouette en anorak passe de maison en maison, s'excusant de quitter des signatures pour la première fois de sa vie. Deux cents noms ont été recueillis. Dans une famille, on est tombé des nues en l'écoutant raconter le frappeur. Avant le décès de l'aïeule, deux ans plus tôt, celle-ci avait raconté entendre taper chez elle pendant la nuit. *« On s'était dit qu'elle perdait la tête »*, se souvient un des enfants.

Longtemps, il faut dire, l'humiliation s'est mêlée à la peur chez les victimes. Face à un monde d'hommes plus jeunes, souvent en position de pouvoir – élus ou forces de sécurité –, les récits ont souvent été raillés plutôt qu'écoutés : ils venaient de femmes, qui plus est fragilisées par l'âge. *« On n'a pas de temps à perdre avec des vieilles dames qui ne vont pas bien »*, s'était permis un employé communal. Ou un gendarme : *« Tout ça, c'est dans votre tête. »* Aujourd'hui encore, parmi la trentaine de victimes recensées, certaines n'osent pas se manifester. *« On va se moquer de moi »*, redoute l'une. Deux pensent démentir. A l'hôtel de ville, elles ne viennent plus se plaindre, estimant que la municipalité ne fait rien, raconte le maire, Laurent Le Faucheur, agriculteur, 60 ans. Il n'avait jamais envisagé que ça durerait aussi longtemps. *« C'est le caillou dans ma chaussure »*, dit-il après sa réélection à l'unanimité. Il a fallu la publication de reportages dans les médias, notamment en décembre 2025, après plus de deux ans, pour que le regard commence à changer. À la gendarmerie, un adjudant a été spécialement chargé du dossier, qui compte une quinzaine de plaintes. *« L'affaire reste compliquée, il y aurait un mélange de faits avérés et de psychose dans le village »*, estime le colonel Emmanuel Chanon, commandant du groupement de gendarmerie des Côtes-d'Armor.

## MURÉE DANS LA SOLITUDE

Mais c'est l'entrée en scène d'une nouvelle génération à Goudelin qui a marqué tout d'abord. Rachel, la petite trentenaire, a d'abord cru à un cambriolage quand elle a vu des gendarmes dans le jardin de sa voisine. En fait, il s'agissait de l'enquête sur le frappeur. *« Je me suis trouvée bête : on est installés ici depuis trois ans, ça se passe à côté de chez moi et on ne s'était jamais parlé. Cette dame a dû se sentir terriblement délaissée »*, explique la jeune femme. On était début 2026.

Rachel en a parlé à Lucie, une amie du village. Toutes deux sont fonctionnaires, même âge et des enfants encore petits. Aucune n'a d'engagement associatif, l'actualité ne les captive pas. Pourtant, les mots de leur génération leur viennent spontanément aux lèvres : soutien aux victimes et aux femmes, stress post-traumatique, santé mentale. *« Si je me faisais frapper par mon conjoint, on viendrait me voir. Elles, personne ne leur a proposé d'aide psychologique, même pas la gendarmerie »*, s'étonne Rachel. Lucie : *« Nous ne sommes pas des justicières. Ce n'est pas le cas, ça n'a rien de ça. Mais les victimes »*. A aucun moment, les deux amies n'ont douté de la parole de celles qui pourraient être leurs grands-mères. *« Comment imaginer qu'elles sont là pour faire du buzz ? »*, tranche l'une. Elles passent désormais leur dimanche à rendre visite aux victimes du frappeur.

Jacqueline, 83 ans, s'est d'abord méfiée de Rachel et Lucie lorsque les jeunes femmes ont sonné chez elle. *« Vous n'êtes pas la tête, au moins ? »* à l'air de la vieille, elle a vu tout à rendu des forces. Conseillère municipale pendant quatre mandats, ex-vice-présidente de la communauté de communes, Jacqueline a très mal vécu de se faire traquer d'hystérique quand elle a commencé à se plaindre du rôdeur, il y a trois ans. Antidépresseurs, anorexie, maison de repos. Cette forte personnalité, très sociable, s'était murée dans la solitude, avec pour principale sortie la tombe de son mari, au cimetière du village. *« Je voudrais être avec toi, avoir enfin la paix »*, chuchotait-elle au défunt.

Récemment, le téléphone s'est à nouveau mis à sonner chez l'ancienne conseillère. Ses amies reviennent la voir. Certaines se risquent à lui parler du frappeur : Jacqueline est l'une des rares à l'avoir vu, une nuit de pleine lune, par la fenêtre, avec bonne et sac à dos, traversant sa pelouse. *« On entend dire qu'il tape toujours chez toi, lui a glissé une copine. Puis, dans un soupir, l'amie a avoué qu'elle la connaissait désormais. Depuis quelques semaines, le visiteur du soir vient aussi cogner chez elle. Selon la majorité, plusieurs nouvelles victimes seraient aujourd'hui ciblées. »*

FLORENCE AUBENAS

# Maurice Garden Historien



A Paris, en 2000. ARCHIVE FAMILIALE

**S**pécialiste de démographie et d'histoire urbaine, engagé dès 1981 dans la gestion du service public, Maurice Garden est mort à Paris le 24 mars 2026, à l'âge de 90 ans. Fils d'un technicien des PTT, il naît le 5 juillet 1935 à Moulins. Mais c'est à Dole (Jura), où son père est muté, qu'il entre en 6<sup>e</sup> et passe son baccalauréat en 1952. Cap sur Lyon et le lycée du Parc, pour une hypokhâgne et une khâgne, où Maurice Garden se lie à Yves Lequin, Pierre Goujon et Gilbert Carrier – un compagnonnage durable qui unit des tenants d'une histoire économique et sociale dans le sillage des *Annales* –, puis suit des études d'histoire à la faculté des lettres.

Reçu à l'agrégation en 1959, il est d'abord nommé au lycée de Chalons-sur-Saône (Saône-et-Loire), puis au lycée Ampère à Lyon. Il entre en 1965 au CNRS, avant d'intégrer l'université Lyon-II une fois soutenue sa thèse intitulée *Lyon et les Lyonnais au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Sous la direction de Pierre Léon (1914-1976), élève de Marc Bloch et d'Emest Labrousse, cette somme s'inscrit dans l'important renouvellement des méthodes et des objets tant de l'histoire urbaine que de l'histoire sociale.

« **Éthique de la rigueur** » Après la thèse de Pierre Deyon (1927-2002), *Amiens capitale provinciale* (1967), et avant celle de Jean-Claude Perrot (1928-2021), *Genèse d'une ville moderne. Caen au XVIII<sup>e</sup> siècle* (1973), elle est un jalon essentiel dans l'intégration à une histoire statistique d'une attention aux éléments du quotidien (mobiler, vêtements, nourriture), aux groupes sociaux (ouvriers et artisans), ainsi qu'aux femmes et aux enfants (mise en nourrice et mortalité précoce notamment). Une approche qui intègre l'individu dans le tableau sériel. Des comportements collectifs à l'étude des mentalités, l'analyse sociale menée par Maurice Garden est proche du regard de Daniel Roche (1935-2023) sur la société de l'Ancien Régime, qui fonde une histoire culturelle et sociale.

En 1981, quand la gauche arrive au pouvoir, Maurice Garden devient conseiller au ministère de l'éducation puis au ministère de la recherche et de la technologie. A l'invitation de son collègue, l'historien Joseph Goy (1935-2014), il rejoint la nouvelle Mission scientifique universitaire comme chef des sciences humaines et sociales. Il s'agit d'impulser et de piloter la réorganisation des études universitaires. C'est l'occasion pour

Maurice Garden d'encourager l'interdisciplinarité et la mise en place d'enquêtes collectives. Après une année passée à Berlin, professeur invité au Wissenschaftskolleg, où il noue des contacts durables – retraité, il participera à la mise en place de la Bibliothèque universitaire des langues et des civilisations qui mutualise des fonds jusque-là dispersés –, Maurice Garden retourne en 1988 des fonctions administratives, puis, dès 1993, de chercheur au CNRS, et en 1996 d'enseignant (École normale supérieure de Cachan), avant de rejoindre l'année suivante le cabinet de Claude Allègre, alors ministre de l'éducation nationale.

Pour mesurer le legs de cet historien majeur, qui œuvra tant à la méthodologie de l'histoire sociale, à la démographie historique qu'à l'histoire de la ville et celle de la santé, il faut lire son recueil *Un historien dans la ville* (Maison des sciences de l'homme, 2008). Véritables travaux pratiques d'histoire sociale, ces textes montrent comment utiliser des sources traditionnelles et comment faire parler des documents improbables. Attentif à l'archive comme à sa lecture jusqu'à questionner la porosité des hiérarchies sociales et à détecter les frontières invisibles au cœur des groupes le mieux constitués, il n'a cessé de travailler le territoire, par l'exercice de l'atlas comme de l'évocation plus charnelle des « promenades », avec Jean-Luc Pinol, spécialiste d'histoire urbaine, comme partenaire.

Historien des séries et des individus, Maurice Garden incarnait aux yeux de Roger Chartier, professeur honoraire au Collège de France, une « éthique de la rigueur » qui n'empêchait pas une incroyable générosité. Privilegiant le dialogue et le contact sans pour autant se départir d'une exigence implacable, cet homme jovial, soucieux du monde contemporain, a mis la même attention à servir l'histoire qu'à se mettre au service de la communauté des historiens par son engagement civique. ■

PHILIPPE-JEAN CATINCHI

## Le Monde Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos lettres soit par e-mail : [carnet@publinter.fr](mailto:carnet@publinter.fr) (en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDJ)

soit sur le site : <https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

■ [carnet@publinter.fr](mailto:carnet@publinter.fr)  
<https://carnet.lemonde.fr>

### AU CARNET DU «MONDE»

#### Décès

Michèle, son épouse, Marie-Aude et Azeddine, Ludovic et Maud, ses enfants et leurs époux et compagne, Sébastien, Romain, Sarah, Chloé, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Jean-Marie COULON**, Premier président honoraire de la Cour d'appel de Paris, commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 24 mars 2026, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité à Tigy (Loiret).

Ses enfants, Ses petits-enfants et leurs conjoints, Ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Jean-Pierre FAYE**,

survenu le 26 mars 2026, à Toulouse, dans sa centième année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 9 avril, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris 6<sup>e</sup>.

Elle sera suivie du dépôt des cendres, au cimetière du Montparnasse, Paris 14<sup>e</sup>, dans le caveau familial, auprès de son épouse

**Marie-Odile FAYE** (1929 - 2021).

(Le Monde du 30 mars).

Monteaux, Paris.

MM. Julien-Piera Vest, Jouni-Anti Vest, son fils et son mari,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Marie-Madeleine Jocelyne FERNANDEZ-VEST**, née FERNANDEZ, dite Jocelyne,

survenu le 25 mars 2026, à Paris, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le 3 avril, à 15 h 30, au cimetière parisien d'Ivry-sur-Seine.

Marie-Claude Garden, son épouse, Isabelle, sa fille, Jean-Yves, son fils et sa femme, Sylvie, Max, son petit-fils, Annie, sa sœur, Pierre, son frère, Ses amis Et ses anciens étudiants et collègues,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

**Maurice GARDEN**, historien démographe,

survenu à Paris, le 24 mars 2026, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Professeur d'université à Lyon, Cachan, Genève et Berlin, il fut aussi directeur des PUL, président de l'ENSIBIS directeur scientifique des Sciences humaines et sociales dans différents gouvernements socialistes, initiateur du réseau des MSH et de la BULAC, vice-recteur de Paris, et surtout un grand historien des villes de Lyon et Paris.

La cérémonie mémorielle aura lieu le vendredi 3 avril, à 14 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

[maurice.garden@wanadoo.fr](mailto:maurice.garden@wanadoo.fr)

La famille de

**M<sup>me</sup> Martine GROSPIRON**, née WURMSER,

a la douleur d'annoncer son décès, survenu le 19 mars 2026, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

M<sup>me</sup> Bernadette Hecketsweiler, son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Jean-Philippe Hecketsweiler,

M. Guillaume Hecketsweiler, M. et M<sup>me</sup> Laurent Hecketsweiler, ses fils et belles-filles,

Tancred, Rodrigue, Jacques, Éloi, Léopold, Paul-Émile et Colette, ses petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Hecketsweiler, son frère et sa belle-sœur,

M<sup>me</sup> Elisabeth Hecketsweiler, sa sœur,

Ses neveux et nièces Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part de la disparition de

**Philippe HECKETSWEILER**, professeur émérite des Universités, ancien président de la Commission médicale d'établissement du CHU de Rouen,

chevalier de l'Ordre national du Mérite,

rappelé à Dieu le samedi 28 mars 2026, dans sa quatre-vingt-cinquième année, à Saint-Léger-du-Bourg-Denis (Seine-Maritime).

Le service religieux sera célébré au Temple Saint-Éloi, 20, place Martin Luther-King, à Rouen, le mardi 7 avril, à 10 h 30.

« Le Seigneur est mon berger, je ne manque de rien ».

Le Pavillon de l'Arsenal, Centre d'architecture et d'urbanisme de la Ville de Paris et de la métropole parisienne

a le regret d'annoncer le décès, survenu le 26 mars 2026, de

**Charles HILLAIRET**, libraire présent depuis les débuts de l'institution.

Le joint du Pavillon de l'Arsenal se joint à la famille pour saluer la mémoire de Charles Hillairêt, qui a marqué tant par sa fidélité, sa singularité, son humour et sa sensibilité.

Les obsèques auront lieu le vendredi 3 avril, à 11 h 30, au crématorium Val-de-Bievre, à Arcueil, 8, rue du Ricardo.

Léon et Jean, ses frères, Amaryllis, Aurélie, Cynthia, Myriam et Ophélie, ses nièces,

ont le profond chagrin de vous informer du décès subit de

**Gérard JOSKOWICZ**,

Ingénieur de l'École centrale de Lyon, il dirigeait la société Systems Consultants, qu'il avait créée.

L'inhumation aura lieu le jeudi 9 avril 2026, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse, Paris 14<sup>e</sup>, dans le caveau familial.

Ni fleurs ni couronnes. Cependant la plantation d'arbres peut être demandée au KKL, en sa mémoire.

[jean.joskowicz@laposte.net](mailto:jean.joskowicz@laposte.net)

M<sup>me</sup> Sophie Oum et son époux, M. Pascal Dréano-Delale et son épouse, ses enfants,

Et ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Line MASVIGNER**,

survenu le 29 mars 2026.

Une cérémonie sera célébrée le mardi 7 avril, à 16 heures, en la salle Mamejean, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23, rue des Bourguignons, 92270 Bois-Colombes.

Nicola Sterbini, son époux,

Giulio Sterbini, son fils,

Nicolas et Martha Mathieu, Frédéric Mathieu et François Choivet,

Antoinette Willard Mathieu, Sabine Mathieu et Eric Giaretto, ses frères et sœurs et leurs conjoints,

Emilie et Camille, Yuna, Stéphane et Julie, Raphaëlle et Emma, ses neveux et nièces

ainsi que leurs conjoints et leurs enfants, Liam, Neil, Colin, Delphine, Juliette et Cléo,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Darrie MATHIEU STERBINI**,

survenu le 14 mars 2026, à Rome.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église San Giacomo in Augusta, le 18 mars.

[frederique.mathieu002@gmail.com](mailto:frederique.mathieu002@gmail.com)

Zéphyrin, son fils,

Myrtille, sa fille adoptive, Marie Pierre, son épouse,

Dominique, sa belle-sœur,

Julie, Shirley, Béatrice, Céline, Jonathan, Delphine et Stéphanie, son neveu et ses nièces,

Marie Rolande, sa sœur,

ont l'immense tristesse d'annoncer la mort de

**Jean-Pierre PREVOST**.

Il aura consacré sa vie à l'art, à la culture, aux belles choses, à ses films, à ses livres et à l'amour des siens.

Nous n'oublierons jamais ses fou-rires, son humour et ses fameux emportements.

Les obsèques auront lieu le 7 avril 2026, à 13 heures, en la salle Mamejean du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

Nous nous sommes tant aimés.

**Anniversaire de décès**

Il y a vingt ans, le 3 avril 2006, s'en allait

**Bruno BOCCARA**, avocat à la Cour de Paris.

Il manque toujours à tous ceux qu'il ont aimé.

Son épouse, Sa famille, Ses amis.

**Stage**

**Envie d'écrire ?** Participez à un atelier d'écriture pour jouer avec les mots, inventer des personnages, des histoires... Tél. : 06 60 68 54 50.

**Prix**

**Prix de la Découverte poétique** Simone de Carfort

Fondation Frédéric et Simone de Carfort sous l'égide de la Fondation de France.

Ce prix adossé à la Maison de Poésie a pour objet de découvrir un poète d'expression française inconnu ou méconnu.

Il est doté de 5000 €.

Règlement complet sur demande [maisondepoesieparis@laposte.net](mailto:maisondepoesieparis@laposte.net) ou sur le site <https://www.laamaisondepoesie.fr>

**Appel à dons et legs**

Découvrez l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et ses missions en consultant son site [www.aibl.fr](http://www.aibl.fr)

ou faites un don pour soutenir ses actions.

Société éditrice du « Monde-SA »

Président directeur, directeur de la publication Louis Dreyfus

Directeur général, directeur délégué de la publication, membre du directoire Isabelle Foglietti

Directrice de la rédaction Lucie Monod

Directrice adjointe de la rédaction Angèle Allou, Maryline Buisson, Philippe Brossard,

Nicolas Dupuis, Emmanuelle Desvignes, Anne Delcambre, Anne Espina, Marie-Pierre Lemaître, Franck Mouch,

Clotilde Pottelguez

Directrice adjointe Sylvie Luchmann

Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Laro

Directrice des ressources humaines des lecteurs Gilles van Kester

Directrice de la rédaction Émilie Bonnet, Emmanuel Deschamps, Anne-Cécile Dubois et Sébastien

Directeur adjoint de la rédaction Nicolas Guéhen, Nicolas Janczarek (photographe), Sabine Lecloux (chef de table),

Marie-Sabine (Directrice et administrateur) Direction artistique Emmanuel Lapaque

Photographe Delphine Page

Directrice des ressources humaines du groupe Enlève Conte

Secrétaire générale de la rédaction Sébastien et Organisme

Conseil de surveillance Anne-Sylvie Wassermann, présidente,

Gilles Paris, vice-président

**Le Monde** en vente actuellement

En kiosque



Hors-série



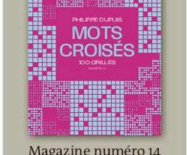
Hors-série



Hors-série



Hors-série



Magazine numéro 14

## Collection MYTHES ET LÉGENDES DU JAPON



Des mercredi 1<sup>er</sup> avril, le volume n° 9

LA PRINCESSE KAGUYA

FILEE DE LA LUNE

## Nos services Lecteurs

Abonnements Sur abo.lemonde.fr Par tel. au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde [carnet@publinter.fr](mailto:carnet@publinter.fr)

POUR DÉPOSER LE MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS [www.securebox.fr](http://www.securebox.fr)



« The End of Love » (2024), de Tracey Emin.  
TRACEY EMIN/TATE/DACS 2026

# Tracey Emin, artiste démone, martyre et héroïne

La Tate Modern, à Londres, consacre une rétrospective à l'artiste britannique qui a fait de ses souffrances le sujet principal de son œuvre

## EXPOSITION LONDRES

À qui douterait de la célébrité de Tracey Emin au Royaume-Uni, la visite de sa rétrospective à la Tate Modern apporte une réponse sans équivoque. On y circule mal, tant le public, de tous âges, genres et conditions sociales, y est dense. Ainsi faut-il de l'obstination pour réussir à regarder un petit moment les dessins, monotypes et broderies qui ont l'infortune d'être accrochés dans la salle où est projeté son monologue vidéo *How it Feels* (1996), tant est nombreuse la foule qui tourne le dos. Il n'y a rien de surprenant à cette passion : depuis près de trente ans, Emin est simultanément la démente, la martyre et l'héroïne de la scène artistique britannique.

La démente : Emin n'a jamais rien caché de sa vie sexuelle. Le premier scandale qu'elle suscita fut la présentation, à la Royal Academy of Arts, en 1997, de la pièce *Everyone I Have Ever Slept With 1963-1995*, une tente sur laquelle étaient cousus les noms de toutes celles et ceux avec qui elle avait dormi, de son frère jumeau à ses amants, éphémères ou plus durables. Le deuxième fut l'installation *My Bed* (1998) : son lit défait, sali, jonché de préservatifs, de débris et d'objets divers, comme le tapis sur lequel il est posé, un ready-made et la relique d'un amour qui venait de finir. La première pièce a été détruite dans un incendie ; la seconde, devenue l'œuvre la plus

connue d'Emin, est là, presque seule dans sa salle.

La martyre : Emin est née en 1963 d'une mère britannique et d'un père chypriote tur descendant d'esclave soudanais. Elle se souvient des insultes racistes lancées à sa mère dans les rues de Margate, dans le Kent, et les rappelle dans une pièce composée d'un texte manuscrit et de photographies gardées de son enfance, *Emin - It's More Than a Name - It's Hereditary* (1963-1993). Vers 13 ans, toujours à Margate, elle a été violée, et l'a dit aussi. De même a-t-elle tout raconté et montré de ses avortements, par la peinture, le dessin, l'écrit et la parole. Et, plus tard, du cancer de la vessie diagnostiqué en 2020 et de l'opération lourde qu'elle a subie. Un corridor conté, des deux côtés, les photographies qu'elle a prises alors de son corps, des cicatrices de la chirurgie, des effets de la maladie et de l'âge.

### Insultes retournées

L'héroïne : de ces souffrances elle a fait ses sujets. L'autoportrait est complet, la donnant à voir dans tous les détails anatomiques, et l'autobiographie l'est autant. Les insultes qui lui ont été lancées dans son adolescence par les garçons du quartier, elle les a retournées contre leurs auteurs. Les accusations d'obscénité qui l'ont poursuivie longtemps, elle les a rendues dérisoires à force de crudité. Surtout, elle est allée d'une création exclusivement dédiée à sa vie vers des œuvres dans lesquelles, même s'il y reste bien des

traces personnelles, les représentations et les significations sont devenues plus collectives. La plupart des travaux récents ont encore des titres à la première personne du singulier, *I Followed You to the End* (« je t'ai accompagné jusqu'à la fin », 2024) ou *I Did Nothing Wrong* (« je n'ai rien fait de mal », 2024). Mais ce n'est pas le cas de tous : une toile se nomme *The Crucifixion* (2022), un bronze, *Ascension* (2024).

Ce sont donc une peinture et une sculpture. Se pose en effet la question des modes d'expression, question présente dès les débuts de l'artiste, et qui l'est toujours. Tracey Emin démone, martyre et héroïne n'est connue que grâce à Tracey Emin artiste. Or celle-ci est complexe et changeante. Elle cherche les moyens les plus efficaces pour énoncer visuellement ce qu'elle veut imposer à la réflexion et à la mémoire : la conscience de ce que ce fut d'être une jeune femme issue d'un milieu pauvre dans la Grande-Bretagne des décennies 1960 et 1970, et sur la scène artistique nationale puis internationale dans les années

**Les accusations d'obscénité qui l'ont poursuivie longtemps, elle les a rendues dérisoires à force de crudité**

1990. Elle n'y a si souverainement réussi que parce que son travail est soutenu par sa réflexion sur les capacités des différents arts.

En entrant, les visiteurs passent trop vite devant la première pièce : une collection de petites photographies collées sur des morceaux de carton et alignées sur des étiquettes, *My Major Retrospective*. C'était le titre, en 1994, de la première exposition personnelle d'Emin dans une galerie : les très petites images des peintures qu'elle avait exécutées auparavant, pendant ses études, et qu'elle avait détruites. C'était une provocation par rapport au marché et au monde de l'art : au lieu de tableaux colorés et vendables, ne proposer qu'une suite de trop petites photos de peu de qualité. Mais c'était aussi introduire de façon brutale une interrogation : pour exister, pour s'exprimer, la débutante Emin devait-elle forcément peindre ?

### Provocation et détournement

Les hypothèses et les solutions qu'elle a essayées alors sont dans les salles qui suivent : la vidéo narrative et acoustique *Why I Never Became a Dancer* (« pourquoi je ne suis jamais devenue danseuse », 1995) et les œuvres à textes en tissus cousus, patchworks de noms et de phrases en lettres de couleurs qui, par des allusions plus ou moins aisément interprétables, renvoient à sa vie. Dans cette période, les mots, écrits et dits, sont les véhicules principaux de son expression. Ils ne le sont plus aujourd'hui mais sont demeurés toujours présents, et le sont en-

core dans les titres qu'elle donne à ses œuvres comme dans les phrases qu'elle écrit en lettres de néon sur les murs, par exemple *I Whisper to My Past Do I Have Another Choice* (« je murmure à mon passé, avais-je un autre choix ? », 2010).

Or écrire est, quand Emin s'en saisit, la pratique principale de l'art conceptuel, qu'elle détourne ainsi vers l'expressivité subjective que celui-ci condamne sans appel. Et qu'elle détourne au point de convertir par des noms cousus un fauteuil en reliquaire d'un voyage aux États-Unis avec son frère. Ces travaux peints vont donc être regardés comme les prémices de son entreprise autobiographique. Mais ils peuvent l'être aussi comme les expériences initiales d'une artiste informée de l'histoire de l'art moderne et contemporain.

Il en est ainsi, de façon flagrante, de ses relations mouvementées avec la peinture. En 1996, elle réalise la performance *Exorcism of the Last Painting I Ever Made*. Celle-ci est présentée dans le parcours comme elle doit l'être : une petite pièce blanche encombrée de toiles entassées les unes sur les autres et au sol jonché de papiers, de pots et de brosses. Deux semaines durant, Emin s'y est enfermée pour ne faire que peindre. Des photographies prises alors, le principal n'est pas que l'artiste soit nue, ne serait-ce que parce que la nudité féminine est loin d'être alors une nouveauté en matière de performance, après Carolee Schneemann (1939-2019) ou Ana Mendieta (1948-1985).

Plus risqué est le rapport qu'elle met en scène avec l'histoire de la peinture. Ils sont nombreux, enfermés avec elle dans la pièce : Munch, Kirchner, Picasso, Klein, Twombly, Basquiat. Tous des hommes. Comment peindre après eux ? Ou contre eux ? Faut-il laisser tomber ou recommencer tout de même ? Emin, après avoir d'abord détruit ses toiles, puis exorcisé, selon ses mots, la peinture, s'y est remise depuis une demi-douzaine d'années. On le sait depuis le début de l'exposition, puisque la grande toile *I Needed You to Love Me* (« j'avais besoin que vous m'aimiez », 2023) est accroché

**Après avoir détruit ses toiles puis « exorcisé » la peinture, elle s'y est remise depuis une demi-douzaine d'années**

dans la troisième salle, brusquant la chronologie. C'est l'esquive d'un nu couché, moins une peinture qu'un dessin tracé avec de la couleur, qui a coulé en de longues lignes verticales. Les formes sont tracées en outrer sur des frottings de bleu clair.

De cette technique de graphisme pictural Emin a fait son style : un expressionnisme qui tire parti de l'inachèvement, de l'effacement, de la vitesse digeste et des accidents que celle-ci provoque et, quelquefois, du contraste entre des zones où des graphismes géométriques répétitifs sont soigneusement multipliés et d'autres, traversées de longues touches ou inondées d'un flux de rouge. Cet expressionnisme est corporel : non seulement parce que le rouge est sang – sang des lèvres et sang des chirurgies –, mais aussi parce que les dimensions de la toile sont celles que l'artiste peut traverser d'un seul mouvement. Il y a toujours du monde dans son atelier : Schiele, De Kooning, Baselitz, sans doute. Il y en a autant quand elle modèle des nus qu'elle laisse incomplets, tordus, acéphales : Rodin, Giacometti, De Kooning de nouveau.

Que des hommes, encore. Emin leur tient très sur leur terrain, avec leurs armes et avec sa violence à elle, et son sujet, le corps féminin – le sien, et celui qui est commun à la moitié de l'humanité. ■

PHILIPPE DAGEN

« Tracey Emin : a Second Life », Tate Modern, Londres. Entrée de 5 à 20 livres sterling (de 6 à 23 euros), sur réservation. Jusqu'au 31 août. [www.tate.org.uk](http://www.tate.org.uk)

# La trilogie « Wives », enfin en intégralité dans les salles

La réalisatrice norvégienne Anja Breien met en scène trois amies qui se retrouvent tous les dix ans



Katja Medboe, Anne Marie Ottersen et Froydis Armand, dans « Wives » (1975), d'Anja Breien. MALAVIDA

## CINÉMA

Le distributeur Malavida exhume une petite merveille avec la trilogie « Wives », un condensé de camaraderie féminine, dont seul le premier volet avait fait l'objet d'une sortie française (en 1977), puis d'une édition DVD (en 2013), les deux suivants étant restés inédits. Outre qu'il introduit à un cinéma norvégien méconnu, le triptyque remet en lumière le nom d'Anja Breien, sa principale représentante avec dix longs-métrages à son actif, aussi importante à domicile qu'ignorée ici, bien que parfaitement francophone.

Née en 1940 à Oslo, elle se forme en effet à Paris par un passage à l'Institut des hautes études cinématographiques (l'ancêtre de la Femis) entre 1962 et 1964. Elle y contracte le virus de la Nouvelle Vague, dont elle importera l'esprit et les méthodes légères en Norvège. Après les récentes redécouvertes de Judith Elek, Marleen Gorris ou Vera Chytilova, celle d'Anja Breien ajoute une nouvelle page à l'histoire des « filmeuses » européennes – bien que cette dernière ait toujours refusé l'étiquette du « film de femmes », trop réductrice à son goût.

Le premier *Wives* (1975, *Hustruer* en VO, comprendre « épouses ») est celui des longs-métrages qui a connu le plus large retentissement. Il s'inscrit en riposte à *Hus-*

*bands* (1970, soit « maris ») de John Cassavès, qui suivait la dérive de quadras installés et exposait les ressorts de la complexité masculine. Si les hommes entre eux avaient des choses existentielles à se dire, les femmes aussi, répond Breien, avec le parti de « s'appuyer sur l'ironie plutôt que sur une austère mélancolie ». *Wives* met ainsi en scène les retrouvailles, lors d'une réunion d'anciennes élèves, de trois amies d'enfance désormais trentenaires, épouses ou concubines, qui décident de ne pas se quitter si vite, et de passer ensemble la journée du lendemain.

D'emblée, le film marque par la force de ses portraits, l'inscription des présences. Dès la scène de soirée inaugurale, la caméra mobile s'arrête sur les visages des héroïnes : Kaja, Mie et Heidrun, plus ou moins conformes au modèle marital, jouées par un trio d'actrices que Breien avait déjà dirigées au théâtre (Anne Marie Ottersen, Katja Medboe, Froydis Armand). Puis, le choix des longues prises découpe leurs conversations en roue libre, comme autant de re-

tours croisés sur l'expérience féminine, ses contraintes et ses dé-sillusions. Le temps du film est aussi celui que les héroïnes s'inventent ensemble, une parenthèse qui pourrait ne jamais finir – « On ne peut pas s'arrêter là ! », conclurent-elles.

**Un goût de jeu, d'amusement**  
Aucun discours n'est assésé. Tout se décline sur un ton léger, ce qui n'exclut pas les axes brûlants, les coups de gueule ou crises de larmes. Du reste, le film emporte par son cours buissonnier, calé sur les déambulations citadines, de saunas en cafés et bancs publics, dans un style semi-documentaire où les héroïnes semblent parfois inter-peller de véritables passants. Quand Anja Breien épingle tout à coup un cadre large et frontal, c'est pour saisir comment le trio prend possession d'un espace – toilettes publiques ou l'on s'endort, grand escalier dont on menace de sauter. Les suites, *Wives 2* (1985) et *Wives 3* (1996), qui se situent chacune

à dix ans de distance, enregistrent non sans émotion le vieillissement des personnages. C'est aussi l'évolution des mœurs que mesurent ces autres rendez-vous festifs à dates fixes, veille de Noël ou anniversaire. Si les années 1970 montraient déjà l'érosion du modèle conjugal, les années 1980 entérinent un nomadisme sexuel assumé, les années 1990 l'apogée des unions libres à l'abri de la social-démocratie. La politique s'est déplacée, les anciennes structures ont laissé place à un bricolage permanent.

De ces amoureuses invétérées, les aventures conserveront jusqu'au bout un goût de jeu, d'amusement. Ensemble, les amies retombent en enfance, se lancent des défis aux accents burlesques (Heidrun dégringolant dans une bouche d'égoût), polissons (Kaja draguant le Père Noël dans un centre commercial, épisode 2) ou parodiques (Mie traversant la ville à dos de cheval blanc pour rejoindre son aimé, épisode 3).

Chaque volet emprunte une ligne de fuite qui l'emmène hors de la ville. La plus belle conclusion re-

vient au deuxième, quand les amies partent sur l'île de Malmö, en Suède. Lors d'un réveil aux chandelles, elles déposent sur la table la moisson de leur voyage : trois figurines de chevaliers en plastique. Trois jouets dans les mains de ces grandes filles, qui sont autant des clichés virils que les substituts des hommes absents. Joli pied de nez. ■

MATHEU MACHÉRET  
*Wives* (1975, 1 h 24). *Wives 2*, dix ans après (1985, 1 h 28). *Wives 3*, elles ont 50 ans ! (1996, 1 h 14).

Seul le premier volet avait fait l'objet d'une sortie française, en 1977

# La vendetta jusqu'à l'absurde

« Le Fleuve de la mort », de Luis Buñuel, sorti en France en 1955, revient sur les écrans en version restaurée

## CINÉMA

Dans une œuvre aussi canonisée que celle de l'Espagnol Luis Buñuel, qui a navigué entre l'Europe et l'Amérique du Sud, l'avant-garde surréaliste et le cinéma populaire, il reste encore des zones d'ombre. Notamment dans sa période mexicaine – un exil de quinze ans (1947-1962), durant lequel il se fonda dans la production courante des studios. Cela tombe bien, puisqu'il y a une pièce rare de l'époque, *Le Fleuve de la mort* (1955), fait son retour sur les écrans à la faveur d'une version restaurée. Tourment entre les chels-d'œuvre que sont *Los Olvidados* (1950) ou *La Vie criminelle d'Archibald de la Cruz* (1955), le film s'essaie à une radiographie des mœurs mexicaines, avec cette ironie légèrement oblique, caractéristique du cinéaste, toujours posé en observateur étranger.

Dans le village de Santa Viviana, les familles Anguano et Menchaca se vouent une haine féroce et règlent leurs comptes à coups de pistolet, pour des causes dérisoires – la vache d'untel qui aurait brouté dans le champ du voisin. Ainsi l'exigent les traditions qui placent l'honneur au-dessus de tout. Gerardo Anguano (Joaquín Cordero), le Fleuve de la mort médecin, est rattrapé par cette vendetta sans fin, sommé de venir défendre son nom et en découder

avec son ennemi naturel, Romulo Menchaca (Jaime Fernandez).

Nouveau, *Le Fleuve de la mort*, coécrit par Luis Buñuel et le scénariste Luis Alcoriza, s'enroule autour d'un long flash-back qui permet de suivre la vendetta sur plusieurs générations. Il frappe d'abord par le nombre de personnages qu'il mobilise, convoquant la généalogie des clans rivaux avec une telle vélocité qu'on s'y perd un peu dans les liens de parenté. Le feuilleton de la rivalité est comme débordé par la récurrence des duels, qui se succèdent ici avec une régularité étrange.

### Anesthésie morale

Buñuel filme les morts successives avec indolence, sans en faire un événement. La mort apparaît comme une force proliférante qui traverse et mène le récit, à la fois omniprésente et dérisoire. Sa répétition crée une forme d'anesthésie morale, le monde devient littéralement inhabitable. Dès le principe pseudo-documentaire, le protagoniste trouve son assise mythologique à l'endroit du fleuve profond qui coupe le village en deux, le sépare de son cimetière, comme du maquis où se réfugient les meurtriers.

Ce que vise Buñuel, plus encore que le folklore autour de la mort au Mexique, c'est le machisme sur lequel reposent les structures sociales, la susceptibilité extrême

qui entoure le point d'honneur porté en bandoulière, au point qu'un et décèle autre chose : un profond désir de mort, un empressément à l'autodestruction, peut-être même une profonde déviance sexuelle. Une saynète introductive sert même de parabole sur ce point. Lors d'une fête populaire, deux amis (on ne les reverra plus) boivent à la même table, se jurant l'amitié, avant que l'un plante l'autre au couteau : leur discussion a viré, sans qu'on sache bien pourquoi. Encore une fois, Buñuel joue des creux et des lapsus de la fiction pour marquer la présence des structures inconscientes.

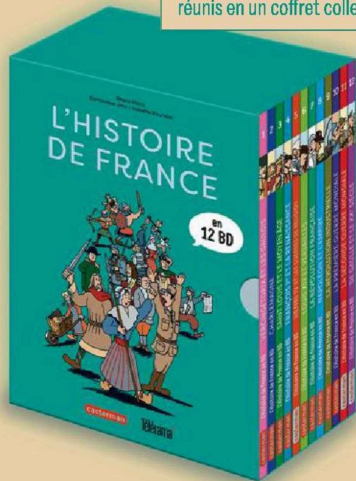
Le privilège de la mort n'épargne pas le héros, Gerardo, décrit comme souffreteux, glissé dans un étrange coffre thérapeutique, qui ressemble à un cerceuil. Sa pondération, sa sagesse paraissent bien faiblir par rapport aux machos qui l'entourent, et les soins d'une belle infirmière semblent désigner par contraste un défaut de virilité. Curieux héros aux airs pouspous déjà moribond avant que le film n'ait commencé, ultime tour d'un Buñuel décidément bien farceur. ■

MA. MT.

*Le Fleuve de la mort*, film mexicain de Luis Buñuel (1955). Avec Columba Dominguez, Miguel Torruco, Joaquín Cordero (1 h 32).

## Le Monde | Boutique

12 TITRES PHARES réunis en un coffret collector !



## L'HISTOIRE DE FRANCE EN BD

UNE COLLECTION POUR DÉCOUVRIR LES GRANDES FIGURES DE L'HISTOIRE DE FRANCE

À retrouver sur boutique.lemonde.fr





L'actualité regorge d'alertes sanitaires liées aux pollutions chimiques. Mais absorbée par le spectacle du changement climatique – dont les effets sont plus marquants visuellement –, l'opinion publique n'y perçoit que des signaux faibles. C'est là que se jouent pourtant certaines des menaces les plus sérieuses pour la santé.

En mars, l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) a confirmé une surexposition de la population française au cadmium, un métal lourd dont l'accumulation dans l'organisme expose à des atteintes irréversibles. La quasi-totalité de cette imprégnation se fait par l'alimentation, par le biais de denrées courantes – pâtes, biscuits, pommes de terre et de nombreux légumes. La source se trouve dans la contamination des sols, notamment par l'apport d'engrais phosphatés.

Le sujet n'est, bien entendu, pas isolé, et d'autres problèmes sanitaires liés aux polluants marquent l'actualité. Outre la pollution liée aux plastiques, il faut évoquer les PFAS – grande famille chimique hétérogène de substances très peu dégradables – dont la toxicité est documentée : perturbations endocriniennes, risques cancérogènes, immunosuppression notamment. Leur accumulation dans tous les écosystèmes inquiète.

Il serait faux de prétendre que les autorités publiques ne réagissent pas : un texte pionnier visant à interdire le recours aux PFAS dans certains secteurs a été adopté en France en février 2025. Mais, à considérer les choses de manière plus globale, l'action des autorités françaises se trouve limitée par deux phénomènes.

#### Menace insidieuse

D'abord, la pression exercée par des représentants d'intérêts catégoriels. Le poids de la compétitivité a conduit à des arbitrages inacceptables : les contraintes environnementales se trouvent allégées pour ne pas pénaliser les producteurs français. Si l'intention peut être pragmatiquement entendue, elle conduit néanmoins à des choix délicats, où la conciliation entre exigences économiques et protection de la santé met à l'épreuve la hiérarchie des priorités collectives – au risque d'un affaiblissement des garanties pourtant essentielles et, en principe, non négociables. La loi Duplomb sur l'agri-

# Pierre-Etienne Bouillot et Grégoire Leray Les instruments juridiques existent pour lutter contre les pollutions chimiques

Les spécialistes en droit de l'alimentation et de l'environnement interrogent l'inertie du législateur et des pouvoirs publics dans la lutte contre les polluants

culture, adoptée en juillet 2025, s'inscrivait dans cette tension en cherchant à réintroduire l'acétamipride, néonicotinoïde interdit depuis 2018 pour sa nocivité envers les pollinisateurs et ses risques pour la santé humaine. Cependant, dans le cadre du dialogue entre institutions et du respect des équilibres propres à l'Etat de droit, d'autres autorités veillent à la préservation de l'intérêt général. Le Conseil constitutionnel en est ainsi venu, en août 2025, à censurer cette disposition, au motif qu'elle privait de garanties légales le droit de vivre dans un environnement sain.

Second élément qui limite l'action publique : les accords de libre-échange négociés par l'Union européenne avec des Etats tiers. Au regard du risque d'exposition des populations à des substances chimiques à la dangerosité avérée ou soupçonnée, la menace est alors plus insi-

dieuse. Ces accords autorisent en effet l'importation de produits traités avec des substances interdites sur le sol européen.

On insiste alors un double standard sanitaire : ce qui est trop dangereux pour être épandu sur nos terres ne le serait plus dès lors qu'il arrive emballé sur nos tables. L'acétamipride que la France s'est – pour l'instant – refusée à réautoriser reste légalement présent dans les importations des pays qui l'emploient. La cohérence eût commandé d'imposer dans tout accord commercial le respect de nos normes. Il s'agit du principe dit « de miroir », dont l'application demeure insuffisante.

L'urgence d'agir n'est pas seulement dictée par des considérations environnementales et sanitaires, elle est aussi financière. Une étude de la Commission européenne chiffre la facture des seuls PFAS entre 330 et 1700 milliards d'euros d'ici à 2050. Les dépenses générées par ces pollutions sont essentiellement prises en charge par les finances publiques et non par les producteurs des substances, révélant le caractère très erratique de la mise en œuvre du principe pollueur-payeur. Face à l'inertie du législateur et aux aspirations de la société

civile, d'autres leviers juridiques se trouvent mobilisés. Tel est notamment le cas d'actions en responsabilité civile en cours pour les pollutions aux PFAS dans le sud de Lyon. Toutefois, ces actions se heurtent à plusieurs obstacles. Le principal d'entre eux est le suivant : les sujets de causalité et d'imputabilité de pathologies alléguées aux expositions aux produits litigieux, même si leur dangerosité était démontrée, constituent une difficulté essentielle pour qui entend agir.

#### Mobiliser trois leviers

Surtout, le caractère très diffus des pollutions chimiques rend souvent délicate l'identification des responsables concernés. En tout état de cause, même si ces actions sont utiles pour obtenir justice pour les populations les plus exposées, elles ne constituent pas l'outil déterminant, dans la mesure où seule une approche de prévention et non de réparation peut protéger la santé publique.

Les instruments juridiques existent pourtant pour lutter contre ces pollutions, les pouvoirs publics étant guidés en la matière par des études fiables. Concernant la pollution au cadmium, l'Anses recommande depuis plusieurs années de mobiliser trois leviers : baisser rapidement la limite en cadmium dans les engrais ; fixer des teneurs protectrices dans les aliments ; renforcer la surveillance de la chaîne alimentaire, des intrants jusqu'aux denrées. De même, la multiplication des clauses miroirs contribuerait à protéger les populations.

Ces actions, si elles sont politiquement délicates à porter, sont juridiquement impératives, car seules à même d'assurer l'effectivité d'un principe que la Constitution française promeut depuis 2005 : le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé. ■

#### Pierre-Etienne Bouillot

est maître de conférences en droit de l'alimentation à AgroParisTech ; Grégoire Leray est professeur de droit de l'environnement à l'université Côte d'Azur

LE CARACTÈRE TRÈS DIFFUS DES POLLUTIONS CHIMIQUES REND SOUVENT DÉLICATE L'IDENTIFICATION DES RESPONSABLES CONCERNÉS

# Stéphane Beaud et Gérard Noiriel Refuser de diviser le peuple français en racisés et non-racisés n'est pas nier l'existence du racisme

Le sociologue et l'historien analysent les raisons pour lesquelles des personnes victimes de racisme rejettent le qualificatif de « racisé »

La fausse nouvelle concernant Bally Bagayoko, le nouveau maire [« insoumis »], qui aurait dit – en réponse à une question de Darius Rochebin sur LCI – que Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) était « la ville des Noirs », a alimenté une polémique très instructive pour comprendre comment se diffusent les thèses de l'extrême droite aujourd'hui, bien au-delà des petits cercles qui les fabriquent. La fausse nouvelle a été transformée en une question qui a fait la une des médias pendant plusieurs jours. Certes, les propos qui l'ont présentée implicitement comme le représentant de la « ville des Noirs » ont suscité l'indignation légitime de toutes celles et tous ceux qui combattent le racisme. Néanmoins, il faut s'interroger sur la meilleure manière de répondre à ce genre d'assignation identitaire.

Le 17 mars, lors de la matinale de BFM-TV/RMC, animée par Apolline de Malherbe, Bally Bagayoko a dénoncé ces rumeurs racistes en disant : « Moi je n'aime pas trop le terme « racisé ». Le 30 mars, sur France Inter, il a ajouté : « Vous allez dans les quartiers populaires, n'y a aucun habitant de Saint-Denis ou des quartiers populaires qui se qualifierait spontanément de

« racisé ». Ce constat conforte les témoignages que nous avons recueillis dans nos recherches de terrain sur les milieux populaires issus de l'immigration. Le mot « racisé » est souvent rejeté car, comme le dit Linda R., fille d'ouvrier marocain par son père et petite fille d'immigrés algériens par sa mère, ce terme crée une « catégorie de plus. Ça enferme ! Et cela ne résout en rien les problèmes que peuvent rencontrer les gens issus de l'immigration et des classes populaires ».

**Contexte militant de l'après-68**  
L'adjectif « racisé » – qui désigne, selon le dictionnaire de Robert, les individus « touchés par le racisme, la discrimination » et par extension celui « qui n'a pas la peau blanche (dans une société majoritairement blanche) » – a pourtant été beaucoup utilisé par ceux qui ont célébré l'élection de Bally Bagayoko. « C'est exceptionnel la population ici ce soir, souligne un habitant de Saint-Denis, sociologue de profession. Beaucoup de jeunes, une population racisée qui vient là, se sentent en confiance de

venir. » Dans le prolongement de ces propos, rapportés par *Le Parisien* du 16 mars 2026, on peut citer aussi le tweet (sur X) d'Édwy Plenel, journaliste cofondateur de *Mediapart*, qui a commenté la victoire de candidats issus de l'immigration au premier tour des municipales en ces termes : « Le succès électoral des candidats racisés bouscule la gauche. » Pour comprendre la réticence du nouveau maire de Saint-Denis à l'égard de ce vocabulaire racial, il faut dire quelques mots sur la manière dont le mot « racisé »

LE TERME « RACISÉ » SERT AVANT TOUT À DIRE UNE DOUBLE DOMINATION, SEXUELLE ET RACIALE

s'est imposé dans le discours des intellectuels engagés dans la lutte contre le racisme. Cet adjectif est né dans le contexte militant de l'après-68, marqué par la politisation des sciences sociales. C'est Colette Guillaumin, dans son livre sur *L'idéologie raciste. Genèse et langage actuel* (1972), qui l'a installé dans le langage des intellectuels critiques. Il s'est diffusé ensuite, d'abord dans les revues les moins académiques (comme les *Cahiers du Genre* et les *Nouvelles questions féministes*) où la séparation entre science et politique est la plus faible.

C'est en 2010 que, pour la première fois, ce terme apparaît dans *Sociologie*, revue importante de la discipline. Les occurrences du terme « racisé » montrent qu'il se situe au croisement de deux types de lutte politique – celle des femmes et celle des peuples anciennement colonisés. Il sert à dire une double domination, sexuelle et raciale, sur fond de domination symbolique qu'exerce le racisme. Si l'on regarde du côté de la presse généraliste, on constate que ce mot constitue un bon indi-

icateur du divage droite-gauche. Ce sont des journaux qui penchent plutôt à gauche – comme *Mediapart*, *Liberation*, *Télérama*, *Les Inrocks*... – qui adoptent le plus rapidement ce vocabulaire racialisant venu des sciences sociales. Employé dans *Le Figaro*, c'est presque toujours avec des guillemets, pour en dénoncer l'usage.

#### Le refus d'une étiquette

Ce langage gauche-droite permet de comprendre pourquoi toute critique scientifique du mot « racisé » peut être dénoncée par les intellectuels antiracistes – nous en avons fait l'expérience au moment de la parution de notre livre *Race et sciences sociales* (Agone, 2021) – comme une manière de nier ou de minimiser le racisme. Mais comme ce serait difficile de faire ce genre de procès au nouveau maire de Saint-Denis, il faut essayer de comprendre pourquoi des Français qui sont directement concernés par le racisme refusent l'étiquette de « racisé ».

Nous avons là une forme de résistance face à ce que Pierre Bourdieu appellait la domination symbolique qu'exerce le racisme. Mais comme ce serait difficile de faire ce genre de procès au nouveau maire de Saint-Denis, il faut essayer de comprendre pourquoi des Français qui sont directement concernés par le racisme refusent l'étiquette de « racisé ».

sation des identités des individus à partir de leurs seuls attributs physiques apparents, ce qui aboutit à l'écrasement des autres éléments structurant leur personnalité. Celles et ceux qui refusent cette étiquette ne veulent pas être enfermés dans les catégories que fabriquent les professionnels de la parole publique pour alimenter les polémiques qui les opposent.

Contrairement à ce qui affirme les adeptes du langage racial, refuser de diviser le peuple français en deux catégories : les racisés et les non-racisés, ce n'est pas nier l'existence du racisme. Les formes de discrimination dénoncées dans le vocabulaire racialisé avaient déjà été étudiées par des chercheurs en sciences sociales soucieux d'éviter les logiques d'assignation identitaire qu'affectionnent les intellectuels critiques.

Pour ce qui nous restons attachés à une conception du travail scientifique qui consiste à mettre au jour la manière dont les diverses identités d'un individu se construisent et s'entrelacent au fil du temps, au gré des configurations sociales et historiques. Cette démarche impose aussi de s'interroger sur la manière dont sont fabriquées, dans l'espace public, des catégories de personnes que rejettent – souvent silencieusement – celles qui sont directement concernées. ■

#### Stéphane Beaud est sociologue et enseigne à Sciences Po Lille

Gérard Noiriel est historien à l'École des hautes études en sciences sociales

# Valérie Abécassis Israël gagne toutes les guerres, mais a perdu celle-là

La journaliste, spécialiste de la culture israélienne, évoque le contraste entre « l'union sacrée joyeuse », qui soude la société israélienne face à l'Iran, et la condamnation planétaire dont Israël fait désormais l'objet

C'est quoi gagner ? Depuis le 28 février, Tshal (*Harmé israélienne*) a accompli ce qu'aucune autre armée au monde n'aurait pu faire, annonçant l'élimination de hauts responsables d'un régime assassin et liberticide, dont Ali Khamenei (Guide suprême), Ali Larijani (chef du Conseil suprême de sécurité nationale), Gholamreza Soleimani (chef des bassidji, les milices chargées de la sécurité intérieure), Ali Shamkhani (ancien secrétaire du Conseil de sécurité nationale), Aziz Nassirzadeh (ministre de la défense), Mohammad Pakpour (commandant du corps des gardiens de la révolution islamique) et débarrassant le Liban du Sud de la gangrène du Hezbollah.

Avec plus de 9 000 frappes, Israël a ciblé près de 3 000 sites en Iran, qui fait cinq fois la France. Téhéran, Isfahan, Arak, Qom, Karadji, Kermanshah, idem au Liban du Sud : aucune cible militaire, stratégique ou terroriste n'est épargnée. C'est une guerre sans doute pas juste mais nécessaire, et elle est d'une précision et d'une efficacité spectaculaires.

Mais est-ce qu'Israël a gagné ? A la télé, l'émission « Eretz Nehederet » (« pays merveilleux »), au maximum de l'humour sans filtre, enchaîne les sketches de plus en plus vitriolés. Israël est une démocratie, on y vote beaucoup, mais c'est toujours le même premier ministre qui est élu. On y voit un faux Benjamin Netanyahu minauder dans une cafétéria, il a bien cinq doigts mais a une tache sur le

front, la tache indélébile de la faute biblique, celle de Caïn après qu'il a tué son frère Abel, celle du 7-October, celle de son gouvernement d'extrême droite, celle de ses dix-sept ans de pouvoir cumulés et indignité ultime – le retour de la peine de mort. On y voit un chauffeur de taxi parler à des enfants et regretter le bon vieux temps, à l'époque de ses guerres, il allait à l'école au moins trois mois d'affilée, là depuis le 7-October même plus une semaine, pfff ! Tout se perd. On y voit trois mollahs tremblant de peur tirer à la courte paille le poste de nouveau Guide suprême et détailler à toute vitesse en laissant le gagnant sous une frappe instantanée. Une voyante trans obèse prédit les lieux où les missiles vont tomber. On rit beaucoup.

Mais est-ce qu'Israël a gagné ? A l'alerte pendant les courses du shabbat, les clients ont tous été calmement dans l'abri du supermarché, ou de l'immeuble d'à côté. Chacun est revenu payer ensuite. Vingt minutes après, idem pour une autre alerte au missile. Le soir et les nuits, pareil. La routine. Les murs de béton granuleux des sous-sols, les chaises branlantes en plastique, les enfants en pyjama, les chiens, un matelas, les ouvriers asiatiques ou arabes, les hommes pieds nus, les femmes figées dans leur quotidien, certaines voilées, sous des néons criards, sont devenus sous terre des horizons protecteurs et familiaux. A Tel-Aviv, les alertes ne cessent pas et, au regard de la quantité de missiles en-

voysés sur cette zone cruciale du pays, dont certains à fragmentation, la ville s'en sort plutôt bien. Le Sud, c'est plus dur, le Nord, c'est beaucoup plus dur, mais, à Tel-Aviv, c'est dix minutes pour se mettre aux abris. Complicé pour les plus fragiles, bébés, personnes âgées, malades hospitalisés, chaque mort est de trop, bien sûr, mais les dégâts sont minimes. A Tel-Aviv, il suffit d'ôber et de suivre l'app. Un push prévient que le missile va peut-être être lancé sur la zone, puis un autre push dit que le missile est bien dirigé vers ladite zone. La population a largement le temps d'aller retrouver le béton granuleux et les néons. Plus un push dit d'ortir et la vie reprend exactement où elle a été laissée. Dix minutes.

“  
ISRAËL EST GLORIEUX, PUISSANT... MAIS UNIQUEMENT À L'INTÉRIEUR DE SES FRONTIÈRES. POUR LE RESTE DE LA PLANÈTE, LE MOT « ISRAËL » EST RADIOACTIF, ABOMINÉ

Mais est-ce qu'Israël a gagné ? Les comptes Instagram débordent de caricatures hilariantes sur ces moments de guerre. Aux infos, le quotidien est glorifié par des reportages sidérants sur tout ce que le sous-sol abrite. On y voit de chaleureux campings dans le métro, des fêtes géantes dans des parkings, des mariages au –1, des concerts au –2, des prières, des accouchements, des rencontres hétéro et gay rythmées par des DJ tatoués, des repas partagés, une magnifique solidarité. Et, autant après le 7-October, la douleur, la tristesse, la colère suintaient, autant là, c'est l'union sacrée joyeuse. Le peuple s'entend et tout le monde fait ce que Tel-Aviv sait faire de mieux : la fête.

Mais est-ce qu'Israël a gagné ? Cette guerre pourrait idéalement voir émerger un empire 3.0 contrôlé par Israël, les Etats-Unis, les signataires des accords d'Abraham avec le Pakistan, le Liban, l'Iran, la Jordanie, l'Égypte, la Syrie, le Koweït. Un empire qui permettrait aux femmes et aux hommes de la région, juifs, musulmans, chrétiens, bédouins... de vivre, de vendre, d'acheter, de créer, de croire, de prospérer, de circuler en toute liberté. Le bel empire oriental sans diminitude [régime législatif particulier pour les non-musulmans dans les pays musulmans] façon ottoman mâtiné d'Occident (ou le contraire), une nouvelle route vers l'Inde qui ferait commerce avec l'Europe, la Chine, la Russie et le reste du monde. Dieu évidemment étant caution solidaire.

Mais est-ce qu'Israël a gagné ? Israël est glorieux, puissant, triomphateur, heureux, mais uniquement à l'intérieur de ses frontières. Pour tout le reste de la planète, le mot « Israël » est radioactif, imprononçable à voix haute, abominé. Des chefs d'orchestre ou des écrivains malmenés, des chercheurs désinvoltes, des chanteurs boycottés, des touristes brutalisés et des morts. A l'export, une culture affaiblie, plus de séries dans les festivals, plus de films dans les coproductions, plus de prêts par les musées, plus d'artistes exposés. La rue est contre Israël et quand les experts prononcent le mot « Israël » aux infos, c'est pour prédire son enlèvement, miser sur sa chute, pointer du doigt ses ultrareligieux insoumis, analyser son hubris, sa démarche orgueilleuse, son impérialisme.

Est-ce qu'Israël a gagné ? Israël gagne toutes les guerres mais a perdu celle-là. J'ai repensé à Timothée Chalamet aux Oscars. Après une promo planétaire, son film est reparti grand perdant. *Marty Supreme*, de Josh Safdie, le plus juif des films juifs du monde, raconte l'histoire d'un petit juif, champion de ping-pong à New York après la Shoah. C'est le plus fort, le plus roublard, le plus visionnaire, le plus déterminé, il a un projet, un but, une histoire à mener et il est prêt à tout. C'est lui qui a raison, ce sont les autres les salopards, les vampires, les menteurs qui empêchent sa course. Malgré toutes les embûches, il finit par gagner mais il ne gagne pour personne, il est le seul à savoir qu'il a gagné. Seul, tout seul. ■

Valérie Abécassis est journaliste, spécialiste de la culture israélienne et autrice de « Place des otages » (Cerf, 2024).

## David Miliband Dans le nouveau désordre mondial, l'Afrique ne saurait être oubliée

Le président de l'ONG International Rescue Committee exhorte à se réinvestir dans la résolution des crises du continent africain, particulièrement au Soudan et dans le Sahel

Dans les années 1990, on parlait d'un « nouvel ordre mondial » fondé sur le droit international, les droits humains et la coopération entre États. Aujourd'hui, nous vivons plutôt dans un nouveau désordre mondial. La guerre en Iran en révèle à la fois la réalité et les dangers.

Notre époque est marquée par une hyperconnectivité entre les États, mais par un recul de la coopération entre eux. Le besoin de règles est plus grand que jamais, mais le respect de ces règles s'érode. La responsabilité des puissants devrait être centrale, mais l'impunité tend à devenir la norme. Alors que l'Ukraine est toujours en guerre et que le Moyen-Orient s'embrase, il peut sembler tentant de considérer que l'Europe n'a plus la capacité de se préoccuper aussi de l'Afrique. Ce serait une erreur.

Depuis plus d'une décennie, l'Emergency Watchlist de l'International Rescue Committee (IRC) identifie les 20 principales crises humanitaires à venir. En 2014, environ 50 millions de personnes étaient déplacées de force et 100 millions avaient besoin d'une aide humanitaire. Aujourd'hui, ces deux chiffres ont plus que doublé. Dans le même temps, le financement de l'aide humanitaire mondiale a presque été divisé par deux au cours de l'année écoulée.

Plus de la moitié des pays figurant sur la Watchlist de l'IRC se

trouvent en Afrique, où nous intervenons dans 16 pays avec près de 3 800 collaborateurs. La plus grande crise humanitaire au monde se déroule aujourd'hui au Soudan, où 30 millions de personnes ont besoin d'aide. Les 11 pays africains présents sur la Watchlist de l'IRC ne représentent que 8 % de la population mondiale, mais ils abritent un tiers des personnes déplacées de force dans le monde, un tiers de celles vivant dans l'extrême pauvreté et un tiers de celles ayant besoin d'une aide humanitaire.

Pour la France, il ne s'agit pas d'un enjeu lointain. À l'heure de la fragmentation géopolitique, la relation de la France avec l'Afrique ne peut être ni intermittente ni uniquement sécuritaire ; elle doit être stratégique et durable.

L'Afrique abrite la population en âge de travailler qui croît le plus rapidement au monde : d'ici à 2050, elle comptera plus de 620 millions de personnes en âge de travailler supplémentaires, selon la Banque mondiale. Mais les contraintes budgétaires se resserrent. En Afrique subsa-

harienne, les paiements d'intérêts absorbent en moyenne plus de 12 % des recettes publiques, et peuvent atteindre jusqu'à 25 % dans certains pays. La dette extérieure explose et les capacités des États sont mises à rude épreuve au moment même où les besoins s'intensifient.

Deux pistes peuvent permettre d'éviter que les pays en crise ne décrochent davantage du reste du continent, et que l'Afrique ne

“  
LA PLUS GRANDE CRISE HUMANITAIRE ACTUELLE SE DÉROULE AU SOUDAN, OÙ 30 MILLIONS DE PERSONNES ONT BESOIN D'AIDE

soit oubliée dans ce nouveau désordre mondial.

La première consiste à réformer le système d'aide afin d'investir dans ce qui fonctionne réellement. Cela implique de concentrer les ressources dans les contextes fragiles et touchés par les conflits, où les besoins sont les plus pressants – et de dépasser la fausse opposition entre aide humanitaire et développement. Quarante-trois millions d'enfants souffrent aujourd'hui de malnutrition aiguë, à l'origine de près de 50 % des décès d'enfants de moins de 5 ans dans le monde. Notre protocole simplifié de traitement offre la même efficacité que les protocoles traditionnels, tout en réduisant les coûts jusqu'à 30 %. Ces améliorations sont essentielles pour permettre aux quatre enfants malnutris sur cinq qui ne reçoivent aujourd'hui aucun traitement dans les zones de conflit de survivre et, demain, de participer au développement de leur continent.

La deuxième priorité consiste à résister à la montée de l'impunité. L'augmentation des conflits s'accompagne d'une hausse des morts civiles. Les chercheurs de l'Académie de Genève estiment que plus de 100 000 civils ont été tués lors de chacune des deux dernières années. Lorsque les violations restent sans réponse, elles

se multiplient. Les sanctions, les mécanismes de lutte contre le blanchiment d'argent et les dispositifs de mise sur liste grise peuvent augmenter le coût de la guerre pour ceux qui en tirent profit. Ces instruments existent. Ils doivent être utilisés.

La troisième priorité est de réinvestir dans la diplomatie, d'autant plus nécessaire que les vents politiques changent et que le retrait diplomatique menace d'aggraver l'instabilité au Sahel et au-delà.

Réguler le droit de veto

Toute crise humanitaire est, au fond, une crise politique. Moins de la moitié des accords de paix ont été conclus entre 2020 et 2024 par rapport aux cinq années précédentes : la diplomatie peine à résoudre des conflits de plus en plus complexes et internationalisés. Au Soudan, l'implication d'acteurs régionaux et extérieurs alimente la dévastation. Si les sanctions récentes contre certains groupes armés sont nécessaires, elles ne sont pas suffisantes. Une pression internationale coordonnée pour mettre fin aux hostilités pourrait empêcher qu'au Soudan les atrocités commises au Darfour ne se répètent dans les trois États fédéraux du Kordofan.

La France dispose ici d'une responsabilité et d'une opportunité

particulières. Elle peut contribuer à reconstruire un engagement multilatéral sérieux à un moment de fragmentation internationale. Paris a déjà porté l'initiative visant à suspendre l'usage du veto au Conseil de sécurité des Nations unies en cas d'atrocités de masse – proposition soutenue par plus de 100 pays mais qui, formulée en 2013, reste aujourd'hui lettre morte. Ce leadership doit désormais s'accompagner d'un investissement diplomatique durable, notamment dans des régions fragiles comme le Sahel, où le vide laissé par le recul de certains partenariats est de plus en plus comblé par des acteurs moins soucieux de la protection des civils.

Nous savons où la faim s'aggrave, nous savons où les déplacements s'accroissent, nous savons où les conflits se propagent. Les avertissements sont clairs. La question est de savoir s'il existe encore une volonté d'agir. ■

David Miliband est président-directeur général de l'ONG International Rescue Committee. Il fut ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni de 2007 à 2010.

# Le défi risqué d'Emmanuel Grégoire sur le Grand Paris

## ANALYSE

**P**arfois, ce sont nos voisins qui remarquent le mieux comment notre maison s'est transformée. « Paris est désormais le Grand Paris », proclamait le *The New York Times* en titre d'un long reportage sur la capitale et ses banlieues, paru le 31 août 2025. « Le Grand Paris est né, redéfinissant la ville. Le périphérique, qui n'est plus un fossé, est devenu peu à peu perméable », s'enthousiasmaient le journaliste Roger Cohen, chef du bureau parisien du journal américain.

Alors que la Métropole du Grand Paris célèbre cette année ses 10 ans et que tout le monde, ou presque, s'accorde à trouver que cette institution n'est pas à la hauteur des enjeux, se pourrait-il que les usages des « Grands Parisiens » aient finalement devancé l'Inertis politique ? Que la réalité des contraintes économiques et sociales ait de fait imposé le dense Bassin parisien comme une collectivité existante par fait ?

Dans un passionnant *Atlas de la Métropole du Grand Paris* (Apur, 320 pages, 29 euros), paru en janvier, l'Atelier parisien d'urbanisme répondait à sa manière à la question en dressant le portrait de cette agglomération et de ses 7,1 millions d'habitants répartis sur 814 communes carrées et 130 communes. Au fil des pages, les cartes thématiques qui s'affichent des limites administratives font ressortir un ensemble de vie cohérent dont les frontières s'estompent de façon irré-

guilière au niveau des trois départements de la petite couronne.

En moyenne, les métropolitains réalisent 3,8 déplacements par jour. Dans les quinze dernières années, l'offre de transports a significativement augmenté, en proposant 140 kilomètres et 200 stations supplémentaires aux « Grands Parisiens » : alors qu'ils étaient 69 % à habiter à proximité d'une gare en 2010, le taux est passé à 77 % en 2025 et pourrait dépasser les 80 % en 2031. En janvier 2025, le réseau cyclable métropolitain comptait près de 4300 km de pistes, presque trois fois plus qu'en 2018.

Chaque matin, Paris se réveille avec 2,1 millions de résidents mais accueille ensuite un peu plus de 1 million de travailleurs et environ 270 000 étudiants qui viennent en grande majorité d'une commune de la Métropole. Alors que la capitale perd des habitants depuis 2011, ses voisins les récupèrent, particulièrement là où le coût de la vie est moindre, comme en Seine-Saint-Denis.

Oui, les « Grands Parisiens » existent en tant que population. Mais le Grand Paris en tant que gouvernance politique qui pourrait et devrait - organiser leur mobilité, la répartition de leurs logements, de leurs espaces verts ou de leurs activités de loisir se fait encore attendre. Ile-de-France Mobilités fait certes avancer concrètement la cause lorsqu'elle met en place un tarif unique pour le passe Navigo, fin 2024, mais l'autorité régionale des transports ne peut être la seule locomotive de la métropole.

Si ces sujets ne faisaient pas partie des préoccupations de l'ancienne maire (PS) de Paris, Anne Hidalgo, qui a préféré rester dans ses prérogatives intra-muros sans chercher à discuter avec ses voisins, son successeur apporte un espoir de changement. Dès novembre 2024, Emmanuel Grégoire a signifié son intérêt pour le sujet en choisissant le slogan « Paris en grand » pour sa campagne.

### Approche collective

Lors de son discours d'investiture, le 29 mars, le nouveau maire l'a confirmé : « La Métropole du Grand Paris est notre horizon. Les Parisiennes et les Parisiens vivent déjà ce Grand Paris au quotidien. Pour le travail, pour les loisirs, pour les soins, leur vie ne s'arrête pas aux frontières du périphérique. Alors, notre ville doit prendre sa part pour faire de la Métropole du Grand Paris un véritable organe de décision. Sur les transports, l'éducation supérieure, l'attractivité économique, l'innovation, la solidarité, le logement, la bonne échelle, c'est la métropole. »

Quelques jours auparavant, il avait précisé dans un entretien paru le 25 février dans *Le Journal du Grand Paris* comment il souhaitait « porter l'ambition d'une nouvelle ère métropolitaine ». Il rapportait avoir planché, avec d'autres élus métropolitains de gauche, sur une « matrice programmatique partagée » comptant « onze engagements sur des enjeux communs » allant du logement au tourisme en passant par les transports, le sport ou l'écologie.

Reste à savoir si la Métropole du Grand Paris est vraiment l'outil adéquat pour avancer. Réélu maire de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) à 81 ans, Patrick Ollier sena-t-il reconduit pour un troisième mandat à la tête de la métropole, dont les instances seront renouvelées le 13 avril ? Le vétéran Les Républicains, dont la première élection remonte à 1988 comme député des Hautes-Alpes, ne semble pas être l'homme idéal pour engager une réforme de l'institution.

Interrogé par *Le Monde* sur son positionnement quant à cette candidature, le maire de Paris n'a pas souhaité dévoiler ses intentions. Lui qui prône une approche collective sur tous les sujets avait suggéré, dans ce même entretien au *Journal du Grand Paris*, une « méthodologie pour une évolution de la gouvernance » : « Que la métropole pilote une convention citoyenne grand parisienne [qui] pourra déboucher sur une grande réforme institutionnelle à la fin 2027 via une proposition de loi ou un livre blanc, dont le gouvernement pourrait se saisir ». Emmanuel Grégoire s'est dit favorable à l'élection d'un maire du Grand Paris au suffrage universel, comme le prônait le collectif Tous Grands Parisiens dans *Le Monde*, fin janvier. Entre la pile de dossiers parisiens qui attendent le maire, les 208 élus de tous bords qui composent le conseil métropolitain et l'élection présidentielle qui interviendra entre-temps, il faudra déployer beaucoup d'énergie pour arriver à enfin réveiller ce grand endormi qu'est le Grand Paris.

HÉLÈNE BERKEZIAN (SERVICE POLITIQUE)

LE NOUVEL ÉLITE DE LA CAPITALE S'EST DIT FAVORABLE À L'ÉLECTION, À TERME, D'UN MAIRE DU GRAND PARIS AU SUFFRAGE UNIVERSEL



CHRONIQUE | PAR ALINE LECLERC

## Les conditions de travail, un enjeu démocratique

**L**e second tour des municipales, le 22 mars, a été marqué par une abstention record : 42,18 %. En février, après la fermeture de son usine, le délégué CFTD d'un équipementier automobile normand prévenait : « Avant, je votais, mais cette année je n'ai pas ». En janvier, le délégué CGT d'un autre équipementier, en Auvergne, annonçait : « Voter, c'est terminé, ça ! » Sans se connaître, l'un et l'autre partageaient la même amertume d'avoir à subir des décisions sur lesquelles ils n'ont aucune prise. « On ne décide plus de rien en France », s'exclamaient le syndicaliste CGT à propos de la stratégie de reconstruction lancée par son entreprise multinationale. Avant de faire le lien avec son ressentiment de citoyen : « Tout ça, c'est aussi parce que l'Europe a voté la fin du moteur thermique. Mais nous, cette Europe, on n'avait pas voté pour elle ! », faisant référence à la victoire du non au référendum sur la Constitution européenne de 2005.

Étonnamment, le lien entre l'expérience vécue au travail et le vote ou l'abstention a un temps été négligé par sondeurs et chercheurs, les enquêtes électorales s'appuyant principalement sur le niveau de diplôme, de revenus, ou les catégories socio-professionnelles. Des indicateurs qui ne disent rien du poids des conditions de travail (horaires, pénibilité...), du rapport aux collègues, à la hiérarchie, du sentiment de reconnaissance ou d'injustice. Comment imaginer que ce que vit un travailleur, en moyenne sept heures par jour, cinq jours sur sept, n'affecte pas son rapport au monde ?

La montée de l'abstention et du vote Rassemblement national (RN) ayant démontré la limite de certaines grilles de lecture - aux européennes de 2024, le vote RN fut élevé même chez les chers (20 %) -, des chercheurs ont heureusement entrepris de rouvrir cette « boîte noire », selon les mots des sociologues Baptiste Giraud, Paul Bourdieu et Carlotta Beneguid dans *La Nouvelle Revue du travail* (2025). Pour eux, les « transformations considérables » des dynamiques électorales en cours sont « difficilement séparables des profondes transformations intervenues dans les mondes du travail ».

### « Une grande question politique »

En rapprochant enquêtes sur les conditions de travail et résultats électoraux, l'économiste Thomas Coutrot a pu notamment identifier un « lien très net » entre l'abstention et le manque d'autonomie. « Quand on se sent impuissant dans son travail, on se sent impuissant dans la vie politique », résumait-il dans *Le Monde* en 2024.

L'enquête, parue en mars, de Yann Algan, Antonin Bergaud et Camille Frouard, économistes à HEC, insiste sur le rapport entre le vote et le vécu

dans l'entreprise : « Le salarié proche du RN se défie fortement de ses collègues. Il est isolé. » La lecture du vote par des catégories plus fines (niveaux de qualification, secteur public, privé ou associatif, domaine d'activité...), proposée cet hiver dans *La Revue française des sciences politiques*, comme les témoignages recueillis dans *Les Métamorphoses de la Politisation* (sous la direction d'Eric Agrikoliandis et François Buton, PUF, 2025) nuancent encore le tableau, en suggérant notamment que les expériences de travail influencent le rapport au vote « sans pour autant l'orienter mécaniquement ».

Méthodes et conclusions ne sont pas univoques. Mais tous s'accordent sur un point, résumé dans le Manifeste pour une démocratie du travail publié par un collectif d'universitaires, d'ergonomes, de syndicalistes : « Le travail est une grande question politique : ce qu'on y fait, la façon dont on le fait, ce qu'il nous fait, contribue de façon essentielle à construire - ou à détruire - la société. » Il pourrait donc même se faire solution : il y a dans le travail un enjeu démocratique.

« Il faut démocratiser l'entreprise pour sauver nos démocraties et la planète », estime ainsi le comité d'experts internationaux mené par la sociologue belge Isabelle Ferreras qui a remis, en février, un rapport à ce sujet à la ministre du travail espagnole, Yolanda Díaz. Les deux femmes le présenteront le 9 avril en ouverture d'un colloque organisé par l'université de Lille. Son thème ? « Entreprises & démocratie ». ■

ALINE LECLERC

COMMENT IMAGINER QUE CE QUE VIT UN TRAVAILLEUR, 7 HEURES PAR JOUR, 5 JOURS SUR 7, N'AFECTE PAS SON RAPPORT AU MONDE ?

## POURQUOI L'IRONIE NE FAIT PLUS RIRE



« T'ES SÉRIEUSE ? » de Laëlia Véron et Guillaume Fondu, La Découverte, 278 pages, 21 euros

### LIVRE

**M**êmes, posts humoristiques, brèves vidéos virales qui isolent des phrases de leur contexte sur les réseaux sociaux, l'ironie serait devenue le refuge de notre époque. Parole de pouvoir et de contre-pouvoir, les sous-entendus dénoncent les fauxsemblants... Est-ce un problème ? Dans un nouvel ouvrage intitulé « T'es sérieuse ? » (La Découverte, 278 pages, 21 euros), la linguiste Laëlia Véron et le philosophe Guillaume Fondu y répondent par l'examen de récentes polémiques provoquées par des humoristes, notamment Guillaume Meurice. Ces scandales s'inscrivent dans l'après-7-October, créant une « situation discursive particulièrement explosive pour les humoristes », rappellent les auteurs.

Premier ou second degré, au milieu des rires fugaces, la réception de l'ironie a particulièrement évolué : « Est-ce de l'humour ? De la politique ? Les deux ? (...) La question est d'autant plus complexe qu'une ou un humoriste peut faire des spectacles, des chroniques humoristiques, mais aussi des chroniques moins humoristiques, qui ressemblent plus à des billets d'humeur », expliquent les chercheurs, jusqu'à les comparer à des « influenceurs d'opinion ».

Car, de Socrate aux comiques d'aujourd'hui, l'ironie n'y met en cause les discours politiques dominants par un double niveau de lecture. Laëlia Véron et Guillaume Fondu convoquent le philosophe grec, qui confronte sans cesse « ses interlocuteurs aux contradictions de leurs discours, ce qui les

amène à prendre conscience de la vacuité de leur propos ».

Cela dit, les auteurs cément l'« ambiguïté de l'ironie » : faire réfléchir ou, avant tout, faire rire ? L'ironie suppose « qu'on ait déjà les références en question » et « réactive une communauté de référence, sur le mode de l'évidence partagée ». « N'est-elle pas fondamentalement (...) excluante et même conservatrice », se demandent-ils. C'est à la fois la force et faiblesse de l'ironie, celle d'être pédagogique et communautaire, et d'installer ses membres dans « une forme de supériorité à l'égard d'autres communautés, que ce soit celle du discours-cible (l'autre camp politique) ou celle des « premiers degrés » (qui ne comprennent pas l'ironie), sachant que les deux peuvent se rejoindre ».

### « Posture cynique »

Longtemps associée à la créativité, à la liberté, à la joie, par le monde académique, l'ironie est ici prise au sérieux. Si, pour les auteurs, cette dernière est la « première étape d'un itinéraire pédagogique », le danger reste de la transformer en ruse. Ils écrivent : « Quand l'ironie ne croit plus à rien d'autre qu'à elle-même, elle peut renoncer à distinguer (...) ce qui doit être pris au sérieux ou non (...) et se complaire dans sa posture cynique qui tourne tout en objet de dérision. »

Une conclusion : « tristement sérieuse », admettent-ils, sans être un « désaveu général de l'ironie » qui « demeure un moyen important (...) de tenir en attendant de lutter, quand il faut y croire, critiquer, ou simplement sourire ». ■

YASMINE KHIAI



## UN PHÉNOMÈNE MOUVANT

Un hors-série « Le Monde » - 100 pages, 13,50 euros  
Chez votre marchand de journaux et sur [Lemonde.fr/boutique](http://Lemonde.fr/boutique)



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

## Au Liban, une tragédie sans fin

Sur une population de quelque 5 millions d'habitants, près d'un million de personnes déplacées : l'équivalent en France serait plus de 10 millions de malheureux sur les routes. Déjà plus d'un millier de morts dans les bombardements sur la capitale, Beyrouth, et dans le sud du Liban. La guerre qu'Israël mène depuis un mois contre le parti-milice Hezbollah prend de l'ampleur. Le renouveau politique libanais, élan d'espoir observé depuis quelques mois, paraît menacé. L'armée israélienne envisage de s'installer durablement dans une zone tampon dans le sud du Liban – ce qui, à coup sûr, assurera la pérennité du Hezbollah ou l'émergence d'une rébellion locale contre l'occupation.

De cette guerre toujours recommencée, dans un pays aux blessures intérieures jamais vraiment cicatrisées, le Parti de Dieu – Hezbollah – est le premier responsable. Solidaire de l'Iran, il a, dès le 2 mars, ouvert le feu sur Israël. En retour, l'armée israélienne, qui n'attendait que cela, est entrée en action. Formation chiite (la branche minoritaire de l'islam), créée au début des années 1980 à l'instigation de la toute jeune République islamique d'Iran, le Hezbollah a une double identité.

Profil libanais, il se veut le chef de file de la communauté chiite nationale, nombreuse dans le sud du pays et de Beyrouth. Il est ancré dans la réalité libanaise, avec ses députés et ses ministres au gouvernement. Il a développé un puissant réseau d'assistance sociale. Profil iranien, il est au service de la République islamique d'Iran, qui assure une manière de leadership sur le monde arabe chiite. L'Iran a tout à la fois financé et armé un parti qu'il a doté d'une puissance de feu supérieure à celle de l'armée libanaise.

A coups d'attentats, d'assassinats et de chantages, le Parti de Dieu est devenu un Etat dans l'Etat, donnant droit de veto à l'Iran sur la politique libanaise. Mission assignée par Téhéran : tenir Israël en respect en déployant au Liban un arsenal de missiles capables de cibler toutes les villes de son voisin du Sud. L'ambition était de dissuader l'Etat hébreu de lancer des raids aériens contre les installations nucléaires de l'Iran...

Le Hezbollah est en service commandé. Il a le nord d'Israël dans sa ligne de mire. Il tire ses missiles, à plus ou moins longue portée, sur ordre de Téhéran – jamais de sa propre initiative. Il obéit. Comme il l'a fait durant les bombardements israéliens sur Gaza, au lendemain des massacres perpétrés par le Hamas, le 7 octobre 2023, en Israël ; pendant les douze jours de guerre américano-israélienne contre l'Iran, en juin 2025 ; puis de nouveau lors de la campagne que mènent aujourd'hui Donald Trump et Benjamin Nétanyahou contre la République islamique. A chaque fois, le Hezbollah a choisi de défendre l'Iran – tant pis pour le Liban.

Israël veut « en finir » avec le Parti de Dieu, mais cette ambition relève d'une illusion – celle de l'omnipotence du militaire. Le parti-milice a provoqué l'assaut

**ISRAËL VEUT  
« EN FINIR » AVEC  
LE HEZBOLLAH,  
MAIS CETTE  
AMBITION RELÈVE  
D'UNE ILLUSION**

qui déchire le Libanais : ils consacrent le Hezbollah, rarement aussi impopulaire, et dénoncent, dans le même souffle, une réplique israélienne qui ravage leur pays. L'histoire de ces dernières années semble prouver que le parti-milice n'est pas soluble dans la guerre, ou pas uniquement. Sa neutralisation en tant qu'Etat dans l'Etat relève de l'acton politique intérieure. C'est une affaire libano-libanaise, et elle était justement en cours de lente et laborieuse progression depuis quelques mois.

### Pathologie politique

Ensemble, le président, Joseph Aoun, et le premier ministre, Nawaf Salam, ont entrepris de sortir le Liban de la détresse économique. Plus profondément, ils entendent en finir avec la pathologie politique qui le mine – cette façon qu'a chacune des composantes de ce pays multiconfessionnel d'assurer sa prépondérance intérieure en s'appuyant sur une puissance régionale extérieure. Accomplie avec l'aide méritoire et constante de la France, cette renaissance politique a débouché sur un programme de désarmement progressif du Hezbollah – timidement amorcé. Il s'agit de redonner à l'Etat le monopole de la force armée, mais il s'agit aussi, à terme, de le restaurer dans toutes ses fonctions, de façon que l'existence d'un Etat dans l'Etat comme le Hezbollah perde sa raison d'être.

Vaste et noble entreprise que l'ampleur de la guerre israélienne contre le Hezbollah peut casser net. Au Liban, le soutien au parti-milice était en passe de s'effondrer, « mais, si Israël continue de bombarder tout bâtiment censé abriter un dirigeant du Hezbollah et s'empare de la totalité du sud du Liban, cette politique [menée par M. Aoun et M. Salam] aura du mal à décoller », dit un vétéran de la région, le journaliste Thomas Friedman, dans le *New York Times*, le 20 mars. Le ministre de la défense israélien, Israel Katz, veut « prendre le contrôle » d'un morceau de territoire libanais allant de la frontière au fleuve Litani. Une précédente occupation de cette zone, de 1982 à 2000, a permis au Hezbollah de croître et de disposer d'une milice lourdement équipée, au nom de la lutte contre l'occupant. S'apprête-t-on à jouer la deuxième version d'une pièce dont on sait qu'elle nourrit la tragédie libanaise ?

Toujours dans le *New York Times*, le 15 mars, la journaliste libanaise Nada Bakri écrit : « Je veux la fin du Hezbollah, et je le veux depuis longtemps déjà. Mais je ne peux assimiler la guerre qu'un Etat ennemi nous mène à un remède destiné à nous permettre de recouvrer notre pleine souveraineté (...) Je ne peux pas parler de libération quand le libérateur devient une force d'occupation. » Nombre de Libanais pourraient se retrouver dans ce déchirement intérieur. ■

**Post-scriptum** Dans *Le Silence d'Amsterdam* (Chryseis Editions, 250 pages, 22 euros), le cinéaste Ludl Boelen raconte la déportation massive des juifs d'une ville qu'on appelait la « Jérusalem du Nord ».

**GUERRE EN IRAN :  
LE DISCOURS  
DE DONALD  
TRUMP ÉLOIGNÉ  
DE LA RÉALITÉ**

ÉDITORIAL III

Plus d'un mois après le déclenchement de la guerre contre l'Iran par les Etats-Unis et Israël, Donald Trump a jugé nécessaire, mercredi 1<sup>er</sup> avril, de prendre la parole dans le cadre solennel des allocutions de début de soirée. Le président des Etats-Unis a tenté d'expliquer avec retard les raisons d'un conflit dont les répercussions économiques s'étendent à l'ensemble de la planète. S'il voulait rassurer, l'exercice s'est avéré un échec au vu des premières réactions des marchés.

Il y avait pourtant urgence. Cette guerre à laquelle il n'avait pas préparé son opinion publique a été, dès le début, impopulaire aux Etats-Unis. Parce qu'elle ressemble trait pour trait aux interventions militaires qu'il avait stigmatisées par le passé, la défense ne fait que grandir. Pour de bonnes

raisons : aucune menace immédiate ne la justifiait, et l'un de ses objectifs, le programme nucléaire iranien, avait déjà été déclaré « anéanti » par le président lui-même au terme de la première attaque israélo-américaine de juin 2025.

Depuis le premier jour de cette guerre de choix, le 28 février, la suprématie incontestable des forces armées américaines et israéliennes et les bombardements de haute intensité auxquels l'Iran a été soumis ont produit un affaiblissement militaire historique du régime de Téhéran. En pilant sans rompre et en bloquant en représailles le détroit d'Ormuz, stratégie pour l'économie mondiale, ce dernier est cependant parvenu à transformer en début de bourbier ce que Donald Trump, aveuglé par le succès de l'opération conduite au Venezuela le 2 janvier, a qualifié de « petite excursion ».

Mercredi, le président des Etats-Unis s'est montré incapable d'expliquer avec clarté comment s'en extraire. Semblant exclure des opérations d'ampleur au sol, il a annoncé une mission presque accomplie, nécessitant encore « deux ou trois semaines » de frappes massives. Elles ramèneront l'Iran, a-t-il dit, « à l'état de pierre », comme s'il s'agissait d'un nouvel objectif passant par la destruction des infrastructures civiles du pays, ce qui constituerait des crimes de guerre. Donald Trump a écarté le changement de régime évoqué il y a un mois et

tant espéré par des Iraniens pris en étau entre les bombardements et l'oppression à laquelle ils font face. Il s'est enfin lavé les mains du blocage pourtant prévisible d'Ormuz, auquel il a prudemment contribué en assurant que les pays affectés n'avaient qu'à s'en débrouiller.

Un gouffre béant est donc apparu entre la démonstration d'autosatisfaction du président des Etats-Unis et la réalité créée par sa guerre. La résilience du régime n'a pas été anticipée, pas plus que la capacité de nuisance des drones iraniens. La voie de la diplomatie a été enterrée pour longtemps sous les bombes américaines et israéliennes. Et la seule solution militaire ne parviendra pas à dissuader durablement un régime iranien galvanisé par sa résistance, au prix de la destruction de son pays, de reconstruire ses capacités balistiques et de relancer un programme nucléaire échappant à toute forme de contrôle international.

Si cette guerre tournait aussi bien à l'avantage des Etats-Unis qu'il l'affirme, le président se serait d'ailleurs épargné une quête aussi désordonnée que vaine d'un bouc émissaire. Les critiques dont il abuse l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord en sont la preuve la plus manifeste. L'alliance transatlantique n'a pourtant jamais eu pour mission de réparer les erreurs stratégiques commises par l'un de ses membres, fût-il le plus puissant. ■

FONDS pour  
L'INDÉPENDANCE  
de la PRESSE

Appel à projets

BESOIN  
DE SOUTIEN  
POUR  
DÉVELOPPER  
DES  
INITIATIVES  
D'ÉDUCATION  
AUX  
MÉDIAS ?

Candidatez jusqu'au 30 avril 2026



**LE PROGRAMME  
DE DÉSARMEMENT  
DU PARTI DE DIEU  
POURRAIT ÊTRE  
CASSÉ NET  
PAR LA GUERRE**

## Avec Ocean Vuong, la joie vient toujours après la peine

Dans un recoin des Etats-Unis, la seconde chance d'un jeune homme perdu.  
«L'Empereur de la joie», admirable et implacable deuxième roman de l'écrivain américain

NILS C. AHL

Du premier chapitre de *L'Empereur de la joie*, deuxième roman de l'écrivain américain Ocean Vuong, on pourrait dire qu'il fonctionne comme une miniature, un précipité de la narration à venir. Tout d'abord, une description lente, presque douce, dans un clair-obscur blafard, quand l'après-midi le cède au soir : East Gladness, en Nouvelle-Angleterre, son paysage abîmé, fatigué, le ruisseau asséché, les jardins «*infestés d'ambrosie et de chiendent*», les routes creusées de nids-de-poule, les espaces de bus scolaires. Le train ne s'arrête pas ici, la petite ville est une «*tache floue derrière les vitres*» des wagons et des autocars. A la sortie du bourg, quand le chapitre se clôt, un dernier paragraphe : un jeune homme se tient sur un pont, il enjambe la rambarde, il s'appelle Hai – et comme il le dira plus tard, il a «*tout boussillé*». Les 500 pages qui s'ouvrent, admirables et implacables, sont le récit de tout ce qui suit ce saut avorté.

Ou plutôt empêché, puisque ce sont les cris d'une vieille femme, Grazina, dont le jardin donne sur le pont, qui brisent la résolution funeste du jeune homme. Deux histoires de migration se rencontrent, d'Europe (la Lituanie pour Grazina) et d'Asie (le Vietnam pour Hai). Deux époques, aussi, réunies presque miraculeusement dans ce recoin imaginaire, humide et abandonné du nord-est des Etats-Unis. Menteur, drogué (entre chute et rémission), Hai s'installe chez Grazina, devient son infirmier, son confident, ce bout de famille qu'elle n'a plus vraiment. La grâce incontestable de ce roman est de nous rendre cette rencontre crédible, sensible. L'auteur encensé d'*Un bref instant de splendeur* (Gallimard, 2021), né en 1988, par ailleurs poète reconnu, a cette voix d'une qualité rare lui permettant des images, des rapprochés inattendus, qui passent comme autant d'évidences.

Au-delà de la narration, d'une maîtrise saisissante, de cette cohabitation insolite sur quelques mois, *L'Empereur de la joie* est aussi un roman social convaincant. Situé à la fin des années 2000, il décrit le déclin inexorable d'un certain rêve américain. A l'image de Grazina, enfant réfu-



Ocean Vuong, à New York, en 2024. QUILLÉONS/CULTURED

Alors qu'il veut devenir écrivain, le jeune homme trouve finalement un emploi dans un fast-food local, HomeMarket, où travaille également son cousin, Sony. Le cœur du roman glisse doucement de la maison isolée de Grazina au petit restaurant bruyant, exposant une galerie de personnages marginaux, laissés pour compte et pourtant solidaires, perdus dans un amoncellement de nourriture, des slogans publicitaires tenant lieu d'avenir. A la fin de la journée, au moment de rentrer, il ne restera plus qu'à avaler de petites pilules pour oublier – ou se souvenir, c'est selon.

Et la joie, dans tout cela ? Certes, il y a l'ironie toponymique : East Gladness – «*joie de l'Est*» (ce qui donne forcément en anglais un titre à la connotation différente). Mais pas seulement. Hai a sem-

blé-t-il, lâché prise depuis longtemps. Bien qu'il raconte à sa mère qu'il fait des études de médecine, il a abandonné l'université. Il rêve d'écrire. Quand il s'installe chez Grazina, cette dernière lui montre la bibliothèque de son défunt mari, et le jeune homme, en plus d'avoir un toit, peut recommencer à lire. Finalement, la petite maison au bord de l'eau devient le symbole éphémère d'une seconde chance. D'une autre famille – qu'il s'agisse de la vieille femme avec qui il vit ou de ses camarades d'infortune chez HomeMarket.

Evidemment, tout cela est transitoire, l'état de Grazina se dégrade, le restaurant doit se séparer de certains employés, les pages des livres que Hai a récupérés sont «*collées et moisis*». Pourtant, derrière les vitres d'un train qui passe sans s'arrêter, quelque part au cœur de cette «*tache*

floue» qu'est East Gladness, quelque chose vit, il y a bel et bien des miettes de joie, une joie bancale et mal foutue, mais une joie quand même. Et c'est ainsi qu'Ocean Vuong, cet écrivain qui ne ressemble déjà à aucun autre, fait d'un enchaînement de péripéties sinistres un roman lumineux. ■

L'EMPEREUR DE LA JOIE  
(*The Emperor of Gladness*),  
d'Ocean Vuong,  
traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Hélène Cohen,  
Gallimard, «*Du monde entier*», 512 p.,  
25 €, numérique 18 €.  
Signalons, du même auteur, la parution  
en poche de *Ciel de nuit blessé* par belles,  
suivi de *Le temps est une mère*, traduit  
par Marguerite Capelle et Marc Charron,  
«*Poésie/Gallimard*», 240 p., 8,40 €.

L'auteur a cette voix d'une qualité rare lui permettant des images, des rapprochés inattendus, qui passent comme autant d'évidences

gée de la seconde guerre mondiale, qui fut une incarnation rassurante de cette promesse, et qui perd progressivement la tête, malgré ses nombreux cachets quotidiens et tous les efforts de Hai

### 2 HISTOIRE LITTÉRAIRE

► Les romans indo-chinois de Marguerite Duras dans «*La Pléiade*»

### 3 MOTS DE PASSE

► Les inventions prodigieuses de César Aira



### 4/5 LITTÉRATURE

► Anne F. Garréta, Chantal Thomas, Mossab Abu Toha, David Park



### 6 HISTOIRE D'UN LIVRE

► «*Le Tütü*», de Princesse Sapho

### 7 ESSAIS

► Tamar Ross ouvre le dialogue entre le féminisme et la foi

### 8 CHRONIQUES

► LE FEUILLETON Tiphaine Samoyault a lu «*Passion anglaise*», de Christine Joris



### 9 MÉLANGE DES GENRES

► Oylinkan Braithwaite et les femmes ensorcelées de Lagos

### 10 RENCONTRE

► Lolita Pille, pas bas-bleu



# Duras l'Indochinoise

Trois romans et une pièce de l'écrivaine forment un cycle cohérent, qui fait l'objet d'un volume de « La Pléiade »

JEAN-LOUIS JEANNELLE

Faubert, Proust, Malraux... Les volumes de « La Pléiade » ont fonctionné d'éditions complètes – ou presque, l'exhaustivité étant illusoire en la matière. Créée dans les années 1930 afin de fournir une bibliothèque de l'honnête homme d'usage pratique, bien avant la création des livres de poche, la collection s'est au fil du temps hérissée de notes, offrant des éditions de référence prises des lecteurs savants.

L'apparition en 2014 d'une nouvelle série, « Tirage spécial », renouée en partie avec l'ambition initiale d'accessibilité. Y sont republiés (avec l'appareil de notes de la version en œuvres complètes) soit l'ouvrage le plus célèbre d'un écrivain, comme *Le Livre de la jungle*, de Rudyard Kipling (2023), soit l'un de ses textes pivots, ceint de quelques œuvres représentatives que signale la formule récurrente : « et autres écrits », tel *Un roi sans divertissement* et autres écrits, de Jean Giono

(2020). Ou le volume consacré ces jours-ci à Marguerite Duras (1914-1996), *L'Amant* et autres écrits.

Or, prélever ainsi un petit ensemble des œuvres complètes d'un auteur expose inévitablement à l'arbitraire – quelles raisons justifient un tel choix? Toute vie d'écrivain est faite de ruptures, de bifurcations ou de renouveaux. S'en tenir à un écrit en particulier, même accompagné, c'est l'imposer au détriment du reste de l'œuvre et menacer l'unité recherchée lors de l'entrée dans « La Pléiade ». Un « tirage spécial » court toujours le risque de frustrer les lecteurs.

Toutefois, certains volumes ne se limitent pas à réunir d'autres textes et un titre bien connu. On parvient souvent de cycles concernant Marguerite Duras. Longtemps le plus célèbre, le livre s'inscrit sûrement sur *Le Ravissement de Lol V. Stein* (Gallimard, 1964) et s'étend jusqu'à *L'Amour* (Gallimard, 1972), en passant par *Le Vice-Consul* (Gallimard, 1966). C'est un autre cycle, dit « indochinois », que privilégie ce magnifique « Tirage spécial ».

L'histoire de Duras telle qu'en elle-même l'écrivaine se réinvente : l'histoire d'une jeune fille brûlée par le désir, oscillant entre passion et prostitution

Entre les deux cycles, bien des passerelles existent, mais le second s'impose pour deux raisons. D'abord la très grande cohérence qui mène du *Barrage contre le Pacifique* (Gallimard, 1950) à *L'Amant de la Chine du Nord* (Gallimard, 1991), en passant par la pièce *L'Eden Cinéma* (Mercure de France, 1977) et *L'Amant* (Minit, prix Goncourt 1984). Ensuite une certaine dynamique d'auto-dévolement qui place Duras au cœur d'un moment autobiographique – qu'ont notamment illustré dans « La Pléiade » les écrits de soi de Michel Leiris (2003), Jean-Paul Sartre (2010) ou Blaise Cendrars (2013).

Avec *L'Amant* et autres écrits, l'œuvre de Duras trouve son noyau, formé d'une jeunesse prise entre trois pôles : une femme obsédée jusqu'à la folie par sa concession que submerge la mer, un fils – deux par la suite –, enfin ou surtout le personnage de l'« amant ». Dans *Un barrage contre le Pacifique*, celui-ci apparaît sous le nom de M. Jo : à ce stade, l'Amant est encore un riche planeur du Nord, « nettement mal foutu », dont la famille tente de tirer ce qu'elle peut. Tout change avec *L'Amant*. D'une certaine manière, le matériau biographique reste le même, mais Duras y emprunte plus directement à son enfance, tout en conférant à ses souvenirs une aura mythologique. *L'Amant* a pour cœur radioactif une « image ». Non pas une photographie, mais la scène diffractée, longuement reconstituée, de la « traversée d'un bras du Mékong » lors de laquelle apparaît, à côté d'une

« grande limousine noire avec un chauffeur », un « homme élégant qui [la] regarde » : le « Chinois de Cholon ». *L'Amant de la Chine du Nord* retravaillera sous une forme mêlée récit et cinéma l'histoire de « celle qui n'a pas de nom dans le premier livre ni dans celui qui l'avait précédé ni dans celui-ci », c'est-à-dire de Duras telle qu'elle-même l'écrivaine se réinvente : l'histoire d'une jeune fille brûlée par le désir, oscillant entre passion et prostitution.

Quelques années plus tard, c'est-à-dire « après les mariages, après les enfants, les divorces, les livres », l'homme de Cholon lui téléphone : « Il lui avait dit que c'était comme avant, qu'il l'aimait encore, qu'il ne pourrait jamais cesser de l'aimer, qu'il l'aimerait jusqu'à sa mort. » ■

L'AMANT ET AUTRES ÉCRITS, de Marguerite Duras, édité sous la direction de Sylvie Loignou et Julien Piat, préface de Julien Piat, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade. Tirage spécial », 918 p., 64 €.

Signaux aussi, de la même autrice, la parution de *L'Amant de la Chine du Nord*, illustré par Philippe Dupuy, Futuropolis/Gallimard, 266 p., 32 €, ainsi que de *La Bête dans la jungle*, d'après Henry James, Chemin de fer, 138 p., 17 €. Signaux également la parution de Marguerite Duras, femme politique, de Victor Labry, L'Observatoire, 300 p., 22 €.

## Paul Celan amoureux

PAUL CELAN (1920-1970) a beau figurer parmi les poètes germanophones les plus importants du XX<sup>e</sup> siècle, il n'est souvent connu qu'à travers *Flüge de mort* (1948), sans doute l'un de ses chants funèbres les plus pénétrants sur la Shoah. Si la mémoire tout comme l'oubli d'Auschwitz et du massacre des Juifs – ses deux parents périrent dans des camps, assassinés par les complexes roumains des nazis – occupent la place centrale de son œuvre, l'inspiration érotique et lyrique y a aussi sa part, chez un homme à la fois dououreux et séduisant qui eut de nombreuses aventures, notamment avec la poète autrichienne Ingeborg Bachmann (1926-1973).

Le montre à l'événement *Poèmes de Czernowitz* (Seuil, « La librairie du XXI<sup>e</sup> siècle », édition bilingue, 276 pages, 21,90 euros, numéroté 17 euros), ses « premiers poèmes », publiés en 1985 mais écrits entre 1938 et 1945, date où il quitta, en orphelin, sa ville natale de Czernowitz (aujourd'hui Tchernivtsi, en Ukraine) pour gagner Bucarest avant de s'installer, après être passé par Vienne, à Paris, où il avait commencé des études de médecine avant la guerre. Même si certaines pièces feront leur chemin dans des recueils ultérieurs, Celan en avait réuni 97 dans ce « petit carnet de cuir noir » qui constitue la base de cette édition. Ce manuscrit était destiné à son amie du moment, la comédienne autrichienne Ruth Kraff, et le traducteur Jean-Pierre Lefebvre l'appelle non sans humour le « Manuscrit de 1944 » dans une double allusion aux textes inédits du jeune Karl Marx remontant à un siècle plus tôt et à la date où le poète consigna ses textes, marqués par cette expérience amoureuse.

Beaucoup furent dédiés à Ruth Kraff et envoyés depuis le camp de travail de Tabaresti, en Moldavie, où Celan fut détenu. Ainsi « Souvenir » évoque-t-il celui dont l'« amant est séparé : « Comment étaient les mains ? Je ne m'en souviens plus / Elles allaient prendre les tulipes. Avaient trouvé l'endroit. Jusqu'à ce que ces tulipes fussent prises d'un tremblement / Elles reprirent apurées le chemin de la nuit / Mon cœur veillait depuis auprès de ces tulipes / Mais je ne me souviens plus du jeu de leurs doigts. »

Un autre Celan à la fois, irréductible à la seule dramaturgie du deuil. ■ NICOLAS WEILL

L'inspiration érotique et lyrique a aussi sa part chez cet homme à la fois dououreux et séduisant

## Albert Béguin et Raymonde Vincent, un grand couple littéraire oublié

Parution de la vibrante correspondance entre l'essayiste et la romancière



NOUS VIVONS CÔTÉ À CÔTÉ D'UNE EXISTENCE TOUTE MÊLÉE. CORRESPONDANCE 1927-1957, de Albert Béguin et Raymonde Vincent, édité par Renan Prévot, Le Passeur, 868 p., 25 €, numéroté 15 €.

Moins tango ou salsa que valse-clarino, la littérature est parfois un pas de deux où chacun mène sa propre danse sans troubler la cadence de son vis-à-vis. Starisés, les duos Beauvoir-Sartre, Aragon-Elsa, puis tandem que couples, en ont fait une religion intime, parfois un fonds de commerce. Mieux célèbre, voire oublié, le duo formé trente ans durant par l'historien et essayiste littéraire Albert Béguin (1901-1957) et la romancière Raymonde Vincent (1908-1985) mérite également, et hautement, sa place au « mariologie » littéraire. Ce que nous démontre, huit cents pages durant, la vibrante correspondance fleuve que vient de publier, avec un soin certain et une énergie de buffle, Renan Prévot aux éditions Le Passeur, sous le titre *NOUS VIVONS CÔTÉ À CÔTÉ D'UNE EXISTENCE TOUTE MÊLÉE*.

### Résistance spirituelle

Lui, Béguin, est une figure majeure, aujourd'hui scandalusement délaissée, de l'histoire intellectuelle francophone : fils d'un pharmacien athrè de La Chaux-de-Fonds (Suisse), auteur,

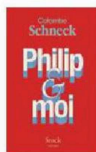
en 1937, d'une thèse qui fit épouvoiser, *L'âme romantique et le rêve* (José Corti, 1939), d'essais sur Nerval, Bloy et Péguy, il incarne, avec *Les Cahiers du Rhône*, la résistance spirituelle pendant l'Occupation, prenant, en 1950, à la mort d'Emmanuel Mounier, la direction d'*Esprit* et se faisant, avant qu'une crise cardiaque ne le fauche, le thuriféraire de Georges Bernanos (en témoignage, d'ailleurs une série de lettres uniques sur la vie familiale de l'écrivain). Berichonneau aux épaules d'Atlante, en rupture de paysannerie catholique (un monde qu'elle évoquera dans *Campagne*, prix Femina 1937, rééd. Le Passeur, 2023), Raymonde Vincent monte à Paris ses 17 ans sonnés, y vit d'aventures comme modèle (notamment de Giacometti) et muse d'un soir aux terrasses de Montparnasse.

C'est au café Dôme, à l'automne 1926, que la « petite » rencontre son « bonhomme » et que s'engage pour elle un tendre attachement, pour lui une fascination passionnée, un amour conchu en mariage en septembre 1929. Vivant, tour à tour, de fusion et d'éloignement, d'indépendance

voire de provocation (Béguin vit en Suisse puis en Allemagne, lecteur à l'université de Halle où il suit la montée du nazisme, ils vivront séparés après-guerre), les Béguin-Vincent s'adonnent aux vases communicants. Lui, pédagogue, assume sa formation à l'écriture, graphie et littérature, elle, l'initiation charnelle et le mûrissement de son mentor.

### Salubre audace

Comme l'écrit justement Renan Prévot, Béguin connaît « trente années d'une entente qui ne s'assurera véritablement que dans l'édification d'un patrimoine spirituel partagé et la nécessité de s'élever à la sensibilité de ses partenaires ». Car le classique rapport du pygméen et de son égrégé finit par s'inverser : refusant toute hiérarchie et profession, Raymonde Vincent lit tout et finit par épouvoiser, pour conseiller, avec salubre audace et grand discernement, son mari dans ses chantiers intellectuels les plus ardu, chacun tuteur de l'autre. Une révélation, tant sur cinquante ans de conviction que dans l'art de s'entre-écrire à quatre mains. ■ FRANÇOIS ANGELIER

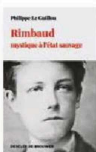


### ROMAN

## Philip Roth et son amie du Connecticut

DANS UNE LETTRE À SES PARENTS, Philip Roth (1933-2018) avait écrit : « Vous avez compris maintenant que mes romans sont, de manière égale, autant inspirés par la vie qu'ils ne sont pas inspirés par la vie. » Colombe Schneck s'adosse à cette phrase pour livrer, avec *Philip et moi*, un texte qui mêle l'imagination à un réel fermement documenté, afin d'évoquer le grand écrivain américain, ses relations avec les femmes et, plus précisément, le lien d'amitié puis de coriace détestation qui l'unit à Francine Du Plessix Gray (1930-2019), journaliste, romancière et sorte de Sidonie Verdurin régnant sur le cénacle mondain du Connecticut dont Roth et son épouse, l'actrice Claire Bloom, étaient les astres durant les années 1980 et 1990 – jusqu'à leur divorce et au livre vengeur de Bloom, qui cœta probablement le Nobel à son ex-mari. Nourri des recherches effectuées par l'autrice aux États-Unis, *Philip et moi* est un lucide exercice d'admiration. ■ RAPHAËLE LEYRIS

PHILIP ET MOI, de Colombe Schneck, Stock, 360 p., 22 €, numéroté 16 €.

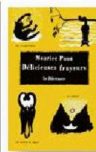


### ESSAI LITTÉRAIRE

## Mysticisme rimbaldien

Dans son bel essai consacré à Rimbaud, Philippe Le Guillou revisite la vie et l'œuvre du poète à travers le prisme du désir absolu. S'inscrivant dans le sillage de Paul Claudel (1868-1955), dont il reprend la formule célèbre de « mystique à l'état sauvage », il en fait moins un slogan qu'une véritable ligne de force. Derrière la rupture d'Arthur Rimbaud (1854-1891) avec l'Église et la foi de son enfance, Le Guillou met en lumière sa quête ininterrompue, celle d'un dépassement des limites de l'expérience humaine, jusqu'à se proclamer « voyant ». De Charleville au Harar, l'auteur retrace l'aventure spirituelle et esthétique de « l'homme aux semelles de vent », relevant ces instants où sa poésie prend des accents de prose évangélique – notamment dans *Une saison en enfer* (1873) –, exprimant tout à la fois fascination et défriance envers la figure du Christ. « Sauvage ou contraint », écrit Le Guillou, mais toujours en mouvement, comme le vagabond des routes et des vallées des Ardennes, Rimbaud fut peut-être avant tout un piéton mystique, abrupt, intransigeant. ■ MAURY DA CUNHA

RIMBAUD, MYSTIQUE À L'ÉTAT SAUVAGE, de Philippe Le Guillou, Le Guillou, Desclée, De Brouwer, 200 p., 17,90 €, numéroté 13 €.

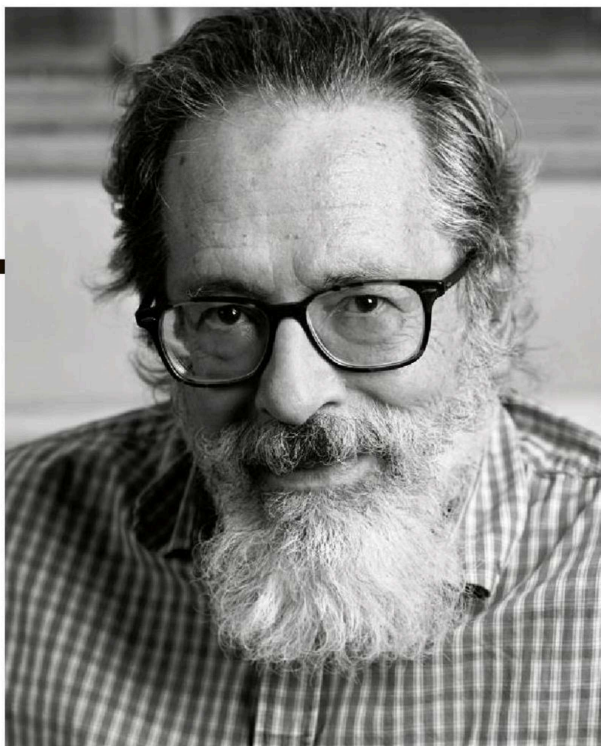


### NOUVELLES

## Fascinant Maurice Pons

CE SONT DES HISTOIRES DE VERTIGES, de sortilèges et d'attente, où l'angoisse, constante, tient la peur à distance. A l'heure où les éditions Christian Bourgois rééditent Maurice Pons (1925-2016) – *Mademoiselle B.* (« Satellites », 266 pages, 9,80 euros), *Les Saisons ou Rosa* (2024 et 2025) –, Le Dilettante republie *Delicieuses frayeurs*, par en 2006, qui continue de ravir. La terrifiante fantaisie de ces neuf nouvelles orchestre une faille de l'esprit, légère mais irrémédiable. La conviction et la beauté du style font du cauchemar une expérience fascinante, parfois même heureuse. De la fenêtre d'une chambre d'hôpital aux maléfices d'un bijou rampant, tout participe d'un envoiement discret. Ces récits se déploient comme autant de contes glacés : un artiste dont le violon, viatique illusoire, l'entraîne dans une ivresse hallucinée où il se perd ; un marin en rupture de bord, champagne à la main, incapable de rejoindre la liesse d'une nuit de Noël. À chaque fois, une douce dérive s'installe, qui interdit tout retour en arrière. ■ PHILIPPE-JEAN CATTINCHI

DELICIEUSES FRAYEURS, de Maurice Pons, Le Dilettante, 112 p., 12 €.



César Aira, à Buenos Aires, en 2024. ALEJANDRA LOPEZ

ARIANE SINGER

Loufoque, érudit, philosophique, futile, profonde, inattendue... L'œuvre de César Aira est tout cela à la fois. En un mot : déconcertante. Dans sa centaine de romans parus et traduits en une quarantaine de langues, le romancier, nouvelliste et essayiste argentin, considéré comme l'un des plus grands écrivains latino-américains vivants, mais également critiqué pour l'ingélate qualité de ses nombreux écrits, n'a cessé de montrer l'étendue de sa palette. Elle s'illustre dans *Les Guérisons miraculeuses* du docteur Aira et autres romans, anthologie comprenant sept romans, dont cinq inédits, écrits entre 1994 et 2006 (*Un épisode dans la vie du peintre voyageur, Le Dîner, Comme j'ai ri, Le Petit Moine bouddhiste, La Couturière et le vent, Les Guérisons miraculeuses du docteur Aira, Anniversaire*), que publient les éditions Christian Bourgois. Sept ? *Parce que Aira fête cette année ses 77 ans*, s'amuse Jean Mattern, directeur éditorial de la maison, revendiquant la même «joufflerie éditoriale» que celle de l'auteur chéri de la maison qui le publie depuis une vingtaine d'années.

Prolifique à l'extrême, un ou deux romans par an, toujours brefs, César Aira se dit reconnaissant de cette mise en avant en France, même si sa préférence va à la publication de ses livres pris individuellement. «*Comme ils sont courts, ils ressemblent ainsi à ces livres de poésie minces et élégants ; et je suis peut-être un poète frustré*», confie-t-il au «*Monde des livres*» par courrier électronique depuis Buenos Aires, où il vit. Inutile, selon lui, de déceler le moindre fil directeur entre ces ouvrages qui vont de la biographie romanée d'un peintre voyageur aux confessions d'un écrivain incompris, en passant par le conte de fées. «*J'essaie toujours d'emprunter des chemins différents, même si, évidemment, ces textes ont un air de famille puisque le père, c'est toujours moi*». Reste que l'imagination débridée de l'auteur et certains de ses thèmes de prédilection traversent ces ouvrages si caractéristiques d'une œuvre résolument inclassable.

## Fuite

Dans *Le Petit Moine bouddhiste*, un moine coréen qui cherche à émigrer en Occident rencontre un couple de Français : l'homme (Napoléon Chirac) est photographe, la femme (Jacqueline Boudrymar), dessinatrice de cartons de tapisseries. Le moine les emmène en train dans un grand parc visiter un temple bouddhiste, aux habitants facétieux ; les Français, qui se rendent compte qu'ils ont atterri dans un monde parallèle, sont sauvés par l'ambassadeur de France, tandis que le moine tente de rentrer chez lui en traversant une épaisse forêt pour arriver à l'heure voir une émission de télévision sur l'appareil sexuel féminin.

Fas de désuète : nous sommes bien dans l'univers de César Aira. Le romancier se distingue depuis ses débuts par ce que certains critiques ont théorisé comme une «*fuite en avant*» : un art de l'écriture guidé par la seule force d'une inventivité débordante, qui avance, sans retour et sans correction, et qui résout les problèmes narratifs par de nouvelles trouvailles fictionnelles. Inspiré par l'écrivain Raymond Roussel (1877-1933) et par les surréalistes, Aira a fait sien l'abandon à une forme d'écriture automatique, dont le résultat est par nature aléatoire. Mais celle-ci n'est pas facile pour autant. «*Comme j'écris très lentement, en improvisant chaque phrase, une page me demande un jour ou deux de travail ; un petit roman de 100 pages me demande six mois. Et les lecteurs le lisent en deux heures*», regrette Aira.

Ressortir transformé de cette expérience de lecture, sans réellement comprendre ce qui s'est passé en chemin, mais avec une sensation de jubilation – ou de perplexité : voilà l'alchimie créée par l'écrivain.

# Les inventions prodigieuses de César Aira

L'écrivain argentin est l'auteur d'une œuvre étourdissante – fondée sur l'improvisation – et abondante – une centaine de romans en un demi-siècle. L'anthologie «*Les Guérisons miraculeuses du docteur Aira et autres romans*», qui comprend sept titres dont cinq inédits, en est un bel aperçu. Décodage

## Coronel Pringles

Peut-on imaginer ville moins inspirante que Coronel Pringles (dit aussi Pringles), cité-dortoir de la province de Buenos Aires, où Aira est né, en 1949, et où il a grandi ? Petite, tranquille, provinciale, ridiculement monotone «*avec ses rues rectilignes et désespérément ennuyeuses*», «*effrayante d'horreur*» (*Comment j'ai ri*), «*à ce point désolée (...) qu'elle semble abstraite*» (*Anniversaire*), Aira n'a pas de mots assez durs pour décrire ce lieu. Dans nombre de ses livres, il en fait pourtant le théâtre de récits follement romanesques, comme dans *Le Tilleul* (2021), où les fleurs d'un «*tilleul monstre*» planté au milieu de la ville sont les seules à pouvoir apaiser les angoisses du narrateur.

Pringles est le point de départ de plusieurs récits, dont le romanesque *La Couturière et le vent*. Une couturière, figure de la ville connue pour ses cancons, est en train de confectionner la robe de mariée d'une jeune professeure enceinte (un scandale). Quand son fils est emmené par erreur par un camionneur local, elle part en taxi à sa recherche en Patagonie. L'enfance et l'adolescence que l'écrivain a passées à Pringles, entre un père vendeur de machines agricoles et une mère professeure de musique, se sont revêlées «*une mine de métaux précieux, qui ne s'épuise jamais*». Surtout, ajoute-t-il, dans la mesure où «*il s'agit d'une enfance passée dans les années 1950, qu'on peut voir aujourd'hui comme un autre monde, lointain et exotique, rempli de potentialités romanesques*». Les comérages propres à un bourg où tout le monde se connaît ont beaucoup nourri son imagination. Mais aussi les deux bibliothèques municipales où ce jeune homme solitaire et lecteur vorace a découvert les grands auteurs qui le guideraient plus tard : Enrico Salgari, Cervantes, Dante, Jules Verne, Marcel Proust ou encore Franz Kafka.

## Fantastique

Chez Aira, le fantastique s'invite dans la réalité avec un naturel confondant. A croire que l'un prolonge l'autre dans une subtilité continuïté, dont on ne mesure qu'à après couple saugrenu. Dans *Fantômes* (2013), la famille des gardiens d'un immeuble en construction voyait apparaître des spectres, le soir du réveil du 31 décembre, qu'ils étaient seuls à pouvoir distinguer. Un même esprit guide *Le Dîner*, où, après avoir passé la soirée avec sa mère chez un ami, le narrateur assiste à la télévision à l'invasion de la ville par des zombies surgis du cimetière. S'agit-il d'une mauvaise série B ? Ou d'une scène réellement captée en direct par les caméras locales ? Rien ne permet vraiment de trancher. «*Le fantastique doit naître du réalisme. Quand on écrit l'histoire d'une famille, avec un réalisme strict, et qu'on le fait bien, on voit par transparence une histoire de rois et de reines, de princes en fuite, de trésors cachés... C'est là le mérite des grands romanciers comme Balzac ou Dickens qui, sans s'éligner de la réalité la plus connue et la plus reconnaissable, créent des personnages et des mondes fabuleux. C'est la raison pour laquelle je n'aime pas le genre, si à la mode, de la fantasy : ses auteurs vont directement au résultat sans effectuer le travail créatif qui consiste à y parvenir. Ils font dans la facilité*», juge le romancier.

## L'amplification exponentielle de la vie

UNE CHOSE AGACE CÉSAR AIRA : qu'on ne retienne de ses livres que leur capacité à faire rire. Ainsi l'écrivit-il dans *Comment j'ai ri*, un roman autobiographique à l'ironie réjouissante, l'un des sept de l'anthologie *Les Guérisons miraculeuses du docteur Aira et autres romans*, où il relate comment l'ennui de sa ville natale et la compagnie d'autres adolescents ont fait de lui un lecteur et un romancier. Si ses romans sont effectivement pleins d'un humour hérité de Borges et de Kafka, comme l'illustre la pirotechnie finale de *Comment j'ai ri*, ils offrent bien davantage qu'un simple divertissement.

Dans l'anthologie se déploie un éventail de talents dont le plus évident est l'aptitude à transfigurer le réel en le faisant basculer dans une dimension imprévisible. En filigrane de ces récits, où l'imagination s'effole, se dévoile tout un patrimoine littéraire auquel Aira, lecteur fécond, sait s'abreuver. *Le Petit Moine bouddhiste* s'inspire ainsi aussi bien des romans de science-fiction que des contes de fées, ce genre qu'il affectionne au plus haut point parce qu'il le relie à l'imaginaire de l'enfance. Aira est aussi un peintre sensible du merveilleux, comme le révèle *Un épisode dans la vie du peintre voyageur*, récit hallucinant et halluciné d'un séjour de Johann Moritz Rugendas (1802-1855) en Argentine, au cours duquel il fut foudroyé, et comment cela changea son regard sur les Indiens autochtones et sa façon de travailler.

C'est enfin toute une réflexion enthousiasmante sur la littérature, comme amplification exponentielle de la vie, que proposent ces textes bouillonnants : de véritables bains de jouvence pour lecteurs potentiellement biaisés. ■ AR. S.

LES GUÉRISONS MIRACULEUSES DU DOCTEUR AIRA ET AUTRES ROMANS, de César Aira, traduit de l'espagnol (Argentine) par Serge Mestre et Michel Lafon, éd. Christian Bourgois, 574 p., 28 €, numéroté 22 €.

## Aira

Qu'il s'agisse de *Como me hice monja* («*comment je suis devenu nonne*», 1993, non traduit), ou un enfant de 6 ans, appelé César, se voit dans la peau d'une petite fille, ou des *Nuits de Flores* (2005), où un écrivain, nommé Aira, raconte la vie d'un adolescent, nommé Aira, le romancier apparaît soudain dans ses textes sous sa propre identité. «*J'ai parfois introduit dans mes romans certains de mes amis, sous leur propre nom, mais cela les a vexés. Alors, je ne l'ai plus jamais fait. Mais comme j'aime qu'il y ait quelque chose de réel dans ce que j'écris, je me suis mis en scène moi-même, en me présentant parfois comme un personnage stupide ou maléfisant*», déclare le plus sérieusement du monde, et pour toute justification, César Aira.

En réalité, ces fausses autobiographies, qu'il y apparaisse nommément ou en utilisant la première personne, sont le plus souvent matière à réflexion sur l'art de la création. C'est ainsi que l'on peut interpréter *Les Guérisons miraculeuses du docteur Aira*, où un guérisseur est appelé à la rescousse pour sauver un homme atteint d'un cancer incurable. Son remède ? Créer autour de lui un monde où rien ne pourrait provoquer ses accès, et éloigner de lui, à coups de paravents, tous les autres. La littérature peut-elle sauver du guérisseur ? A en croire Aira, c'est là son rôle majeur. ■

Dans le nerveux et pulsatile « DJ », l'écrivaine revient sur sa jeunesse aux platines, quand elle faisait danser les corps et commençait à faire danser les mots

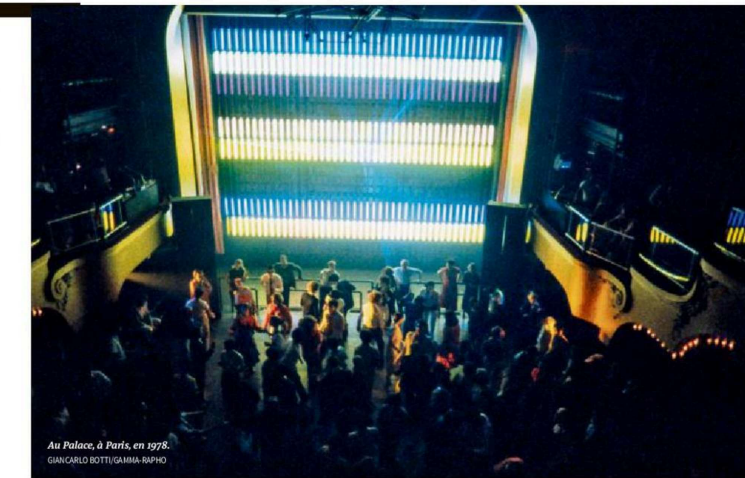
# Le remix littéraire d'Anne F. Garréta

VIRGINIE FRANÇOIS

En 1986, Anne F. Garréta mettait déjà en scène un personnage de DJ dans *Sphinx* (Grasset), son premier roman devenu culte. Quarante ans plus tard, avec *DJ. Portrait de l'artiste en animal nocturne*, elle donne à son texte inaugural une réplique de haute intensité. Mais là où le premier faisait émerger le DJ ex nihilo en « fantasme romanesque d'une immaculée conception du mix », le second dissèque la matière organique, musicale et technique, de cet art de « faire danser », et dévoile la fabrique du son qui devient la sienne quand elle fut DJ au début des années 1980. Elle rend ainsi hommage à celles qui l'ont inspirée, Momo et Andréa, DJ aujourd'hui oubliées mais qui ont forgé son style, mêlant musique noire et musique blanche, univers des cabarets façon L'ange bleu, inspiration queer des *drag balls* de Harlem et musique électronique allemande à la Kraftwerk.

Surtout, elle fait entrer le lecteur dans le ventre des machines, platines, enceintes, tables de mixage ou amplis pour montrer comment se construit ce flux sonore qui traverse le DJ autant que ses danseurs : « DJ, c'est donner corps, faire corps, refaire corps. » D'ailleurs, le corps est partout dans cet étourdissant récit : dans la musique, l'amour ou la maladie – les débuts de l'autrice comme DJ coïncidant avec ceux de la pandémie de sida –, mais aussi dans les villes. Sous sa plume, Paris, New York ou Berlin, hauts lieux du clubbing, respirent, transpirent, vibrent, se déplient ou se rétractent comme des organismes vivants.

Mais ce huitième livre, pour l'écriture duquel Anne Garréta a eu le dédicé en rédigeant la préface de la récente réédition de *Sphinx* (Gallimard, 2025), est aussi l'autoprotégé d'une personnalité singulière, qui cumule les paradoxes. Normalement, DJ et party girl du temps de sa jeunesse, professeure réputée de



Au Palace, à Paris, en 1978.  
GIANCARLO BOTTI/GAMMA-RAPHO

linguistique à Rennes et à l'université Duke (Caroline du Nord), jurée de l'institutionnel prix Médicis, qu'elle a obtenu pour son roman *Pas un jour* (Grasset, 2002), elle est aussi l'autrice d'une œuvre atypique et experi-

**La question qui irrigue ce livre est double : qu'est-ce qui fait musique, qu'est-ce qui fait littérature ? Les deux procèdent pour l'écrivaine d'une même poétique personnelle**

mentale par les contraintes formelles qu'elle met en œuvre – Garréta est membre de l'Oulipo depuis 2000 – ou les sujets abordés qui interrogent souvent les marges. Confessions d'une disc-jockey, *DJ* est aussi celles d'une romancière qui à toujours refusé la norme. La nuit l'a en effet ouverte au son mais aussi aux mots, elle

qui a commencé à noircir des carnets dans les night-clubs. Convoquant Proust, son auteur préféré, dont elle assassinait les personnages dans *La Décomposition* (Grasset 1999), elle s'imagina comme le narrateur de *La Recherche* : « (...) j'ai fini par découvrir que les deux côtés (*Swann* et *Guermondes*, nuit et littérature) que j'avais crus séparés communiquent par des chemins multiples ».

De fait, la question qui irrigue ce livre est double : qu'est-ce qui fait musique, qu'est-ce qui fait littérature ? Les deux procèdent pour elle d'une même poétique personnelle fondée sur la séquence : passer un disque puis un autre, c'est « comme composer une phrase, puis une autre et encore une. *Balzac ne fait pas autrement* ». Quant au remix, figure de style incontournable de l'art du DJ, il est à la musique ce que le roman est à la littérature : « Il ressaisit la totalité préexistante, le corpus de la tradition, de la composition, la démontre et en fait le matériau de la métamorphose en danse ». Ainsi voit-elle dans la

structure de *Si par une nuit d'hiver un voyageur*, d'Italo Calvino (Seuil, 1981) – « dix romans enchâssés dans un récit-cadre », l'équivalent des « remix d'une même chanson ».

La forme même de *DJ*, ponctué de photos – autoportraits, clichés de femmes aimées, de platines, de collections de cassettes et de stylos-plumes –, ou de reproductions de ses carnets de notes, prend l'allure d'un set où tout est possible. Dans ce récit cohérent et tenu surgit ainsi régulièrement l'inattendu, comme cette liste aléatoire de personnages improbables croisés devant ses platines ou cette fin, à rebours, dans la maison de campagne de ses grands-parents où elle passait son enfance. A coups de phrases nerveuses et pulsatives comme les flashs qui balaient les dance floors, Anne F. Garréta signe un livre incassable, « *nomade, mobile comme un corps qui danse* ». ■

DJ. PORTRAIT DE L'ARTISTE EN ANIMAL NOCTURNE, d'Anne F. Garréta, Mercure de France, « Traits et portraits », 256 p., 23,50 €, numérique 17 €.



## Chambre d'écho

Le nouveau roman de Sophie Pujas, écrivaine, scénariste et journaliste, porte un beau titre. A la fois très juste et un peu trompeur. En annonçant un simple « inventaire des silences », la romancière laisse entendre, au seuil de l'ouvrage, que le travail de deuil auquel se livre Laura, une jeune mère qui vient de perdre accidentellement son mari, repose sur le décompte des non-dits ayant marqué sa courte vie de couple. Mais si l'on se plonge un peu dans la considérable liste des références mentionnées à la fin du texte, qui apparaissent sous forme de citations, extraits ou allusions au fil des pages, l'inventaire apparaît soudain moins objectif que merveilleusement inventif.

Dans ce roman en forme de chambre d'écho, l'écrivaine mêle en effet passages de romans, paroles de chansons, interviews d'artistes et articles de presse publiés par l'autrice elle-même dans l'hebdomadaire *Le Point*, ici attribués au mari disparu. Comme l'écrit celui-ci, dans le livre qu'il ne publiera jamais, « l'art est (...) ce qui donne au réel sa substance. Je ne saurais habiter un monde privé de cette épaisseur au fond de ma rétine ». C'est la belle opération à laquelle se livre Sophie Pujas dans ce roman aussi bref que dense, de déplacements en condensations, mises en abyme, détournements et métaphores. L'écrivaine collecte, laisse apparaître et permet d'entendre la façon dont l'art, sous toutes ses formes, autorise à « créer par-delà le royaume des ombres ». ■ FLORENCE BOUCHY

► **Inventaire des silences**, de Sophie Pujas, Actes Sud, 192 p., 17,50 €, numérique 11 €.



## Un homme blessé

Il est sans doute un peu redouté de dire du roman de Philippe Fusaro, *Solo tu*, qu'il est « joli ». C'est pourtant le mot qui nous vient, spontanément, pour qualifier le charme de ce livre si merveilleusement italien : dans son esprit, son propos, ses paysages. Gianni, son personnage principal, est une sorte de dandy fatigué du début des années 1980, qui passe ses nuits au Piper Club, une petite boîte de Rome où il a ses habitudes : alcool, vague à l'âme, Repetto blanches et cigarettes Vogue. C'est là que survient un soir une femme et un enfant : Carmela lui confie la garde de son petit garçon, Giacomo, le temps d'un concert des Bari Cobras, « le premier groupe punk du sud de l'Italie », où joue son compagnon bassiste. Quelque chose de singulier nait à cet instant, qui va faire passer Gianni de la nuit au jour, de la mélancolie urbaine à la lumière des Pouilles, où la jeune femme l'invite dans une maison au bord de l'Adriatique... Par chapitres brefs et vifs, où la sensibilité ne s'apaisant jamais, dit-on, au-delà du temps d'une chanson (évidemment italienne), Fusaro dessine avec une grâce un peu fragile – et quelques coquetteries, parfois – l'intérieur d'un homme blessé : un antihéros de 40 ans, pudique et déabusé, qui doucement se métamorphose, au gré de rencontres qui font aimer la vie au-delà des drames toujours possibles, jamais épuisés, mais après par l'évocation bienheureuse de la mer et des amitiés. ■ FABRICE GABRIEL

► **Solo tu**, de Philippe Fusaro, éd. Sabine Wespieser, 232 p., 21 €, numérique 15 €.

# Lumineuses femmes de la Côte d'Azur

Solitaire Chantal Thomas, dans son exploration de six figures féminines que le contact de la Riviera a changées

LANWENN HUON

Qu'est-ce qui fait que l'on sort d'un livre vivifié, revigoré, comme après une rafraîchissante baignade un jour de forte chaleur ? Quels mots, quelles images, quelles idées ont secrètement agi dans notre corps que tout entier il se sente prêt à se jeter au-devant du monde ? Telles sont les questions que l'on se pose en refermant *Femmes sur fond azur*, de Chantal Thomas, qui prolonge et enrichit les portraits qu'elle avait rédigés à l'invitation du « Monde des livres » à l'été 2024 – « été d'une extraordinaire floraison de launiers-roses ». On se demande, oui, comment l'académicienne fait pour donner tant de texture et de vie à ses textes, pour les faire onduler et ainsi dans nos têtes, tels de grands draps de soie offerts à tous les vents.

Cela tient peut-être avant tout à sa langue, mobile et rythmique (dans la phrase, les virgules semblent frétiller), qui possède une force d'emportement. Très naturellement, elle nous entraîne à la suite des figures féminines que Chantal Thomas a élues pour nous escorter dans les paysages saturés de bleu de la Riviera, où toutes ont, à un moment de leur existence, déposé leur valise. Ces femmes sont au nombre de six : il y a la cantatrice Sophie Cruvelli, vicomtesse Vigier, la reine Victoria, la chanteuse et peintre Marie Bashkirtseff, les écrivaines Katherine Mansfield et Colette, ainsi que la mère de l'autrice, Jackie.

Leurs trajectoires sont différentes, leurs fins parfois tragiques (deux d'entre elles, Marie Bashkirtseff et Katherine Mansfield, connaissent des morts précoces), mais elles ont toutes en commun d'avoir su, au contact de la Côte d'Azur, ce « pays de grande lumière », recommencer la vie. C'est à-dire se réinventer, se relever des pires chutes, s'accrocher à la beauté d'un ciel, d'un fleur, d'un parfum. D'aucuns n'auraient sans doute

retenu de ces vies que les épreuves (morts des êtres chers, maladies, trahisons...), pas Chantal Thomas. Elle n'hésite pas ces épisodes où la vie s'amenuise, seulement, ce qu'elle perçoit et souligne, ce sont les élans de résistance, l'énergie folle déployée par ces femmes pour reprendre pied.

### Mouvement de compassion

Si elle sait si bien capter cette « farouche volonté de vivre », c'est parce qu'elle fait l'effort d'écouter le mouvement des êtres dont elle explore la vie. « Je ne peux penser à sa jeunesse, à son innocence, à son insolence, si tôt punies, sans partager sa souffrance et son effarement. Sans m'effondrer avec elle », écrit-elle à propos de Katherine Mansfield. Voilà résumée la position de Chantal Thomas vis-à-vis de ses sujets : pas au-dessus, pas en dessous, mais « avec ». Et dans ce mouvement de compassion, elle nous emmène. *Femmes sur fond azur* ne saurait cependant se réduire à une série d'évocations biographiques. Chaque parcours, chaque rencontre, est l'occasion de déplier une

réflexion sur nos grands soucis existentiels – l'amour, la liberté, le deuil... – toujours associée à une perspective féministe. Il y a chez Chantal Thomas une remarquable faculté de nuance : elle est capable de louer la liberté de la reine Victoria, se livrant à l'amour avec passion et véhémence, comme celle de Colette qui, à l'inverse, « se désolait de toute relation duelle, du vertige des duos d'amour ». Et c'est sans doute cela qui émerveille à la lecture de Chantal Thomas : l'incroyable liberté qui gouverne sa pensée. Une pensée vive, aux aguets, toujours prête à saisir les beautés du monde – le sifflement de la mer, le vacillement du jour, le rose d'un ciel. ■

► **FEMMES SUR FOND AZUR**, de Chantal Thomas, Seuil, « Fiction & Cie », 192 p., 19,50 €, numérique 14 €. *Signaux*, de la même autrice, la partition en poche d'Inventaire sa chambre à soi, Virginia Woolf, Colette, Patti Smith, de Chantal Thomas, *Rivages poche*, « Petite bibliothèque », inédit, 112 p., 7,70 €.

Avec les poèmes d'« Une forêt de bruit », le Gazaoui Mosab Abu Toha dresse l'inventaire de tout ce qu'il a perdu dans la tragédie du territoire palestinien

# Mourir plusieurs fois à Gaza

AMAUURY DA CUNHA

**D**es chars avancent dans la poussière. Un hélicoptère tire une roquette sur une tour. Un petit garçon couvre le corps de sa sœur d'une couverture pour la protéger des bombes. Un homme fouille les décombres de sa maison, à la recherche d'une photographie de son grand-père... Ces scènes de Gaza, déchirantes, hantent le deuxième recueil de poèmes du Palestinien Mosab Abu Toha, *Une forêt de bruit*.

Écrité directement en anglais, « pour pouvoir parler à tout le monde », explique-t-il, sa poésie ne cherche ni lévation ni la virtuosité formelle. Brute, simple et immédiate, elle s'attache à rester au plus près des faits, ou des souvenirs familiaux, avec la précision d'un reporter, comme si le seul pouvoir de la poésie, ô combien désolée, consistait à nommer les choses pour tenter de les sauver. « Quand on vit à Gaza, on meurt plusieurs fois », écrit-il.

Né en 1992 dans le camp de réfugiés d'Al-Chat, près de la ville de Gaza, Mosab Abu Toha se souvient d'un lieu où « les allées sont si étroites qu'un père et son fils ne peuvent y marcher côte à côte ». Il n'a connu que la guerre et la menace permanente des bombardements israéliens. « Des dizaines d'années plus jeune que la guerre, quelques années plus vieux que les bombes », écrit-il dans le très beau poème qui ouvre le recueil. Lorsque éclate la deuxième Intifada,



A Jabalia, dans la bande de Gaza, en octobre 2024. MAHMOUD ZAKI/INHUA/REA

en septembre 2000, sa famille doit quitter Al-Chat pour se réfugier à Beit Lahya, dans le nord de la bande de Gaza.

En janvier 2009, un raid de l'armée israélienne tue 16 membres de sa famille. Lui-même est blessé par deux éclats d'obus qu'il conservera longtemps, dissimulés dans une enveloppe. Dans son premier livre, *Ce que vous trouvez caché dans mon oreille* (Julillard, 2024), Mosab Abu Toha évoque ce traumatisme inscrit dans sa chair, archive vivante de cette tragédie : « Une lumière jaune me frappe./ Ma tête est comme ouverte en deux/ c'est l'impression que j'ai/ je me dis que la lumière m'aidera à voir plus clair. »

Face à ces désastres, le recours à

la poésie devient à la fois un refuge intérieur et une manière d'informer. Depuis 2014, Mosab Abu Toha documente la vie chaotique à Gaza. Il filme ce qu'il voit et compose des poèmes, deux gestes qui pour lui se confondent. La même année, alors étudiant à l'université islamique de Gaza, il apprend que son établissement a été en partie détruit par l'armée israélienne. Il parvient à sauver 600 livres et fonde la première et unique bibliothèque anglophone de Gaza, la bibliothèque Edward-Said – en hommage au théoricien palestino-américain (1935-2003).

## Vie traumatique

Le 7 octobre 2023, le jour de l'attaque du Hamas contre Israël, Mosab Abu Toha se trouve à Gaza, dans une boutique de vêtements. Un mois plus tard, alors qu'il tente de quitter le territoire, avec son épouse et ses trois enfants, il est arrêté au poste-frontière de Rafah par l'armée israélienne. « Des armes pointées sur moi./ Une rafale de vent./ Le char derrière (...) Lâche ton fils. Lâche tout ce que tu tiens./ Mais moi je tiens bon, je ne lâcherai pas moi-même », écrit-il dans son poème désarçonnant, « A genoux ». Finalement libéré, Mosab Abu Toha est

contraint, avant de sortir de Gaza, d'abandonner le carnet dans lequel il avait commencé à écrire les poèmes de ce nouveau recueil. Il rejoint alors l'Égypte, puis la Jordanie, avant de s'exiler aux États-Unis, à Syracuse (État de New York), où il vit aujourd'hui.

Cette vie traumatique, « un passé ensanglanté », heurte encore, en éclats pulvérisés, *Une forêt de bruit*. Sans souci de chronologie, Mosab Abu Toha dresse l'inventaire de tout ce qu'il a perdu, depuis son enfance, sans jamais prétendre réparer quoi que ce soit. « Chaque trou dans la terre est ma blessure », écrit-il. Ce sont des ruines, des corps morcelés, des photographies en charpie, des deuils familiaux, la peur de tout égarer – jusqu'à la parole elle-même. Ne subsistent alors plus que la mémoire comme appui, et ses images offrant quelques brefs moments de répit et d'ouverture. Ces fraises, par exemple, qui n'ont pas cessé de pousser, malgré les bombardements. La voix de sa mère, « boussole de ma vie », écrit-il. Ou encore la vision apaisante et récurrente de ce grand-père qu'il n'a jamais connu, debout, près d'un puits à Jaffa, en Israël. « sa came en bois folivier posée contre un oranger ». ■



## A vif et sans illusions

Mystère ou miracle ? Une nuit de lune, un enfant est abandonné à la grille d'un jardin de Barcelone. M. Jaume et M<sup>me</sup> Magdalena recueillent la fillette, dont le nom, d'après ce qu'indique une graphie maladroite sur un morceau de papier épinglé à son bavoir, semble être Cecilia. La nuit même, une fleur de cactus, rouille et blanc, est éclose au sommet d'un mur, sa racine masquée dans une lézarde lui conférant la force d'une apparition. *Rue des Camélias* relate la vie de Cecilia, qui, grisée par les senteurs des fleurs et subjuguée par les cris étouffés, ne rêve que d'envol, de surprises et d'amour. La belle au « visage de nymphe et de sainte » ne cessera de se laisser guider par ses sentiments, quand son corps, convoité par des hommes qui semblent lui faire payer la dépendance dans laquelle son attraction les tient, la condamne à subir le désir violent, voire cruel, de « protecteurs » sans envergure. L'innocence peute à résister. Fataliste, sujette à un torpeur dont sa soi-disant indépendance la délivre, Cecilia, sublime, se reconnaît à vif (« j'avais l'air d'une goutte de sang ») et sans illusions (« j'avais passé mon temps à chercher des choses perdues et à entrer des amours »).

Couronné par le prix Saint Jordi, prestigieuse distinction des lettres catalanes, à sa publication en 1966, ce roman de Mercè Rodoreda (1908-1983) a déjà connu une traduction par Bernard Lesfargues (1986). La version d'Edmond Raillard est aussi heureuse.

PHILIPPE-JEAN CATTINCHI

► *Rue des Camélias* (El carrer de les Camèlies), de Mercè Rodoreda, traduit du catalan par Edmond Raillard, Zulma, 256 p., 21,50 €, numérique 13 €.



## Entre deux mondes

Telle Schéhérazade dans *Les Mille et Une Nuits*, le narrateur de *Yawara*, premier roman du musicien brésilien Rodrigo Leao, part sans cesse afin de repousser le sort qui l'attend, dans un coin de la forêt amazonienne, au début du XVI<sup>e</sup> siècle. Longtemps mercenaire pour les aventuriers cherchant fortune dans la jungle, Angelo est retenu depuis un an au sein d'une tribu anthropophage, qui l'épargne grâce à ses talents de comédien. Son compagnon d'infortune, Bacharel, muet et ficelé à un arbre, n'aura pas cette chance. Demain, à l'aube, il sera mangé par *Yawara*, le meilleur chasseur de jaguars, dont Angelo relate la légende.

Ce couperet tend ce monologue aussi captivant qu'obsécine, avec ses scènes de viol, son humour mordant et son racisme désinhibé. « La violence est ici un langage de la mémoire. Elle rend compte de la genèse tragique d'un pays né dans le sang », prévient Rodrigo Leao dans un avertissement. Sa grande réussite est la création d'un narrateur ambigu. Angelo est le porte-parole, à la fois des autochtones, dont il décrypte la relation unique à la forêt, et des colons, dont il explore la mission et excuse les crimes. « Croyez-moi : le péché a fait naufrage au beau milieu de l'Atlantique avec la vertu et tout ce que nous connaissons naguère », affirme Angelo dans ce roman qui saisit le crépuscule du Brésil précolonial et l'aube de notre ère.

CLADYS MARIAT

► *Yawara*, de Rodrigo Leao, traduit du brésilien par Daniel Matias, Poulenc, 256 p., 20,50 €, numérique 13 €.

## EXTRAIT

« Il porte deux montres. L'une à l'heure locale, celle de New York/ l'autre à l'heure de Gaza. Dans un café avec des amis/ en attendant son thé autour d'une table ronde, verte, chaque fois que ses yeux se posent sur le cadran de Gaza, il se souvient des enfants du quartier courant dans les ruelles/ les filles qui jouent à la marelle, les garçons au foot./ La nuit, quand la lumière de la montre de Gaza ne s'allume pas/ il sait que l'électricité est coupée là-bas dans le quartier/ Quand le boîtier métallique chauffe, il sait que les bombardements ont commencé/ Quand la montre s'arrête, il sait qu'un parent, un voisin, un ami est mort/ Et lorsque cela arrive, la montre refuse de fonctionner tant que le corps n'est pas entermé/ Mais s'il n'y a plus de corps »

UNE FORÊT DE BRUIT, EXTRAIT DU POÈME « DEUX MONTRES », PAGE 78

# Echos de nos regrets dans un Belfast évanoui

Deux époques, deux hommes hantés par leur passé. « Mariage fantôme », de David Park, troublant

ARIANE SINGER

**C'**est un lieu chargé d'une histoire complexe et mystérieuse : un lac s'étendant sur le terrain d'un somptueux manoir, non loin de Belfast, la capitale nord-irlandaise. Le riche propriétaire de la maison, Edward Remington, patron de filatures, l'a fait creuser dans les années 1920, selon la mode de l'époque, pour étaler ses richesses, puis d'une réussite professionnelle spectaculaire. Un siècle plus tard, au bord de cette même pièce d'eau, Alex et Ellie s'apprêtent à se marier. Sont-ils conscients que là se sont jouées des tragédies, dont la mort mystérieuse d'un enfant, et que des existences y ont été transformées à jamais ? Non, bien sûr, mais c'est comme s'ils en percevaient les échos, les sensations, les

traces infimes et néanmoins durables. Faire résonner les époques entre elles ; se croiser les trajectoires du passé et du présent, les tourments intimes des protagonistes et de ceux qui les ont précédés. David Park donne une leçon bouleversante en la matière dans *Mariage fantôme*, roman d'une grande délicatesse, qui met essentiellement en regard deux personnages masculins : George Allenby, l'architecte chargé des travaux du lac, et Alex, le jeune fiancé. Le premier, officier pendant la première guerre mondiale, veut resurgir les souvenirs douloureux des combats dans les tranchées, en France, à mesure que les ouvriers déblayent la terre. Le second est hanté par un faux pas commis lors d'un festival de musique.

Comme dans *Voyage en territoire inconnu* (Quai Voltaire, 2022), dont le protagoniste, marqué par un drame familial, entreprend un long voyage en solitaire pour aller chercher son fils malade, ce nouveau roman creuse finement le sentiment de culpabilité de ces person-

nages en proie à un passé et à des choix dont ils n'arrivent pas à se débarrasser. Avec une écriture empathique, au plus près de chaque personnage dont il adopte tout le tour du point de vue, David Park fait affleurer les souvenirs, conscients ou non, dans leur vie quotidienne : qu'il s'agisse de celui d'une mère, dépressive, dans celle d'Éddie, ou de celui d'un jeune soldat qu'il pense avoir trahi, dans celui d'Allenby, les s'inventent pareils à des spectres, sortes de boussolles guidant leurs pas. Au-delà de ces figures, c'est tout l'esprit des lieux – une maison en pleine réhabilitation, un immeuble désaffecté dans un Belfast évanoui –, que le romancier croque joliment, avec leurs voix qui semblent traverser le temps et murmurent encore à l'oreille des nouveaux venus.

## L'art des non-dits

Peintre sensible de ces paysages toujours habités malgré la disparition de ses occupants, David Park l'est tout autant des différentes catégories sociales et des

générations qui cohabitent dans un même endroit et des antagonismes, souvent vains, que cela suscite. Du fils du maître du manoir, traité avec mépris ses domestiques, ou de sa bonne, la jeune Cora, incrédule à l'idée qu'une relation amoureuse soit possible avec Allenby, l'architecte, des barrières se dressent entre les individus, souvent au seul motif qu'ils doivent tenir leur rang. Expert dans l'art des non-dits, des gestes retenus, des mots qui ne parviennent pas à franchir la gorge, le romancier souligne avec tact toutes les opportunités manquées entre ceux, jeunes et vieux, nantis et plus modestes, qui n'arrivent pas à dialoguer. Restent les regrets, à vie. Ceux de cette histoire habilement croisée sont d'une troublante beauté. ■

MARIAGE FANTÔME (*Ghost Wedding*), de David Park, traduit de l'anglais (Irlande du Nord) par Cécile Arouad, Quai Voltaire, 284 p., 23 €, numérique 17 €.

# Enigmes autour du très fou «Tutu»

Paru en 1891 sous pseudonyme, réédité en 1991 chez Tristram, ce roman transgressif fascine toujours autant. Il reparait avec une préface de Chloé Delaume

JULIETTE EINHORN

Chef-d'œuvre inconnu, imprimé fin 1891 par Léon Genoux (1856-1942, éditeur de Rimbaud et Lautréamont), qui prend alors la fuite pour publications jugées répréhensibles. *Le Tutu* est un livre « comme il ne faut pas », de tous les siècles à la fois. Un roman-tripot débraillé, loufoque et décadent, qui met en scène la « vassitude de la décomposition [des] âmes ». D'une modernité folle, il semble avoir tout inventé – absorbé toute l'histoire littéraire précédente, mais aussi dévoré par anticipation la suite.

Cette « grande orgie impossible », où le monde part à vau-l'eau, est une scène ouverte drolatique et blasphematoire qui dézingue tout : Mauri de Noïrof, son héros, sa femme et ses maîtresses (dont sa mère) dansent et jouent, boivent, pépent et se creussent, vomissent et bâferent, y compris de la chair humaine, dans une odeur de charogne pareille à un « lit dans lequel une vierge vieille aurait couché pendant dix siècles sans en changer les draps ».

Publié sans arriver en librairie, ce « trébuchement de méfaits » truculent et misanthrope, métaphysique et psychanalytique avant l'heure, est oublié avant même d'être lu. Perdu dans les limbes, il n'est redécouvert

Les éditeurs de Tristram voient dans « *Le Tutu* » « le roman de toutes les libérations, un classique punk »

qu'en 1966 par le « génial érudit Pascal Pia [1903-1979], qui présentait Genoux comme un merveilleux « hors-la-loi » de l'édition », racontent Sylvie Martigny et Jean-Hubert Gailliot, de Tristram. Dans un article de *La Quinzaine littéraire*, repris ici dans un dossier critique, Pia place *Le Tutu* dans la droite lignée des *Chants de Maldoror*, dont Mauri fait son miel, et s'interroge sur l'identité mystérieuse de son auteur : qui se cache donc derrière Princesse Sapho ? Pia cherche à faire publier *Le Tutu*, mais certains universitaires l'ac-

cusent de faire circuler un faux – on lui doit, il faut dire, des faux d'Apollinaire, de Baudelaire et de Radiguet, sans parler de *La Chasse spirituelle*, fallacieusement attribué à Rimbaud, qu'il a préfacé en le croyant vrai.

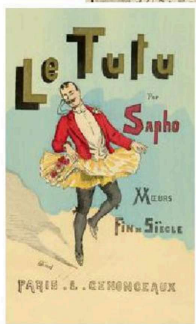
Chloé Delaume, dans la préface de cette cinquième édition du *Tutu* chez Tristram, explique avoir été envoûtée par cette « débauche de personnages saugrenus et de freaks » – un « objet littéraire non identifié, imbibé par les auteurs fin de siècle, qui a quelque chose de rabelaisien, mais annonce aussi par ses fulgurances Alfred Jarry, Raymond Roussel, les surréalistes, Raymond Queneau, Boris Vian... ».

C'est « grâce aux bons offices posthumes du comte de Lautréamont », par l'entremise de l'écrivain Jean-Jacques Lefrère, qui, en 1989, s'était intéressé à leur édition des *Poésies*, d'Isidore Ducasse, que les éditeurs de Tristram découvrent cette « météorite » : ils voient dans l'inénarrable *Tutu* « le roman de toutes les libérations, un classique punk ». Lefrère leur montre le seul exemplaire d'origine alors connu – d'autres réapparaîtront entre-temps. Sylvie Martigny et Jean-Hubert Gailliot publieront le texte en 1991, pour son centenaire.

« Ce court-circuit esthétique ne pouvait que chagriner les gardiens du temple, et réjouir les spectateurs », s'amuse-t-ils. *L'accueil a été spectaculaire, on a salué le roman le plus mystérieux du XIX<sup>e</sup> siècle, deux universitaires mis à part, qui ont insisté sur France Culture que Le Tutu était écrit par... nous-mêmes – on aurait bien aimé –, et qu'une analyse lexicographique le prouverait sans délai.* » Trente-cinq ans plus tard, ils attendent toujours.

Dernielait encore une énigme. Sur l'identité de Princesse Sapho, tout le monde se cassait les dents. Fallait-il y voir Maurice de Brunhoff, éditeur de la maison reprise plus tard par Genoux, et qui a inspiré le personnage de Mauri de Noïrof ? Henri d'Argis, ami de Verlaine, auteur de romans publiés par de Brunhoff ? Genoux lui-même ?

Curieuse en diable, Chloé Delaume pose alors la question à une voyante célèbre, à qui elle soumet une photo de l'édition



À gauche, la couverture de l'édition originale du «Tutu» (1891). Ci-dessus, l'unique illustration du roman, la « composition symbolique de Binet ».

## EXTRAIT

« Il regardait la morte, et une idée satanique et sardanapalesque lui traversa l'esprit. – J'y pensais, appuya madame de Noïrof. Il nous faudrait un ciseau à froid et un marteau. »

– Non, une scie serait préférable. Ils s'en procurèrent une et avec précaution étendirent le cadavre de Mani-Mina sur une toile cirée. De la sanie et des viscosités sanguinolentes souillaient encore le corps de Mani ; quant à Mina, elle était sèche comme une momie de Sésostris (...), la peau rappelait les peintures non restaurées de Memline. (...) Très adroïtement, Mauri détacha ce fragment de peau de cuisse, au moyen d'un rasoir, et il le colla sur un panneau de bois. »

– Nous le ferons encadrer et puis nous l'exposerons en vente publique. (...) Puis, ravagés par une furia de destruction sacrilège, ils arrachèrent le restant de la peau, ils le morcelèrent, et en combinant savamment les fragments, réussirent à former un merveilleux petit Corot, moins la signature. »

LE TUTU, PAGES 149-151

originale du *Tutu*. Dans sa préface, elle dit avoir rêvé que l'auteur mystère soit Rachilde, autrice de *Mystère Vénus* (1884). Mais la voyante est formelle : la princesse est un homme, bourgeois à l'esprit tordu, artiste raté « qui vit comme un monstre », se vautre de nuit dans les bas-fonds

– étonnant de perspicacité pour quelqu'un qui n'a pas lu *Le Tutu*, ces mots décrivant à merveille les transgressions de Mauri, entre blasphèmes, inceste et cannibalisme joyeusement ironiques.

Le jeu de miroirs entre fiction et réalité, auteur, personnage et éditeur est porté à son comble. Un lapsus miraculeux, dans l'annonce par Genoux de *Le Tutu* dans la *Bibliographie de la France* du 6 juin 1891, sans doute fin aux conjectures, révélant que l'on trouve dans le livre une curiosité : le dessin d'un certain Binet, présenté comme « une composition symbolique de l'auteur ». On sait par ailleurs, grâce à un entrefilet du... *Monde* (un jour *le Monde* que celui que vous tenez entre les mains), le 1<sup>er</sup> janvier 1892, que Genoux avait été condamné par la justice en tant que dessinateur, ce qui rend plus que probable l'hypothèse que Princesse Sapho ne soit autre que Binet, c'est-à-dire Genoux.

Aussi insaisissable que son auteur, Mauri rencontre dans sa jeunesse des « gens bizarres, des voyous, des littérateurs », puis se désole qu'à part lui et ses compères « il n'y [ait] plus personne au monde ». D'être un « homme foutu », « j'ai l'air d'un mendiant, je vais me donner deux sous », clame-t-il. Ces tribulations nihilistes et gourmandes exposées en un roman qui vient des étoiles, pour ainsi dire sans auteur, magiquement autoengendré. ■

## Quel chahut !

ROMAN SATIRIQUE, féministe, et « versatile », *Le Tutu* se moque de tout, y compris de lui-même, inversant la hiérarchie entre l'homme et l'animal, Dieu et les humains – qui poussent sur les arbres. Le langage, comme ce qu'il décrit, est ravageusement chahuté, festival désopilant d'énumérations outrancières, d'argot et de néologismes (« branlebas », « fluidité », « rhinocérossement »). Rêves éveillés, lettres, partition d'opéra s'invitent à l'intérieur de tirades de théâtre épinglées à la narration.

Au cœur de cette ronde sado-masochiste, Mauri de Noïrof, « ministre de l'Importe quoi », mène la danse, ou plutôt s'y abîme, absent de sa propre vie. Il oublie ce qu'il était en train de faire, rend visite à Dieu, ne se reconnaît plus lui-même : « Je voudrais bien savoir qui je suis... » A défaut d'enfants, une de ses maîtresses, la Pondeuse, allie des couleurs. Hermine, sa femme, le trompe, entre autres, « avec elle-même ».

Dans ce carnaval bédouin, la monstruosité est une norme délicate, entre repousser et idéal. Mauri couche avec une femme à deux têtes – deux femmes en une, dont l'une tombe enceinte et l'autre se meurt... Cette vie

double est sur le point de devenir trois – disons deux et demi. L'enfant sera commun à ces corps à deux têtes, et donner la vie équivaut à recevoir la mort en échange. On fugiste la « Bêtise éternelle », on devient ingénieur parce qu'on n'a rien appris, les arbres « dépossèdent ». C'est « moutonnement » hallucinatoire de « multicoûlures » étrille une société qui punit ce qu'elle provoque. L'âme n'y est « que le ferment de la matière », mais quelle matière ! ■ TU, E.

LE TUTU, MAURIS FIN DE SIÈCLE, de Princesse Sapho, préface de Chloé Delaume, Tristram, 248 p., 21 €

## Monologues intérieurs

*Les Nuits blanches* semble se dérouler en dehors du temps, relatant les vies des habitants d'un petit village isolé de la campagne polonaise qui entrent en dialogue avec l'universel. Urszula Honke expose leur embourbement dans le deuil et les souffrances du passé. Chapitre après chapitre, les habitants prennent la parole à la première personne, racontent leurs souvenirs, marqués tant par la brutalité que par la quête contrariée de l'amour. Ils semblent parfois s'adresser à un interlocuteur fantôme, ou directement au lecteur, et peut-être à eux-mêmes, dans un monologue intérieur aux accents tristes. Ce qu'ils partagent et qui les maintient est un regard poétique et cru, au travers duquel l'imaginaire se lie à l'existence. Le réel est réincarner, sa matérialité renoue avec la spiritualité. Il ressort de ces *Nuits blanches* une certaine beauté amère de la trivialité. ■



LOURI CHRÉTIENTON DE PENANROS  
► *Les Nuits blanches* (Biale noce), d'Urszula Honke, traduit du polonais par Maryla Laurent, Grasset, 240 p., 20 €, numérique 15 €

## Catherine des douleurs

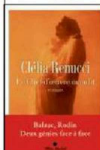
De rares photographies dont la plus marquante la fige en communicante d'une ingénuité touchante. C'est peu pour atteindre la vérité d'une jeune fille qui a choisi de mourir à 18 ans. Fruit d'un abus dont nul ne répara le mal originel, Catherine n'a ni place ni parcours propres. Sa vie est juste une succession de douleurs aux traces effacées depuis un demi-siècle. Après la belle époque du destin tragique de Jean Desbordes, un temps proche de Jean Cocteau (*Le Glorieux* et *Le Maudit*, Seuil, 2023), Olivier Charneau revient à sa veine autobiographique, inaugurée avec *L'Enfant de la pluie* (Seuil, 1999). Mais Catherine, que personne n'a su regarder au point que nul ne la vit s'éteindre, se dérobe et son frère se réinsère. « Le manque d'informations me pousse à imaginer. » Et s'il compose là une sorte de tombeau à la façon des baroques, la pierre tombale qu'il peine à retrouver a tout d'un



cénotaphie même si le corps de Catherine n'est pas absent. Seule sa vérité manie, ce que le livre tente d'acquiescer. ■ PHILIPPE JEAN CATINCHI  
► *Une vie probable*, d'Olivier Charneau, Seuil, 144 p., 17 €, numérique 12 €

## Un bronze de génie

Près de cent ans après la mort d'Honoré de Balzac, le 29 octobre 1945, la statue de l'écrivain réalisée par Auguste Rodin retrouve sa place en haut du boulevard Raspail. Menacée d'être fondue pour satisfaire aux exigences du Reich, elle n'a été sauvée que par la volonté farouche de Marguerite Lechaux qui l'a clandestinement mise en sûreté à l'Observatoire. Dernière tribulation d'une sculpture magistrale qui manqua de jamais voir le jour. Voulu par Zola, elle fut conçue par Rodin au terme d'une gestation de près de dix ans, au désespoir de ceux qui l'avaient commandée en 1891. Mais sa présentation, en pleine affaire Dreyfus, ajouta au scandale esthétique. C'est le roman vrai d'une création exceptionnelle que propose Clélia Renucci, donnant à comprendre le génie conjugué du modèle et de l'artiste pour atteindre au sublime, que la photographie qu'en fit Edward Steichen (1879-1973) magnifie encore. ■ PH, L. C.



► *Le Chef-d'œuvre de Balzac*, de Clélia Renucci, éd. Albin Michel, 256 p., 20 €, numérique 13 €

ENVIE D'ÊTRE PUBLIÉ ?  
LES éditions amathée  
RECHERCHENT DE NOUVEAUX AUTEURS  
COLLECTIONS SPÉCIALISÉES  
HISTOIRE-ESSAIS-POÉSIE  
JEUNESSE-TEMORAGAGES  
WWW.EDITIONS-AMALTHEE.COM  
TEL. 02 40 75 90 78

Dans le novateur « Orthodoxy et féminisme », la philosophe Tamar Ross pense la rencontre tumultueuse des théories du genre et de la théologie juive

# La foi au crible du féminisme

NICOLAS WEILL

Le raidissement intégriste qui frappe un peu partout les religions monothéistes, la politisation de la foi et l'idéal d'un « retour aux sources » occultent un phénomène de fond rarement relevé : le fait que le christianisme, le judaïsme et l'islam actuels sont travaillés au corps par la modernité. Au point que l'essentiel de leur expression se résume à cet affrontement. En cela, les orthodoxies d'aujourd'hui sont moins une fidélité à une tradition ininterrompue qu'une réaction aux ruptures qui sont venues la contester.

Parmi ces ruptures, la redéfinition de la place des femmes occupe une place de choix. C'est pourquoi *Orthodoxy et féminisme*, l'ouvrage de l'universitaire israélienne Tamar Ross, à la fois juive pratiquante, se définit comme orthodoxe (par opposition aux « réformés », qui n'hésitent pas à remettre en question les textes et les rites), et féministe, vient à point. Il illustre la difficulté mais aussi l'inéluctabilité du bouleversement d'univers spirituels accoutumés à une pensée « androcentrée » (mettant systématiquement le mâle en position supérieure).

Originalité de la démarche suivie par ce livre dense, érudit, qui synthétise utilement les débats théoriques qu'a entraînés la volonté des femmes de jouer un rôle plus digne d'elles dans la liturgie et l'étude, tient à ce que l'auteur tente de répondre à une question en apparence insoluble : comment dialoguer sans détour avec une tradition religieuse tout en respectant ses fondements ?

Pour le judaïsme, cette ligne de crête a été pointée dès le XIX<sup>e</sup> siècle par le rabbin francfortois Samson Raphael Hirsch (1808-1888), l'un des premiers à préférer l'allemand à l'hébreu dans ses commentaires. Contre un libéralisme dont les concessions lui paraissent mettre en cause la survie même du judaïsme, il prône une loyauté sans faille à la Bible, au Talmud ainsi qu'à leurs exégèses au cours des siècles. Mais, contrai-

rement au piétisme juif ou aux communautés focalisées exclusivement sur la glose talmudique, il entendait s'ancrer dans son milieu et son temps tels qu'ils étaient. Ce geste renvoyait dos à dos le renouement et le repli. Il caractérisa une « nouvelle orthodoxie » à laquelle adhèrent encore un grand nombre de juifs pratiquants, comme Tamar Ross elle-même.

## Relever le défi

Mais quand la modernité s'accompagne de la montée en puissance du féminisme, comment cette néo-orthodoxie peut-elle résister ou même répondre à des lectures « genrées » qui jugent, par exemple, que l'origine de l'infériorisation des femmes n'est pas seulement à attribuer à des causes sociologiques ou historiques, mais concerne le noyau théologique même ? La littérature biblique ne met-elle pas en scène un Créateur « transcendant » et unique, dont l'extériorité

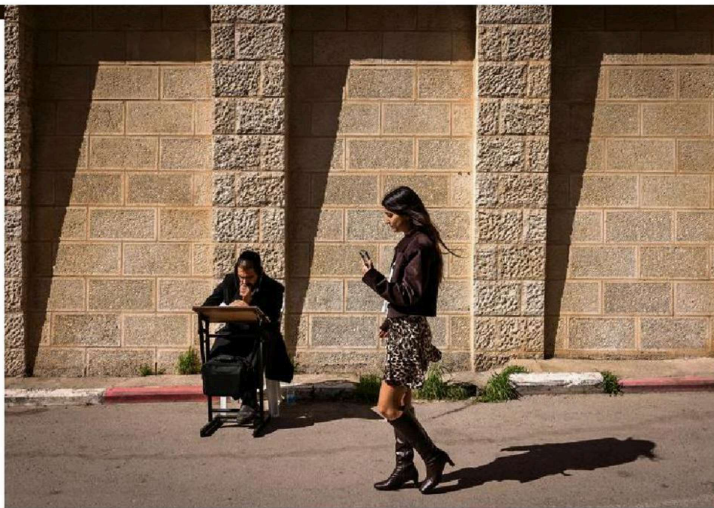
absolue à sa création implique des rapports de sujétion avec elle, sur le modèle de la domination masculine ? Si certaines féministes en viennent à se tourner vers le polythéisme, supposé plus propice à une interaction « féminine », plus égalitaire, entre l'humain et le divin, d'autres explorent les chemins permettant de changer les croyances de l'intérieur, et Tamar Ross est de celles-là.

Elle écarte pour ce faire une « apologetique [une défense de la religion] paternaliste » prétendant exhumier dans les écrits sacrés les traces d'un rééquilibrage en faveur des femmes, dans le seul but d'éviter tout changement de leur fonction ancestrale. Par un raisonnement où se mêlent la

philosophie du droit et la réflexion sur les codes de la loi religieuse (*Halakha*), Tamar Ross conclut que, pour l'orthodoxie contemporaine, relever le défi du féminisme, y compris dans ses traductions les plus radicales, nécessite plus qu'un « bricolage juridique » du canon légué par les décisionnaires.

Plutôt que de fournir des solutions, l'essai explore le débat entre féminisme et orthodoxie avec tout son tranchant, sans jamais chercher à arrondir les angles. Tamar Ross n'en ouvre pas moins des « perspectives d'avenir » en montrant que la présence accrue des femmes dans la synagogue finira par rendre moins politique l'opposition entre les courants qui divisent le judaïsme au XXI<sup>e</sup> siècle, celles-ci dialoguant plus facilement que les hommes avec leurs homologues des autres bords. Parce que cette réflexion brillante privilégie le dialogue, elle se révèle exemplaire, pour tous. ■

**ORTHOXODIE ET FÉMINISME. AGRANDIR LE PALAIS DE LA TORAH** (*Expanding the Palace of Torah. Orthodoxy and Feminism*), de Tamar Ross, traduit de l'anglais par Myriam Ackermann-Sommer, Calmann-Lévy, « Diaspora », 490 p., 26 €, numérique 18 €.



A proximité du tombeau de Rachel, à Bethlém, en Cisjordanie, en février. JOHN WESSELS/AFP

# La chose sportive, bonheur du sociologue

Stéphane Beaud aborde le sport comme un « fait social total » dans un recueil de chroniques pour « Sud Ouest »

CLÉMENT MARTEL

Que racontent les événements sportifs de notre société ? Voilà la vaste question à laquelle s'attache le sociologue Stéphane Beaud depuis une dizaine d'années, dans des chroniques incisives publiées dans le quotidien *Sud Ouest*. Connus pour ses travaux sur les transformations de la condition ouvrière ou les enjeux de la démocratisation scolaire, le chercheur est un fêru de sport, qu'il aborde comme un « fait social total », interrogeant ses imaginaires dans *Qu'est-ce que l'actualité sportive ? Un regard sociologique*, recueil enrichi de ses chroniques.

Ce « sociologie du sport du dimanche » nous embarque dans un voyage permettant de comprendre des faits économi-

ques, politiques ou sociaux, sans oublier les rapports femmes-hommes, les préjugés ou le racisme. Il tend sa longue vue d'observateur averti de la chose sportive pour élargir l'horizon, zigzaguant entre les cas particuliers – comme la mort du « footballeur marchandise » Emiliano Sala en 2019 – et les analyses plus larges, allant des discriminations raciales chez les entraîneurs au mythe récurrent de l'« apolitisme du sport », battu en brèche par les débuts de la guerre en Ukraine, en 2022.

Avec clarté, Stéphane Beaud extirpe les phénomènes sportifs de leur actualité immédiate pour esquisser une analyse sociologique. Concis et sans égarer ses lecteurs par des concepts trop techniques – s'il invoque Pierre Bourdieu (1930-2002), par exemple, c'est pour son analyse de la manière dont les médias, la télévision en particulier, cisèlent la représentation des héros des Jeux olympiques – il pose le débat et entrouvre des portes. Charge ensuite au lecteur d'approfondir la réflexion.

Assumant ses chroniques comme « des sortes d'apérif », le plat de résistance étant l'enquête en sciences sociales, le chercheur propose un cas de côté. A l'occasion de la rupture d'un ligament croisé du genou droit de la star du rugby Antoine Dupont, il aborde ainsi les blessures sous l'angle de la sécurité... sociale (et du coût que cela engendre pour la société) plutôt que de celle des joueurs – thème bien plus souvent abordé.

De l'équipe de France féminine de handball à la mobilisation des sportifs américains après la mort de George Floyd, tué par un policier en 2020, ou à celle des sportives contre les violences sexistes et sexuelles, tourner les pages de ce livre, c'est piocher dans l'actualité sportive de la dernière décennie. Avec quelques retours en arrière, au gré de l'humeur ou des avis de décès d'anciens sportifs ayant marqué l'époque ou l'auteur. Quelques-uns en prennent pour leur grade, au fil de chroniques qu'il n'hésite pas à tancer – toujours avec un regard sociologique éclairé et étayé – certains

travers de la presse sportive, prompt à l'emballlement, ou à dénoncer les dysfonctionnements de certaines fédérations sportives. Comme un rappel que la matrice de ces textes réside dans les travaux de Stéphane Beaud sur l'épisode de la grève de l'équipe de France de football lors de la Coupe du monde 2010, où le sociologue a été – en particulier dans *Traîtres à la nation ? Un autre regard sur la grève des Bleus en Afrique du Sud* (La Découverte, 2011), écrit avec Philippe Guimard – « l'une des rares voix à ne pas ajouter au lynchage populaire, médiatique et politique », souligne dans sa préface Frédéric Laharie, le rédacteur en chef de *Sud Ouest Sports*, qui lui a confié cette chronique. ■

**QU'EST-CE QUE L'ACTUALITÉ SPORTIVE ? UN REGARD SOCIOLOGIQUE**, de Stéphane Beaud, préface de Frédéric Laharie, postface de Jean-Claude Lescure, Le Bord de l'eau, « Documents », 240 p., 18 €.

## A ceux qui viennent

Prenez une vérité générale. Montrez-la à un philosophe. Il ne vous reste plus qu'à ramasser les miettes, ou à vous préparer à contempler cette vérité, toujours aussi générale, et toujours debout, mais telle que vous ne l'avez jamais vue. C'est le miracle qui se produit dans ce petit livre scintillant d'intelligence, où l'universitaire américain Samuel Scheffer réunit tous les arguments qu'il est possible d'opposer à l'injonction de se soucier des générations futures – pourquoi s'occuper de gens qu'on ne connaît pas et dont le monde est à peine imaginable ? Puis les démonte, remet de l'ordre dans l'idée de départ, et dès lors la consolide, tout adversaire étant d'avance réfuté. Bref, il fait son métier. Un métier dont l'utilité, à le lire, ne fait pas de doute. ■

**FLORENT GEORGESCO**  
► **Pourquoi se soucier des générations futures ?** (*Why Worry About Future Generations?*), de Samuel Scheffer, traduit de l'anglais (États-Unis) et présenté par Benoît Gaultier, Elliott, « Livre des raisons », 160 p., 17 €.

## Écrivains sans filtres

En 1998 paraissait *Le Sexe du savoir* (Aubier), merveilleux essai de Michèle Le Dœuff sur la place (marginalisée) des femmes en philosophie. Martine Reid s'inscrit à sa suite, en examinant les raisons et les modalités de l'invisibilité des écrivaines. L'absence autrefois d'études, la critique féroce des « bas-bleus », le patronage écrasant de maris ou de collaborateurs : de tels facteurs ont joué autant que le cantonnement des femmes à la poésie ou au roman (sentimental si possible). Même si la quête, dans les années 1970, d'une « écriture féminine » n'est plus à l'ordre du jour, le démontage des filtres sexistes ayant longtemps prévalu, et dont certains subsistent encore, permet de mettre au jour de vastes courants négligés. Aucun motif de penser que l'histoire eût raison de les écarter, démontre Martine

Reid : seule une (re)lecture permettant d'en juger. ■

**LE SEXE DE LA LITTÉRATURE**, JEAN-LOUIS JEANNELLE  
► **Le Sexe de la Littérature**, de Martine Reid, Gallimard, « Connaissances », 176 p., 18,50 €, numérique 13 €.

## Liberté assistée

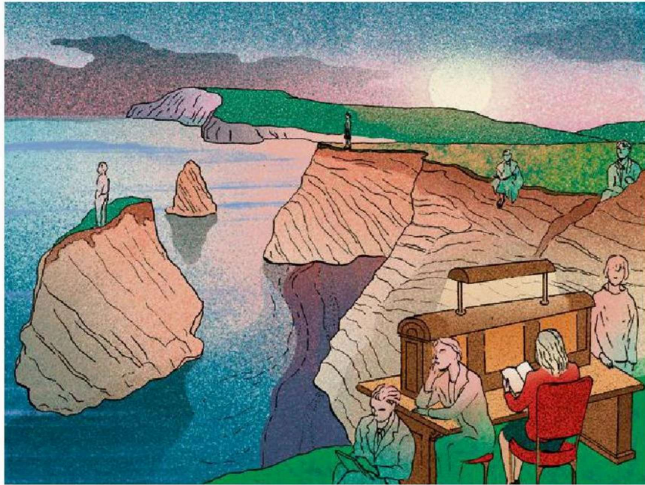
Il ne semble plus possible d'avoir le moindre projet sans qu'on vous propose d'être accompagné dans sa réalisation – par un coach, un conseiller, un psy... Une personne bienveillante, en tout cas, et qui ne cessera de vous dire que seuls vos choix comptent. Mais, dans ce cas, que fait-elle là ? À quel besoin répond-elle, à quelle idée des choix, justement, de la liberté, de la place de l'individu dans la société ? En se fondant sur une longue enquête, le sociologue Martial Vildard, dans ce livre tiré d'une thèse, fouille avec acuité les paradoxes de cette tendance « typique de notre moment historique », pour y déceler les signes d'une reformulation de l'idée d'autorité. En émergent des formes inédites de soumission et de normalisation des conduites, d'autant plus efficaces qu'elles se dissimulent derrière une croyance dans l'« existence libre et pleine » d'individus autodéterminés. ■

**FL GO**  
► **L'accompagnement de l'autorité**, de Martial Vildard, Croquant, 234 p., 20 €.



LE FEUILLETON  
TIPHAINE SAMOYAULT

# Voyage sentimental



ÉLIE BOUÛÉ

ÊTRE DE LA MÊME MANIÈRE DANS LES LIVRES ET SUR LES LIEUX QUI LES ONT VUS NAÎTRE, nez au vent et les sens aux aguets, non pas bourgeoisement en promenade mais spirituellement en quête des êtres, de leurs passions, de leurs chagrins, de leur vérité: voilà l'éthique qui habite *Passion anglaise*. Christine Jordis y réunit deux de ses livres, *Gens de la Tamise et d'autres rivages* et *Promenades anglaises* (Seuil, 1999 et 2005), complétés de textes écrits depuis et actualisés (le prince Charles de ces années-là est devenu le roi Charles III, les *prime ministers* se sont relayés). Lus séparément, ces deux livres sont assez différents.

Christine Jordis offre son amour de la langue anglaise, sa fascination pour l'excentricité et le bizarre, le « nonsense » qui caractérise le roman anglais

Un dressant une histoire de la littérature de langue anglaise, hors États-Unis, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et l'autre restituant voyages et promenades dans différentes régions de l'Angleterre. Rassemblés, ils déploient d'innombrables correspondances qui rendent leur lecture enchantée. Christine Jordis a vécu de nombreuses

années à Londres et elle a fait de sa passion pour la littérature de langue anglaise un métier varié: *literature officer* au British Council, chargée de la promotion de la littérature britannique en France, critique dans des revues et journaux (*La Nouvelle Revue française*, *La Quinzaine littéraire*, « Le Monde des livres »), traductrice et éditrice. Elle ne renonce pas à transmettre généralement un savoir dont témoignent les multiples entrées de son livre: chronologie, index, cartes, repères, bref une générosité encyclopédique et modeste à la fois.

Mais elle donne aussi bien plus que cela, en offrant son amour de la langue, sa fascination pour l'excentricité et le bizarre, le *nonsense* qui caractérise le roman anglais, l'attention aux choses vivantes chez Katherine Mansfield, les réveries qui prennent corps chez Sylvia Townsend Warner ou Iris Murdoch, la science des mouvements invisibles chez Virginia Woolf. Beaucoup de femmes, mais pas seulement; il y a aussi George Orwell et les Angry Young Men, les frères Powys et David Gascoyne (que Christine Jordis a traduit), la lande immense et furieuse de Thomas Hardy, la Tamise charriant des

formes indistinctes et noyées chez Charles Dickens, et d'autres figures considérables en passant, J. R. Tolkien et Salman Rushdie, V. S. Naipaul et Hanif Kureishi. C'est un roman-monde en anglais dont l'histoire est tracée, avec un accent particulier, imprimé par la subjectivité de celle qui choisit de parler des auteurs et des livres, qu'elle lit aussi en traduction, loin des châteaux, des chasses, de la domesticité nombreuse et des mariages précipités, sensible aux recherches formelles mais sceptique face aux plus radicales, attirée par la fantaisie et l'étrange, par la révolte absolue de l'enfance, mais également fascinée par la liberté et les passions hors norme, éblouie par les images du dedans qui se fondent dans le spectacle du dehors.

Dans la partie des voyages, il semble que les auteurs et les autrices de la première partie sont encore là, mais comme des personnages de « son » roman, des compagnons de la vie de Christine Jordis. Ils apparaissent au détour d'un chemin, dans un square de Bloomsbury ou au milieu d'un pont franchissant la Tamise. Ils disparaissent dans les allées d'un parc, derrière la « *lenture végétale* » et les innombrables fleurs d'un jardin anglais, dans les flots intensément contemplés depuis le rivage à l'île de Wight. En Angleterre, on ne peut pas se passer de la pluie, ce « *manteau léger, impénétrable, qui dissimule les contours des choses* » et provoque des rencontres inattendues. Elle adoucit parfois la colère et les souffrances de la ville de Londres, aimée aussi pour ses marges, sa vitalité, sa violence. Il faut y trouver des refuges. Le préféré de Christine Jordis depuis ses études, c'est la grande salle de lecture de la British Library, « *gigantesque salle ronde surmontée de sa coupole par laquelle entre le jour* », vite devenue le centre de son monde, l'espace qui l'exprime et l'incute tout entière et dont la fréquentation scandée avec régularité *Passion anglaise*.

Ce lieu échappant au temps et à sa division en heures n'existe plus, la bibliothèque ayant démantelé entre les gares de Euston et de St Pancras à la toute fin du siècle dernier. Elle a gagné en efficacité, mais les ombres échappées des romans de Dickens ou de Thomas Love Peacock, les fantômes de tous les hôtes illustres que la *reading room* a hébergés semblent définitivement envolés. Est-il temps de partir, de quitter l'Angleterre? Oui. Voyager ailleurs permet d'écrire sur le pays sans s'absorber en lui, de trouver le mot juste, en repensant de la précision des jardins, un mot « *pour retenir un sentiment que le temps effrite et atténue, pour arrêter ces impressions qui, à peine surgies, s'éffacent et disparaissent, pour dessiner d'un contour ferme cette vite informe et éphémère, rongée de néant sur les bords* ». Le pays réel peut ainsi retourner dans le livre et le volume que l'on tient entre les mains former une boucle où les pages mènent au paysage, qui y revient, légèrement transformé. Il n'y a pas de limite à l'aventure intérieure. ■

PASSION ANGLAISE.  
LIRE, VOYAGER, RÊVER,  
de Christine Jordis,  
Bouquins, « La collection »,  
504 p., 35 €



LES YEUX  
DANS LES POCHEs  
FRANÇOIS ANGLIER

À QUOI BON! A quoi bon prendre sa plume quand le peuple prend les armes, les tribuns la parole et le roi la fuite, précédée par sa noblesse? A quoi rime d'écrire, quand agir épuise toutes les ressources de la force, du danger et du lyrisme? Quels types d'écrivains et de publications pour se confronter ou riposter, en temps réel, aux grands rapides révolutionnaires et à l'urgence de la guerre européenne? Bref, de quel type de littérature a bien pu accoucher la Révolution française au sens large, entre *Qu'est-ce que le tiers état?*, de l'abbé Sieyès (1789), et *Atala*, de Chateaubriand (1801), la mort des futurs panthéonisés Voltaire et Rousseau (1778) et ce que Julien Gracq appela « *les révelles chancelantes de notre littérature* »?

Réponse avec l'inspection chronologique méticuleuse de la vie culturelle, éditoriale et littéraire française (avec incursion en Angleterre) menée par Olivier Ritz dans l'inédit *Une histoire littéraire de la Révolution française*. Première impression: toute oeuvre est de circonstance. La littérature révolutionnaire naît à la tribune, dans la rue ou les casernes; saillies tribuniennes à la Danton (« *Allez dire à vos maîtres que nous sommes ici par la volonté du peuple!* »), pamphlet incendiaire d'Olympe de Gouges, la Valérie Solanas des Lumières, brûlots journalistiques (*Le Père Duchesne*, 1790), affiches, chansons.

Malgré l'estime qu'on porte à *La Chaumière indienne*, de Bernard de Saint-Pierre, quel poids face aux couplets de *La Marseillaise* ou aux refrains de *La Carmagnole*? Écrire consiste, en ces temps, à accélérer, soutenir ou contredire l'agir, une déférente qu'on ne peut parer. Seul le théâtre monte au filot pour tenter d'égaliser l'événement, comme dans *L'Entrée de Dumouriez à Bruxelles*, de l'infatigable Olympe de Gouges, drame historique avec figurants et canons. De cette trombe, tréfilé, que nous reste-t-il? *Les Ruines*, de Volney, et *Justine*, de Sade. Esquisse un tableau historique des progrès de l'espérance humaine, de Condorcet, et *Le Moine*, de Lewis, les maraudes nocturnes de Restif ou de Louis-Sébastien Mercier: un idéal, des ruines et beaucoup de colère. Viendra le temps de l'imaginaire romantique et de l'histoire en 100 tomes, mon bon, mais là, il fallait parler au plus pressé!

LA CHOSE EST CONNUE, il n'y a plus à Paris de lire Rosbopierre. Ce station de métré, certes, à Montreuil (Seine-Saint-Denis) il semblerait que l'avocat d'Arras, l'homme qui monta à la guillotine avec une mâchoire « *façon puzzle* », sente encore le soufre. Lire donc l'excellent collectif paru chez Dunod, *Rosbopierre. Portraits croisés*, où, au fil de 15 thèmes, est scruté avec netteté, de sa plaidoirie de jeunesse contre l'interdiction du paratonnerre aux avatars de sa mythologie politique. Un ensemble qui nous permet, ô merveille, d'avoir une vision problématique et nuancée de Maximilien Rosbopierre (1758-1794), qui n'est plus un bloc à valider ou à refuser, un fantasme, mais une figure à analyser. Précieux manuel.



ON RÉVERA LONGTEMPS à la prise de la Bastille et à la fuite à Varenne racontées par la quadricentenaire Madame de Sévigné (1626-1696), ce sur l'air de sa lettre de 1670 sur le mariage de Lauzun (« *Je m'en vais vous mander la chose la plus étonnante, la plus surprenante...* »). A défaut, lire *Je ne suis ni à Dieu ni à diable*, passionnante analyse de sa spiritualité intense et conflictuelle par Jean Duchêne. Une manière tragique de reconsidérer la pimpante Marie de Rabutin-Chantal. ■



■ *Une histoire littéraire de la Révolution française*, d'Olivier Ritz, Folio, « Histoire », inédit, 416 p., 10,50 €, numérisé 10 €.

■ *Rosbopierre. Portraits croisés*, sous la direction de Michel Biard et Philippe Bourdin, Dunod, « Poche », 9,90 €.

■ *Je ne suis ni à Dieu ni à diable. La vie spirituelle de Madame de Sévigné*, de Roger Duchêne, préface d'Hervé Duchêne, Le Passereau, « Poche », 184 p., 9,90 €.

PHOTOS: BENOÎT BRESSON/SEUIL, ANNE CHAVAT, BRUNO LEVY

## FIGURES LIBRES



ROGER-POL DROIT

# Le géant Carnap, méconnu en France

C'EST UN DES GÉANTS DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE. Pourtant beaucoup l'ignorent. Le logicien Rudolf Carnap (1891-1970) a longtemps fait l'objet, en France, d'une indifférence ou ignorance et mépris se renforçant réciproquement. Membre du célèbre Cercle de Vienne, figure centrale du positivisme logique, il explore les conditions formelles de la connaissance scientifique, en les séparant métaphysiquement des illusions métaphysiques de la philosophie. Élève de Gottlob Frege (1848-1925), il dialogue avec les grands mathématiciens et logiciens de son temps (Russell, Gödel, Wittgenstein...). Socialiste et pacifiste, il quitte en 1925 l'Allemagne nazie pour les États-Unis. Ses travaux, poursuivis ensuite à

Chicago, à Harvard, à Princeton, continuent d'inspirer de nombreux chercheurs en philosophie analytique.

Aujourd'hui, avec presque un siècle de retard, les francophones peuvent lire son travail le plus fondamental, dans une traduction de Jacques Bouveresse (1940-2021), précédée d'une longue préface ce dernier. Édité en allemand en 1934, puis en 1937 dans une version anglaise remaniée, *La Syntaxe logique du langage* incarne un moment charnière de la réflexion contemporaine. Son objectif est radical: « *La philosophie doit être remplacée par la logique de la science* », écrit Carnap dans l'avant-propos. Et cette logique, selon lui, est uniquement une syntaxe. Essayons d'indiquer ce

que cela signifie et implique, en soulignant au passage l'extrême difficulté de l'œuvre, dont l'accès est réservé aux habitués des études sur les fondements des mathématiques et sur les langues formelles.

Carnap s'efforce d'établir que la logique est une pure affaire de syntaxe. Ce qui est déterminant pour la connaissance n'est donc pas la signification intrinsèque des termes utilisés, mais avant tout la nature des symboles et les règles de convention posées pour leur usage. Autrement dit, la science a légitimement partie liée avec des entités abstraites et des conventions réglant leur maniement, mais l'essentiel ne réside pas dans une quelconque réalité de leur signification propre. C'est pourquoi la philosophie s'égare quand elle cherche si ces abstractions possèdent ou non une existence autonome.

Les répercussions de cette approche purement syntaxique des langues formelles sont considérables. Bienôt se trouvent mis en jeu le

LA SYNTAXE LOGIQUE  
DU LANGAGE  
(*The Logical Syntax of Language*),  
de Rudolf Carnap,  
traduit de l'anglais  
(États-Unis) et introduit par  
Jacques Bouveresse, avant-  
propos de Pierre Wagner,  
édité par Jacques  
Bouveresse, Pierre Wagner  
avec Baptiste Mésès,  
Gallimard, « Bibliothèque de  
philosophie », 492 p., 27 €

statut du langage, la distinction du vrai et du faux, la définition du savoir, les places respectives de la pensée, de la langue et du réel. Enfin, le « *principe de tolérance* », exposé dans la dernière partie du livre, connaît aujourd'hui une féconde postérité. Peu importent les règles établies au départ (rien ne les prescrit, aucune n'est bonne ou mauvaise toutes sont valables), seule compte la cohérence de leur mise en pratique. L'exploration de cet univers exige attention, temps et patience. Mais, pour ceux qui pourront l'entreprendre, le voyage en vaut la peine. Ils y apercevront un versant de la pensée moderne largement tenu à l'écart par l'histoire de la culture en France. Pour comprendre pourquoi cette somme nous parvient si tard, et pourquoi ces analyses sont encore si peu familières, il faudrait reprendre l'histoire intellectuelle des dernières générations, et les effets déléteurs de la fascination pour le brouillard heideggerien. L'antagonisme absolu qui règne entre la planète mentale de Rudolf Carnap et celle de Martin Heidegger (1889-1976), qu'on habitait tant de courants français, peut expliquer le retard considérable avec lequel cette œuvre nous parvient. ■

L'écrivaine Oyinkan Braithwaite joue du thriller et du fantastique pour explorer la condition féminine dans la mégapole nigériane

# Femmes ensorcelées de Lagos

THRILLER

GLADYS MARIVAT

Lagos, la plus grande ville du Nigeria – près de 20 millions d'habitants –, réputée pour sa croissance démographique rapide, ses écarts de richesse, ses lies, son industrie du cinéma et ses embouteillages, est le meilleur endroit pour se débarrasser d'un cadavre. Ainsi parlait Oyinkan Braithwaite, lors de la parution en France de son premier roman, *Ma sœur, serial killeuse* (La Croisée, 2019). L'écrivaine, née dans la mégapole nigériane en 1988, y relatait avec mordant les efforts de Korède pour éviter la prison à sa sœur aînée, dont le seul vilain défaut était de tuer ses amants. Chargeant leurs corps dans son coffre, Korède traversait la ville sans crainte d'être arrêtée par la police.

Si Oyinkan Braithwaite est restée fidèle à Lagos, l'autrice a occupé ses deux romans suivants à creuser la complexité des liens familiaux dans une atmosphère de plus en plus inquiétante et fantasmagorique. Ainsi, quand le bref *L'Une ou l'autre* (La Croisée, 2023) imaginait un homme confiné durant la pandémie de Covid-19 avec deux femmes se revendiquant chacune comme la mère de son bébé, son nouveau livre remonte le fil d'une malédiction pesant sur les femmes d'une même lignée.

## Magie noire

*Filles maudites* commence par la mort de l'une d'elles : Monifé, dite « Mo », retrouvée noyée sur une plage de Lagos. Le même jour, sa sœur, Ebun, accouche d'une petite fille qui ressemble trait pour trait à la défunte. Pis, Ebun voit sa sœur réapparaître, encore trempée de sa noyade, pour bercer l'enfant, prénommée Eniyyi – on retrouve une flaqué d'eau près de son berceau. Les femmes de la maison se mettent en tête de consulter Mama G pour qu'elle pratique son *juju*, sa magie noire.

Dès l'abord de ce nouveau thriller, son meilleur, Oyinkan Braithwaite crée une



A Ajegunle, un quartier pauvre de Lagos (Nigeria). JACOB SILBERBERG/PANOS-REA

ambiance captivante, mêlant référence aux croyances traditionnelles et roman gothique. Alternant les histoires de ces trois femmes – Mo, Ebun, Eniyyi –, elle les relie peu à peu aux origines de la malédiction. Laquelle commence avec Feranmi Falodun, leur aïeule, d'une beauté rare, vouée aux géonies par la deuxième épouse de son mari, un homme séduisant et arrivé de nulle part.

« *Tes filles, les filles de tes filles et toutes les Femmes de leur descendance souffriront à cause des hommes* », lui hurle-t-elle.

Yetunde, Fikayo, Tobii... toutes sont délaissées, accusées d'être des sorcières, gravement malades, même celles qui refusent d'y croire. Monifé s'entend d'un garçon riche, Golden Boy, promis à une autre. Elle aura beau faire de la magie, lutter contre sa belle-mère, puis sa rivale, il lui glissera entre les doigts. Eniyyi fera la même erreur, là encore avec un

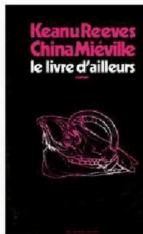
inconnu, un certain Zubby, qu'elle sauvera de la noyade. Mais, bien sûr, le regard inquiet des amis teinté de drame leur amoum anaissant. Seule la tante Kemi, qui chique du tabac, indifférente à tout, « donne du fil à retordre à la malédiction ».

« *Pourquoi sommes-nous à ce point obsédées par les garçons et le mariage?* », demande Ebun, la plus féministe d'entre toutes. La liberté d'aimer, d'être soi toute les assignations et le fardeau des ancêtres, telle est la possibilité qu'explore ici Braithwaite avec une tranquille originalité. ■

## FILLES MAUDITES

(*Cursed Daughters*), d'Oyinkan Braithwaite, traduit de l'anglais (Nigeria) par Christine Barbaste, La Croisée, 368 p., 23 €, numérique 15 €.

FANTASTIQUE



# L'immortel las de vivre

QUAND L'UN DES AUTEURS LES PLUS INVENTIFS DE LA FANTASY CONTEMPORAINE, le Britannique China Miéville, s'empare d'un personnage de comics imaginé par l'acteur le plus cool d'Hollywood, le Canadien Keanu Reeves, leur complicité donne

naissance à un roman aussi épique que cérébral, aussi politique que fantastique – sans jamais sacrifier le souffle ni le rythme de l'aventure, *Le Livre d'ailleurs*.

Unute est un guerrier sans égal, immortel et invincible. Une crise de rage meurtrière s'empare de lui : incarnation moderne du guerrier-faive des légendes scandinaves, mais aussi double vivant du héros de *BRZRKR* (Delcourt, 2021-2023), créé par Reeves lui-même. Après quatre-vingt mille ans d'existence, las de sonder le mystère de sa propre origine, il ne souhaite plus qu'une chose : devenir mortel. Pour ce faire, il accepte l'aide de la plus clandestine des agences secrètes, l'Unité, en échange de sa propre participation à des missions sensibles. Jusqu'au jour où, lors d'une opération, un agent ordinaire revient brièvement à la vie après avoir été massacré : et si Unute n'était pas si unique qu'il le croyait ?

En s'appropriant joyeusement les codes de plusieurs mythologies, en mêlant les ingrédients les plus radicalement fantastiques à ceux d'une science mise au service de l'armée, Miéville et Reeves nous offrent un oiseau rare : à la fois roman d'action et roman philosophique, roman de terreur et d'humour noir. Coup de pied dans la fourmière de divers complotismes comme de certaines formes de religiosité, il se révèle aussi, au prix de quelques beaux paradoxes, une authentique réflexion politique sur la spiritualité – individuelle comme collective. Jusqu'à se payer le luxe d'attribuer le meilleur second rôle de leur casting à un babouïssa, cet étrange animal à mi-chenin entre le porc et le cerf. ■ **JUSTUS ROBERT**

► *Le Livre d'ailleurs* (The Book of Elsewhere), de China Miéville et Keanu Reeves, traduit de l'anglais par Nathalie Négre, Au diable vauvert, 432 p., 29 €, numérique 13 €.

BANDE DESSINÉE

# Un fameux Berruyer

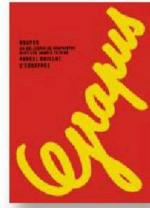
BIEN CONNU DES HABITANTS DE BOURGES qui le voyaient tirer sa carriole à trois roues, Marcel Bascoulard (1913-1978) accède depuis quelques années à une reconnaissance posthume justifiée. Clochard cète, poète maudit et travesti excentrique, ce virtuose du dessin n'a eu de cesse d'immortaliser sur papier les rues et les principaux bâtiments de la ville, s'amusant parfois à croquer la cathédrale Saint-Etienne devant le palais Jacques Cœur, et inversement, afin de faire rager le bourgeois. Son mode de vie – auquel ne fut sans doute pas étranger le meurtre de son père violent, quand il était jeune, par sa propre mère – reste un mystère que cette biographie dessinée ne tente pas de percer, préférant l'évocation à l'enquête. Adepte du dépeuplement, Bascoulard survivait grâce à son art, échangeant ses dessins contre une maigre pitance qu'il partageait avec ses chats. Les gens le pensaient riche, ce qui lui valut d'être trangle par un marginal dans son goubri des abords de la ville. Le trait charbonneux de Frantz Duchazeau – pas maladroït, lui non plus, dans la représentation de l'architecture gothique – rend hommage à ce frère de lavis dans une mise en abyme souvent troublante. ■ **FÉDÉRIC POTET**

► *Marcel Bascoulard*, de Frantz Duchazeau, Sarbacane, 168 p., 25 €.



SARBACANE

GRAPHISME



# La griffe Grapus

POUR LES GRAPHISTES FRANÇAIS, Grapus est un nom mythique. Celui d'une extraordinaire aventure collective et artistique, intimement liée au Parti communiste français. Pascal Guillot lui donne enfin une histoire. A partir d'une riche iconographie, il nous invite à suivre la trajectoire d'une joyeuse bande d'étudiants, depuis Mai 68 jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir, au début des années 1980. Renonçant à leurs signatures individuelles pour endosser l'identité du groupe, Grapus, ils n'ont cessé d'œuvrer pour une affiche populaire, en adossant leur pratique à une réflexion au long cours sur la responsabilité du graphisme engagé. Nous leur devons, entre autres, un logo du syndicat CGT, celui du Secours populaire et l'audacieuse chartre graphique de La Villette, à Paris.

Le collectif, qui a introduit en France, dans les années 1970, le style des affiches polonaises, a su réconcilier communication politique et écriture poétique, imposant son langage visuel à des générations d'amateurs. L'ouvrage raconte le lien étroit entre les municipalités communistes et les graphistes et, en racontant les rouages d'une commande, la lutte indispensable à la liberté de création. Il laisse aussi la part belle à des textes du collectif qui portent une critique féroce de la publicité et de la communication. ■

SYLVAIN PEIRANI  
► *Grapus. Un collectif de graphistes dans les années 70 et 80*, de Pascal Guillot, L'Échappée, 304 p., 38 €.

PHOTOGRAPHIE

# Martin Parr, antikitsch



Série « Small World », Las Vegas (États-Unis), 2000. MARTIN PARR/MAGNUM PHOTOS

RÉÉDITÉ À L'OCCASION DE L'EXPOSITION que le Jeu de paume, à Paris, consacre à Martin Parr (jusqu'au 24 mai), cet entretien mené en 2010 par Quentin Bajac avec le photographe britannique (1952-2025) révèle une personnalité plus tendre et moins caustique que ne le laissent croire ses images saturées de culture populaire.

Si l'a photographie avec une insistance compulsive la société de consommation et la mondialisation du tourisme, c'était, dit-il, pour « débrasser le médium de tout romantisme » et ramener la photographie à une lucidité sans illusion. Son ironie, pourtant, n'a rien de moqueur. « Mon goût pour des endroits comme les stations balnéaires ne vient pas de leur côté kitsch, terre tellement condescendant et réducteur, mais de ce qu'ils sont pleins d'énergie (...). Je suis un photographe beaucoup plus humaniste que vous pourriez le penser », expliquait-il. Du choix de ses sujets à sa technique – flash en plein jour, goût des couleurs crues et criardes –, Parr cherche à faire le tour de son sujet, sans jamais l'épuiser. « Je continue à compléter le puzzle et le ferai tant que je pourrai photographier. » ■

AMAUÏ DA CUNHA  
► *Le Mélange des genres. Entretien avec Quentin Bajac, de Martin Parr*, Textuel, 160 p., 22 €.

BOTANIQUE



# Arbres bien urbains

LE TITRE DU NOUVEL OUVRAGE DE LA BOTANISTE VÉRONIQUE MÛRE, *Être un arbre dans la ville*, remet dans l'oreille du lecteur une célèbre chanson de Maxime Le Forestier. Son contenu est une exploration passionnante du sujet, illustrée des photographies prises par l'autrice elle-même. L'histoire des arbres en ville et la description de leurs spécificités sont assorties de profils sensibles sur la beauté du vivant. Botaniste singulière et erudite, l'autrice nous emmène dans un voyage à travers le temps, de l'imaginaire d'un Saint Louis rendant la Justice sous un chêne aux « espaces verts » des années 1960-1970. Et nous incite à la réflexion sur la nécessaire adaptation des plantations urbaines aux conséquences du dérèglement climatique. Parmi ces pistes, l'idée, chère au « jardinière » et paysagiste Gilles Clément, de penser l'urbanisme en donnant la « séance au vivant ». Pour que celui-ci soit désormais pensé au centre, et non plus relégué, « entre béton et bitume ». ■ **LUCIEN JEDWAB**

► *Être un arbre dans la ville*, de Véronique Mûre, préface de Michel Lussault, Atelier Baie, 232 p., 25,90 €.

Lolita Pille

## Pas bas-bleu

L'autrice de « Hell », best-seller paru en 2002 et écrit à 19 ans, a connu le flux et le reflux de la gloire. Elle s'en est remise, comme l'atteste « Antigone reine », essai passionné sur la littérature

RAPHAËLE LEVRY

Le chagrin se lit sur le visage aux traits tirés de Lolita Pille comme dans le léger tremblement de sa voix. Le 28 mars, deux jours avant notre rencontre, son agente, Elisabeth Samama, est morte des suites d'un accident vasculaire cérébral, à 61 ans. Celle qui avait, notamment, travaillé comme éditrice chez Fayard et au Seuil a été, ces derniers temps, un « personnage-clé » pour l'écrivaine, née en 1982. « Je n'envisage pas grand-chose aux hommes, dit-elle avec un sourire triste, mais j'ai toujours jaloué leur capacité à s'allier dans des relations entre un mentor et son cadet. On voit ça moins souvent chez les femmes, il me semble. Avec ses yeux, les plus brillants qui soient, avec une énergie en combustion permanente, Elisabeth n'avait pas d'âge. Il y avait en elle une jeunesse inépuisable. Mais, en même temps, c'était mon aînée, qui arrivait avec son expérience et sa force, qui m'a ôtée des illusions et a su en restaurer d'autres. Je regrette tellement de ne pas l'avoir connue à 20 ans. Elle aurait arrosé la petite plante malséante que j'étais. »

Elles se sont rencontrées grâce à des amis communs, à la requête d'Elisabeth Samama. Lolita Pille, désormais quadragénaire, se trouvait « en errance éditoriale », après avoir publié trois romans (le premier, *Hell*, connu en 2002 un succès fulgurant et encombant) chez Grasset, puis, après une décennie de silence, deux

« Quelqu'un qui vous aide à aller dans le sens de votre propre vérité, ça change une vie », dit l'autrice à propos de son agente, Elisabeth Samama, morte le 28 mars

autres chez Stock. « Je pensais faire un petit livre sur l'écriture à partir des ateliers que je donne. Je lui ai envoyé les premiers chapitres. Elle m'a renvoyé pour me dire que ce n'était pas du tout "un petit livre à vociférer vaguement pratique, mais un essai". Elle a voulu pour moi trouver une place dans une maison d'édition. Le Cherche Midis, sans brider mon ambition. Pendant que j'y travaillais, nous étions dans

## Parcours

**1982** Lolita Pille naît à Sèvres (Hauts-de-Seine).

**2002** Parution de *Hell* (Grasset), son premier roman.

**2011** Voyage à Haïti.

**2015** Elle quitte Paris pour Brest. Elle y passera sept ans.

**2019** *Eléna* et *les Jouesses* (Stock), son quatrième roman, paraît, onze ans après son troisième, *Crépuscule ville* (Grasset, 2008).

**2022** *Une adolescente* (Stock).

un rapport presque quotidien, elle avait instauré entre nous une sorte de relation mautéique. Quelqu'un qui vous aide à aller dans le sens de votre propre vérité, ça change une vie. »

La maieutique Samama a ainsi accompagné « avec une patience infinie » la naissance d'*Antigone reine*, cet épais essai en défense de la fiction, qui porte une vision exaltée, mystique, de la littérature et, pour ce faire, circule souplement à travers les références, les siècles, assène des certitudes que l'autrice n'hésite pas à battre en brèche quelques dizaines de pages plus loin – « la contradiction, c'est la vie », y note-t-elle.

Il a pour genèse d'innombrables « monologues sous la douche » et conversations avec des amis écrivains, passés à « vituperer l'époque et son rapport à la littérature », sa manie de rabattre les livres sur leur « sujet », et plus précisément la fiction dont les « livres à sujets », notamment ceux qui ont trait

aux violences faites aux femmes, s'accompagnent d'une « pose engagée moralisatrice, pas toujours authentique ». Estimant que la littérature est attaquée « avec les armes esthétiques de la droite – les armes du marché – et avec les armes esthétiques de la gauche – les armes intentions ». *Antigone reine* se dresse contre la tentation du « pharisaïsme ». Lolita Pille y souligne son attachement

de citoyenne à des idéaux émancipateurs, s'y présente comme une militante anticapitaliste tendance *Monde diplomatique* et une féministe engagée, mais y rappelle avec force que le roman ne saurait être le lieu du prêche politique.

Lolita Pille a écrit ce texte pour défendre sa vision de la littérature autant que pour « donner une cohérence » à son parcours d'écrivaine, en exhibant ses références, goûts, dégâts et ambitions. *Antigone reine* est aussi, avoue son autrice, « un plaidoyer pour l'intelligence, même si c'est épouvantablement bas-bleu de dire ça ». Celle dont la pensée se déploie en arborescence à mesure que fusent les citations poursuit : « Les intellectuels ont rarement envie de défendre l'intelligence, ils préfèrent jouer aux imbéciles, aux désarticulés, aux révolutionnaires... Non seulement il m'importe de la défendre, mais j'ai besoin que ma propre intelligence ne soit pas contestée – ça peut sembler un peu minable comme but, mais j'ai reçu tellement de cailloux et d'insultes... »

Les insultes lui sont tombées dessus avec la notoriété, à la parution de *Hell* (200 000 exemplaires vendus). Ce premier roman fut pris pour la confession (qu'on soupçonnerait écrite par un autre) d'une « pétesse », gosse de riche cocainée. Alors qu'il s'agissait d'une fiction, nourrie par l'observation des enfants du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris qu'avait fréquentés au lycée l'autrice, grande, elle, dans la voisine Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), entre un père archi-

tecte breton et une mère comptable d'origine vietnamienne. Pille avait 19 ans quand le livre a paru et elle arborait un prénom « qui fait bander les quinze », comme le dit l'animateur Thierry Ardisson à la télévision en questionnant sur sa sexualité cette jeune fille aux joues encore rondes et à la pose d'affranchie un peu vacillante. Ses deux romans suivants, *Bubble Gum* et *Crépuscule ville* (Grasset, 2004 et 2008), défrayèrent moins la chronique et n'affaiblèrent les chiffres de vente que dans un moindre mesure. Puis Lolita Pille s'échappa. Elle parla d'une « désertion » qui lui a permis de devenir « poétesse ».

Dans les temps forts de la décennie qui suivit, elle cite, en 2011, les cinq semaines passées à Haïti pour encadrer des étudiants en cinéma. « C'est le moment où j'ai cessé d'être une petite oie de banlieue parisienne, où j'ai pris conscience de mon héritage de colonisée autant que de mon héritage colonial, où j'ai compris à la fois que j'étais blanche et que je ne l'étais pas. J'ai cessé de considérer le fait d'être européenne comme un tort. » A cela s'ajoute une autre révélation : « Cette expérience dans un pays où la poésie et la peinture sont des moyens de survivre m'a amenée à comprendre qu'il n'y a pas de séparation entre art et politique, et que, cependant, il faut les séparer pour que l'un n'absorbe pas l'autre. »

Il y eut ensuite « l'exil » à Brest, où elle suivit ses parents. Au sujet de ces années d'éremitisme, elle évoque un désir d'« expiation » afin d'« obtenir des dieux [sa] légitimité d'écrivaine ». Sans être certaine de ce qu'elle voulait expier : « Un avortement » qu'elle avait vécu ? « Le succès de *Hell* et les soupçons d'imposture qui l'avaient accompagné ? » A moins qu'elle ne se soit simplement conformée aux consignes de Virginia Woolf, qui appelle, dans *Trois quinqués* (1938), les femmes cultivées à embrasser « la pauvreté, la chasteté, la dérision et la liberté à l'égard des loyalistes idéalistes » – au rang desquels Lolita Pille range la famille ou la nation.

C'est dans cette période de lecture à haute dose, d'écriture sans horizon de publication et d'« attention extrême » (l'expression de la philosophe Simone Weil [1909-1943] revient plusieurs fois dans *Antigone reine* comme l'une des conditions de l'écriture) que s'est forgée la langue de son retour, avec *Elena* et les

## EXTRAIT

« Quand je lis l'épître des intellectuels antifascistes de la période [les années 1930], Thomas Mann, Walter Benjamin, Virginia Woolf, Georges Bernanos, je dois avouer que je ne comprends pas que l'« élitisme » soit désormais accueilli avec des cris de haine. En réalité, les intellectuels passent leur vie à faire des trucs formidables : creuser des tunnels dans le temps, comme des taupes, exister dans un état permanent d'orgasme mental, ne pas se suicider, gracieusement, avant d'avoir écrit *Le livre qui comblera des milliers (ou des dizaines) de lecteurs*, se baigner deux fois dans le même fleuve, être complètement soumise à leur vie intérieure, dire la vérité. Effectivement, les intellectuels deviennent réellement intéressants quand cette dernière chose devient problématique dans une société. Dire la vérité. »

ANTIGONE REINE,  
PAGE 289

jouesses puis *Une adolescente* (Stock, 2019 et 2022). Une langue pleine de panache, ne rechignant ni au lyrisme ni à l'humour. « Elle est née, analyse-t-elle, d'une collision entre le passé et le présent, entre le monde spirituel et le monde matériel », entre l'aspiration à « une prose relativement cèleste » et la nécessité de la mettre au service d'un récit.

*Antigone reine* le répète assez, Lolita Pille, qui gagne sa vie avec des ateliers d'écriture et des travaux de scénariste, n'envisage pas d'activité plus enthousiasmante que l'élaboration d'un roman. Depuis qu'elle a terminé son essai, elle est « obsédée, très tourmentée » par celui auquel elle travaille. « Un truc gothique », auquel elle a commencé à penser il y a six ans. Elle aurait dû en faire lire bientôt les premières pages à son agente. ■



Lolita Pille, à Paris, en février. ROMY ALIZÉ

## Transmettre une mystique littéraire

CE QU'IL Y A DE PLUS FORT, sans doute, dans *Antigone reine*, ce sont les lectures auxquelles Lolita Pille soumet des livres chez son cœur : *Beloved*, de Toni Morrison (éd. Christian Bourgois, 1992), où l'écrivaine atteint la grandeur notamment en traitant ses personnages avec équanimité ; *Un bref instant de splendeur*, d'Ocean Vuong (Gallimard, 2021), ce récit autobiographique où éclate l'un des pouvoirs de l'art, celui de « renouveler notre être, de substituer la beauté à la violence » (lire la une) ; *Trois quinqués*, de Virginia Woolf (1938), texte antifasciste dont l'autrice

démontre l'actualité et la puissance intangiblement subversive. A la recherche du temps perdu, de Marcel Proust (1913-1927), qui ramène l'autrice à « une immense et inexplicable émotion de vivre », et dont deux passages éclairent le fonctionnement de l'empathie à l'égard des souffrances d'autrui.

On pourrait aussi parler des œuvres de Sophocle, Faulkner, Sappho, Katka, Sylvia Plath ou Jean Rhys qui nourrissent cet essai érudit et intensément personnel sur la force de la littérature (particulièrement de la fiction), sa capacité à faire cohabiter des vérités et des sentiments appa-

remment contradictoires. Explorant le fonctionnement des personnages ou le rôle du temps, se confrontant à des questions contemporaines, comme la possibilité pour une féministe conséquente de continuer à lire des hommes, *Antigone reine* n'est pas porté par une quelconque « prétention à faire science ». Mais par l'ardent désir de transmettre « une mystique », celle que l'autrice s'est forgée « en lisant, en écrivant ». ■ R. L.

ANTIGONE REINE,  
de Lolita Pille,  
Le Cherche Midis, « Essai »,  
400 p., 23 €, numérique 15 €